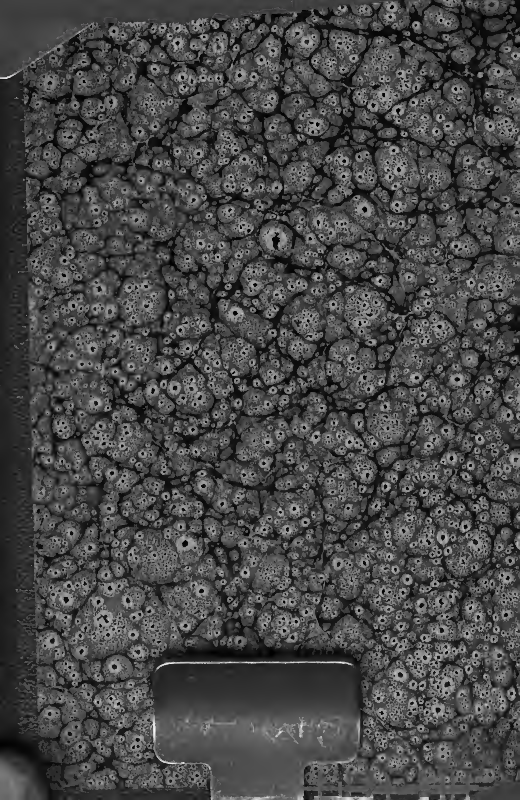
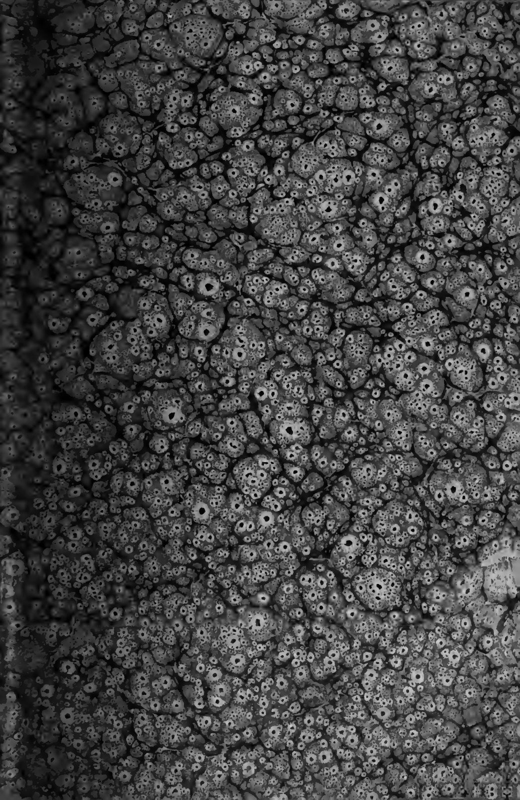




GALERIE

DES

CONTEMPORAINS ILLUSTRES.

GALERIE DES CONTEMPORAINS ILLUSTRES



M. BENJAMIN CONSTANT.

GALERIE

DES

CONTEMPORAINS ILLUSTRES,

PAR

UN HOMME DE RIEN.

Laissons là les théories pour ce qu'elles valent. En histoire comme en physique, ne prononçons que d'après les faits.

CHATEAUBRIAND.



TOME VIII.

PARIS,
A. RENÉ ET Ce, IMPRIMEURS-ÉDITEURS,
RUE DE SEINE, 32.

M. BENJAMIN CONSTANT.

J'ai défendu quarante ans le même principe, liberté en tout, en religion, en philosophie, en littérature, en industrie, en politique, et par liberté j'entends le triomphe de l'individualité, tant sur l'autorité qui voudrait gouverner par le despotisme que sur les masses qui réclament le droit d'asservir la minorité à la majorité. Le despotisme n'a aucun droit. La majorité a celui de contraindre la minorité à respecter l'ordre ; mais tout ce qui ne trouble pas l'ordre, tout ce qui n'est qu'intérieur, comme l'opinion, tout ce qui dans la manifestation de l'opinion ne nuit pas à autrui, soit en provoquant des violences matérielles, soit en s'opposant à une manifestation contraire, est individuel et ne saurait être légitimement soumis au pouvoir social.

BENJAMIN CONSTANT, *Mélanges de littérature et de politique.*

Cela est pourtant vrai, que sans malheur extérieur j'ai souffert plus d'angoisses que le malheureux sur la roue ; que je les avais méritées, car j'avais aussi fait souffrir ; que j'ai envié cent fois tout ce qui ressemblait à une vie réglée, et que je n'ai trouvé de paix nulle part.

Lettre inédite de BENJAMIN CONSTANT.

Voici une figure historique des plus curieuses et qui vaut la peine d'être étudiée en détail. Publiciste, philosophe, orateur, romancier, homme du

monde, Benjamin Constant a obtenu tous les genres de succès et conquis le premier rang dans toutes les sphères ou s'est exercée son activité. Après avoir, durant quarante ans, mené de front avec une ardeur égale le double et dévorant travail des passions et des idées, il est mort fatigué de la vie, comme un homme qui en a connu toutes les amertumes et épuisé toutes les jouissances. Pendant quelques jours sa mort a été un événement ; tout un peuple se pressait aux funérailles du tribun constitutionnel ; puis le silence s'est fait autour de sa tombe, son nom est allé rejoindre dans l'abîme du passé tous ces grands noms que le dernier demi-siècle a vus éclore, et tandis que le vulgaire, tout entier aux noms qui s'élèvent, a déjà presque oublié celui qui ne retentit plus à ses oreilles, les écrivains, qui étudient ou préparent l'histoire, le pèsent, le discutent, et se livrent sur lui à cette controverse préliminaire qui précède l'arrêt de la postérité.

Diverses causes que je crois transitoires concourent à tourner en ce moment les idées dans un sens plutôt défavorable que sympathique à Benjamin Constant.

La première de ces causes est ce qu'on appelle la réaction religieuse, c'est-à-dire le mouvement artificiel que se donnent depuis quelque temps certains esprits peu sensés pour défendre la religion que personne n'attaque, attaquer l'impiété que personne ne défend, réchauffer la tiédeur avec des arguments propres à susciter la haine, et tenter de rétablir entre l'Eglise et l'Etat, à défaut d'une identité que l'exemple de la Restauration a démontrée aussi dangereuse qu'impossible, un antagonisme dont les éléments n'existent plus.

Les hommes de ce mouvement ne pardonnent pas à Benjamin Constant d'avoir été, sous la Restauration, un des plus puissants adversaires de leur croisade politico-religieuse contre les idées de 89, un adversaire d'autant plus puissant qu'il était lui-même affranchi de toute prévention contraire, et imbu, sinon de croyances dogmatiques très-arrêtées, au moins d'un sentiment religieux très-prononcé. Ils se vengent aujourd'hui des coups que leur portait ce redoutable champion de la liberté de conscience, en outrageant sa mémoire, en dénaturant, en calomniant sa vie, et en

opposant, à défaut d'arguments meilleurs, aux idées d'un esprit juste et élevé, aux inspirations d'un cœur noble et généreux, les quelques faiblesses d'un caractère qui ne fut peut-être pas toujours, chez Benjamin Constant, à la hauteur de son esprit et de son cœur (1).

La mémoire de l'illustre publiciste trouve des juges qui ne sont guère plus équitables dans la personne des *organisateurs* de toutes nuances apparus depuis la révolution de Juillet. Ceux-là, superbement dédaigneux pour ce qu'ils appellent *l'école critique*, c'est-à-dire l'école qui s'occupe de garantir les droits de l'individu contre toute espèce d'oppression exercée par un ou plusieurs, au nom et dans l'intérêt prétendu de la société,

(1) C'est évidemment une antipathie de ce genre qui a dicté l'article Benjamin Constant dans le Supplément à la *Biographie* de Michaud. Le peu de choses exactes que renferme cet article est copié sur un bon travail de M. Loeve-Weimar, publié dans la *Revue des Deux-Mondes*, et écrit dans une tout autre intention. Seulement le rédacteur de l'article Michaud a cru devoir orner son plagiat de toutes sortes d'inventions et de réflexions grotesques, exprimées souvent dans le langage le plus saugrenu, et qui trahissent chez lui, en même temps qu'une grande malveillance, une ignorance à peu près complète des hommes et des choses dont il parle.

ceux-là ne voient qu'impuissance et faiblesse d'esprit dans les efforts des hommes qui, depuis cinquante ans, ont travaillé à faire l'éducation constitutionnelle de la France, qui ont lutté sous tous les genres de tyrannie pour la maintenir en possession des libertés civiles, politiques et religieuses dont elle jouit aujourd'hui. Ces *organisateurs* oublient que, s'il y a dans leurs théories d'organisation autre chose qu'un vieux despotisme paré d'un nom nouveau, c'est encore aux hommes tant décriés par eux qu'ils doivent de pouvoir les exposer librement, et en poursuivre l'application sans avoir à redouter d'autres juges que la raison publique.

La troisième classe de personnes qui se laissent facilement entraîner à juger Benjamin Constant d'un point de vue exclusif est celle des littérateurs voués à la critique psychologique; pour ceux-là Benjamin Constant a eu le malheur d'écrire *Adolphe*, c'est-à-dire de peindre avec un admirable talent, dans une situation donnée, un caractère d'homme qui n'a ni l'énergie de l'égoïsme, ni la puissance du dévouement, et qui se résume en une grande vanité mélangée d'une

grande faiblesse. Si malheureux que soit ce caractère, on conviendra qu'après tout en lui-même il vaut encore bien mieux que les types du siècle où l'on se tirait d'une situation pareille à celle d'Adolphe par le mot du héros des *Liaisons dangereuses* : *On se lasse de tout, mon ange*. Mais en admettant de plus, qu'au lieu d'être une œuvre d'art plus ou moins ornée de réminiscences personnelles, *Adolphe* soit une confession, en admettant que la confession soit complétement dégagée, de la part de l'auteur, de cette fatuité dont Benjamin Constant se raille si spirituellement dans une de ses préfaces, quand il dit qu'il a rencontré une foule de gens qui se sont reconnus dans la personne de son héros, et sont venus lui parler des remords réveillés dans leur âme au souvenir de toutes les douleurs qu'ils avaient causés par suite de l'amour immense qu'on avait conçu pour eux, et quand il ajoute : « Je crois que, pour la plupart, ils se calomniaient, et que, si leur vanité les eût laissés tranquilles, leur conscience eût pu rester en repos ; » en admettant en un mot que la vanité de l'auteur n'ait pas aussi un peu calomnié sa conscience, que dans les affaires de cœur il fût inca-

pable d'un autre rôle que celui de bourreau plus ou moins compatissant, on conviendra qu'au point de vue moral ce rôle est encore fort supérieur au triste rôle dans lequel se drape si misérablement Rousseau quand il parle de ses relations avec Mme de Warrens ; et cependant il n'entre aujourd'hui dans l'esprit de personne de contester pour ce seul fait, au philosophe de Genève, toute espèce de sincérité religieuse, philosophique ou politique, et de soutenir que l'hôte égoïste et ingrat des Charmettes est Rousseau tout entier.

Comment se fait-il donc qu'on prétende si souvent expliquer, c'est-à-dire dénigrer les actes, les écrits, les discours de Benjamin Constant, en plaçant toujours derrière lui le personnage d'Adolphe en repoussoir ? Comment se fait-il, par exemple, qu'un esprit très-distingué, M. Sainte-Beuve, quelquefois si indulgent pour des caractères politiques bien inférieurs à celui de l'auteur d'*Adolphe*, en publiant récemment, dans la *Revue des Deux Mondes* (1), des lettres charmantes de la première jeunesse de Benjamin Constant, ait cru devoir y joindre, sous forme de notes, des commen-

(1) Livraison du 15 avril 1844.

taires d'une sévérité générale que le texte justifie si peu? Je ne sais sur quelle herbe janséniste avait marché ce jour-là l'élégant auteur de *Volupté*, mais il me semble, et il semble à beaucoup de personnes qui ont connu Benjamin Constant de longue date, qu'il y avait dans ces lettres, dont je parlerai tout à l'heure, matière à une apologie bien plutôt qu'à un réquisitoire, et que la conclusion, au lieu de se produire en une belle page sur l'*absence de principes, l'amas de poussière et de cendre, la politique libérale sans estime des hommes, la religiosité sans la foi*, aurait pu tout aussi bien, et plus justement peut-être, se résumer en cette simple phrase du jeune, aimable et paradoxal correspondant d'une douairière spirituelle et paradoxale : « Aimez-moi malgré mes folies, je suis un bon diable au fond. »

Il est vrai que M. Sainte-Beuve, et c'est peut-être là pour lui comme pour plusieurs appréciateurs sévères le mot de l'énigme, il est vrai que M. Sainte-Beuve nous dit quelque part ailleurs qu'il n'a connu Benjamin-Constant que vieux et blasé, sortant de sa raillerie trop invétérée par un enthousiasme un peu factice; mais c'est, ce me

semble, l'affaire des critiques éminents comme lui de savoir discerner les vraies et complètes figures à travers les masques de convention.

Il est certain que, de nos jours surtout, il n'y a malheureusement plus guère que les sots qui apparaissent toujours et au premier aspect tels qu'ils sont; les autres hommes, et particulièrement les hommes célèbres, posent tous plus ou moins, avec cette différence que, si le plus grand nombre pose en beau, il en est, et ceux-là ne sont pas toujours les plus mauvais, qui, soit aversion de l'hypocrisie en beau chez les autres, soit vanité mal entendue, crainte de paraître dupes ou comédiens en se livrant à leurs impressions, se plaisent à poser en laid, et cachent leurs bonnes qualités sous le voile d'une ironie habituelle qui va parfois jusqu'à l'amertume. Il est certain que sur ses vieux jours Benjamin Constant était devenu en quelque sorte le type de ces railleurs systématiques d'eux-mêmes et des autres; il est certain que chez lui l'homme privé prenait souvent un triste plaisir à désenchanter par ses propos de l'homme public; et comme la masse est toujours fort disposée à prendre au sérieux quiconque veut bien

avoir la bonté de se calomnier, comme d'ailleurs la vie privée de Benjamin Constant n'était pas exempte de faiblesses ou de passions qui chez d'autres eussent passé inaperçues, il s'ensuit qu'il s'est créé lui-même à grand effort d'esprit une réputation d'égoïsme, de rouerie, de scepticisme, qui forme autour de son nom comme un nuage incessamment grossi par la calomnie, à travers lequel on a quelque peine à démêler sa vraie nature, le bon et le mauvais côté de son caractère.

J'imagine cependant que la postérité, qui, pour assigner aux hommes supérieurs leur place, s'occupe de leurs discours, de leurs écrits ou de leurs actes beaucoup plus que de leurs propos de salon, aura quelque peine, en examinant la vie politique, voire même la vie privée de Benjamin Constant, à le ranger parmi les égoïstes, les roués, les sceptiques.

Car enfin c'est un singulier égoïste que cet homme qui, doué d'un esprit étonnant de force, d'étendue, de pénétration, de souplesse, et d'une plume aussi brillante que vigoureuse, n'a jamais su, pendant quarante ans de révolution, s'arranger de manière à *faire*, pour parler le langage vulgaire,

son chemin, c'est-à-dire à donner satisfaction à ses intérêts d'ambition et de fortune; c'est un singulier roué que cet homme qui, du commencement à la fin de sa carrière, s'obstine à défendre, contre tous les pouvoirs, forts ou faibles, une cause désagréable à tous les pouvoirs, celle de la liberté, et qui, vivant dans une époque de réactions et de violences populaires ou monarchiques, passe son temps à prêcher la haine de toutes les réactions, l'horreur de toutes les violences. Singulier roué, qui, dans les quelques concessions qu'il fait aux circonstances, concessions qu'on lui a si souvent et si duremnt reprochées, ne sait jamais faire que ce que les habiles appellent des *sottises*, c'est-à-dire tourner au rebours du vent; par exemple, lutter contre l'empereur, dans sa puissance, pour se rallier brusquement à lui dans son adversité; singulier roué qui, comme nous le verrons bientôt, n'accomplit pas un acte décisif qui n'ait pour mobile un enthousiasme de cœur ou de tête; roué accessible à toutes les émotions qu'il désire inspirer, qui laisse perpétuellement envahir sa vie par le trouble qu'il apporte dans la vie des autres, aussi sou-

vent victime que bourreau, et souvent victime et bourreau tout à la fois.

C'est enfin un singulier sceptique que cet homme qui, durant tout le cours d'une longue existence traversée par toutes sortes de passions, ne cesse de se préoccuper de la vie d'outre-tombe et des idées qui préparent à ce redoutable problème qui s'appelle la mort. On ne saurait contester que de quinze à soixante ans ses opinions sur ce grave sujet se sont plusieurs fois modifiées; que, parti d'une disposition voisine de l'incrédulité, il est allé, en de certains moments, jusqu'au mysticisme le plus exalté, pour se reposer ensuite dans un rationalisme plus calme et plus judicieux. Or, pour expliquer ce fait, qui n'a certes rien d'étonnant, et pour l'expliquer dans le sens voulu d'*Adolphe*, M. Sainte-Beuve se croit obligé de rapporter un de ces mille sarcasmes plus ou moins authentiques que l'on prête si libéralement à Benjamin Constant: il s'agit des transformations qu'il fit subir à son grand ouvrage *sur les religions* suivant les modifications de sa propre pensée, et sans doute aussi et tout naturellement suivant les influences extérieures. « L'utilité des faits est vrai-

ment merveilleuse, aurait-il dit. Voyez! j'ai rassemblé d'abord mes dix mille faits. Eh bien, dans toutes les vicissitudes de mon ouvrage ces mêmes faits m'ont suffi à tout; je n'ai eu qu'à m'en servir comme on se sert de soldats, en changeant de temps en temps l'ordre de bataille. » Si le propos a été réellement tenu et surtout s'il était sincère, il ferait peu d'honneur à Benjamin Constant; mais puisque M. Sainte-Beuve se croyait obligé de recueillir si soigneusement tout ce qui peut désenchanter de l'homme, que ne mettait-il, dans son impartialité, à côté du poison l'antidote? Cet antidote, il l'aurait trouvé dans la lettre écrite, justement sur le même sujet, par Benjamin Constant en 1811, à un ami, et, par conséquent, en dehors de toute préoccupation de publicité; lettre que M. de Chateaubriand a publiée dans la préface des *Etudes historiques*, et dont M. Sainte-Beuve a certainement connaissance (1). Il me

(1) Voici la plus grande partie de cette lettre, écrite de Hardenberg le 11 octobre 1811 :

« Mon ouvrage est une singulière preuve de ce que dit Bacon, qu'un peu de science mène à l'athéisme et plus de science à la religion. C'est positivement en approfondissant les faits, en en recueillant de toutes parts et en me heurtant

semble que cette lettre, dont la sincérité ne saurait être raisonnablement mise en doute, suffit pour détruire toute la signification d'un sarcasme douteux, et qui, fût-il authentique, ne serait qu'une preuve de plus de ce travers d'esprit dont j'ai parlé plus haut; il me semble en un mot que Benjamin Constant méritait d'être mieux compris par un critique aussi judicieux que M. Sainte-Beuve; la faiblesse de caractère unie à la médiocrité d'esprit passe facilement pour bonté,

contre les difficultés sans nombre qu'ils opposent à l'incrédulité, que je me suis vu forcé de reculer dans les idées religieuses. Je l'ai fait certainement de bien bonne foi, car chaque pas rétrograde m'a coûté. Encore à présent toutes mes habitudes et tous mes souvenirs sont philosophiques, et je défends poste après poste tout ce que la religion reconquiert sur moi. Il y a même un sacrifice d'amour-propre, car il est difficile, je le pense, de trouver une logique plus serrée que celle dont je m'étais servi pour attaquer toutes les opinions de ce genre. Mon livre n'avait absolument que le défaut d'aller dans le sens opposé à ce qui à présent me paraît vrai et bon, et j'aurais eu un succès de parti inévitable, j'aurais pu même avoir encore un autre succès, car avec de très-légères inclinaisons j'en aurais fait ce qu'on aimerait le mieux à présent, un système d'athéisme pour les gens comme il faut, un manifeste contre les prêtres, et le tout combiné avec l'aveu qu'il faut pour le peuple de certaines fables, aveu qui satisfait à la fois le pouvoir et la vanité.

bien que l'apparence soit quelquefois trompeuse; mais c'est en étudiant l'alliage d'un esprit très-supérieur et d'un caractère faible, non pas vis-à-vis des autres, mais vis à-vis de lui-même, comme l'était celui de Benjamin Constant, qu'il importe de se défendre de toute prévention, pour pouvoir reconnaître au fond de cet alliage un cœur essentiellement noble et généreux. S'ils sont plus imposants, les caractères forts, en politique surtout, ont bien aussi leur mauvais côté; souvent ils sont tout à la fois au-dessus et au-dessous de l'humanité. En examinant avec soin et sous tous ses aspects celui de Benjamin Constant, on reste, à mon avis, convaincu que, pour jouer un rôle plus considérable, ce ne sont pas seulement des qualités qui lui ont manqué, ce sont aussi bien des défauts.

Henri-Benjamin Constant de Rebecque naquit à Lausanne, en Suisse, le 25 octobre 1767, d'une famille originaire d'Aire en Artois, et dont l'*illustration*, pour employer les termes d'un rapport généalogique de M. de Martignac (1), re-

(1) Je dirai plus loin dans quelle circonstance fut fait ce rapport.

monte à plusieurs siècles. Ses aïeux étaient de vaillants soldats, qui servirent successivement les ducs de Bourgogne et l'empereur Charles-Quint. Vers le milieu du XVIe siècle, l'un d'entre eux, Augustin Constant de Rebecque, après avoir embrassé la religion protestante, quitta l'Artois, qui était alors une province espagnole, pour venir en France se ranger sous les drapeaux du parti huguenot conduit par le roi de Navarre, depuis Henri IV. A la bataille de Coutras, le Béarnais, engagé dans la mêlée et assailli par plusieurs ennemis, allait périr. « Il fut, dit un historien, sur « le point d'être tué par un gendarme qui le « frappa plusieurs fois pendant qu'il tenait Cha-« tellerault embrassé. Le capitaine Constant sauva « le prince en tuant le gendarme. » Dans cette même bataille de Coutras, figurait aux premiers rangs de l'armée un pasteur huguenot, nommé Antoine de Chandieu, qui avait ajouté à son nom le surnom biblique de Sadeel, et tandis que le brave capitaine de l'Artois combattait avec l'épée, le pasteur Sadeel, les bras au ciel comme Moïse, animait les courages en chantant des psaumes pour demander à Dieu la victoire. Le sang de

ce pasteur et le sang de ce capitaine devaient s'unir, deux siècles plus tard, pour produire Benjamin Constant; car sa mère, Henriette de Chandieu, descendait en ligne directe du ministre Sadeel.

Il paraît, d'après les Mémoires de Sully, qu'après l'abjuration d'Henri IV le capitaine Constant fut un des chefs du protestantisme qui formèrent le projet de transformer la France en république. La découverte de ce complot, les dangers auxquels elle l'exposait, le décidèrent à s'expatrier en 1605 et à se retirer en Suisse, à Lausanne, où il se fixa, et devint la souche d'une famille nombreuse dont les membres occupèrent un rang distingué, les uns au service de la France, les autres de la Hollande.

Un des oncles de Benjamin Constant, devenu plus tard lieutenant général dans l'armée hollandaise, était un des officiers suisses qui défendirent les Tuileries au 10 août. Son père, Juste-Louis Constant de Rebecque, était, au moment de sa naissance, capitaine au service des états généraux. Sa mère, d'une complexion frêle et délicate, mourut en lui donnant le jour, et son enfance fut

privée des soins maternels que rien ne remplace, de ces soins bienfaisants qui, en présidant à la formation du caractère de l'enfant, assurent à la vie de l'homme les meilleures chances de bonheur.

Il a tracé dans *Adolphe* un portrait qui, à en juger par d'autres témoignages plus sûrs, s'applique assez bien à son père, et il a décrit avec non moins de vérité l'influence que le caractère paternel exerça sur son propre caractère.

« Sa conduite envers moi était plutôt noble et généreuse que tendre. J'étais pénétré de tous ses droits à ma reconnaissance et à mon respect, mais aucune confiance n'avait existé jamais entre nous. Il avait dans l'esprit je ne sais quoi d'ironique qui convenait mal à mon caractère lui-même n'avait cependant que trop hérité de cette disposition d'esprit); je ne demandais alors qu'à me livrer à ces impressions primitives et fougueuses qui jettent l'âme hors de la sphère commune et lui inspirent le dédain de tous les objets qui l'environnent. Je trouvais dans mon père non pas un censeur, mais un observateur froid et caustique qui souriait d'abord de pitié et qui finissait bientôt la conversation avec impatience... Ses lettres étaient affectueuses, pleines de conseils raisonnables et sensibles; mais à peine étions-nous en présence l'un de l'autre qu'il y avait en lui quelque chose de contraint que je ne pouvais m'expliquer et qui réagissait sur moi d'une manière pénible... Je ne savais pas que même

avec son fils mon père était timide, et que souvent, après avoir longtemps attendu de moi quelque témoignage d'affection que sa froideur apparente semblait m'interdire, il me quittait les yeux mouillés de larmes et se plaignait à d'autres de ce que je ne l'aimais pas.

« Ma contrainte avec lui eut une grande influence sur mon caractère: aussi timide que lui, mais plus agité, parce que j'étais plus jeune, je m'accoutumais à renfermer en moi-même tout ce que j'éprouvais, à considérer les avis, l'intérêt, l'assistance, la présence même des autres comme une gêne et comme un obstacle, à ne me soumettre à la conversation que comme à une nécessité importune et à l'animer alors par une plaisanterie perpétuelle qui me la rendait moins fatigante et m'aidait à cacher mes véritables pensées; de là une certaine absence d'abandon qu'aujourd'hui encore mes amis me reprochent et une difficulté de causer sérieusement que j'ai toujours peine à surmonter. Il en résulta en même temps un désir ardent d'indépendance, une grande impatience des liens dont j'étais environné... »

Élevé jusqu'à l'âge de douze ans dans la maison paternelle, Benjamin Constant eut une croissance de corps, d'esprit et de cœur, d'une rapidité et d'une précocité étonnantes. On a de lui une lettre à sa grand'mère, écrite, à douze ans, de Bruxelles, où il se trouvait avec son gouverneur, qui semble incroyable tant elle est fine, et dont cependant

le tour naïf annonce l'enfant, en même temps que la pensée témoigne en faveur de la bonté native de ce cœur si souvent accusé de sécheresse. Je voudrais pouvoir la citer tout entière. En voici la plus grande partie.

Bruxelles, 17 novembre 1779.

« J'avais perdu toute espérance, ma chère grand'mère: je croyais que vous ne vous souveniez plus de moi et que vous ne m'aimiez plus. Votre lettre si bonne est venue très à propos dissiper mon chagrin; car j'avais le cœur bien serré. Votre silence m'avait fait perdre le goût de tout, et je ne trouvais plus aucun plaisir à mes occupations, parce que dans tout ce que je fais j'ai le but de vous plaire, et dès que vous ne vous souciez plus de moi, il était inutile que je m'applique. Je disais: Ce sont mes cousins, qui sont auprès de ma grand'mère, qui m'effacent de son souvenir; il est vrai qu'ils sont aimables, qu'ils sont colonels, capitaines, etc., et moi je ne suis rien encore; cependant je l'aime et la chéris autant qu'eux. Vous voyez, ma chère grand'mère, tout le mal que votre silence m'a fait; ainsi, si vous vous intéressez à mes progrès, si sous voulez que je devienne aimable, savant, faites-moi écrire quelquefois et surtout aimez-moi malgré mes défauts: vous me donnerez du courage et des forces pour m'en corriger.

« Il ne me manque que des marques de votre amitié, et j'ai en abondance tous les autres secours, et j'ai le bon-

heur qu'on n'épargne ni les soins ni l'argent pour cultiver mes talents, si j'en ai, ou pour y suppléer par des connaissances. Je voudrais bien pouvoir vous dire de moi quelque chose de bien satisfaisant, mais je crains que tout se borne au physique ; je me porte bien et je grandis beaucoup; vous me direz que, si c'est tout, il ne vaut pas la peine de vivre ; je le pense aussi, mais mon étourderie renverse tous mes projets. Je voudrais qu'on pût empêcher mon sang de circuler avec tant de rapidité et lui donner une marche plus cadencée ; j'ai essayé si la musique pouvait faire cet effet : je joue des *adagio*, des *largo*, qui endormiraient trente cardinaux ; les premières mesures vont bien, mais je ne sais par quelle magie les airs si lents finissent toujours par devenir des prestissimo. Il en est de même de la danse : le menuet se termine toujours par quelques gambades. Je crois, ma chère grand'mère, que le mal est incurable et qu'il résistera à la raison même ; je devrais en avoir quelque étincelle, car j'ai douze ans et quelques jours ; cependant je ne m'aperçois pas de son empire : si son aurore est si faible, que sera-t-elle à vingt-cinq ans !

« Savez-vous, ma chère grand'mère, que je vais dans le grand monde deux fois par semaine ! J'ai un bel habit, une épée, mon chapeau sous le bras, une main sur la poitrine, l'autre sur la hanche ; je me tiens bien droit et je fais le grand garçon tant que je puis. Je vois, j'écoute, et jusqu'à ce moment je n'envie pas les plaisirs du grand monde ; ils ont tous l'air de ne pas s'aimer beaucoup. Cependant le jeu et l'or que je vois rouler me causent quelque émotion; je voudrais en gagner pour mille besoins que

l'on traite de fantaisies.... Malgré tous les plaisirs que je me propose, je préférerais de passer quelques moments avec vous, ma chère grand'mère; ce plaisir va au cœur, il me rend heureux, il m'est utile; les autres ne passent pas les yeux ni les oreilles, et ils laissent un vide que je n'éprouve pas lorsque j'ai été avec vous.»

A coup sûr, cette lettre est d'un enfant précoce; mais, loin d'y voir, avec M. Sainte-Beuve, l'indice de toutes sortes de défauts, il nous semble au contraire qu'elle décèle une nature foncièrement excellente.

Vers la même époque Benjamin Constant fut conduit par son père en Angleterre et placé à l'université d'Oxford; il y séjourna peu, mais assez cependant pour apprendre à fond la langue anglaise. Ses études se continuèrent en Allemagne à l'université d'Erlangen, et se complétèrent à Edimbourg, où il fut le condisciple et l'ami des Mackintosh, des Erskine, des Graham, de tous ces jeunes whigs studieux et ardents qui devaient un jour devenir les hommes les plus distingués de l'Angleterre. C'est sans doute par suite de ce contact et de l'émulation qu'il excitait que Benjamin Constant sentit se développer de bonne

heure en lui le goût et l'instinct de la liberté politique, et cet amour si vif de l'étude, cet impérieux besoin du travail intellectuel qui ne le quitta jamais au milieu des entraînements de sa vie si agitée et si fougueuse.

Ses études terminées, il arriva à Paris au commencement de 1787, pour assister au prologue de la révolution française. Il avait alors vingt ans. Recommandé à la famille Necker et à M. Suard, dans la maison duquel il logeait, il fréquente la société des philosophes, suit les cours de La Harpe au Lycée, observe en curieux la fermentation des esprits, et en même temps se livre à toutes les dissipations de son âge.....

« Je serais bien aise, écrit-il quelques années plus tard, de revoir Paris, et je me repens fort, quand j'y pense, d'avoir fait un si sot usage, quand j'y étais, de mon temps, de mon argent et de ma santé... Je suis peut-être aussi sot à présent, mais au moins je ne me pique plus de veiller, de jouer, de me ruiner, et d'être malade le jour des excès sans plaisir de la nuit. »

Durant ce premier séjour il ne vit pas Mme de Staël, qui était, je crois, absente. Du reste, ce séjour fut court ; au bout de quelques mois, son

père, informé de ses fredaines, mécontent de le voir gaspiller sa vie sans but, et désirant qu'il s'occupe sérieusement d'embrasser un état, lui ordonne de quitter Paris et de venir le retrouver à Bois-le-Duc où il tenait alors garnison.

L'ordre arrive au moment où Benjamin Constant, amoureux d'une jeune personne qu'il recherchait en mariage, et qui l'avait à peu près éconduit, se livrait à un de ces accès de désespoir qui seront assez fréquents dans sa vie.

« Je me représentais, moi pauvre diable, ayant manqué tous mes projets, plus ennuyé, plus malheureux, plus fatigué que jamais de ma triste vie. Je me figurai ce pauvre père trompé dans toutes ses espérances..... J'étais abattu, je souffrais, je pleurais... Une idée folle me vint. Je me dis : partons, vivons seul ; ne faisons plus le malheur d'un père et l'ennui de personne. Ma tête était montée. Je ramasse à la hâte trois chemises et quelques bas... Un sellier qui demeurait vis-à-vis me loue une chaise, je fais demander des chevaux pour Amiens, je m'enferme dans ma chaise avec mes trois chemises, une paire de pantoufles et 31 louis en poche. Je vais ventre à terre, en vingt heures je fais soixante-neuf lieues, j'arrive à Calais, je m'embarque, j'arrive à Douvres et je me réveille comme d'un songe. Mon père irrité, mes amis confondus, les indifférents clabaudant à qui mieux mieux; moi seul avec 15 guinées, sans domestique, sans habit, sans chemises,

sans recommandation. Voilà ma situation, Madame, au moment où je vous écris. »

C'est par ce récit que s'ouvre la correspondance avec Mme de Charrière, publiée par M. Sainte-Beuve. Cette dame, Hollandaise d'origine, mais mariée et établie en Suisse, auteur de plusieurs romans et de différentes brochures, avait alors au moins quarante-cinq ans.

Elle fut, comme dit M. Sainte-Beuve, la première *marraine* de ce *Chérubin* déjà quelque peu émancipé. Benjamin Constant nous en a donné, dans *Adolphe*, un portrait un peu arrangé, quand il parle « d'une femme âgée, dont l'esprit d'une tournure remarquable et bizarre avait commencé à développper le sien, d'une femme qui, faute de s'être pliée à des convenances factices, mais nécessaires, avait vu ses espérances trompées, sa jeunesse passer sans plaisirs, que la vieillesse avait atteinte sans la soumettre, et qui, n'ayant plus que son esprit pour ressource, analysait tout avec son esprit, et lui avait enseigné l'horreur des maximes communes, des formules dogmatiques ; » ce qui veut dire en prose que Mme de Charrière était une personne fort paradoxale, point mé-

chante, passablement sceptique, et plus spirituelle que sensible. Le jeune Constant forma avec elle une liaison d'amitié qui semble, d'après la correspondance, s'être transformée un instant, pendant quelques mois, en quelque chose de plus intime et de plus vif, pour reprendre ensuite sa première forme, et qui finalement, après huit ans de relations entrecoupées d'absences nombreuses, de brouilleries et de raccommodements à distance, se *régla*, pour employer l'expression de M. Sainte-Beuve, dans *une affectueuse indifférence.*

Dans sa préoccupation perpétuelle d'*Adolphe*, le sévère critique ferait volontiers de ce résultat un crime de plus à ajouter à la liste des barbaries de Benjamin Constant. Mais, en vérité, y a-t-il donc là quelque chose de bien rare, et n'est-il pas, au contraire, étonnant que, malgré les contrastes d'âge et de position, de caractère même, entre les deux personnages, malgré l'absence qui fut presque continuelle, malgré tous les changements et orages survenus dans la vie du jeune homme, après huit ans, la dernière lettre se termine encore par des mots d'affection et de regret? « Adieu,

vous qui avez embelli huit ans de ma vie, vous que je ne puis, malgré une triste expérience, imaginer contrainte et dissimulante, vous que je sais apprécier mieux que personne ne vous appréciera jamais; adieu, adieu! »

Quoi qu'il en soit, cette correspondance est précieuse, à en juger par les fragments publiés. M. Sainte-Beuve nous fait espérer que la personne qui la possède la publiera tout entière. Cela me paraît fort à désirer dans l'intérêt de la mémoire de Benjamin Constant, dont l'esprit a été si souvent loué aux dépens de son cœur; je crois que sa mémoire gagnera de ce côté, et que l'effet général de cette correspondance lui sera plus favorable que contraire. La première partie est toute consacrée au joyeux récit de son escapade en Angleterre. Il s'y représente courant le pays à pied, à travers champs, avec un chien et deux chemises, dépensant 5 à 6 schellings par jour, faisant quatre-vingt-dix milles en trois jours, fort satisfait de son dénûment, qui lui permet, dit-il, de voir le peuple des campagnes, ce qu'il ne pourrait pas faire s'il voyageait en chaise de poste, et calculant le plaisir qu'il aura, après s'être bien fatigué

et bien mouillé, après avoir porté du linge sale et le costume d'un *broken-gentleman* (gentilhomme ruiné), à posséder du linge blanc, une voiture, un habit sec et propre! A la vérité, il y a dans tout ce récit plus de gaité que de sentiment; le jeune et spirituel vagabond ne pense guère à autre chose qu'à amuser une femme spirituelle et ironique de tout ce qui l'amuse, et tout l'amuse! Pourquoi donc serait-il inquiet? « Je réponds de mon père, dit il; il sera fâché contre moi et de mon équipée, quoiqu'il m'assure l'avoir pardonnée; mais je suis déterminé à devenir son ami en dépit de lui; je serai si gai, si libre et si franc qu'il faudra bien qu'il rie et qu'il m'aime. »

Et c'est pourquoi M. Sainte-Beuve, toujours fidèle à son parti pris, ajoute en commentaire:

« Ce qui a pu frapper dans ces premières lettres, c'est combien l'esprit de moquerie, l'absence de sérieux, l'exaltation factice, et qui tourne aussitôt en risée, percent à chaque ligne... Nulle part un sentiment ému, et qui puisse intéresser, même dans son égarement, nulle part une plainte touchante, un soupir de jeune cœur, même vers des chimères... Adolphe! Adolphe! vous commencez bien mal; tout cela est bien léger, bien aride, et vous n'avez pas encore vingt ans. »

Ailleurs, s'il arrive à Benjamin Constant d'être triste ou ému dans les circonstances qui comportent la tristesse ou l'émotion, le commentateur ne manquera pas de dire que c'est comédie. Que, dans un échange de paradoxes avec Mme de Charrière, à propos d'un ouvrage cynique de Rétif, il lui échappe de dire : « Qu'est-ce que le bonheur ou la dignité? » vite M. Sainte-Beuve prend note du mot et ajoute : « Fatale parole! Celui qui l'a dite à vingt ans ne s'en guérira jamais! » Mais quel est donc le Grandisson qui, dans un moment d'ironie ou de *spleen*, n'ait pas dit sans conséquence de semblables et aussi fatales paroles, et pourquoi, dans la même lettre, M. Sainte-Beuve ne note-t-il pas une phrase singulièrement morale pour le temps, et qui conviendrait encore assez à certaines productions du nôtre, celle où le jeune Constant s'écrie, à propos du succès de Rétif : « C'est un siècle « bien malheureux que celui où l'on prend la saleté « pour du génie, la crapule pour de l'originalité, et « des excréments pour des fleurs? » Plus loin, parce qu'un jeune homme de vingt ans, séparé par deux cents lieues d'une femme qui touche à la cinquantaine, se contentera de lui écrire des choses aima.

bles et affectueuses au lieu de lui écrire des choses passionnées, voilà le commentateur qui s'empresse de noter : « Dans toutes ces lettres si gracieuses de ton et si fines de manières, il n'y a, après tout, ni flamme, ni jeunesse, ni amour, ni même le voile d'illusion et de poésie ! Adolphe (toujours Adolphe!) eut beau faire, il fut toujours un peu étranger à ces choses. »

Mais laissons là les commentaires et arrivons aux faits.

Au retour de son équipée en Angleterre, le jeune Constant se rend à Lausanne, où son père le gronde et lui pardonne, à la condition qu'il acceptera une place de gentilhomme ordinaire, qu'il a obtenue pour lui à la petite cour du duc de Brunswick. Il passe ensuite deux mois à Colombier auprès de Mme de Charrière, et il part fort tristement pour aller remplir son rôle de gentilhomme ordinaire, ou plutôt fort extraordinaire, comme il dit ; il le remplit fort mal, s'ennuie prodigieusement, se venge de son ennui en raillant ceux qui le causent, et, tout en s'ennuyant, tout en travaillant à son ouvrage sur les religions qu'il médite déjà, tout en préparant divers autres

travaux qu'il ne fera jamais, tout en se moquant de lui et des autres, il finit par se prendre d'une belle passion pour une jeune personne attachée à la duchesse régnante, et il l'épouse en 1789. Deux ans s'étaient à peine écoulés, et déjà le bonheur rêvé n'était plus qu'un enfer; il demandait le divorce. A en juger par sa correspondance, cette transformation ne serait pas uniquement son ouvrage. «Si elle eût daigné alléger le joug, écrit-il, je l'aurais traîné encore, mais jamais que du mépris!... Ah! ce n'est pas l'esprit qui est une arme, c'est le caractère. J'avais bien plus d'esprit qu'elle, et elle me foulait aux pieds... » Ailleurs il ajoute : « Persécuté par une femme amoureuse d'un jeune étourdi platoniquement, dit-elle, et prétendant avoir de l'amitié pour moi; persécuté par toutes les entraves que les malheurs et les arrangements de mon père ont mises dans mes affaires, comment voulez-vous que je réussisse, que je plaise, que je vive? »

Le divorce enfin obtenu, le voilà qui s'écrie : « Quelle étrange faiblesse! Depuis plus d'un an je désirais ce moment, je soupirais après l'indépendance complète; elle est venue et je frissonne!

Je suis comme atterré de la solitude qui m'entoure ; je suis effrayé de ne tenir à rien, moi qui ai tant gémi de tenir à quelque chose. » « Ainsi allait, remarque très-justement cette fois M. Sainte-Beuve, ainsi allait ce triste cœur mobile ; ainsi va, ajoute-t-il plus justement encore, ainsi va le pauvre cœur humain! »

Enfin ce séjour de Brunswick, où sa vie se consume dans des tourments obscurs et des préoccupations subalternes, lui devient odieux. Démocrate et moqueur, il a su se faire détester doublement par ce qu'il appelle la *Béotie brunswickoise.* Les secousses qui agitent l'Europe éveillent en lui le démon de l'ambition ; il lui faut une patrie, une patrie qui vaille la peine d'être servie ; c'est la vieille patrie de ses pères, c'est la France qu'il choisira. Il jette aux orties son habit brodé de chambellan, retourne d'abord en Suisse, où il rencontre pour la première fois, le 19 septembre 1794, Mme de Staël. A la première vue elle produit sur lui un vif enthousiasme : « J'ai rarement vu, dit-il, une réunion pareille de qualités étonnantes et attrayantes, autant de brillant et de justesse, tant de charme, de simplicité, d'a-

bandon... enfin c'est un être à part, un être supérieur, tel qu'il s'en rencontre peut-être un par siècle, et tel que ceux qui l'approchent, le connaissent et sont ses amis, doivent ne pas exiger d'autre bonheur. »

Bientôt saisi du désir d'être grand pour être aimé d'une femme supérieure, Benjamin Constant part pour Paris, non point dans l'été de 1796, comme le dit M. Sainte-Beuve, d'après la correspondance avec M[me] de Charrière, mais bien en 1795; car il résulte du rapport de M. Martignac qu'arrivé à cette époque, avec un passeport qui lui donnait le titre de citoyen de Genève, il passa divers actes où il se qualifiait de *Suisse de nation*. Peut-être hésitait-il encore à s'aventurer sur un terrain si mouvant, et voulait-il le sonder avant de s'y attacher définitivement, en prenant tout d'abord la qualité de citoyen français (1).

(1) Son droit à ce titre était fondé sur la loi du 15 décembre 1790, qui déclarait : « Que toutes personnes nées en pays étranger, descendant, en quelque degré que ce soit, d'un Français ou d'une Française expatriés pour cause de religion, étaient déclarés naturels français, et jouiraient des droits attachés à cette qualité, s'ils revenaient en France y fixer leur domicile et s'ils prêtaient le serment civique. » Or, depuis trois ans déjà, en 1792, le père de Benjamin

Toujours est-il que le *Moniteur*, en publiant dans ses colonnes sa première brochure, intitulée *de la Force du gouvernement actuel et de la nécessité de s'y rallier*, brochure publiée à Paris en floréal 1796, et imprimée, à ce qu'il paraît, en Suisse, s'exprime ainsi :

« Il est remarquable de voir *un étranger* discuter avec une sagacité profonde les intérêts de notre pays, prouver la puissance de notre gouvernement, démontrer la faiblesse et les faux calculs de ses ennemis, et joindre partout, à quelques nuances près, l'éclat et la vigueur du style à la justesse des aperçus. Comme le livre que nous annonçons peut être d'une grande utilité pour le repos et pour le bonheur de la patrie, nous pensons devoir le faire connaître tout entier. Heureux de pouvoir répandre des vérités, *nous n'irons scruter ni les intentions ni le but de l'auteur; nous les croyons louables, sincères*; ce motif suffit pour nous déterminer à cette publication. »

Constant, en butte aux haines des patriciens bernois, fort hostiles aux habitants du pays de Vaud, qu'ils prétendaient tenir sour leur dépendance, s'était décidé à user du bénéfice de cette loi, et, après avoir fait sa déclaration et prêté le serment civique devant la municipalité de Dôle, il s'était fixé aux environs, dans une propriété où il mourut en 1812. Toutefois il s'élevait, au sujet de l'application de la loi à Benjamin Constant, une difficulté dont nous allons parler plus bas, et qui se reproduira encore plus tard sous une autre forme.

Je me suis demandé à quoi tenait cette singulière réserve du journal officiel sur les *intentions* et le *but* de l'auteur, en publiant cet écrit en faveur du Directoire. M. Loève-Veimar nous dit, dans son article sur Benjamin Constant, que ce dernier, à son arrivée à Paris, se serait laissé entraîner au début par M[me] de Staël dans le mouvement royaliste, et qu'il aurait commencé par écrire, dans des journaux qu'il ne nomme pas, trois articles contre les décrets annexés à la Constitution de l'an III, décrets en vertu desquels les deux tiers des membres de la Convention devaient de droit faire partie de la nouvelle législature. Serait-ce par suite de ces articles, que j'ai vainement cherchés d'ailleurs, et dont l'existence me paraît douteuse, que le journal officiel semble d'abord en défiance sur les intentions et le but de Benjamin Constant? Mais outre que cette simple opposition aux décrets, bien qu'elle servît de point de ralliement au mouvement royaliste qui venait d'être si énergiquement comprimé par Bonaparte en vendémiaire, n'est pas un indice suffisant de tendances royalistes, il est d'autant moins probable que Benjamin Constant ait eu

alors à lutter contre aucune influence de ce genre, venant de Mme de Staël, et que ravisé, comme dit M. Loève-Weimar, il ait eu besoin de se réfuter lui-même; cela est d'autant moins probable que Mme de Staël, à cette époque, non-seulement ne sympathisait pas avec le mouvement royaliste de vendémiaire, mais, bien plus, lui était parfaitement contraire et défendait de son mieux la Constitution de l'an III. Cela résulte, non-seulement de ses propres écrits postérieurs, mais encore du témoignage des contemporains, notamment de M. Lacretelle, qui était alors un des meneurs des sections insurgées contre la Convention, et qui nous raconte, dans ses *Dix Ans d'épreuves*, une longue conversation où Mme de Staël blâme avec énergie son entreprise et travaille à l'en détourner.

Il est certain qu'il y avait alors chez les esprits les plus distingués et les plus honnêtes de France, tels que les Daunou, les Lanjuinais, les Boissy-d'Anglas, avec lesquels Mme de Staël était particulièrement liée d'opinion, bien qu'elle eût avec un autre monde des relations antérieures de société, il est certain, dis-je, qu'il y avait chez

tous ces esprits un désir vif et unanime de voir la république se consolider, l'ordre et la liberté se concilier sons la Constitution de l'an III. Malgré ses défauts, cette constitution était encore la meilleure de toutes celles qu'on avait eues jusque-là; discutée, votée librement, elle avait été sanctionnée par l'assentiment universel de la France, des armées et de Paris lui-même; car les sections l'avaient adoptée et ne s'opposaient qu'aux décrets de réélection des deux tiers de la Convention; elles s'y opposaient bien plus par haine de ce qui restait des anciens terroristes que par royalisme ; seulement, cette haine contre les jacobins, les royalistes l'exploitaient contre la république.

Arrivant en France dans un pareil moment, Benjamin Constant se trouva naturellement porté sous l'influence même de Mme de Staël à se faire l'organe de cette opinion également hostile aux terroristes et aux royalistes, et qui, pour avoir secoué le joug des uns, n'avait pas envie de retomber sous le joug des autres. C'est dans cet esprit de républicanisme intelligent, modéré, conciliateur, que fut rédigé sa brochure. Pour en donner une idée il me suffira de tran-

scrire la conclusion, et peut-être les réserves du *Moniteur* s'expliqueront-elles par les réserves de l'auteur lui-même et les avis plus ou moins sévères qu'il adresse au gouvernement tout en prenant sa défense.

« J'ai tâché, dit-il, dans ces feuilles, de rallier à la République les hommes que peuvent en éloigner des souvenirs douloureux, des calculs qui me semblent erronés, une vanité qui me paraît puérile, des espérances dont la fausseté m'est démontrée. J'ai cru du devoir de tout ami de la liberté de rallier les esprits à un gouvernement de l'existence duquel la liberté dépend aujourd'hui; qu'il me soit permis maintenant de m'adresser à ce gouvernement lui-même et aux écrivains qui le défendent. »

Suit une sortie contre ces habitudes invétérées d'arbitraire, nées du régime antérieur, et qui, pour avoir passé de la forme sauvage à une forme plus douce et plus raffinée, n'en sont pas moins de l'arbitraire. « Soyez sévères, dit le jeune écrivain, mais soyez clairs; vous êtes assez forts pour n'avoir pas besoin de dresser des embûches. » Le tout se termine par un éloquent appel à la concorde.

« Et vous, Français, vous également détestés par les ennemis de la République, soit que vous l'ayez soutenue par

votre courage ou sanctionnée par votre présence, ralliez-vous ! Il s'agit de prononcer entre l'abrutissement de l'homme et sa réhabilitation, etc., etc.. »

On ne se rallia pas, la lutte avait été trop sanglante ; les ressentiments étaient trop vifs pour que la conciliation fut possible, le Directoire était tout à la fois trop insidieux et trop faible pour pouvoir l'opérer. Cette besogne était réservée à un soldat, qui devait l'accomplir aux dépens de la liberté.

Quelques jours après la publication de sa brochure, Benjamin Constant, après s'être vainement adressé, pour obtenir la qualité de Français, au Directoire, qui lui objectait la nécessité de sept ans de résidence exigée par la Constitution de l'an III, envoya au Corps législatif une pétition dans le même but, où il demandait que la reconnaissance de son père comme citoyen français fût déclarée suffisante pour légitimer ses droits au même titre.

Après quelques débats sur cette pétition, la discussion fut ajournée indéfiniment. Dans l'intervalle, le pétitionnaire ayant acheté une propriété près de Luzarches, et s'étant fait inscrire sur

les registres de la municipalité de cette commune, la question fut considérée comme décidée et ne reparut plus. Elle ne l'était pas encore toutefois, et Benjamin Constant ne fut jamais parfaitement tranquille de ce côté-là. Aussitôt que Genève eut été réunie à la France, il se fit reconnaître Genevois pour être plus sûr d'être Français ; mais la Restauration lui enleva ce moyen : elle l'admit pourtant deux fois comme député. Ce ne fut qu'à la troisième fois qu'il prit fantaisie à la Chambre de 1824 de revenir sur la chose jugée et de se débarrasser par ce moyen d'un des champions les plus habiles d'une opposition réduite à dix-sept membres. Ce fut un grand procès, et qui occupa pendant quelques jours tout Paris. M. Dudon, un des fougueux de la droite, se chargea le premier de prouver que M. Benjamin Constant n'avait pas l'honneur d'être Français, et il le fit en des termes assez blessants pour s'attirer de la part de son adversaire une réplique fort acerbe. Trente ans auparavant Benjamin Constant, dans sa pétition au Conseil des Cinq-Cents, avait eu le malheur de se servir, comme d'un moyen oratoire assez naturel pour l'époque, du passage des *Mémoires de Sully*, où

le ministre de Henri IV parle vaguement de la coopération de son aïeul à un projet d'établissement de république. Ce malheureux argument fut le cheval de bataille des royalistes de 1824. « Ce n'est point pour cause de religion que votre aïeul est sorti de France, s'écriait M. Dudon, c'est pour crime de lèse-majesté ! Vous l'avez avoué vous-même et vous vous en êtes vanté.—La forfaiture, s'écriait un autre, est héréditaire dans cette famille. — Vingt années de victoire, disait un troisième, n'ont pu légitimer le trône de Bonaparte, trente ans de possession des droits de citoyen français ne peuvent justifier les prétentions de M. Benjamin Constant. »

L'attaque était vive, Benjamin Constant ne se troubla point ; heureusement pour lui il avait plus d'une corde à son arc.

Son aïeul avait peut-être pris part à des projets vagues de république, projets qui n'avaient eu aucun commencement d'exécution, mais son aïeul avait sauvé la vie du Béarnais à Coutras ; il y avait au moins compensation. Si on ne voulait pas reconnaître les droits que lui donnait sa descendance paternelle, et ses droits furent en effet rejetés par M. de

Martignac, rapporteur de la commission, sous le prètexte que, né dans l'Artois, province à cette époque espagnole, le capitaine Constant n'était pas Français au moment de son expatriation, restait la descendance maternelle, et c'est ce moyen qui triompha. Ajoutons aussi que, ce qui ne contribua pas peu à apaiser la majorité des féodaux, c'est que, par suite des recherches qui eurent lieu à ce sujet, on découvrit que ce jacobin était après tout de bonne race, et qu'il comptait dans sa généalogie bon nombre de preux qui avaient rudement mené le vilain et le bourgeois. Cette considération fit un certain effet, et Benjamin Constant de Rebecque fut définitivement reconnu Français.

Mais revenons aux débuts du citoyen Constant sous le Directoire. En mai 1797 il publia une nouvelle brochure intitulée *des Réactions politiques*, qui eut encore plus de succès que la première. C'est toujours le même esprit qui les a dictées toutes deux : l'amour de la légalité, la haine de l'arbitraire sous toutes les dénominations et sous toutes les formes. Il y a là une sortie contre les journaux jacobins et contre les journaux royalistes qu'on lui a plus tard, sous la Restauration,

bien souvent jetée à la tête, quand il plaidait pour la liberté de la presse ; l'objection était perfide et mal fondée, car, tout en attaquant vivement ces journaux, tout en les accusant de pousser par la calomnie le gouvernement à la violence, il ne prétendit jamais ni contester ni supprimer leur droit. Cette édition ayant été promptement épuisée, l'auteur en publia une seconde à la tête de laquelle il plaça un nouvel écrit publié depuis à part et intitulé *des Effets de la Terreur*. L'objet de cet écrit était de refuter une opinion qui s'était déjà formulée alors, et qui s'est souvent reproduite vingt ans plus tard, au sujet de l'utilité de la Terreur. L'auteur de la brochure prouve au contraire que la Terreur n'a pas été nécessaire au salut de la République, que la République a été sauvée malgré la Terreur, que la Terreur a créé la plupart des obstacles dont on lui attribue le renversement, que ceux qu'elle n'a pas créés auraient été surmontés d'une manière plus facile et plus durable par un régime juste et légitime, en un mot que la Terreur n'a fait que du mal, et que c'est elle qui a légué à la République actuelle tous les dangers qui aujourd'hui encore la menacent de toutes parts.

L'avenir a prouvé, ce me semble, qu'il raisonnait juste, car si quelque chose a engendré le régime militaire, c'est à coup sûr la Terreur; du reste, aujourd'hui que le thème des terroristes est revenu sur l'eau, embelli et orné par la distance, les arguments de Benjamin Constant sont redevenus aussi des arguments de circonstance, et le lecteur les retrouvera en grande partie dans le volume de *Mélanges littéraires et politiques* publiés en 1829.

Cette position mixte, prise avec éclat et talent entre les terroristes et les royalistes, en même temps qu'elle appelait sur Benjamin Constant l'attention et la sympathie des républicains éclairés et modérés, l'exposait aussi de la part des deux camps ennemis à des attaques fort vives; elles devinrent bientôt assez acerbes pour le pousser à provoquer en duel un journaliste nommé Sibuet, qui, après avoir essuyé son feu, tira en l'air, et déclara le lendemain dans son journal que le citoyen Constant avait l'estime du citoyen Sibuet.

Cependant les deux partis ennemis du gouvernement devenaient chaque jour plus impétueux; le

parti royaliste surtout, qui avait conquis la majorité dans le corps législatif, se préparait à livrer bataille au Directoire. Pour résister au club royaliste de Clichy et au club jacobin du manége, un club républicain coustitutionnel se forma à l'hôtel de Salm, rue de Lille, et Benjamin Constant, déjà haut placé dans l'opinion publique, en fut nommé secrétaire. Quelques mois après eut lieu le coup d'Etat du 18 fructidor, par lequel le Directoire prévint l'attaque de ses ennemis en attaquant le premier. Si critique que fût la position, si acharnée que fût la lutte, si grand que fût le danger, je vois avec regret dans cette circonstance Benjamin Constant prononcer dans le club de Salm quelques mots qui peuvent ressembler à une apologie de la journée de fructidor; cette apologie a été plus tard par lui, dans d'autres écrits, transformée en blâme formel, et je dois ajouter aussi que ces quelques mots d'approbation d'un cas particulier d'arbitraire sont presque aussitôt suivis de réflexions éloquentes et assez courageuses pour la circonstance, au sujet des dangers de l'arbitraire en général.

« L'hérédité n'est plus à craindre, dit-il, il n'en est pas

de même de l'arbitraire; sa nature est vague et insaisissable; il se glisse sous différents noms dans toutes les formes de gouvernement; il se prévaut de toutes les apparences du danger. Ce qui dispense de l'arbitraire, c'est la prévoyance des législateurs; ce qui préserve de l'arbitraire, c'est l'observation des formes; les formes sont les divinités tutélaires des associations humaines; enfin ce qui remédie à l'arbitraire, c'est la responsabilité des agents. »

Pour être indirecte, la critique n'en portait pas moins coup, et là, dans ces quelques mots, se retrouve Benjamin Constant tout entier, tel qu'il sera toujours désormais sous tous les régimes et dans toutes les circonstances.

Bientôt Bonaparte arrive pour hériter de la Révolution par un nouveau coup d'Etat; appelé à faire partie du Tribunat, Benjamin Constant fut du petit nombre de ceux qui prirent leur rôle au sérieux, et essayèrent d'arrêter quelque peu le mouvement des esprits affamés de servitude politique autant que de gloire militaire. Quelques biographes, qui se copient les uns les autres, qualifient son opposition d'alors de l'épithète d'intempestive. Je ne vois pas trop ce qu'il y avait d'intempestif à travailler avec Daunou, Chénier, Ginguené, à empêcher que la liberté fût complétement étouf-

fée par la victoire. Ces quelques voix qui se permettaient la discussion déplurent bientôt au futur empereur; il les fit taire d'autorité en éliminant du Tribunat les membres qui se permettaient de parler : Benjamin Constant fut naturellement du nombre. « Nous avons épuré le Tribunat, disait un conseiller d'Etat à Mme de Staël. — Vous voulez dire *écrémé,* » répondit celle-ci. Elle nous raconte elle-même, dans les *Dix Années d'exil*, comment, les jours où parlait Benjamin Constant, sa table se trouvait dégarnie de convives, et les billets d'excuse arrivaient successivement. Bientôt elle fut exilée et Benjamin Constant proscrit avec elle; ils parcoururent ensemble l'Allemagne. En janvier 1804 ils étaient à Weimar, dont Gœthe et Schiller leur faisaient les honneurs. C'est pendant ce séjour que Benjamin Constant eut l'idée de traduire ou plutôt d'imiter en mauvais vers le *Wallenstein* de Schiller; heureusement qu'il y joignit une préface en prose beaucoup plus belle et beaucoup plus poétique que ses vers. Cette préface est un examen aussi éloquent que judicieux des deux systèmes auxquels on a donné depuis le nom de classique et de romantique. Il y a là surtout un passage où l'auteur

traite de l'idéal de l'amour en France et en Allemagne, qui prouve que, pour faire de mauvais vers, Benjamin Constant n'était pas, comme on s'est plu à le dire, étranger au sentiment de la poésie.

C'est aussi vers cette époque qu'éclatent entre les deux exilés ces orages de cœur dont je ne parlerais pas si d'autres n'en avaient déjà parlé. On a voulu voir dans *Ellenore* un portrait de Mme de Staël; d'abord il est évident que la position équivoque d'Ellenore, position qui s'applique bien plutôt à une Anglaise, Mme Lindsay, avec laquelle Benjamin Constant eut une liaison passagère; il est évident que cette position n'a rien de commun avec la situation de Mme de Staël, et déroute déjà pour tout un ordre de sentiments qui sont peints dans le roman comme une conséquence de la position; de plus, il est dit d'Ellenore que c'était une personne d'un esprit ordinaire, ce qui ne ressemble guère à Mme de Staël; ensuite rien de plus absurde que de vouloir toujours appliquer à telle ou telle personne un ensemble de traits que l'imagination d'un romancier a recueilli de partout; enfin l'on se tromperait fort si l'on croyait que Benjamin Constant, dans le cas particulier

dont il s'agit, fut toujours Adolphe; s'il fut souvent Adolphe, souvent aussi il fut Ellenore. Dans une lettre écrite plus tard au sujet de cette prétendue ressemblance, Benjamin Constant s'en explique et dit qu'une pareille idée a dû paraître fort ridicule à M[me] de Staël, puisqu'elle sait bien que ce fut tout le contraire. La vérité est qu'on ne vit jamais deux êtres plus distingués, plus parfaitement faits pour se comprendre, s'attirer, se repousser et se tourmenter mutuellement (1).

En définitive, ce fut sur le refus de M[me] de Staël,

(1) Je ne puis m'empêcher de relever, entre mille autres erreurs au sujet de cette partie de la vie de Benjamin Constant, une incongruité du supplément Michaud, qui fera juger de la valeur du reste de l'article. Tout le monde connaît le joli mot adressé par M[me] de Staël à un Génevois auquel elle avait prêté de l'argent, et qui, lorsqu'il s'agissait de payer, esquivait la conversation à ce sujet en s'écriant : « Mon Dieu, Madame, que vous avez de beaux yeux! » « On me l'a dit souvent, Monsieur, répondit M[me] de Staël, mais gratis. » Adressé à un indifférent, à un étranger, le mot n'a que du charme; mais voilà que, soit ignorance grossière, soit malveillance effrénée, le rédacteur de l'article Michaud se permet d'appliquer le propos à Benjamin Constant, et de transformer ainsi gratuitement une chose piquante en un propos qui, dans la position respective des deux illustres personnages, serait aussi indigne de l'un que de l'autre.

refus très-explicable d'ailleurs, d'unir légalement sa destinée à celle de Benjamin Constant, que ce dernier se décida à se marier en 1808 avec une jeune personne de la maison de Hardenberg. Pendant quelque temps il jouit d'un peu de repos à Gœttingue, et il en profita pour travailler, avec des idées mûries par la souffrance, à son ouvrage sur les religions; mais il fallut encore plus d'une secousse pour briser le lien fatal; celui-là une fois brisé, le cœur de Benjamin Constant avait contracté le besoin de l'orage; il en chercha d'autres ailleurs, et, lorsqu'il eut perdu la puissance d'aimer et d'être aimé, il se jeta dans la passion du jeu, et sa vie fut ainsi dévastée jusqu'à la fin.

C'est dans un dernier séjour en Allemagne, en 1813, au moment où l'édifice napoléonien craquait de toutes parts, que Benjamin Constant voulut aussi lui porter son coup de massue en publiant sous ce titre : *de l'Esprit de conquête et d'usurpation*, un manifeste éloquent contre le despotisme et la guerre érigés en système. Ce livre, qui annonçait comme inévitable et prochaine la ruine de Napoléon, fit une grande sensation dans toute l'Europe; et bien qu'il soit l'expression

d'un ordre de sentiments nés de la lassitude des corps et des âmes, sentiments aujourd'hui effacés par une longue paix, il y a encore plaisir et profit à le relire; car, par la vigueur du style, la justesse des déductions et la hauteur des vues, c'est peut-être le meilleur ouvrage de Benjamin Constant. Vers le même temps il vit à Hanovre Bernadotte, qu'il avait connu jadis sous le Consulat, et qui essaya, dit-on, de le sonder sur son secret désir de remplacer Napoléon. Toujours est-il qu'il ne prit, comme on l'a prétendu à tort, aucun engagement avec lui; il rentra dans Paris, non pas à sa suite, mais seul en compagnie de M. Auguste de Staël. Et convaincu, comme il le disait plus tard, que tout gouvernement est bon lorsqu'il offre des garanties de liberté et qu'il les tient, il offrit à la Restauration l'appui de sa plume tant qu'elle serait constitutionnelle et s'appuierait sur les intérêts nouveaux. C'est dans ce sens qu'il écrivit dans *les Débats* une suite d'articles dont les derniers avaient déjà pris une teinte de défiance et d'hostilité, lorsque reparut tout à coup Bonaparte, ramené par les fautes que le célèbre publiciste ne cessait de blâmer. A cette

nouvelle, le parti constitutionnel se rallia autour du gouvernement, en lui demandant de se prêter à ses vues de résistance patriotique et libérale; Lafayette lui-même vint s'offrir pour résister, disait-il, à Napoléon avec de la liberté. L'alliance fut adoptée, mais mollement et avec défiance réciproque; Napoléon d'ailleurs déjouait toutes les prévisions; il arrivait avec la rapidité de l'aigle. Benjamin Constant resta le dernier sur la brèche; le 19 mars 1815, après avoir vainement combattu le départ du roi, au moment où le roi partait et où Napoléon, à Fontainebleau, attendait son départ pour rentrer dans Paris; à ce moment où tout était désespéré, Benjamin Constant lance encore à l'ennemi victorieux la dernière et la plus acérée de ses flèches; on devine que je veux parler du violent et fameux article des *Débats*, qui se termine, avec la signature au bas, par ces mots si connus: « Je n'irai pas, mi« sérable transfuge, me traîner d'un pouvoir à « l'autre, couvrir l'infamie par le sophisme, et « balbutier des mots profanés pour racheter une « vie honteuse. »

Un mois s'était à peine écoulé, et Benjamin

Constant, conseiller d'Etat de l'empereur, concourait à la rédaction de l'Acte additionnel.

C'est là le fait le plus fâcheux de sa vie politique, celui qui lui a été le plus vivement reproché par ses ennemis, et sur lequel il a été faiblement défendu par ses amis : non pas qu'en lui-même ce fait d'avoir repoussé d'abord Bonaparte pour se rallier ensuite à lui, quand il offrit de lutter d'une main contre l'étranger et de briser de l'autre le despotisme qu'il avait fait peser sur la France, non pas, dis-je, que ce fait ait quelque chose d'étonnant et de spécial à Benjamin Constant, car il faudrait commencer par blâmer le parti constitutionnel tout entier, à commencer par Lafayette, qui, partisan des Bourbons avant le 20 mars, se déclarait aussi pour Bonaparte offrant la liberté et repoussant l'étranger, pour le rejeter ensuite après Waterloo. En un mot, ce que fit Benjamin Constant aux Cent-Jours, beaucoup d'autres le firent comme lui ; seulement personne ne le fit avec autant de maladresse que lui, personne ne se prononça comme lui avec autant de force et d'éclat dans un sens, à la veille de se prononcer dans un autre. Ceux

qui n'ont pu se rendre compte de ce coup de tête n'ont pas manqué de l'expliquer par de la bassesse. Or le fait s'explique de deux manières : d'abord en lui-même par des motifs fort naturels et admis pour tant d'autres qui sont dans le même cas, c'est-à-dire par une pensée de patriotisme, sacrifiant tout dissentiment antérieur au besoin de s'unir pour repousser une nouvelle invasion qui doit, cette fois, être fatale, non plus seulement à Napoléon, mais à la France. Quant à la singularité de cette position prise par un homme qui se compromet avec tant d'éclat et comme à plaisir, sans nécessité, sans utilité, sans espoir, pour une cause qui, après tout, n'est pas la cause de sa vie, et qu'il doit délaisser le lendemain, cette singularité s'explique par des raisons d'une autre nature.

Ici je rencontre encore un fait de la vie privée de Benjamin Constant que je me contenterais d'indiquer, sans en parler avec détail, si ce fait n'avait pas déjà été raconté par d'autres et de manière à nécessiter quelques rectifications dans un double intérêt.

Dans l'article qu'il a consacré à l'illustre pu-

bliciste, M. Loève-Weimar explique sa conduite aux Cent-Jours par l'influence funeste d'une personne des plus distinguées dont il était fort épris. Je puis donner sur ce point quelques explications. Il est vrai qu'au moment du débarquement de Napoléon à Fréjus Benjamin Constant était en proie à une passion d'autant plus vive qu'elle n'était point partagée ; il est vrai que l'objet de cette passion, sans être, comme l'a dit M. Loève-Weimar, le centre d'aucune coterie politique, et quoiqu'ayant toujours eu des amis dans tous les partis, aimait médiocrement Napoléon et comptait beaucoup d'amis parmi ses adversaires; or, ce qui paraîtra plus étonnant, mais ce qui n'est pas moins vrai, car j'en ai les témoignages sous les yeux, c'est qu'au moment où le sol tremblait sous les pas de l'empereur, au moment où tout Paris était dans la stupeur et l'attente, Benjamin Constant, ce cœur aride, cet homme blasé, avec son esprit et sa raison de quarante-huit ans, n'était occupé que d'une seule et unique chose, de chercher dans le bouleversement qui se préparait un moyen de se faire aimer. Or, que faire pour cela? défendre la cause des Bourbons; cela ne suffit pas, d'au-

tres la défendent aussi ; il en est de jeunes ; il en est de beaux qui, à la première nouvelle du débarquement, font résonner leur sabre et se déclarent prêts à mourir aux portes de Paris ; pour faire mieux qu'eux, pour prouver des sentiments dont on suspecte la sincérité et une faculté de dévouement et d'abnégation à laquelle on ne veut pas croire, il faut prendre une plume, en ce moment plus dangereuse à manier qu'un sabre, lutter avec cette plume le dernier de tous, et, quand la partie est abandonnée par les autres, porter un dernier coup, un coup téméraire qui ne peut servir à rien, sinon à faire de celui qui le porte un homme fusillé ou proscrit, c'est-à-dire un être essentiellement intéressant.

Les fortes têtes penseront peut-être que je me plais en ce moment à broder des puérilités ; tant pis pour les fortes têtes qui n'ont point senti parfois l'importance de ces sortes de puérilités. Du reste, voici des preuves qui, du moins, serviront peut-être à faire mieux juger du vrai caractère de Benjamin Constant. La nouvelle du débarquement est arrivée et il écrit ceci :

« Si le gouvernement se rallie à la nation, tout est encore sauvé malgré l'armée, sinon je crains fort pour l'issue. Au milieu de tout cela j'ai le chagrin de n'être occupé que de vous seule, et je me le reproche ; le monde croulerait que je ne songerais qu'à vous... »

Napoléon est entré dans Lyon, et Benjamin Constant écrit :

« Pardon si je profite des circonstances pour vous importuner ; mais l'occasion est trop belle. Mon sort sera décidé dans quatre ou cinq jours sûrement, car, quoique vous aimiez à ne pas le croire pour diminuer votre intérêt, je suis certainement, avec Marmont, Chateaubriand et Lainé, l'un des quatre hommes les plus compromis de France ; il est donc certain que, si nous ne triomphons pas, je serai dans huit jours ou proscrit et fugitif, ou dans un cachot ou fusillé. Accordez-moi donc le plus que vous pourrez de votre temps et de vos heures ; si je meurs, vous serez bien aise de m'avoir fait ce bien. Ne préparez pas des remords à votre âme, quoique votre cœur soit insensible ; mon sentiment pour vous est ma vie ; un signe d'indifférence me fait plus de mal que ne pourra le faire, dans quelques jours, mon arrêt de mort, et quand je pense que le danger est un moyen d'obtenir de vous un signe d'intérêt, je n'en éprouve que de la joie. »

Napoléon arrive sur Paris à marches forcées, et Benjamin Constant écrit :

Au nom du ciel, forcez-vous pendant quelques jours

à me cacher votre aversion. J'ai besoin de ma tête; je l'expose pour une cause que vous aimez. Je brave Bonaparte qui va revenir et que j'ai attaqué de toutes les manières. Tout le monde me dit de ne pas l'attendre; je reste pour vous prouver qu'il y a en moi quelque chose de courageux et de bon. Pourquoi donc me fouler aux pieds, m'abreuver d'humiliations (1)? »

Napoléon est à Fontainebleau, et, tandis que les royalistes font leurs paquets, Benjamin Constant publie son fameux article; le jour même il écrit:

« Je suis bien aise que mon article ait paru; *on* ne peut au moins en soupçonner aujourd'hui la sincérité. Voici un billet que l'on m'écrit après l'avoir lu (2). Si j'en recevais un pareil d'*une autre*, je serais gai sur l'échafaud. Il serait bizarre que, parce que je vous aime, vous me refusassiez même votre estime. Je n'ai que cette pensée au milieu des circonstances qui grossissent incroyablement... »

Et ailleurs:

« Ma position est simple: si vous partez, je pars, sinon je reste. »

On voit, d'après le ton de reproche qui domine

(1) Inutile, je pense, de faire observer au lecteur que ce sont là des hyperboles usitées en pareille matière; on ne foulait point Benjamin Constant aux pieds; seulement, on ne l'aimait point comme il aurait voulu être aimé.

(2) C'était sans doute quelque belle dame qui lui exprimait son enthousiasme pour sa brillante témérité.

dans les lettres de Constant, que la personne en question, soit qu'elle se fît scrupule de le pousser à des démarches téméraires, soit qu'elle ait vu dans tout cela un peu d'affectation, de mise en scène, et il y en avait peut-être un peu (mais enfin le danger était réel, et à qui le brave un peu d'affectation se pardonne aisément), on voit, dis-je, que cette personne, si elle ne le retenait pas, ne l'excitait pas davantage, et, par conséquent, ne saurait être considérée comme responsable en aucune manière de son coup de tête politique.

Quoi qu'il en soit, Napoléon entre dans Paris, et tous les amis de Benjamin Constant se réunissent pour l'engager à partir. Lafayette l'envoie d'abord dans la maison de campagne du ministre des États-Unis; de là il part pour Nantes afin de pouvoir gagner la côte et s'embarquer. Arrivé à Nantes, il se ravise, ne peut supporter l'idée d'être séparé pour des années peut être de celle dont la pensée l'absorbe en ce moment tout entier; il revient à Paris d'un seul trait, après neuf jours d'absence.

Dans l'intervalle, Napoléon avait déjà commencé à s'essayer dans son rôle nouveau de sou-

verain constitutionnel ; ses partisans, au lieu de courir sus à Benjamin Constant, l'entourent, le flattent ; il résiste et se défie ; l'empereur le fait appeler le 14 avril 1815, ne cherche point à se donner avec lui le mérite de revenir à la liberté par inclination ; mais, examinant avec une apparente froideur ce qui convient mieux à son intérêt, il s'attache à lui démontrer que la situation étant nouvelle, la nécessité de gouverner désormais avec de nouveaux principes est devenue une conviction de sa raison ; sous ce rapport, il n'a pas de peine à faire partager à Benjamin Constant cette conviction qui était déjà la sienne, et il le congédie en lui demandant un projet de constitution. Benjamin Constant sort sans avoir pris d'engagement, et quelques jours après il était engagé.

Supposer qu'il eût prévu tout cela d'avance, supposer qu'au moment même où il rédigeait l'article du 19 mars il eût calculé et son départ, et son retour, et son changement, et qu'avec ce calcul il eût écrit : « Je n'irai pas, misérable transfuge, etc., etc., » c'est faire une supposition parfaitement absurde et incompatible

avec l'intelligence que personne n'a refusée à Benjamin Constant.

La dernière partie jouée alors par Napoléon n'offrait pas à coup sûr si belles chances de succès pour qu'après avoir refusé de s'associer à sa puissance un homme d'esprit pût être conduit par des motifs d'intérêt personnel à se rallier à son adversité. Benjamin Constant a donc pu invoquer pour lui le moyen de justification invoqué par tant d'autres, et il l'a fait dans l'ouvrage qu'il publia en 1820, sous le titre de *Mémoires sur les Cent-Jours*. Cet ouvrage, dont le but principal est l'apologie de sa conduite et de celle du parti constitutionnel, est rempli, surtout dans la seconde partie, de détails curieux sur les derniers jours de l'Empire et de l'empereur. Quant aux motifs politiques de sa conduite, Benjamin Constant les résume ainsi :

« On m'a reproché dans un libelle de ne m'être pas fait tuer auprès du trône que le 19 mars j'avais défendu ; c'est que le 20 j'ai levé les yeux, j'ai vu que le trône avait disparu et que la France restait encore.... »

« S'isoler du gouvernement que Bonaparte instituait, c'était exposer la France à trois chances également désastreuses (la dictature militaire dans toute sa violence, l'as-

servissement complet de la France par l'étranger et la réaction contre-révolutionnaire avec toutes ses fureurs). Il faut observer de plus que l'une des trois ne nous garantissait pas des deux autres... Il fallait pour conjurer ces divers périls se réunir au gouvernement nouveau et le limiter en l'appuyant. Ce n'était pas un faible sacrifice pour des hommes qui avaient résisté à Bonaparte ou du moins s'étaient éloignés de lui durant treize années. »

Tout cela peut assurément se soutenir ; seulement, il faut bien le dire, il est des cas où la forme emporte le fonds ; il est des mots qui engagent tellement que, lorsqu'on les a prononcés, on s'interdit toute possibilité de rétractation, et, malheureusement pour Benjamin Constant, l'article du 19 mars fournissait d'avance à ses ennemis un moyen insidieux, mais puissant, d'enlever à son argumentation toute valeur, de contester à sa parole toute sincérité ; ils se contentèrent de lui répéter : « Je n'irai pas, misérable transfuge, me traîner d'un pouvoir à l'autre, *couvrir l'infamie par le sophisme*, et balbutier des mots profanés pour racheter une vie honteuse. »

Ce fut pour Benjamin Constant une grande fatalité d'avoir écrit ces mots, et une fatalité non moins grande de revenir à Paris après les avoir

écrits. Nous avons dit sous l'empire de quel sentiment passionné s'accomplirent ces deux faits, et si leurs conséquences furent peu favorables aux intérêts de sa position politique, elles ne le furent pas davantage aux intérêts de cœur qui le dominaient alors si puissamment. A la vérité, la perspective d'une nouvelle proscription pouvait bien lui offrir la chance de devenir encore intéressant pour une femme dont le noble cœur fut toujours sympathique à l'infortune ; mais les causes de cette proscription diminuaient un peu cet intérêt. La société habituelle de la personne aimée ne le considérait plus que comme un transfuge d'autant plus coupable qu'il avait paru plus dévoué ; il voyait le vide se faire autour de lui à mesure que s'approchait la dernière catastrophe de l'Empire, et alors, abattu, découragé, il écrivait :

« Ah ! il n'est pas question d'amour. Au milieu de la haine qui m'entoure, je n'oserais pas prononcer ce mot, et dans la sombre carrière où je suis entré, avec le terme que j'aperçois à cette carrière, je bénis le Ciel de ce que pas un être n'est attaché par un lien quelconque à ma destinée ; mais un peu d'amitié de vous m'aurait fait du bien, et aujourd'hui que je ne puis plus rien espérer, plus rien prétendre, j'aurais cru l'avoir mérité par huit mois de dé-

vouement... Je souffre de toutes les manières; je ne puis, je ne dois vivre qu'avec ceux qu'un danger commun réunit; les autres me semblent blâmer ma conduite et attendre ma chute. Ah! du danger, à la bonne heure! mais tant d'injustice! »

Et ailleurs, après la bataille de Waterloo:

« Je vous prie de me faire savoir quand vous pourrez me voir sans embarras. Je me mets parfaitement à ma place; je sens que je suis un être proscrit dans votre société, et ce n'est pas à présent que je suis tenté de réclamer contre cette proscription... Je n'ai nul embarras à rencontrer personne; mais je ne veux rencontrer que ceux que vous jugerez n'avoir point d'inconvénients pour vous; car je suis d'autant plus susceptible que je suis plus sans autre protection que ma force physique et morale, et je ne supporterais volontiers ni blâme direct ni pitié insolente. »

Cependant Benjamin Constant ne s'était rallié à l'empereur qu'à la condition que l'empereur se rallierait à ses principes de liberté. Dans la discussion de l'Acte additionnel, au sein du conseil d'Etat, il opina toujours dans le sens le plus libéral; et lorsque la nouvelle constitution eut été promulguée, en publiant un ouvrage (1) destiné à

(1) *Principes de politique applicables à la nouvelle constitution.*

en défendre les principes généraux, il ne dissimula pas les points par lesquels elle lui paraissait encore défectueuse. Plus conséquent que Lafayette et d'autres constitutionnels, il ne crut pas la France dégagée, par la défaite de Waterloo, des liens nouveaux contractés avec Napoléon. Il combattit de toutes ses forces la fatale pensée de désarmer le héros vaincu au moment où il pouvait encore ressaisir la victoire, et ce ne fut que lorsqu'il vit cette pensée prévaloir malgré ses efforts qu'il crut devoir engager Napoléon à éviter un conflit désastreux et inutile en cédant aux volontés de la Chambre qui demandait son abdication.

« J'éprouve, écrivait-il dans cette circonstance, j'éprouve qu'il est bien plus difficile de dire la vérité au malheur qu'à la puissance. Le temps se perd et mon âme est déchirée; aujourd'hui est le dernier jour de salut et je n'espère pas qu'on en profite. Je consentirais à ce qu'on nous remît tous dans une barque, pourvu que l'étranger ne regnât pas en France. Vous verrez ce que seront les Bourbons, doublés des Cosaques pour la seconde fois. Enfin, j'espère vous revoir encore dans une heure; mon âme se repose sur cette perspective et je ne veux rien prévoir au delà.

Quelques jours après il partit pour Haguenau, membre de la mission que la Chambre envoyait auprès des puissances; j'ai déjà dit à l'article Lafayette que les cinq ambassadeurs furent éconduits; il revint ensuite à Paris pour faire face aux vainqueurs et savoir quelle destinée on lui réservait.

Ici surgit un instant dans cette âme si impressionnable un nouvel ordre de sentiments. Malheureux par le cœur, malheureux par la pensée de son avenir politique fortement compromis, à la veille d'une proscription ou d'une mise en jugement, il voit Mme de Krudner, la prophétesse; le langage mystique de cette sybille affectueuse et élégante produit sur lui un effet rapide et puissant, et voilà Benjamin Constant, le railleur, qui se livre aux effusions religieuses, à la contemplation, à la prière, et qui écrit, à la même personne qu'il avait jadis vainement aimée d'un amour plus profane, des lettres inspirées par l'amour divin, ou plutôt des lettres dans lesquelles se mélangent curieusement les deux amours.

Le malheur de n'avoir pas été aimé de vous est irréparable; du moment où mon funeste sentiment s'est em-

paré de moi, ma perte a été décidée, mais vous n'avez rien à vous reprocher...... et ce que je souffre ne me rend plus injuste comme dans les premiers temps. Quelque fois aussi je me dis que dans cette passion inexplicable et si douloureuse il y a peut-être de la volonté divine; qu'au milieu de cet amour dont je ne vous parle presque pas et précisement pour ne pas vous en parler, je vous fais entendre des mots salutaires, que je rappelle dans votre âme l'ordre des sentiments qui vous réclament; je suis une lyre que l'orage brise, mais qui en se brisant retentit de l'harmonie que vous êtes destinée à écouter.

« Je me dis que ce n'est pas par un simple effet de votre charme que je n'ai plus d'autre existence que de la douleur pour moi et de l'affection pour vous; je suis destiné à vous éclairer en me consumant, à vous racheter par ma souffrance..... je me dis qu'il faut que je sois ainsi pour vous ramener à la sphère d'idées dans laquelle je n'ai pas le bonheur d'être tout à fait moi-même: mais la lampe ne voit pas sa propre lumière et la repand pourtant autour d'elle. C'est là ce que j'ambitionne, ce qui m'aide à vivre. Du reste, je n'ai plus rien à faire en ce monde. Mon amour-propre, peut-être excessif, est humilié; vous m'avez averti que je ne pouvais plus obtenir d'affection, vous m'avez rendu odieux les dons de l'esprit qui n'ont pas su vous plaire.... Je demande au ciel une mort douce et prompte qui laisse une trace de moi dans votre pensée et qui vous aide à vivre dans la sphère où tant de mouvements intérieurs vous appellent; mon cercueil serait plus éloquent que ma voix, mon souvenir moins importun que ma présence. Pour moi, que me sert-il de

vivre? Qu'est-ce que la vie quand on ne peut plus être aimé? Mais alors j'aurai vécu pour vous faire un peu de bien en mourant. »

Je ne voudrais point jurer qu'il n'y a pas un peu d'apprêt dans cette élégante mélancolie; mais où l'apprêt ne se glisse-t-il pas? il y en a bien autrement dans Rousseau. Encore moins voudrais-je jurer que la mélancolie sera durable, que Benjamin Constant ne se reprendra pas un peu à la vie. Les natures avides d'émotions comme l'était la sienne ne s'immobilisent point dans un sentiment. Mais ce que je voulais prouver, et c'est là surtout ce qui m'a déterminé à ces citations, c'est qu'Adolphe, l'égoïste et vaniteux Adolphe, qui, sous prétexte de pitié, se complaît froidement dans l'analyse des souffrances qu'il cause ou qu'il croit causer, n'est pas Benjamin Constant tout entier; nous voyons ici, au naturel, la contre-partie d'Adolphe, Adolphe *retourné*, bien plus attrayant, à mon avis, sous cet aspect; et si j'ajoute que ce vaniteux Adolphe, non seulement ne transforma point en aversion un amour repoussé et qui lui avait été si fatal (résultat ordinaire de l'amour éconduit chez les vrais *Adolphe*),

mais qu'au contraire il garda toujours de la personne aimée un bon souvenir; que quinze ans plus tard, au lit de mort, il dictait encore pour elle, d'une voix défaillante, quelques lignes d'adieu; si j'ajoute que dans d'autres relations plus orageuses, il s'est montré le même; que, douze ans après la mort de Mme de Staël, c'est encore lui qui a écrit sur elle les pages les plus éloquentes, les plus nobles, les plus touchantes, les plus délicates, d'autant plus délicates qu'on n'y voit pas trace du souvenir intime qui les a dictées, souvenir qu'un être égoïste et vaniteux, un Adolphe, en un mot, n'aurait pas manqué de laisser doucement entrevoir (1); on conviendra que Benjamin Constant, au cas où il aurait voulu se peindre dans Adolphe, se serait un peu enlaidi. Qu'après cela il fût un être mobile, inquiet, malheureux, incapable de se résister à lui-même, lui qui savait parfois si bien résister aux autres, lui qui unissait à l'imagination ardente d'un poëte la froide intrépidité d'un vieux soldat, lui toujours prêt à payer de sa personne dans les occasions difficiles, soit qu'il

(1) On trouvera cet article dans le volume de *Mélanges*.

fallût braver sans relâche, à la tribune, les clameurs frénétiques des centres, soit qu'il fallût requérir contre les réquisitoires des procureurs généraux, ou bien faire face à Saumur à une bande de jeunes sous-officiers furieux, soit qu'il fallût discuter l'épée à la main, avec M. de Montlosier, les droits de la race conquérante sur la race conquise, ou bien, cloué sur une chaise par des rhumatismes et une jambe luxée, échanger à quelques pas des coups de pistolet avec M. Forbin-des-Issarts ; qu'en un mot, Benjamin Constant, foncièrement bon, brave, délicat, désintéressé, généreux, n'eût pas le mérite si rare d'être un homme complétement grand, aussi ferme que bon, aussi tenace que courageux, aussi sévère pour lui-même que dévoué au besoin pour les autres, aussi puissant par la volonté que par l'intelligence ; c'est là un fait qu'on ne peut contester. Mais j'avoue que je ne vois pas, dans le temps où nous vivons, beaucoup de gens fondés pour ce fait à jeter à sa mémoire la première pierre.

Ici je m'aperçois que le désir de peindre avec vérité un caractère historique trop amoindri par plusieurs m'a conduit à des développements assez

étendus pour me forcer d'écourter un peu ce qui me reste à dire. Mais la dernière partie de la vie de Benjamin Constant étant la plus éclatante et la plus connue, il suffira d'en résumer les faits principaux.

Aussitôt que la Chambre de 1815 se fut assemblée, on entendit des voix ardentes crier : Malheur aux vaincus! Benjamin Constant ne fut pas oublié; *la Quotidienne* le dénonça comme aussi coupable que Labédoyère et, par conséquent, digne du même châtiment. C'est alors que ses amis le décidèrent à se rendre en Angleterre en attendant que l'orage fût un peu calmé. Dans les loisirs de son exil il écrivit, pour les publier au retour, les *Mémoires sur les Cent-Jours* dont j'ai déjà parlé, et il publia à Londres son roman d'*Adolphe* déjà composé depuis quelques années. Ce drame intime à deux personnages, ce triste tableau des angoisses qui précèdent la rupture d'un lien formé sans réflexion entre deux êtres incompatibles, est trop connu pour qu'il soit nécessaire de l'analyser ici. Rentré en France après la dissolution de la Chambre introuvable, à la fin de 1816, il se plaça dans les rangs de l'op-

position constitutionnelle qui commençait à se former, et débuta par son *Traité de la doctrine politique et des moyens de rallier les partis en France*, ouvrage destiné à réfuter quelques-uns des principes du fameux écrit : *De la monarchie selon la Charte.* Bientôt les brochures se succédèrent rapidement sous sa plume (1) ; sa réputation s'accrut par sa collaboration active et puissante au journal *la Minerve*, fondé en opposition au *Conservateur*. Candidat pour la députation de la Seine en 1818, il obtint trois mille suffrages et n'échoua que de quelques voix ; plus heureux l'année suivante, il fut appelé à la Chambre par le collége électoral de la Sarthe. J'ai déjà dans les précédentes notices assez souvent parlé des principales questions qui divisèrent les partis sous la Restauration pour n'avoir pas besoin de m'exposer à tomber dans des redites, en entrant dans le détail des opinions soutenues par Benjamin Constant. Ses opinions furent celles de la gauche

(1) Ces diverses brochures, qui embrassent les questions les plus importantes du gouvernement représentatif, ont été réimprimées plus tard avec quelques modifications, et réunies en 4 volumes, sous le titre de *Cours de politique constitutionnelle*.

constitutionnelle, celles de Foy, de Manuel, de Casimir Périer, de Laffitte, de Lafayette, en exceptant toutefois de la similitude, pour ce qui touche surtout le dernier de ces noms, les moyens extra-légaux, c'est-à-dire les conspirations, pour lesquelles Benjamin Constant n'eut jamais de goût, et dans lesquelles il ne trempa jamais, bien qu'il ait eu à se défendre des accusations du procureur général Mangin.

Lors de la grande défaite du parti libéral aux élections de 1824, il fut un des dix-sept membres qui échappèrent à cette déconfiture ; j'ai déjà raconté plus haut comment les royalistes les plus exaltés cherchèrent à l'éliminer de la Chambre ; ils n'y réussirent pas, il resta sur son banc pour s'illustrer parmi les chefs de cette petite phalange libérale qui, soutenue par l'opinion, finit après trois ans de combats par renverser le ministère Villèle et ressaisir, malgré la loi du double vote, la majorité que cette loi lui avait fait perdre. Les discours prononcés par Benjamin Constant à la Chambre des Députés, depuis 1819 jusqu'en 1827, ont été réunis et publiés en deux volumes; je renvoie le lecteur à ce recueil; il y verra par quelle fertilité de

ressources oratoires, par quelle grâce, quelle élégance de diction, quelle puissance, quelle souplesse d'argumentation se distinguait Benjamin Constant. Il manquait cependant de cette véhémence, de cette abondance spontanée qui constitue le parfait orateur, car il n'improvisait guères que la plume à la main, mais sa plume avait la rapidité de la parole, et souvent il lui arrivait d'écrire en entier la réplique au discours qu'il écoutait; sa prononciation était difficile au début surtout, il *blaisait* un peu, mais sa parole une fois échauffée, on oubliait ce léger défaut, et l'attention était soudainement captivée par l'aspect de sa grande taille, de sa figure fatiguée, mais belle de distinction et d'originalité, encadrée de longs cheveux blonds qui tombaient en boucles onduleuses jusque sur le collet de son habit, par ce mélange singulier de nonchalance allemande, de roideur anglaise et de vivacité française qui caractérisait toute sa personne. Toujours spirituel dans son émotion, toujours poli dans son persiflage, toujours plein de sang-froid dans sa colère, possédant à fond l'art de tout dire, il savait se faire écouter par ceux-là même qu'il irritait profondément.

Sa popularité était grande surtout auprès de la jeunesse qu'il flattait un peu, et qui lui rendait ses flatteries en enthousiasme. « Elle vaudra mieux que nous, » répétait souvent Benjamin Constant, et cette jeunesse l'aimait comme son représentant dans la Chambre ; elle se sentait attirée vers lui par le côté mondain, romanesque et littéraire de sa physionomie, par le nonchaloir de son existence d'artiste, et les passions bonnes et mauvaises qui se disputaient son cœur ; car en même temps que Benjamin Constant, sevré par l'âge d'émotions plus chères, donnait malheureusement une part de sa vie aux émotions du jeu, l'autre part, et c'était la plus grande, était consumée par ses travaux de philosophie religieuse qui le captivèrent toujours, par sa profession de défenseur de la liberté à la tribune et dans la presse, et enfin par les mille soins d'un patronage que les malheureux ou les opprimés ne sollicitèrent jamais en vain. Le moindre acte d'arbitraire commis sur quelque point de la France, la moindre chance d'arracher quelque tête au bourreau, trouvaient Benjamin Constant toujours prêt à donner son temps, sa parole, sa plume et sa bourse au besoin.

On se souvient de ses brochures en faveur de Wilfrid Regnault, condamné comme coupable d'assassinat, dont il prouva l'innocence et sauva la tête. Les condamnations politiques le remuaient encore bien plus fortement. Voici une lettre de lui pour implorer l'appui de Mme Récamier auprès de M. de Chateaubriand ; cette lettre est bien digne des trois personnes qui s'y trouvent associées; l'on verra par la lettre même que ce n'est pas la première de ce genre que Benjamin Constant ait écrite.

Je ne me pardonnerais pas, madame, de vous importuner sans cesse, mais ce n'est pas ma faute ; il y a sans cesse des condamnations à mort. Cette lettre vous sera remise par le frère du malheureux Roger, condamné avec Caron. C'est l'histoire la plus odieuse et la plus connue. Le nom seul mettra M. de Chateaubriand au fait. Il est assez heureux pour être à la fois le premier talent du ministère et le seul ministre sous lequel le sang n'ait pas coulé. Je n'ajoute rien, je m'en remets à votre cœur. Il est bien triste de n'avoir presque à vous écrire que pour des affaires douloureuses, mais vous me pardonnez, je le sais, et je suis sûr que vous ajouterez un malheureux de plus à la nombreuse liste de ceux que vous avez sauvés.

Paris, ce 1er mars 1823. Mille tendres respects,

B. CONSTANT.

Cependant Benjamin Constant n'était pas heu-

reux ; le désir d'une vie réglée, qui, comme il l'a dit lui-même, le poursuivit toujours, se combinait en lui pour son malheur avec une éternelle impuissance de s'y renfermer.

Video meliora proboque, deteriora sequor,

fut trop souvent sa devise.

Tandis qu'il se ruinait de toutes manières dans les agitations dévorantes du jeu, la vieillesse surgissait pour lui aussi précoce que l'avait été sa jeunesse. Cette organisation nerveuse, mais frêle, dont il avait tant abusé, s'affaissait chaque jour davantage sous le poids de la maladie ; une chute qu'il avait faite en descendant de la tribune, chute aggravée par des infirmités préexistantes, le forçait depuis quelque temps à ne plus marcher qu'avec le secours de béquilles, et son esprit commençait à trahir par une ironie de plus en plus amère l'influence du mal qui dévastait son corps ; c'est dans cet état que la révolution de Juillet vint le surprendre, et éveiller par une violente secousse tout ce qui lui restait de force morale et d'enthousiasme ; il était à la campagne entre les mains des chirurgiens qui venaient de lui faire subir une opération cruelle, lorsqu'il reçut

un billet dans lequel Lafayette lui disait : « Il se joue ici une partie où nos têtes servent d'enjeu ; apportez la vôtre ; » et malgré l'opposition du chirurgien qui déclarait tout déplacement dangereux jusqu'à la mort, il voulut absolument apporter sa tête ; il ne lui restait plus guère que cela ; il se rendit en chaise à porteurs à l'accolade de l'hôtel de ville, appuya de toute son influence la solution monarchique, et accepta du nouveau souverain un don de 200,000 francs.

Dans les siècles antérieurs au nôtre ce dernier fait aurait à peine eu besoin d'une mention, encore moins d'une explication ; ou, si on l'eût mentionné, c'eût été simplement comme un titre d'honneur pour le donataire aussi bien que pour le donateur. De notre temps de pareils faits veulent être expliqués. Voilà, si mes renseignements sont exacts, l'explication de celui-ci. Benjamin Constant était débiteur envers M. Laffitte d'une somme égale ou à peu près à 200,000 francs; lorsque les affaires de l'opulent et généreux banquier se trouvèrent tout à coup dérangées, il chercha naturellement à rentrer dans ses fonds, et c'est alors que le roi, apprenant l'embarras de Benjamin Constant pour

se libérer, et saisissant avec son habileté ordinaire l'occasion d'obliger du même coup deux personnes dont les services lui avaient été fort utiles, offrit avec une grâce pleine de délicatesse et au nom de la liberté à Benjamin Constant la somme nécessaire pour rembourser M. Laffitte. On connaît la réponse du premier en acceptant : « Sire, j'accepte, mais la liberté passe avant la reconnaissance ; je veux rester indépendant, et si votre gouvernement fait des fautes, je serai le premier à rallier l'opposition. — C'est bien ainsi que je l'entends, » répliqua le roi ; et en effet Benjamin Constant ne tarda pas à prouver son indépendance en combattant sur divers points le premier ministère de Juillet ; peut-être même la pensée qu'il devait au public cette preuve d'indépendance contribua-t-elle à le rendre un peu sévère pour des hommes auxquels une situation fort difficile méritait quelque indulgence de la part d'un esprit aussi éclairé que le sien. Toujours est-il que, les ennuis de la vieillesse aidant, les dernières paroles de Benjamin Constant à la tribune furent empreintes d'amertume et de découragement ; un échec récent éprouvé dans sa candidature à l'Aca-

démie Française, échec auquel il avait été fort sensible, et dont le public s'étonna et s'irrita également, entre aussi pour beaucoup dans la tristesse de ses derniers jours. Il se mit au lit vers la fin de novembre 1830, et mourut le 8 décembre de la même année, après avoir écrit la veille le bon à tirer du dernier volume de son grand ouvrage : *De la religion considérée dans sa source, ses formes et ses développements* (1).

J'aurais bien voulu parler avec détail de cet ouvrage qui n'a peut-être pas toute la réputation qu'il mérite ; mais il me faut absolument abréger. La philosophie religieuse de Benjamin Constant n'est hostile à aucun dogme particulier du christianisme, ni asservie à aucun, mais elle est profondément chrétienne ; nul n'a parlé avec plus d'éloquence que lui des admirables effets de l'apparition du christianisme dans le monde. Sur le fait même de la révélation, il se montre plein

(1) Six volumes in-8°, auxquels il faut joindre, pour compléter la série des ouvrages philosophiques de B. Constant, un ouvrage posthume en 2 vol. in-8°, publié avec une introduction de M. Matter, sous le titre *du Polythéisme romain considéré dans ses rapports avec la philosophie grecque et la religion chrétienne.*

de réserve et de sagesse ; seulement, distinguant le sentiment religieux de la forme qu'il revêt, il commence par démontrer l'universalité de ce sentiment, sa tendance à perfectionner sa forme, la résistance du sacerdoce au perfectionnement de cette forme et la victoire du sentiment religieux. Cette succession de faits, qu'il retrouve dans l'histoire de toutes les religions connues, lui apparaît avec tous les caractères d'une loi ; et il conclut en disant : « Laissons la religion à elle-même : toujours progressive et toujours proportionnée, elle marchera avec les idées, elle s'éclairera avec l'intelligence, elle s'épurera avec la morale, elle sanctionnera à chaque époque ce qu'il y a de meilleur. A chaque époque réclamons sans cesse la liberté religieuse, elle entourera la religion d'une force invincible, et garantira sa perfectibilité. Ainsi l'entendait le divin auteur de notre croyance, lorsque, flétrissant les pharisiens et les scribes, il réclamait pour tous la charité, pour tous la lumière, pour tous la liberté. »

Je voudrais aussi que l'on ne se trompât pas sur la signification générale du libéralisme de Benjamin Constant. Les citations faites dans le

cours de cette notice pourraient ne donner qu'une idée incomplète de l'ensemble de ses opinions. Peut-être est-il juste de dire que le spectacle de toutes les violences stupides ou effroyables commises au nom de l'intérêt social envers les individus composant la société avaient porté l'esprit indépendant et honnête de Benjamin Constant à se préoccuper d'une manière un peu trop exclusive des droits de chacun contre tous; mais il serait injuste de ne pas ajouter que cet individualisme ne se séparait jamais chez lui d'un amour vif et sincère et d'un sentiment très-éclairé du progrès social. Notre organisation actuelle était loin de lui paraître le *nec plus ultrà* de ce progrès; seulement il la considérait comme la plus propre à favoriser le grand travail de fusion duquel devait sortir l'organisation future; il voulait que ce travail s'accomplît par l'action combinée du temps et de la liberté; et partant il combattait de toutes ses forces les diverses théories qui prétendaient violenter le temps et confisquer la liberté. « La crise qui s'opère sous nos yeux, écrivait-il en 1829, en dépit des résistances des uns, des déclamations des autres, à l'insu même de

la foule qui est entraînée à y concourir, n'est pas la dernière qui changera la face du monde. Après les choses qui tombent aujourd'hui, beaucoup tomberont encore ; mais ces destructions ou pour mieux dire ces délivrances ultérieures sont réservées à une autre époque. N'anticipons point sur les temps, pénétrons-nous des doctrines que les temps ont amenées et qu'ils consolident. »

Reconnaissante des services rendus par Benjamin Constant, la nation lui fit de magnifiques funérailles ; tout Paris était dans les rues ; beaucoup de maisons étaient tendues de noir, et malgré les circonstances critiques où se trouvait le pays, malgré l'effervescence des esprits exaltés par la nouvelle de l'insurrection polonaise, qui arriva la veille même ou le jour des funérailles de l'illustre mort, aucun désordre ne troubla la cérémonie, qui s'accomplit avec calme et recueillement au milieu d'une grande cité en fermentation. Les étudiants voulurent d'abord porter le corps sur leurs épaules ; une des poignées du brancard s'étant cassée, on le replaça sur le corbillard ; mais le corbillard se trouva trop petit pour le cercueil, et il fallut que le grand et glorieux cadavre atten-

dît, au milieu de la rue Saint-Honoré, qu'avec la scie et le rabot on eût aggrandi le char qui devait le conduire à son dernier séjour. Le cercueil une fois placé, les étudiants s'attelèrent au char. Au sortir du temple protestant de la rue Saint-Antoine, quelques voix crièrent: au Panthéon (1)! mais le silence et l'ordre furent bientôt rétablis.

On n'arriva au Père-Lachaise qu'à la nuit, par une pluie froide et fine; Benjamin Constant fit son entrée dans le champ du repos entouré de cavaliers portant des torches, aux sons d'une musique lugubre, et suivi d'une immense multitude; il s'achemina vers la fosse où nous descendons tous; et là, après avoir reçu les adieux touchants de son vieil ami Lafayette, l'auteur d'*Adolphe* put enfin jouir dans la mort de cette paix constamment refusée à sa vie.

(1) La mort de Benjamin Constant avait été le glorieux prétexte de la présentation d'un projet de loi destiné à rendre à l'église Sainte-Geneviève sa destination antérieure.

GALERIE DES CONTEMPORAINS ILLUSTRES



M. MAUROCORDATOS

M. MAUROCORDATOS.

Maurocordatos et Colettis, au lieu de vous disputer le pouvoir, il était plus digne de vous de partager dans la concorde le fardeau de la patrie et de vous charger, vous, Maurocordatos, de la juste exécution de la constitution, vous, Colettis, de l'agrandissement de nos limites.

(Portraits par Alex. Soutzos, publiés dans le journal grec *l'Union* (Συνεγωσίς).

Dans l'article consacré à M. Colettis, j'ai parlé assez longuement de la question grecque en général, de l'intérêt français dans cette question et du véritable sens de la triple classification des partis en Grèce, pour pouvoir ici aborder directement mon sujet, et en même temps faire rentrer dans ce petit travail biographique, sur le chef du parti dit parti anglais, plusieurs détails que le défaut d'espace m'a forcé d'omettre en parlant ou

chef du parti français. Ces deux notices se compléteront l'une par l'autre, et, afin que chacune d'elles soit bien comprise, il est nécessaire qu'elles soient lues toutes deux.

Nommé, à vingt-quatre ans de distance, président de la première et de la dernière assemblée nationale de la Grèce, appelé en 1821, au début même de la révolution, à diriger cette révolution comme chef du pouvoir exécutif, M. Maurocordatos n'a cessé depuis ce temps d'exercer une haute influence dans les affaires de son pays ; il a pris une part active et importante aux efforts glorieux qui ont affranchi la Grèce, aux discordes intestines qui ont entravé son affranchissement, et aux luttes nouvelles qui l'ont suivi. On peut même dire que son rôle historique est plus considérable que celui de M. Colettis, dont l'importance politique n'a guère commencé à se produire avec éclat que vers la fin de la guerre de l'indépendance, tandis que, depuis longtemps déjà, le nom de M. Maurocordatos était signalé à l'attention de l'Europe, non-seulement par sa fameuse défense de Missolonghi, héroïque entreprise dans laquelle il fut la tête et Botzaris le bras, mais aussi

par le conflit de sympathies et de haines que soulevait son intervention active et puissante dans les débats intérieurs de la Grèce. On peut ajouter encore, en faisant abstraction des nécessités de sa situation actuelle comme chef de parti, que, comme capacité gouvernementale ou diplomatique, comme théoricien constitutionnel, il est peut-être supérieur à son illustre adversaire; mais ce dernier a sur lui l'immense avantage d'être plus national, plus Grec, et partant mieux compris, plus populaire et plus fort. M. Maurocordatos est un Grec qui n'a guère gardé, du caractère oriental, que la réserve et la finesse: la civilisation occidentale l'a complétement envahi au physique et au moral. On a vu dans M. Colettis une puissante et pittoresque personnification du palikare rouméliote. Que l'on se représente maintenant M. Maurocordatos sous la forme d'un civilisé en habit noir, en lunettes, dont la bouche est perpétuellement souriante d'un sourire ingénu, contrastant singulièrement avec un regard qui n'est rien moins qu'ingénu; joignez à cela une parole insinuante et douce, des manières affables, et, sous cet extérieur d'avoué ou de no-

taire, vous aurez quelque peine à retrouver le défenseur de Missolonghi, l'un des chefs les plus éminents de la révolution grecque, sinon par les exploits guerriers, du moins par le talent de direction et d'organisation.

A la vérité, depuis que la Grèce est entrée dans la famille des Etats européens, les formes extérieures de la civilisation occidentale se répandent rapidement dans ce pays, et les habits noirs tendent de plus en plus à remplacer les fustanelles. Mais sous l'habit noir battent encore bien des cœurs animés des mêmes idées, des mêmes passions, des mêmes espérances qui enflammaient jadis les palikares de l'Epire, les klephtes de la Morée et les brulôtiers de l'Archipel. Or jamais, au temps de la lutte surtout, jamais M. Maurocordatos ne représenta complétement aucun des trois éléments rouméliote, péloponésien et insulaire, qui ont concouru à l'affranchissement d'une partie de la vieille Hellade. Issu d'une de ces familles grecques du Fanar (1) qui, participant à l'administra-

(1) On appelle *Fanar* un quartier de Constantinople que Mahomet II assigna aux Grecs pour demeure, et par suite on a donné plus spécialement le nom de Fanariotes aux familles riches et puissantes du Fanar.

tion turque, formaient, au milieu de leurs frères asservis, une sorte d'aristocratie d'esclaves favorisés, à l'habileté desquels un maître indolent confiait la direction de sa diplomatie, et qu'il revêtait parfois du titre de prince, en les élevant à l'hospodarat, M. Maurocordatos eut beau venir un des premiers s'associer à tous les dangers de l'insurrection, malgré son dévouement et ses services, il ne put jamais obtenir sur les combattants une influence durable. Egalement suspect aux Rouméliotes, aux Péloponésiens, aux insulaires, il parvint quelquefois dans les moments critiques à les rallier tous vers un même but; quelquefois aussi, dans leurs querelles anarchiques, il sut avec habileté se servir tantôt des uns, tantôt des autres, au profit de ses vues plus ou moins justes; mais s'il les divisa ou les réunit quelquefois, il ne les posséda jamais longtemps et ils lui échappèrent toujours; son origine de Fanariote, les services rendus par ses pères à l'empire ottoman, ses liaisons à l'étranger, son titre contesté de prince, titre auquel il a renoncé aujourd'hui, son intelligence supérieure, ses formes douces et polies, son zèle

même, son incontestable désintéressement, tout enfin faisait ombrage aux rudes enfants de la Grèce. Son patriotisme était sincère, et, malgré quelques faux calculs de son esprit, il en a donné de trop nombreuses preuves pour qu'on en puisse douter; mais c'était un patriotisme sans élan, sans imagination, sans emphase, ce n'était pas un patriotisme grec. Jamais son cœur ne battit à l'idée, jamais son éloquence ne se colora de l'espoir si populaire en Grèce de replanter un jour l'étendard de la Croix sur les tours de Sainte-Sophie; occupé avant tout pour son pays des nécessités de chaque jour, les combinaisons possibles dans le présent le touchaient beaucoup plus que les rêves de l'avenir. Supérieur peut-être par l'habileté et les lumières aux Ipsilantis, aux Négris, aux Colocotronis, aux Odyssée, aux Caraïskakis, aux Conduriottis, aux Colettis, dont il fut tour à tour l'ami et l'adversaire, il ne put jamais comme eux s'assimiler aucune des forces vives du pays, et sa supériorité méconnue par les uns, redoutée par les autres, ne servit presque toujours qu'à l'exposer à la défiance de tous.

De là une vie très-orageuse dans sa première

période, des alternatives rapides de puissance et d'isolement, de succès et d'échecs, des inimitiés ardentes et nombreuses opposées à de vives sympathies, des accusations passionnées d'ambition et d'égoïsme, et des jugements sévères jusqu'à l'injustice, dont je ne puis mieux donner une idée qu'en empruntant à un historien grec, qui descend pourtant lui aussi d'une famille *fanariote*, le portrait suivant, tracé en 1829 :

«Alexandre Maurocordatos a paru, dans tout le cours de la révolution, grand quand on le compare aux oligarques (1) de la Grèce, petit quand on le rapproche de Washington, à qui ses adulateurs ont osé l'égaler. Voulant en imposer à la Grèce par ses correspondances avec l'étranger, à l'étranger par ses liaisons avec les hommes influents de la Grèce; tantôt cachant sa puissance pour la maintenir, tantôt affectant d'en avoir pour en acquérir; accueillant les talents médiocres pour en tirer parti, écartant les hommes indépendants pour n'être point entravé dans ses projets; prodiguant les biens de la nation avec la

(1) Ces oligarques sont les *primats*; j'ai déjà dit à l'article Colettis ce qu'étaient les primats.

même profusion que les siens, il s'est montré ambitieux sans mesure, ami du pouvoir et non de la véritable gloire, bon négociateur, mauvais administrateur, doué d'esprit, privé de génie, fait pour briller dans une cour, incapable de servir une république. Il a toujours été haï des amis du peuple qu'il a lui-même abhorrés, et poursuivi en même temps par les grands qu'il a tour à tour soutenus, attaqués, haïs ou renversés, selon les circonstances (1). »

Depuis que les discordes ont perdu en Grèce de l'ardeur qu'elles empruntaient à la situation violente du pays, depuis que tous ces guerriers vaillants, mais fougueux et turbulents, qui défendaient et déchiraient en même temps la patrie, sont descendus tour à tour dans la tombe, la vie de Maurocordatos a été moins agitée, son nom illustré pendant la guerre a pris en vieillissant pendant la paix quelque chose de la couleur dorée des vieux monuments de la Grèce; mais son caractère politique est toujours resté, comme jadis, presque aussi étranger aux qualités qu'aux défauts du ca-

(1) *Histoire de la révolution grecque*, par Alex. Soutzos; Paris, 1829, page 133.

ractère national. Lorsque sont nées les classifications de parti formées sous l'influence des cours étrangères, Maurocordatos, en s'attachant à l'Angleterre, en se prononçant pour une alliance basée sur un calcul plus ou moins juste de l'esprit, mais essentiellement contraire aux affections de la très-grande majorité des Grecs, dont les sympathies sont, après la Grèce, pour la Russie ou la France, M. Maurocordatos s'est trouvé, comme toujours, condamné à ne représenter dans son pays que lui-même ou une coterie d'esprits distingués formée par lui, qui, bien qu'habile et intelligente, n'a jamais pu s'élever aux proportions d'un grand parti. Cependant il est un instant parvenu à se faire illusion à lui-même et aux autres. Appelé, après la révolution de septembre, à la présidence de l'assemblée nationale, et convaincu sans doute que cet honneur, qu'il devait et à son passé glorieux, et à son union momentanée avec Colettis, et à l'accord de tous les esprits modérés au moment d'une crise, convaincu, dis-je, que cet honneur était le signe d'une adhésion universelle à sa politique, il n'a pas craint de tenter l'expérience d'un ministère exclusivement anglais ; mais le succès a

été court et l'expérience des plus malheureuses. Au bout de quelques mois, le ministère du 29 mars 1843 tombait devant un soulèvement général de l'opinion en Grèce; aujourd'hui la chute même de M. Maurocordatos ne suffit pas à ses adversaires; les plus violents le menacent d'une mise en accusation, et il est plus que jamais en butte à ces attaques passionnées qui l'ont si souvent assailli durant le cours de sa longue carrière.

Le moment est donc opportun, à mon avis, pour exposer les principaux faits de cette honorable vie avec modération et justice.

Alexandre Maurocordatos est né à Constantinople, en 1787, d'une famille fanariote, comme je l'ai dit, dont les membres se donnaient le titre de princes, par suite de l'élévation de plusieurs d'entre eux à l'hospodarat. Cette famille est originaire de Chios, où elle exerçait primitivement le commerce. Vers la fin du XVIIe siècle, un médecin de ce nom, Alexandre Maurocordatos, fut appelé au poste de grand-drogman et se distingua dans les négociations diplomatiques qui préparèrent la paix de Carlowitz; son fils Nicolas fut le premier des Fanariotes qui, en 1716, fut nommé

aux fonctions d'hospodar de la Valachie et de la Moldavie, à l'exclusion des boiards indigènes. Cette dignité passa, en 1735, à Constantin Maurocordatos. Le fils de ce dernier, marié à une princesse Morousi, homme distingué par l'esprit et la science, vivait retiré à Constantinople, lorsqu'éclata l'insurrection grecque, et, bien qu'il n'eût pris aucune part à cet événement, il fut saisi par les Turcs, dépouillé de ses biens, et vit sa femme et ses filles livrées à la brutalité du soldat. Une de ces dernières mourut de désespoir; son fils, l'illustre Grec qui fait l'objet de cette notice, se trouvait alors en Italie. A la nouvelle de l'outrage fait à sa famille, il accourut pour la venger en mettant sa tête et son bras au service de l'insurrection nationale. Dès sa première jeunesse, il s'était fait remarquer par la vivacité et la maturité de son esprit. Chargé de remplir diverses fonctions auprès du prince Caradja, son oncle, hospodar de la Valachie, il s'en était acquitté avec un zèle et un désintéressement qui lui valurent l'affection et l'estime des Valaques; forcé de s'exiler avec son oncle, que plusieurs tentatives d'assassinat de la part du sultan avaient décidé à quitter son

gouvernement, il avait séjourné successivement en Suisse et en Italie, lorsqu'il apprit à Pise l'entreprise d'Ipsilantis en Valachie et en Moldavie, le soulèvement général de la Morée et les assassinats de Constantinople. Réunissant toutes ses ressources, il équipa un navire, le remplit d'armes et de munitions, se rendit à Marseille, prit à son bord tous les officiers français qui désiraient consacrer leur épée à la cause des Hellènes, et vint au commencement de 1821 débarquer en Morée, au moment où les paysans de l'Arcadie faisaient le siége de Tripolitza. Son arrivée, les secours et les compagnons qu'il amenait avec lui produisirent une vive sensation; toutefois Demetrius Ipsilantis, qui l'avait devancé en Morée, était alors porté par les primats et les chefs péloponésiens à la tête du mouvement. Ne voyant rien à faire d'éclatant en Morée, il demande à Ipsilantis une lettre de recommandation pour les chefs de la Grèce continentale. Il arrive en Étolie au moment où l'armée de Kourschid pressait le siége de Janina pour pouvoir marcher ensuite sur la Morée, et, déployant une admirable activité, il partage avec Negris la direction et l'organisation

du mouvement; il fortifie Missolonghi, fournit des armes, des provisions au peuple, donne à la portion qu'il gouverne le nom de Grèce occidentale, et confère le pouvoir administratif à un sénat dont il se fait élire président.

Les trois parties de la Grèce insurgée offraient alors le spectacle d'une complète anarchie: vingt gouvernements provisoires établis en vingt lieux différents et se contrariant les uns les autres; partout l'absence d'unité dans le commandement et dans les opérations militaires, la haine et la discorde parmi les chefs, et l'absence de discipline parmi les soldats.

Les inconvénients d'un tel état de choses pour le succès de la cause grecque ne pouvaient manquer de frapper tout d'abord un esprit aussi judicieux que celui de Maurocordatos; aussi, tandis qu'Ipsilantis, absorbé par le siége de Nauplie, donnait toute son attention au progrès de la guerre, Maurocordatos, uni à Negris, réunissait à Épidaure les représentants de la nation et présidait à la rédaction de la loi fondamentale du pays. Le 15 décembre 1821, jour fixé pour la réunion, cinquante-neuf députés, venus de toutes les parties

de la Grèce, s'assemblèrent près d'Épidaure dans un verger d'orangers en présence des soldats et du peuple. L'archevêque Néophyte célébra la liturgie sur les débris d'un autel d'Esculape, et chacun des membres s'étant assis sur une natte de paille, les jambes croisées à l'orientale, la délibération commença sur un projet de constitution dont la rédaction avait été confiée à une commission composée de Maurocordatos, de l'archevêque de Patras Germanos, du prince Constantin Caradja, de Colettis et de Negris. La délibération fut tumultueuse et confuse; chaque province, chaque île était représentée par des hommes qui différaient de costumes, de prétentions, d'idées et presque de langage; plusieurs fois on fut au moment de dissoudre l'assemblée, malgré les efforts de quelques orateurs, notamment de Negris, qui déploya une éloquence digne des beaux temps de la Grèce antique; mais Maurocordatos, qui avait été appelé à l'honneur de la présider, sut, à force d'habileté insinuante, de patience et de douceur, s'emparer du seul sentiment qui fût unanime dans l'assemblée, la haine contre les Turcs, pour le faire tourner au rapprochement des esprits et leur faire

accepter une constitution qui, sans être parfaite, devint un auxiliaire des plus utiles contre l'anarchie.

J'ai déjà indiqué à l'article Colettis les bases de cette première constitution de la Grèce. La présidence du corps législatif fut confiée à Ipsilantis, celle du conseil exécutif à Maurocordatos, le ministère de la guerre à Colettis, et l'archichancellerie d'Etat à Negris. Avant de se dissoudre, l'assemblée émit, par l'organe de Maurocordatos, l'acte solennel dans lequel elle proclamait à la face du monde l'indépendance de la Grèce.

Les heureux effets de la promulgation de la loi constitutionnelle ne tardèrent pas à se faire sentir. Les turbulents et cupides primats de la Morée se calmèrent en recevant des charges; le peuple, en voyant établie une autorité suprême, offrit des contributions sans murmurer. Les soldats, sachant qu'il existait dans le gouvernement une commission d'hommes chargés de les nourrir, marchèrent avec empressement contre l'ennemi; l'ordre et l'activité commencèrent à renaître; on occupa les défilés; en plusieurs endroits des batteries furent établies

sur la côte ; on vit les monastères se transformer en casernes, les églises en hôpitaux. Soldats, peuple, clergé, tous ne respirèrent que la guerre.

Il était temps que la Grèce s'organisât pour la défense ; car, d'une part, le capitan-pacha Kara-Ali, après avoir ravagé Chios, se dirigeait sur la Morée avec une flotte formidable ; d'autre part, le séraskier Kourschid, enfin victorieux du vieux pacha de Janina, qui l'avait jusque-là tenu en échec, se répandait dans l'Epire, et se préparait, après avoir dompté le pays de Souli, à venir étouffer dans le sang l'insurrection de la Morée.

Presque aussitôt après la proclamation de la constitution, Maurocordatos, laissant la direction du pouvoir exécutif à un vice-président, s'empressa de retourner à Missolonghi, pour faire de cette ville le boulevard du Péloponèse et le point d'appui de l'expédition qu'il projetait en Epire, dans le but d'expulser Kourschid-Pacha. Botzaris, l'Achille de la Grèce moderne, lui offrit de lui frayer le passage avec ses Souliotes. Maurocordatos, qui n'avait sous ses ordres qu'une très-faible armée, après avoir vainement attendu et

imploré les renforts promis par les primats de la Morée, dont le but semblait être de l'éconduire du Péloponèse pour l'abandonner sans ressources en Etolie, se détermine, encouragé par Botzaris, à tenter l'expédition. Le héros souliote forme son avant-garde, à la tête de trois cent cinquante palikares, et le général grec le suit avec cinq mille hommes pour aller affronter une armée huit fois plus forte.

Cette téméraire expédition fut malheureuse; la journée de Peta vit la petite armée de Maurocordatos écrasée par la masse des ennemis. C'est dans cette journée que s'immortalisa, par un trépas glorieux, le bataillon européen des Philhellènes. Restés seuls sur le champ de bataille après la fuite des Grecs et des Souliotes eux-mêmes, qui entraînaient Botzaris de force, et cernés de tous côtés, les braves de l'Occident se formèrent en carré et ne songèrent plus qu'à vendre chèrement leur vie : ils succombèrent presque tous les armes à la main.

Cet échec de Peta avait été suivi d'autres échecs sur différents points de la Grèce. Le mouvement offensif concerté par les chefs était manqué. A

son tour, la Porte, enhardie, se décide à prendre vigoureusement l'offensive, et se propose de reconquérir la Grèce en une seule campagne. Tandis que le seraskier Kourschid prépare une armée destinée à se porter sur Missolonghi, il lance son lieutenant Dramali, par une autre route, sur la Morée, avec trente-trois mille hommes; la flotte ottomane, composée de cent trente voiles, chargée de vivres et de munitions de guerre, doit assurer le succès de cette expédition. Je n'ai pas à raconter ici le résultat si glorieux pour la Grèce de la tentative de Dramali, dont l'armée fut complètement détruite par Niketas (1), qui conquit là le titre de *Turcophage*, tandis que le seraskier Kourschid, arrêté par Odyssée aux Thermopyles, s'empoisonnait de désespoir.

Au moment où Dramali s'aventurait ainsi dans le Péloponèse, où il devait trouver sa ruine, deux autres lieutenants de Kourschid, Omer-Vrione et Reschid-Pacha, après avoir conquis toute l'Epire,

(1) On raconte que ce Palikare, se trouvant, un jour de bataille, fatigué après avoir tué de sa main dix-huit Turcs, s'encourageait à continuer sa besogne en se disant : « Allons, Niketas ! courage, Niketas ! ce sont des Turcs que tu massacres ! »

marchaient sur Missolonghi à la tête de vingt-deux mille albanais mahométans, avec une artillerie formidable. Il ne restait plus à Maurocordatos que mille hommes pour faire face à cette armée, devant laquelle il reculait lentement, toujours soutenu par l'héroïque courage de Botzaris. On lui conseilla de se réfugier dans la Morée: «Si je m'éloigne, dit-il, l'Epire est déjà soumise, toute l'Etolie se soumettra, et c'en est fait de la Grèce; c'est à Missolonghi que nous devons mourir.» Et il entra dans Missolonghi, laissant à Botzaris le soin d'arrêter les Turcs jusqu'à ce qu'il eût mis en état de défense les fortifications de la ville, fortifications pratiquées contre toutes les règles de l'art, dont l'étendue aurait nécessité au moins quatre mille hommes. Maurocordatos en avait mille; il avait quatre vieux canons de marine, et quelques pièces de campagne, des munitions et des vivres pour un mois à peine. Il fit planter des pieux derrière les remparts, et ajouter au bout de ces pieux des baïonnettes pour tromper les Turcs sur ses forces, et, après avoir envoyé demander des secours aux chefs de la Morée et de l'archipel, il attendit l'ennemi. L'armée turque

arriva le 17 novembre 1822, précédée de Botzaris, qui n'avait cessé de la harceler et de la combattre en reculant devant elle. Le blocus s'ouvrit le jour même par terre et par mer, et, le 13 janvier 1823, après deux mois de siége et une suite d'assauts furieux, on vit les Turcs se débander et s'enfuir, poursuivis par la faible garnison dont le courage les avait épouvantés. Après les avoir pourchassés jusqu'aux portes d'Arta, les vainqueurs rentrèrent dans Missolonghi, et bientôt la Grèce et l'Europe retentirent du bruit de ce siége fameux. En même temps, Nauplie tombait au pouvoir des Hellènes. L'amiral Miaulis et le hardi brulotier Canaris incendiaient et dispersaient les vaisseaux turcs dans le golfe d'Argos, la chance tournait en faveur des Grecs; c'est alors que le conseil exécutif annonça une nouvelle convocation de députés à Astros, pour réviser la constitution d'Epidaure. Ici commencent les discordes, et bientôt éclate la guerre civile; les capitaines, irrités de l'influence exercée par les primats sur le conseil exécutif, veulent diminuer les attributions du conseil pour augmenter celles du sénat; les primats résistent. Maurocordatos se range d'a-

bord du parti des primats, et fait partie en qualité de secrétaire d'Etat du conseil exécutif, dont la présidence est confiée à Mauromichalis.

Les bornes de ce travail ne me permettent pas d'entrer dans le détail de toutes les intrigues qui suivirent; après avoir lutté tour à tour et contre les chefs militaires et contre les primats pour s'emparer du pouvoir, après s'être fait nommer président du corps législatif, Maurocordatos fut obligé de se démettre de ses fonctions, et, bientôt en butte à l'animosité des deux partis, qui ne voulaient voir dans sa neutralité apparente que les menées souterraines d'un ambitieux, il crut devoir s'imposer un ostracisme volontaire en se réfugiant à Hydra. « Il céda, dit un écrivain, M. Pouqueville, et, tel que Phocion, avec lequel il avait déjà plus d'un trait de ressemblance, il entrevit dans son éloignement un nouveau moyen de servir sa patrie. » Je dois ajouter dans mon impartialité que les historiens grecs, moins complaisants que M. Pouqueville, ont généralement refusé de ratifier le titre de Phocion donné à M. Maurocordatos.

Cependant, voyant que la discorde s'enveni-

mait de plus en plus, que les partis recouraient aux armes, que son intervention était repoussée des deux côtés, l'illustre Fanariote se détermine à repasser dans la Grèce continentale pour défendre de nouveau Missolonghi, menacé par les Turcs. Au bout d'un an le parti rouméliote, uni au parti hydriote, avait défait le parti des primats ; l'ancien conseil exécutif avait été dissous; un nouveau conseil avait été formé à Nauplie, sous la présidence de Conduriottis, chef hydriote, alors étroitement lié avec Colettis, chef des Rouméliotes. Maurocordatos reparaît à Nauplie pour occuper dans le conseil le poste de secrétaire d'État. Peu de temps après son arrivée la discorde commence à naître entre Conduriottis et Colettis, ou plutôt entre Colettis et Maurocordatos qu'on accuse de pousser Conduriottis, et bientot les querelles personnelles de ces deux chefs, en paralysant les opérations militaires, ouvrent à Ibrahim-Pacha l'entrée de la Morée. Vainement Maurocordatos paie bravement de sa personne à Sphacterie, pour arrêter le général égyptien ; il est obligé de battre en retraite. Navarin succombe, et le Péloponèse est envahi.

C'est alors que, profitant de l'influence qu'il avait acquise sur Conduriottis et de l'état d'abattement dans lequel les victoires multipliées d'Ibrahim jetaient le conseil exécutif, Maurocordatos eut l'idée malheureuse de proposer à ce conseil et de lui faire adopter un acte aussi impolitique que mensonger, où, calomniant les autres gouvernements européens, et attribuant au gouvernement anglais des sympathies qui ne s'étaient manifestées jusque-là que par l'insulte et l'hostilité, il osait placer la Grèce sous le protectorat exclusif de l'Angleterre. La Grèce entière, à l'exception d'une coterie de primats, protesta contre cette fatale inspiration de Maurocordatos, qui tendait à replacer toute la Roumélie sous le joug ottoman, pour faire de la Morée et des îles un hospodarat anglais.

Tous les chefs les plus renommés se soulevèrent : Ipsilantis publia une protestation énergique. Karaïskakis, Gouras, Colettis déclarèrent Maurocordatos traître à la patrie, une opposition puissante le força bientôt de quitter de nouveau les affaires, et, tandis que deux gouvernements rivaux déchiraient encore une fois la Grèce dévastée par Ibrahim, Maurocordatos, abandonné

par les uns et maudit par les autres, promenait d'île en île son isolement et son impopularité.

Enfin les puissances vinrent en aide à la Grèce, qui semblait toucher à ses derniers moments; la flotte turco-égyptienne fut anéantie, une armée française débarqua en Morée. Capo-d'Istrias arriva pour occuper la présidence, et Maurocordatos ne tarda pas à rétablir sa réputation fortement compromise en se distinguant parmi les chefs de l'opposition, qui luttait contre le gouvernement à la russe importé par le président.

Après l'assassinat de ce dernier, lorsque les Rouméliotes et les Moréotes en vinrent de nouveau aux mains, ce fut Colettis qui s'empara du mouvement et battit les partisans du frère de Capo-d'Istrias. Maurocordatos s'effaça pendant le combat et resta relégué au second plan.

L'établissement de la monarchie d'Othon, en février 1833, le rappela au pouvoir; il y entra en qualité de ministre avec Colettis, pour y représenter l'élément grec en lutte contre l'élément bavarois. Toutefois, sous l'influence de la politique anglaise, qui ne voulait pas alors entendre parler d'une constitution en Grèce, il com-

battit dans ce sens avec M. d'Armansperg, contre les deux autres membres de la régence, contre Colettis et la légation française, qui voulaient donner à la Grèce la constitution révisée de Trézène. Il n'en partagea pas moins bientôt le sort de Colettis : tous deux furent éliminés par l'influence toujours croissante de M. d'Armansperg, et tandis que Colettis partait pour la France en qualité d'ambassadeur, Maurocordatos était successivement envoyé au même titre à Munich, à Berlin et à Londres.

Cependant l'inepte autocratie d'antichambre qui avait succédé au visirat de M. d'Armansperg devenait de plus en plus odieuse à la Grèce; le gaspillage de l'emprunt et des budgets annuels conduisait rapidement l'État vers la banqueroute. Le roi Othon se décida, en 1841, à rappeler M. Maurocordatos de Londres, dans l'espoir qu'il porterait, sans secousse, remède à la situation. Ce dernier qui, à son passage à Paris, s'était entendu avec M. Colettis, proposa au roi plusieurs mesures, entre autres la dissolution de la Camarilla, le renvoi des Bavarois, et la transformation du conseil d'État en une sorte de sénat à vie. Les

cabinets étrangers étaient alors plus que jamais divisés sur la question de savoir s'il fallait donner une constitution à la Grèce, et M. Maurocordatos, indécis lui-même, avait adopté ce terme moyen comme une solution préparatoire à la solution définitive; mais la Camarilla fut plus forte que lui, et après avoir passé quarante jours au pouvoir, il ne put obtenir l'adhésion du roi à ses vues, et donna sa démission aux applaudissements de la Grèce entière, qui l'entoura pendant quelque temps d'une immense popularité. C'est durant cette période, qui devait bientôt, comme dans toute la vie de M. Maurocordatos, être suivie de la période contraire, qu'une souscription fut ouverte en Grèce pour dédommager cet illustre citoyen de tous les sacrifices faits par lui à sa patrie, et alléger une pauvreté qui l'honore. Bientôt le ministre démissionnaire partit pour occuper l'ambassade de Constantinople, cédant la place à un cabinet parfaitement nul, sous lequel éclata la révolution de septembre.

Préparée et appuyée par la Russie, dans l'espoir qu'Othon voudrait résister et serait emporté par la tempête, cette révolution eut un résultat

inattendu ; Othon céda sagement ; les Bavarois furent renvoyés, une assemblée nationale fut convoquée, la grande majorité du peuple grec se montra aussi modérée que son monarque, les chefs du parti russe se prononcèrent en faveur du maintien du jeune roi, et M. Metaxas devint président du nouveau cabinet (1).

C'est à ce moment que MM. Maurocordatos et Colettis accoururent, l'un de Constantinople, l'autre de Paris, pour prendre place au congrès et présider aux nouvelles destinées de la nation ; tous les deux commencèrent par s'unir intimement pour faire triompher les idées patriotiques et libérales.

Trois grandes questions passionnèrent et divi-

(1) Je ne parlerai point ici du fait douteux d'une dissidence au sein même du conseil d'Etat entre deux fractions du parti russe, dont l'une aurait insisté pour la déchéance d'Othon, parce que l'affirmation de ce fait, dans l'article de M. Duvergier de Hauranne, a soulevé en Grèce de vives réclamations et des dénégations très-positives. Je dirai seulement qu'au cas où il se serait passé quelque chose de semblable, il est assez naturel qu'aujourd'hui personne n'ait envie de s'en vanter, et que ceux-là même qui ont repoussé l'opinion pour la déchéance ne trouvent aucun intérêt, dans l'état présent des choses, à certifier véritable l'existence de cette opinion.

sèrent l'assemblée : la question de l'autochthonisme, celle de l'Eglise et celle du sénat.

Je dois exposer succinctement ces trois questions. Commençons par la première.

La première assemblée nationale qui proclama l'affranchissement de la Grèce avait déclaré grecs *tous ceux qui croient en Jésus-Christ et parlent la langue grecque* (ce sont ses propres expressions), et c'était là une idée d'avenir, une grande idée noblement énoncée; c'était de plus une justice, car toutes les parties de la Grèce étaient dignement représentées dans les combats livrés pour la cause commune. Après la création arbitraire du petit royaume grec par la conférence de Londres, et sous la régence bavaroise, on vit accourir, indépendamment des Bavarois, une foule de Grecs qui n'appartenaient point au nouveau royaume, et qui n'avaient point pris part aux guerres de l'indépendance, mais qui, par une simple déclaration et au bout de quelque temps de séjour, n'en acquirent pas moins la nationalité. Parmi eux plusieurs apportaient au service de la mère-patrie un dévouement sincère et beaucoup de capacité, mais il y en avait aussi plusieurs qui

n'étaient venus que pour se ruer à la curée des emplois publics, sans autre titre que beaucoup d'intrigue et de bassesse, et c'est justement ceux-là que la régence choisissait pour les employer, comme se prêtant plus facilement à ses vues.

Ces Grecs, venus pour partager les fruits d'une victoire à laquelle ils n'avaient point concouru, excitèrent naturellement beaucoup de jalousies, et c'est pour exploiter ces jalousies, dans un misérable intérêt de cupidité et d'égoïsme qui fut trop souvent le côté faible des Moréotes, que trois députés péloponésiens s'avisèrent, après la révolution de septembre, de proposer à l'assemblée nationale un décret absurde qui ne tendait à rien moins qu'à interdire à la Grèce toute pensée d'avenir. Ce décret divisait les Grecs en *autochthones*, c'est-à-dire nés sur le sol qui compose actuellement le royaume grec, et *hétérochthones*, c'est-à-dire nés en dehors des limites actuelles de ce royaume; il accordait la nationalité aux premiers et la refusait aux derniers. Toutefois, il ne faut pas s'imaginer, comme l'ont dit quelquefois nos journaux, qu'il s'agissait d'exclure du royaume grec tous les *hétérochthones* indistinctement; c'est

là une idée burlesque que j'ai vue émise et défendue même dans une brochure française, mais qui n'a pu venir à l'idée de personne en Grèce, car presque tous les hommes les plus éminents du royaume, à commencer par les chefs des trois partis, sont justement *hétérochthones*, c'est-à-dire nés en dehors des limites du royaume actuel. Il s'agissait seulement, dans les idées des défenseurs du décret, d'exclure les Grecs *venus en Grèce après la guerre de l'indépendance.* Mais, restreint à ces termes, le décret n'en était pas moins fatal, car il était incompatible avec la seule pensée qui donne quelque valeur à la Grèce, celle de l'assimilation future de toute la race hellénique; cependant les trois députés péloponésiens parvinrent à rallier autour d'eux assez d'intérêts sordides qui se couvrirent du masque des sentiments nationaux et soutinrent la proposition. C'est alors que le vieux Colettis, fidèle à cet instinct de patriotisme élevé et désintéressé qui distingua toujours les enfants de l'Epire, prononça un magnifique discours que tous les journaux français ont reproduit; où, plaidant devant les Grecs libres les intérêts des Grecs encore asservis, il les supplia de ne pas détruire

dans une misérable pensée d'égoïsme la grande espérance de l'unité future de la patrie hellénique et le brillant avenir que la Providence réservait à la Grèce régénérée. Vainement les clameurs de ses adversaires tentèrent d'étouffer sa voix; vainement, dans leurs transports aveugles, les trois promoteurs du décret, brisant l'enceinte qui entoure la tribune, venaient l'accabler à brûle-pourpoint de leurs injures; « le lion de l'Epire, dit un écrivain grec, secouant à peine sa crinière, contemplait, impassible et dédaigneux, les fureurs de ces trois méchants vieillards, qui, semblables aux vieilles filles de Phorcus, semblaient n'avoir pour regarder qu'un seul œil, pour mordre qu'une seule dent, et pour aboyer qu'une seule voix. » Cependant le triomphe de Colettis, vivement appuyé par Maurocordatos, ne fut malheureusement pas complet; l'assemblée crut devoir donner une satisfaction partielle aux jalousies péloponésiennes; elle décréta que tout Grec venu en Grèce depuis les guerres de l'indépendance serait pendant deux ans exclu de tout emploi public, et que, ce terme expiré, il rentrerait dans le droit commun.

Sur la question de l'Eglise, Colettis et Mauro-

cordatos s'unirent dans la même pensée pour maintenir l'unité spirituelle de la foi grecque, en établissant sur des bases fixes et judicieuses la séparation temporelle exigée par la situation entre l'Eglise grecque de Constantinople et l'Eglise du nouveau royaume; ils se joignirent en même temps à la presque unanimité de l'assemblée en appuyant le décret qui exige que tout souverain en Grèce professe à l'avenir la religion grecque orthodoxe.

C'est également par leurs efforts réunis que, sur la question du sénat, les deux opinions qui se prononçaient, l'une contre l'établissement d'une seconde Chambre, l'autre pour des sénateurs temporaires, furent vaincues par l'opinion qui décréta un Sénat électif et à vie à l'imitation de notre Chambre des Pairs.

« Maurocordatos, dit un écrivain grec que j'ai déjà cité, n'est pas orateur, mais il a la parole exacte et précise; il est privé d'une grande imagination, mais il a le jugement très-sûr; il n'est point écrivain, mais il possède à fond le style ministériel et diplomatique.

« Maintenant, ajoute le même écrivain, je

veux vous montrer M. Maurocordatos, assis sur le fauteuil de président de l'Assemblée Nationale, en face d'une réunion d'hommes sérieux, dans laquelle deux cents pieds frappant en même temps le sol, et cent corps se mouvant en même temps comme des marionnettes, font retentir les airs d'un bruit affreux. Ne pouvant rejeter ouvertement une opinion erronée quand il la voit soutenue par tant de monde, le président Maurocordatos la remplace par une autre, qu'il soumet au vote comme si c'était la première. Parfois comme un escamoteur, avec une dextérité sans pareille, il met la proposition sous le gobelet, et quand il le relève la proposition n'existe plus. Souvent, par de tels artifices, l'Assemblée Nationale a tourné autour de lui comme la circonférence autour de l'axe. Quant à lui, soumis à des pressions contraires, ballotté par le flux et le reflux des partis, par les violences de l'opinion, les exigences de la cour et l'intervention de l'étranger, il a surnagé avec habileté, en s'aidant de ballons pleins de vent, comme un nageur de Délos, et soutenu par Colettis, il est arrivé à terre la Constitution à la main. »

Cependant le premier ministre, M. Metaxas, qui jusque-là avait marché de concert avec les deux chefs du parti constitutionnel et de la majorité, se trouva bientôt en dissentiment avec eux, et, trop faible pour lutter contre leur union, il donna sa démission, et le premier cabinet de la monarchie constitutionnelle fut dissous.

C'est alors que M. Maurocordatos, n'ayant pu s'entendre avec M. Colettis, soit que ce dernier voulût se réserver, dans la pensée assez juste que le premier ministère qui suit l'établissement d'une constitution est nécessairement condamné à passer vite, soit que leurs engagements politiques à tous deux fussent incompatibles, c'est alors, dis-je, que M. Maurocordatos ne recula pas devant l'audacieux projet de former un cabinet d'une seule nuance. Ce cabinet vient de succomber sous l'énorme fardeau d'impopularité qu'il s'était amassé par son caractère exclusif et surtout par ses fraudes et ses violences électorales.

MM. Colettis et Metaxas se sont réunis pour former un troisième cabinet, et M. Maurocordatos, ralliant à son parti la fraction mécontente du parti russe, est aujourd'hui à la tête de

l'opposition, et déjà l'on commence à dire en Grèce que le ministère Colettis-Metaxas ne vaut pas mieux que le ministère Maurocordatos. Espérons cependant que la Grèce, dont l'administration, toute à créer, réclame essentiellement de la fixité dans le pouvoir ; espérons que la Grèce, dont la vitalité politique est essentiellement subordonnée à l'établissement chez elle d'un gouvernement régulier, sentira la nécessité de ne pas s'épuiser dès le début dans une succession de crises ministérielles qui paralyseraient son développement.

« Les Grecs, dit avec raison M. Duvergier de Hauranne, ont bien fait de se donner des intitutions constitutionnelles, mais pour que ces institutions vivent et prospèrent, il est indispensable qu'ils renoncent aux habitudes de la guerre civile et que l'idée du droit remplace chez eux celle de la force ; il est indispensable qu'ils apprennent à se respecter les uns les autres, et à s'organiser en partis réguliers non d'après des querelles personnelles, mais d'après quelques idées..... Outre les habitudes de la guerre civile, outre les manœuvres de l'étranger, il y a parmi eux une plaie profonde qui, si l'on ne s'en occupait pas,

finirait par vicier le gouvernement représentatif tout entier. Ceux qui connaissent la Grèce comprennent que je veux parler du désir, du besoin de vivre aux dépens de l'État au moyen d'un emploi rétribué. C'est ce besoin universel en Grèce qui, chaque fois que le pouvoir change de mains, crée par tout le pays une si violente réaction; c'est ce besoin qui va sans cesse décomposant et recomposant les partis..... Il faut ouvrir une meilleure carrière à toutes ces activités qui s'égarent; il faut leur donner le moyen d'enrichir l'État tout en s'enrichissant elles-mêmes. Que ce soit difficile, j'en conviens; mais cela n'est pas impossible, et ce doit être l'œuvre essentielle du ministère actuel. »



M. DAVID *(d'Angers)*



M. DAVID

(D'ANGERS).

La forme au statuaire ! — Oui, mais, tu le sais bien,
La forme, ô grand sculpteur, c'est tout et ce n'est rien.
Ce n'est rien sans l'esprit, c'est tout avec l'idée.

Epître de M. V. Hugo à M. David. (Les Rayons et les Ombres.)

En parlant ailleurs de la nécessité, pour la sculpture moderne, de sortir enfin de l'imitation mythologique pour se faire un caractère propre, je disais : « La sculpture ne peut pas rester éternellement à l'état de copie plus ou moins défectueuse pour le goût traditionnel de quelques hommes et à l'état de grossier contre-sens pour la foule. Plus nous allons et plus les masses sentent le désir, éprouvent l'invincible besoin de

comprendre. Jadis elles pouvaient admirer sans comprendre; aujourd'hui elles dédaignent, dénaturent ou dégradent presque toujours ce qu'elles ne comprennent pas. Il faudra donc que la sculpture se résigne chaque jour davantage à chercher les moyens de concilier la dignité de son caractère, naturellement antipathique à tout ce qui est mesquin, trivial ou grossier, avec la nécessité de parler au peuple un langage qui ait un sens pour lui, et qui tende toujours à l'ennoblir, jamais à le dépraver (1). »

L'artiste de notre temps qui a le mieux compris cette haute mission de la statuaire est sans contredit M. David (d'Angers); en laissant de côté la question de supériorité d'exécution, question que je n'ai pas la prétention de décider, entre les quelques sculpteurs éminents dont s'honore notre siècle, je n'en vois point qui ait su, à l'égal de M. David, s'inspirer de l'esprit de ce siècle et le traduire comme lui en marbre dans un style énergique, imposant et clair. M. David a pensé que copier perpétuellement des chefs-d'œuvre dont le sens moral est aujourd'hui perdu pour nous,

(1) Voir la notice sur M. Bosio.

et dont la beauté matérielle ne saurait jamais être dépassée, si tant est qu'elle puisse être égalée, c'était condamner le plus majestueux des arts à l'indifférence, ou, ce qui est pis encore, à l'interprétation grossière de la foule et au dédain systématique des connaisseurs, qui préféreront naturellement et toujours l'original à la copie. Il a pensé que le culte exclusif de la forme pour la forme, du contour pour le contour, de l'art pour l'art en un mot, était incapable de relever la sculpture moderne de l'état d'infériorité où elle est placée, relativement à la sculpture antique; qu'on pouvait, tout en restant fidèle aux procédés admirables légués par l'antiquité, essayer de donner à la sculpture un sens, une physionomie, un caractère compréhensibles pour les masses et propres à captiver en même temps les esprits d'élite, en leur offrant tout à la fois l'expression d'une idée, l'harmonie, la pureté des formes, et le mérite de la difficulté vaincue. Dans ce but M. David s'est voué à la sculpture historique et biographique : éterniser sur la pierre ou le marbre le souvenir des grandes actions et des grands hommes lui a semblé un travail non-seulement plus

utile, mais plus élevé, que de refaire sans cesse les contours de la Vénus de Milo, les lignes de l'Apollon pythien et les muscles de l'Hercule Farnèse. Laissant donc de côté la représentation des dieux de la mythologie, soit comme but, soit comme prétexte de sculpture, il s'est attaqué hardiment aux hommes et aux faits de tous les temps et particulièrement des temps modernes ; quand il a voulu déployer toute la puissance anatomique de son ciseau, il a eu aussi recours à l'antique, mais à la condition qu'il pourrait être expressif autant que vrai, à la condition qu'il s'agirait pour lui de représenter, non-seulement une figure, mais un homme, une idée, une action ; c'est ainsi qu'il a choisi un héros, Philopœmen, celui que l'histoire appelait le dernier des Grecs, au moment où il arrache lui-même de sa cuisse le javelot qui la traverse de part en part. C'est ainsi qu'après avoir exprimé en quelque sorte, dans cette action violente du dernier des anciens Grecs, l'agonie douloureuse de la Grèce antique, il a eu la ravissante idée de personnifier la Grèce renaissante dans cette jeune fille encore enfant, qui épèle sur un tombeau le nom du premier des Grecs mo-

dernes, le nom de l'héroïque Botzaris. S'il fait de l'allégorie, on peut être sûr que M. David cherchera à innover au moins dans les accessoires; c'est ainsi qu'ayant à sculpter une Victoire écrivant le nom d'un guerrier moderne, au lieu du burin classique, il mettra dans les mains de sa Victoire une baïonnette, et avec cette baïonnette elle gravera le nom glorieux, non point sur le bouclier traditionnel, mais sur un canon.

C'est surtout dans la représentation des grandes choses et des grands hommes de nos cinquante dernières années que M. David excelle; les difficultés du costume sont un attrait de plus pour lui, en ce sens qu'il voit là de la prose à poétiser, de la vulgarité à ennoblir, de la mesquinerie à relever, et tout cela à concilier avec la fidélité historique. Que d'effets nouveaux à chercher dans des poses modernes, des gestes modernes, des figures modernes, des physionomies dégagées de l'uniformité du type grec, et sur lesquelles on peut peindre la vie, le caractère et l'esprit humain dans toute la variété de leurs manifestations! L'expression des physionomies est le triomphe de M. David. Un critique distingué

et souvent sévère a dit de lui : « M. David n'a pas de rivaux dans l'art de comprendre et d'interpréter la tête humaine. Son talent consiste à deviner le sens intime d'une physionomie et à rendre évidente, pour les yeux les moins clairvoyants, la pensée qui a dominé toute la vie de son modèle. »

Bien que l'élégance et la grâce ne soient pas étrangères à son ciseau, témoins sa jeune fille au tombeau de Botzaris et son jeune enfant cherchant à manger une grappe de raisin attachée au cep, deux chefs-d'œuvre de grâce élégante, on doit convenir qu'en général ce n'est pas là son plus beau côté. L'énergie et la science sont les deux caractères distinctifs de son talent ; il faut y ajouter la fécondité, car il a énormément produit. Angers, sa ville natale, a composé un musée rien qu'avec ses ouvrages en original ou en copie, et encore il en manque un assez grand nombre à la collection. Quelques-uns lui ont reproché de ne pas gouverner assez sa vigueur et de prendre parfois l'exagération pour la force. Ainsi, dans quelques-uns de ses bustes, si admirables d'ordinaire de vérité et de naturel, on a vu l'expression écra-

sée en quelque sorte par la dimension, et l'auteur manquant son effet pour avoir voulu rendre, par des proportions colossales, le caractère imposant de certaines têtes qui eussent peut-être gagné plus d'accent à être reproduites dans des proportions moins gigantesques.

D'autres ont reproché à M. David, non pas d'avoir des opinions politiques, ce qui est permis à tout le monde, et à plus forte raison aux hommes éminents comme lui, mais de faire de la sculpture politique, c'est-à-dire de se montrer un peu exclusif, par exemple, dans le choix des quinze grands hommes auxquels la patrie témoigne sa reconnaissance sur le fronton du Panthéon, ou encore dans l'oubli complet des rois et des prêtres, sauf toutefois l'abbé Grégoire, parmi la nombreuse phalange de figures glorieuses sculptées sur les bas-reliefs du monument de Guttenberg.

Quelle que soit la valeur de ces reproches divers, nous prendrons M. David pour ce qu'il est et veut être; nous ne demanderons à son ciseau ni la délicatesse élégante du ciseau de M. Bosio, ni la grâce voluptueuse et molle de celui de M. Pradier. C'est avant tout le sculpteur du mouvement éner-

gique et de l'expression forte. Quiconque l'a vu, avec sa taille carrée et trapue, sa vigoureuse poitrine, sa large tête, ses yeux gris pleins de feu, ses traits accentués et un peu heurtés, cette grosse et longue moustache dure d'un blond blanc, qui encadre le bas de son visage et contribue à marquer l'ensemble de sa physionomie de je ne sais quel caractère d'étrangeté un peu sauvage qui vous donne l'idée d'un Cimbre ou d'un Teuton; quiconque l'a vu ainsi reconnaîtra que sa personne est une représentation assez exacte de sa sculpture.

Sa vie ressemble à sa personne et à sa sculpture : c'est l'énergie, le courage, la persévérance, aux prises avec l'obscurité, la pauvreté, et triomphant de tous les obstacles devant lesquels se brisent souvent des organisations nées pour la gloire, mais trop faibles pour la lutte.

Il y a bientôt deux mille ans qu'un poëte latin a dit :

> Haud facilè emergunt quorum virtutibus obstat
> Res angusta domi.

M. David (d'Angers) est encore un exemple de ce que la gloire et les avantages qu'elle procure

coûtent à gagner. Il s'est fait lui-même. Parti des derniers degrés de l'échelle sociale, il est monté jusqu'aux premiers par la seule force d'une foi courageuse et d'un talent obstiné.

Pierre-Jean David est né à Angers, le 12 mars 1789, dans la rue de l'Hôpital, que ses compatriotes enorgueillis ont baptisée aujourd'hui rue David, dans une modeste maison qui fait face à l'hôtel Lantivy (1). Son père était un pauvre sculpteur sur bois gagnant à grand'peine de quoi nourrir sa famille, composée de six personnes, et n'ayant qu'un médiocre enthousiasme pour l'art ingrat qui ne lui donnait pas même le nécessaire. Le jeune David fut élevé au milieu des privations, compagnes ordinaires de la pauvreté. Enfant il accompagnait son père dans les lieux où ce dernier travaillait, s'efforçant de se rendre utile en chargeant ses petits bras d'une partie des outils paternels; et tandis que le pauvre sculpteur, au haut de son échelle, s'occupait, avec la tristesse de l'homme incertain du lendemain, à décou-

(1) J'emprunte plusieurs détails biographiques à une notice publiée à Angers par M. Adrien Maillard, notice que j'ai tout lieu de croire exacte quant aux faits.

per des festons dans la boiserie du chœur de Saint-Maurice d'Angers, l'enfant, appuyé contre un pilier, suivait avidement le ciseau de son père et l'étonnait déjà par des observations pleines de sagacité.

Du reste, les événements dont la France et bientôt l'Europe furent alors le théâtre ne contribuèrent pas peu à développer chez le jeune David ce caractère *d'énergie passionnée* que l'illustre peintre son homonyme devait un jour signaler sur ses premiers essais, comme le cachet distinctif de son talent. Il avait six ans lorsque son père dut partir pour aller combattre en Vendée dans les rangs de l'armée républicaine. Il paraîtrait qu'il emmena avec lui son jeune fils, car M. David se souvient encore, dit-on, d'avoir traversé, tout enfant, la Vendée en armes, assis sur un caisson, et conduit par un menuisier auquel son père l'avait confié. On conçoit tout ce que le spectacle des dangers, des fureurs, des exploits, des catastrophes que la guerre civile amène à sa suite, dut produire d'impressions fortes et vivaces sur cette jeune et ardente imagination. Aussi, lorsque l'embrasement révolutionnaire se fut un peu apaisé en

France, pour parcourir l'Europe sur les pas de nos soldats; lorsque son père eut été rendu aux travaux obscurs de son pauvre atelier, le jeune David, gardant au cœur le souvenir de ce qu'il avait vu, souvenir incessamment ravivé par les merveilles qu'il entendait raconter du dehors, sentit de bonne heure naître en lui le désir et l'espoir d'acquérir un jour sa part de gloire en se faisant l'historien sur marbre des grandes choses de son temps.

Le premier des nombreux obstacles qu'il devait avoir à vaincre fut la volonté paternelle. A neuf ans, sans avoir appris le dessin, il s'exerçait déjà à manier le crayon en même temps que l'ébauchoir, et avait offert à son père, le jour de sa fête, un bouquet dessiné par lui; mais ce premier indice d'une vocation artistique, au lieu de faire la joie, fit le désespoir du pauvre sculpteur. Le brave homme, jugeant de l'avenir de son fils par son expérience personnelle, ne voyait dans la vie d'artiste qu'une longue suite de misères et de déceptions; il aurait presque mieux aimé voir son fils savetier que sculpteur; il ne voulait pas, répétait-il chaque jour, que son enfant chéri *mourût de faim*, et il ne cessait de lui raconter

l'histoire de tous ceux que la passion des arts avait condamnés à une vie malheureuse et à une mort prématurée. Mais cette résistance acharnée et ces pronostics lugubres ne servaient qu'à exciter encore davantage l'ardeur du jeune David; la pensée d'un grand but difficile à atteindre faisait tressaillir son cœur d'impatience et d'espoir; il décida de sa propre autorité qu'il suivrait le cours de dessin de l'école centrale d'Angers. Une distribution des prix à laquelle il avait assisté par hasard servit puissamment à enflammer son zèle, et bientôt il se fit remarquer par son habileté dans le maniement du crayon.

Des mains de M. Marchand, son premier professeur de dessin, il passa, dit l'écrivain que j'ai cité plus haut, sous la direction de M. Delusse, dont l'amitié pour lui ne s'est jamais démentie. Il avait déjà fait de rapides progrès dans cette science quand les leçons furent tout à coup interrompues par la suppression de l'école centrale elle-même. Le jeune élève, arrêté ainsi brusquement dans sa marche, dut penser à chercher ailleurs les enseignements dont il avait besoin et tourna les yeux vers Paris; mais combien cette

volonté d'aller à Paris fut un sujet cruel de dégoûts pour lui, et combien, pour effectuer ce voyage, il lui fallut vaincre d'obstacles! Son père, toujours sous le poids des craintes dont nous avons déjà parlé, s'opposait formellement au départ. Désespéré d'une résistance qu'il ne pouvait vaincre, le jeune David résolut de mettre fin à ses jours; il fit, dans ce but, usage d'une plante qu'on lui avait dit être vénéneuse; mais heureusement que le prétendu poison n'eut pas l'effet qu'il en attendait. Cette pensée du suicide se conçoit et s'excuse d'une âme qui n'a qu'un but auquel on l'empêche d'atteindre; il n'y a point ici lassitude banale de la vie, mais conviction profonde de l'impossibilité de vivre si l'on ne fait point ce que l'on est appelé à faire. Une autre fois, n'ayant que 15 francs dans sa poche, il voulait s'enfuir pendant la nuit de la maison paternelle, mais sa mère le surprit; il ne put résister à ses larmes, et resta de nouveau cloué sur le sol qu'il demandait avec tant d'ardeur à quitter. Il y serait resté, et Dieu sait quel sort lui eût été réservé, si M. Delusse ne fût intervenu en sa faveur. Le vieux maître prit David père en particulier, il

lui persuada que l'avenir qu'il redoutait pour son fils ne serait pas aussi triste qu'il le pensait, et, pour le convaincre davantage, il lui montra deux têtes de femme que le jeune David avait récemment modelées en terre glaise. Ces deux têtes étaient celles des deux figures en marbre dont Michel-Ange avait orné les tombeaux des Médicis à Florence ; elles étaient fort bien réussies, et cependant l'argile que David avait employée pour les faire était presque la première qu'il eût pétrie. David père, tout en persistant dans ses prévisions sinistres, déclara qu'il ne s'opposerait pas plus longtemps au départ de son fils, mais qu'il ne ferait rien pour faciliter ses premiers pas dans un chemin qui devait le conduire au malheur. M. Delusse prêta une soixantaine de francs au jeune artiste, qui partit sans autre ressource, et arriva à Paris en 1808.

A son arrivée, il lui restait à peine quelques sous dans sa poche, et il lui fallut s'occuper de ne pas mourir de faim ; il se fit admettre parmi les ouvriers qui travaillaient aux petits ornements de l'arc de triomphe du Carrousel, que l'on élevait alors, et aux modillons de la corniche du Louvre,

qui fait face au pont des Arts. A cette besogne de manœuvre il gagnait vingt sous par jour; avec ces vingt sous, il se logeait dans un galetas, couchait sur des planches, et mangeait du pain pour toute nourriture, et encore, le travail manquant, eut-il plusieurs fois à souffrir de la faim. La tendresse inépuisable de sa mère et l'amitié d'un jeune Angevin, aussi pauvre que lui, le soutinrent dans cette rude épreuve, dans cette lutte de la volonté de s'instruire et de la nécessité de travailler exclusivement pour vivre. Le peu de temps qu'il pouvait dérober à cette impérieuse nécessité, il le consacrait à dessiner au musée Napoléon, et souvent l'amour de l'art triompha même de la faim. Et cependant, à l'heure qu'il est, David, opulent et glorieux, David, dit l'écrivain auquel j'emprunte en partie ces détails, ne parle qu'avec des larmes d'attendrissement de ce temps de jeunesse et de misère, tant il est vrai que le souvenir du malheur courageusement supporté nous est doux, parce qu'il nous élève nous-mêmes à nos propres yeux : une mère chérit toujours davantage l'enfant qui lui a le plus violemment déchiré les entrailles.

Cependant M. David était parvenu à intéresser le fameux peintre des *Horaces*, qui, attiré tout à la fois et par l'identité du nom et par les dispositions remarquables du jeune artiste, l'admit au nombre de ses élèves; ses progrès furent rapides, et les leçons du plus grand dessinateur du siècle ne contribuèrent pas peu à lui donner au plus haut degré la qualité la plus précieuse en sculpture, la correction et la vigueur dans le dessin. Quant aux procédés de la statuaire, il les étudia dans l'atelier du sculpteur Rolland, un de ces hommes dont la réputation est restée inférieure au mérite; car c'était un des sculpteurs les plus éminents de l'Empire. J'ai vu de lui, chez son gendre, M. Lucas Montigny, des productions ravissantes. C'est peut-être à Rolland que M. David doit tout ce qu'il possède d'élégance et de grâce; c'est peut-être à lui qu'il doit de pouvoir assouplir parfois avec beaucoup de bonheur l'énergie un peu crue de son ciseau. Au sortir de l'atelier, le jeune David allait étudier l'anatomie, sous les auspices du médecin Béclard, son compatriote, et le soir, retiré dans sa mansarde, il modelait avec

amour des peintures de Nicolas Poussin, jusqu'à ce qu'il fût vaincu par le sommeil.

Ce travail acharné devait porter ses fruits. A la fin de 1809, il fut admis au concours d'essai; ses ouvrages furent remarqués, obtinrent une médaille, et c'est alors que les deux sculpteurs Menageot et Pajou adressèrent au conseil municipal de la ville d'Angers une demande apostillée par tous les membres de la quatrième classe de l'Institut, pour solliciter une subvention en faveur du pauvre Angevin, qui promettait de faire honneur à son pays natal. Le conseil accorda une subvention de 600 francs par an, qui devait être continuée jusqu'à la fin des études de l'artiste; le conseil fut bien inspiré ce jour-là, et M. David a largement payé sa dette.

La même année 1810, il remporta le prix de la tête d'expression et le second prix de sculpture du concours; enfin, en 1811, il remporta le premier grand prix. Les trois ouvrages qui lui valurent ces premiers lauriers, une tête de la Douleur, Othryades et le bas-relief d'Épaminondas, sont au musée d'Angers.

Devenu pensionnaire de l'Académie de France,

il partit pour Rome. En étudiant les tableaux de Raphaël et les statues de Michel-Ange, il fréquenta assidûment l'atelier de Canova, auquel le peintre David l'avait recommandé d'une manière toute particulière. Les œuvres de cet illustre maître le touchèrent par le fini de leur exécution; ses leçons lui inspirèrent le sentiment et l'amour de l'art grec, ou plutôt de la nature imitée par les procédés de l'art grec; mais elles ne purent le satisfaire complétement. Déjà le jeune David portait en lui le besoin de donner à la sculpture un outre sens que celui de la perfection matérielle, au, si l'on veut, d'une perfection idéale considérée comme le résultat pur et simple de la perfection des formes; déjà il rêvait une sculpture, sinon plus belle, du moins plus expressive, ou autrement expressive, et consacrée à rendre non plus seulement des contours, mais des sentiments et des pensées, non plus seulement des sentiments et des pensées quelconques, mais des sentiments et des pensées renfermant un enseignement, un but, ce qu'en un mot M. David appelle *le moral de l'art.* L'enseignement religieux par la sculpture ayant paru à M. David impossible ou

impuissant, il s'est voué à l'enseignement patriotique; l'amour de la patrie, de sa liberté et de sa grandeur, voilà le thème que l'illustre sculpteur a cherché à développer sous toutes les formes. Je ne voudrais pas soutenir qu'à l'époque où nous vivons cette façon systématique d'envisager l'art n'ait aussi ses inconvénients; je ne voudrais point prétendre que, depuis la révolution de Juillet surtout, M. David n'ait jamais dévié de la méthode large et impartiale qu'il semblait d'abord vouloir suivre dans son procédé de glorification de tout ce qui est glorieux, pour se cantonner dans un intérêt de parti, se borner à une seule idée, et rétrécir son art aux mesquines proportions d'un système politique; mais, sans vouloir défendre l'idée de M. David dans toutes ses applications, ou plutôt dans toutes ses restrictions, et tout en désirant que le sculpteur sache se placer au-dessus des partis et s'élever à la hauteur de l'histoire, je ne saurais comprendre la sculpture autrement que comme l'art d'inspirer, non pas indifféremment toutes sortes d'émotions, mais de nobles émotions, et il faut rendre à M. David cette justice, que ce but moral

de l'art est visible dans toutes ses productions.

Pendant son séjour en Italie, M. David ne se borna pas à étudier les monuments de Rome; il visita successivement Naples, Portici, Pompéia et Herculanum, ces deux précieux débris de la civilisation romaine, Florence, Venise, et toute l'Italie; partout il puisa des inspirations, et, après avoir été sur le point de partir pour l'Egypte avec l'aventureuse princesse de Galles, qui lui proposait de l'emmener, après être sorti sain et sauf d'une coopération dangereuse à la téméraire entreprise dans laquelle Murat perdit la vie, M. David revint en France en 1816. Trois ouvrages remarquables furent les principaux fruits de son séjour en Italie : une tête en marbre d'Ulysse et un jeune berger, qui sont au musée d'Angers, plus un grand bas-relief représentant une *Néréide apportant son casque à Achille.*

Quelques mois après son retour en France, il fut pris du désir de contempler les précieux bas-reliefs du Parthénon, récemment enlevés par lord Elgin, et il partit pour Londres dans la pensée de profiter aussi, par la même occasion, des leçons et d'obtenir l'appui du célèbre sculpteur

Flaxmann. Il admira et étudia tout à son aise les marbres du Parthénon ; mais l'espoir qu'il fondait sur l'appui de Flaxmann fut complétement déçu. Le nom de David, qui l'avait si bien servi auprès du peintre des *Horaces*, le servit fort mal auprès du sculpteur anglais, qui détestait profondément la révolution française, et ferma sa porte à un homme qui portait le nom et pouvait être le parent d'un régicide. Bientôt M. David, privé de toutes ressources, dut renouer connaissance avec la misère, cette triste compagne de ses premières années. On dit qu'au moment de son plus grand dénuement une personne qui s'intéressait à lui vint lui offrir, au nom d'une société de souscripteurs, et à de très-belles conditions, de travailler à une colonne dans le genre de celle de la place Vendôme, et destinée à perpétuer le souvenir de Waterloo ; on ajoute que M. David, malgré sa pénurie, refusa avec autant d'énergie que d'opiniâtreté de contribuer d'une main française à l'érection d'un monument en l'honneur des ennemis de la France. Après avoir vendu tout ce qu'il possédait pour payer sa traversée, il quitta cette terre inhospitalière, et re-

vint dans sa patrie, où l'attendait une bonne fortune inespérée. Le sculpteur Rolland, son maître, avait été chargé de l'exécution d'une statue du grand Condé, et il venait de mourir au moment de commencer ce travail; un compatriote de M. David, alors chef de bureau des beaux-arts, lui fit obtenir ce travail important, et ce fut le premier ouvrage qui signala son nom à l'attention publique. Le sculpteur avait choisi le moment où Condé lance son bâton de commandement dans les lignes de Fribourg. L'ouvrage entier respirait la vigueur et la vie; il fit sensation; il a figuré longtemps sur le pont de la Concorde, et il est aujourd'hui placé dans la cour d'honneur du château de Versailles.

L'artiste exécuta ensuite en pierre dure, pour la cathédrale d'Angers, une *Vierge aux pieds de la Croix* et un *saint Jean*, puis divers bas-reliefs destinés à orner le château de Fontainebleau, entre autres un bas-relief représentant le *Retour du duc d'Angoulême à Paris après la guerre d'Espagne*. Quelque temps après il fut chargé, par la ville d'Aix, de faire revivre en marbre la personne du bon roi René, qui figure sur la principale place

de la ville ; le visage du roi, artiste et troubadour, avait été fait d'après un portrait peint par lui-même. M. David commençait déjà à se distinguer par ce zèle scrupuleux qu'il apporta toujours dans la recherche des documents propres à lui fournir des données certaines sur les traits des personnages qu'il est appelé à reproduire. Les démarches, les soins, les dépenses, les sacrifices de tout genre ne sont jamais rien pour lui en comparaison du bonheur que lui procure la certitude d'être exact et vrai : c'est le sculpteur historique par excellence. Les soins qu'il donne à la ressemblance matérielle des morts illustres, il ne les ménage pas davantage quand il s'agit de la ressemblance morale.

Il veut que la figure soit exacte, et, de plus, qu'à travers les traits on devine le caractère, la vie, la pensée dominante de l'original. Et quand on pense à la masse énorme de statues et de bustes historiques qu'il a produits (1), à tout ce qu'il lui a fallu, à lui dont l'éducation première avait été si incomplète, dépenser de travail et d'études pour

(1) Je donne à la fin de cette notice la liste à peu près complète des ouvrages de M. David.

s'élever à la hauteur du rôle de Plutarque-sculpteur qu'il ambitionnait, on ne saurait trop admirer l'effet d'une volonté forte unie à un grand talent.

En laissant de côté un grand nombre d'ouvrages moins importants, je signalerai ici, parmi ceux accomplis sous la Restauration, un beau monument en marbre consacré à Bonchamp, qui se voit dans l'église de Saint-Florent en Vendée. Le guerrier vendéen est représenté couché mourant sur un brancard, qui porte sur un soubassement orné de deux figures allégoriques ; il vient d'apprendre que ses soldats vont fusiller cinq mille prisonniers républicains renfermés dans l'église de Saint-Florent, et, se soulevant d'une main, tandis qu'il étend l'autre en avant, il s'écrie d'une voix mourante : « *Grâce aux prisonniers, Bonchamp l'ordonne.* » M. David fut d'autant plus vivement inspiré par ce sujet que son père était au nombre des prisonniers républicains auxquels Bonchamp sauva la vie. Cet ouvrage est un de ses plus beaux. Après ce monument vient celui du général Frotté, qui figure dans l'église d'Alençon, avec un bas-relief dans le goût

antique, qui retrace énergiquement l'exécution militaire du général et de ses compagnons. A la même période appartiennent les tombeaux de la duchesse de Brissac, à Brissac; celui du maréchal Lefebvre; celui du maréchal Suchet, remarquable par la victoire à la baïonnette dont j'ai déjà parlé; celui du comte de Bourck, celui du maréchal Gouvion-Saint-Cyr, et enfin celui du général Foy, tous placés au Père-Lachaise. Ce dernier se compose de la statue de l'illustre orateur à la tribune, vêtu d'une simple draperie en forme de manteau, avec quatre bas-reliefs qui représentent le convoi du général, une bataille en Espagne, la Chambre des Députés et deux figures allégoriques. A cette période appartiennent également une masse de bustes et de médaillons de grandeur colossale destinés à la reproduction de toutes les têtes célèbres de la France et de l'Europe : parmi ces bustes ou médaillons, il faut citer le médaillon de Rouget-de-Lisle, pour rappeler une bonne action de M. David. L'auteur de la *Marseillaise* végétait à Paris dans la misère; l'illustre statuaire va le voir, lui demande la permission de sculpter son profil en marbre, met le

médaillon en loterie à 20 francs le billet : quatre-vingt-dix billets sont placés, et la somme totale est remise à Rouget-de-l'Isle.

En 1825, M. David obtint la décoration de la Légion-d'Honneur ; l'année suivante il fut élu membre de l'Institut, et, quelques mois plus tard, professeur à l'Académie de Peinture. En 1829, il fit un voyage à Weimar, tout exprès pour faire le buste colossal de Goethe ; quelques mois avant, il avait fait un voyage à Londres, d'où il avait rapporté le buste de Bentham. Ce dernier buste et le buste si beau de M. de Chateaubriand, exécuté depuis 1830, passent pour être les meilleurs ouvrages de ce genre qui soient sortis du ciseau de M. David.

La révolution de Juillet vit M. David combattre dans les rangs du peuple, le fusil à la main. Bien qu'il n'eût pas personnellement à se plaindre de la Restauration, elle le blessait dans ses souvenirs de famille et dans ses opinions. Sa gloire d'artiste s'étendit bientôt de plus en plus avec les productions de sa main féconde. Tandis que le gouvernement de Juillet lui confiait la tâche imposante et enviée de traduire en marbre l'in-

scription restaurée du Panthéon, les villes de France se disputaient l'honneur de voir leurs grands hommes reproduits par son ciseau. La ville de Marseille lui donnait à sculpter un monument tout entier, l'arc de triomphe de la porte d'Aix, et récemment encore la ville de Strasbourg a fêté avec une solennité imposante l'inauguration du monument de Guttenberg.

Il n'est pas jusqu'à la Grèce, cette terre si riche en merveilles des arts, qui n'ait voulu se décorer des œuvres de M. David. J'ai déjà dit quelle ravissante conception c'était que sa jeune Grecque au tombeau de Botzaris. On assure que c'est l'ouvrage chéri de M. David, et il est bien digne de cet amour, car c'est un vrai chef-d'œuvre de grâce et de naïveté. On ne saurait dire combien il a inspiré de vers. Il figure maintenant à Missolonghi sur la sépulture du héros; et si, dans quelques mille ans, on en retrouve des fragments à cinquante pieds sous terre, il n'y aura pas plus de raison pour qu'on les attribue à M. David qu'à Phidias ou Praxitèle.

M. David a épousé, en 1831, la fille de M. Larévellière-Lépeaux, l'ancien membre du Directoire.

Il a, je crois, trois enfants, et sa vie se partage entre les affections de famille, les travaux qui l'ont illustré, et peut-être aussi surtout, dans ces derniers temps, quelques préoccupations politiques qui ne sont pas à mon avis indispensables à sa gloire. M. David appartient au parti radical; il s'est déjà mis plusieurs fois et en divers lieux sur les rangs pour la députation, et sa candidature a toujours été malheureuse. J'ignore si la tribune gagnerait beaucoup à la conquête de M. David; je sais seulement que le grand peintre son homonyme fut un bien pauvre homme en politique, et dût M. David lui être fort supérieur, je pense que, dans tous les cas, l'art y perdrait. Or, nous avons beaucoup d'orateurs et beaucoup de députés, mais nous n'avons pas beaucoup de sculpteurs de la force de M. David; donc, je vote pour que M. David reste ce que Dieu l'a fait, un grand sculpteur, et j'appuie mon vote des vers pompeux qui terminent l'épître déjà citée de M. V. Hugo:

Maintenant, — toi qui vas hors des routes tracées,
O pétrisseur de bronze, ô mouleur de pensées,
Considère combien les hommes sont petits,
Et maintiens-toi superbe au-dessus des partis.

Garde la dignité de ton ciseau sublime ;
Ne laisse pas toucher ton marbre par la lime
Des sombres passions qui rongent tant d'esprits ;
Michel-Ange avait Rome, et David a Paris.
Donne donc à ta ville, ami, ce grand exemple,
Que, si les marchands vils n'entrent pas dans le temple,
Les fureurs des tribuns et leur songe abhorré
N'entrent pas dans le cœur de l'artiste sacré.

Le lecteur sera peut-être bien aise de trouver ici la liste à peu près complète des ouvrages de M. David. Je dis à peu près, car il y manque les trois premières productions antérieures à son séjour à Rome dont j'ai déjà parlé; de plus, elle ne contient que les bustes et les médaillons de grandeur colossale. On n'y a pas compris une collection de plus de cinq cents médaillons en bronze, de grandeur naturelle, représentant les hommes les plus remarquables de l'Europe, collection que M. David s'est plu à composer avec une activité et une persévérance infatigables, et qui formera certainement un jour une iconographie des plus précieuses pour les historiens, les poëtes, les peintres et les sculpteurs.

STATUES EN MARBRE.

Général Foy, au cimetière du Père-Lachaise. — Maréchal Gouvion Saint-Cyr, au même cimetière. — Talma, au Théâtre-Français. — Philopœmen, au jardin des Tuileries. — Cuvier, au jardin des Plantes. — Grand Condé, à Versailles, cour d'honneur. — Général Bonchamps à Saint-Florent (Vendée). — Fénelon, à Cambraï. — Racine, à La Ferté-Milon. — Jeune fille grecque au tombeau de Marco Botzaris, à Missolonghi (Grèce). — Jeune berger, au musée d'Angers. — Sainte Cécile, dans la cathédrale d'Angers. — Joseph Barra, dans l'atelier de l'artiste. — Jeune Enfant cherchant à manger une grappe de raisin attachée au cep, *id.* — Le roi René d'Anjou, à Aix (Provence). — Général Gobert, groupe équestre composé du général à cheval et d'un guérillero renversé. (Sera placé au Père-Lachaise.)

STATUES EN BRONZE.

Corneille, à Rouen. — Cuvier, à Montbéliard. — Ambroise Paré, à Laval. — P.-P. Riquet, à Béziers. — Guttenberg, à Strasbourg. — Bichat, à Bourg. — Armand Carrel, à Saint-Mandé. — Le roi René, à Angers. — Cardinal de Cheverus, à Mayenne. — Le Christ, dans la cathédrale d'Angers. — Jean Bart, à Dunkerque. — Jefferson, à New-York.

STATUES EN PIERRE.

Saint Jean, — une Vierge au pied de la croix, dans la cathédrale d'Angers. — La Prudence, le Dévouement, la Résignation, la Valeur, décorant l'arc de triomphe de Marseille.

STATUES EN EXÉCUTION.

Le baron Larrey (bronze), pour le Val-de-Grâce. — Casimir Delavigne (bronze), pour Le Havre. — Bernardin de Saint-Pierre (bronze), *id.* — De Belmas, archevêque de Cambrai (marbre), pour Cambrai.

BAS-RELIEFS.

Un trophée d'armes turques, un trophée d'armes européennes, deux Renommées dans un tympan, bataille d'Héliopolis, bataille de Fleurus, la Patrie appelant ses enfants à son secours. (Arc de triomphe de Marseille.)

Génie de l'éloquence, Génie de la guerre, bataille en Espagne, général Foy à la tribune, convoi du général Foy. (Monument du général Foy.)

Œil-de-bœuf représentant l'Innocence et la Justice, dans la cour du Louvre.

La Navigation, le Commerce, groupe, à la douane de Rouen.

Fronton du Panthéon : Aux grands hommes la Patrie reconnaissante.

Fénelon instruisant le jeune duc de Bourgogne, — pansant les prisonniers blessés, — ramenant aux paysans leur vache égarée. (Monument de Fénelon, à Cambrai.)

La France, la Religion. (Monument de Bonchamp.)

Bas-relief pour le tombeau du comte de Bourçk, au Père-Lachaise.

Bas-relief pour le tombeau de la duchesse de Brissac, à Brissac.

La Victoire écrivant sur un canon; tombeau du maréchal Suchet. (Père-Lachaise.)

Néréide apportant un casque à Achille.

Combat à Famars; le général Gobert apaisant une révolte à Bologne (Italie); le général combattant à Saint-Domingue, son fils mourant en Egypte. (Monument du général Gobert.)

Les bienfaits de l'imprimerie dans les quatre parties du monde. Ces quatre bas-reliefs décorent le piédestal de la statue de Guttenberg.

Le cardinal Cheverus soignant un vieux nègre infirme, — apportant une charge de bois à la femme malade d'un matelot, — visitant des sauvages en Amérique, — bénissant l'équipage et les passagers d'un vaisseau surpris par la tempête au retour en France. (Monument de Cheverus.)

La France et l'Allemagne se donnant la main sur la poi-

trine de la Liberté ; tombeau de Bœrne (littérateur allemand), au Père-Lachaise.

Le Génie de la guerre se reposant sur celui des fortifications; destiné à la fontaine de la Bastille. (Brisé en 1830.)

L'abbé Montgazon distribuant les prix à ses élèves. (Séminaire d'Angers.)

Quatre Génies de la guerre (bas-reliefs en bois). (Fontainebleau.)

Cinquante-quatre pieds de bas-reliefs, marches militaires, combats, pour l'Hôtel-de-Ville, en 1824.

EN EXÉCUTION.

Larrey pansant le général Kléber à la prise d'Alexandrie, — prodiguant ses soins aux étrangers comme aux Français à la bataille d'Austerlitz. — Passage de la Bérézina; au moment d'être étouffé, Larrey est reconnu par les soldats, qui le passent de main en main jusqu'à ce qu'il ait pied sur le pont ; — il organise les ambulances volantes. (Monument de Larrey.)

Œdipe-roi, les Nuées, le Misanthrope, le Cid ; ces quatre bas-reliefs seront placés dans la salle de spectacle de Béziers.

BUSTES.

MARBRES.

Visconti, antiquaire ; un à l'Institut, un sur son tombeau.

— Docteur Billard, au musée d'Angers.— Volney, à la bibliothèque de l'Institut. — René d'Anjou, au musée d'Angers. — Camille Jordan, au Père-Lachaise. — Lafayette, à Washington (salle du Congrès). — Bellart, à l'Hôtel-de-Ville.— Béranger, à Paris. — P.-P. Riquet, à Béziers. — Merlin de Douai, à Paris. — Docteur Carus, à Dresde. — Baron Desgenettes. — Lacépède, à Paris. —Tête d'Ulysse. — Mlle Mars. — Tête d'étude, Néréide, appartenant à Louis Bonaparte. — Docteur Percy, baron Portal, à l'Académie de Médecine.— Ambroise Paré.—Général Lefebvre, à Ruffach. — Larévellière-Lépeaux.— Général Hulin. — Rossini. —Grégoire (ancien évêque de Blois), à Nancy.— Comte Alexandre de Laborde, à l'Institut. — Goethe, un à Dresde, un à Weimar.—Honoré de Balzac.—Chateaubriand, à Paris. —Mss. Opie, en Angleterre. — Lady Sidney-Morgan, en Irlande. — Miss Robinson, en Amérique. — Baron Rouelle. — François Ier. — Louis XVI, au Havre. — Docteur Hahnemann, Adam Mickiewicz, à Paris.— Jérémie Bentham, en Angleterre.— Lamartine, Victor Hugo (deux bustes), à Paris. — Bodin, à Angers. — Cuvier, à Paris. — Louis Pavie. — Bodinier père.— Fénelon.— Mme Haudebourg-Lescot, à Paris. — Mme Charlier. — Fenimore Cooper, à New-York. — Général O'Connor. Arthur O'Connor, à Paris. — Mlle Hollard. — Mlle Jubin.— Raoul-Rochette, à Paris.— Caumartin. — Casenave.— Bosc. — Boulay de la Meurthe, à Paris. — Dumont (de Genève), à Genève. — De Jussieu, Gérard, Daunou, à l'Institut. — Arago, Sieyès, à Paris. — Casi-

mir Delavigne, Joseph Chénier, au Théâtre-Français. — Montgazon, à Angers. — Vagnerre, à Béziers. — La Mennais, à Paris. — Rauch (statuaire), à Berlin. — Lakanal, à Paris. — L'abbé Hauréau, à Angers. — André Chénier, à Paris. — Boncennes, à Poitiers. — Maréchal Grouchy, à Paris. — Parent Réal, à Saint-Omer. — Bœrne, au Père-Lachaise. — Turpin, à Paris. — Humboldt, à Berlin. — Annibal enfant, de Tracy, Gouvion Saint-Cyr, Lechevalier (auteur du *Voyage dans la Troade*), maréchal Suchet, à Paris. — E.-B. Langlois, à Rouen. — Washington, aux États-Unis.

PLATRES.

Mme de Bouillé. — M. de Bouillé. — Auguste Lethière. — Colonel Moncey. — Baptiste Lemercier.

BRONZES.

Buste colossal de Corneille, à Angers. — Du général Travot, à Chollet. — De Bricqueville, à Cherbourg — André Chénier. — Adam Billaud, à Nevers. — Jean Rouvet, à Clamecy. — Jolivet, à l'Institut. — Armand Carrel. — Henri II (colossal), à Boulogne-sur-Mer. — Paganini. — Grégoire, à Haïti.

MÉDAILLONS DE GRANDEUR COLOSSALE.

MARBRES.

Casimir Périer. — Gohier. — Rouget de Lisle (auteur de la *Marseillaise*). — Condorcet. — Baraguay. — Miel (ca-

pitaine). — Maréchal Lefebvre. — Grenier (peintre d'histoire). — Mme d'Abrantès. — Cecil Poes. — Lemercier.

BRONZES.

Daunou. — Dulong. — Wilhem (composit.). — Langlois. — Yves Bernard. — Geoffroy Saint-Hilaire. — Espercieux. — Manuel. — Kératry.



ABD-EL-KADER.

A. René et Cie

A René et Cie

ABD-EL-KADER.

Qui ubi primum adolevit, pollens viribus, decora facie sed multo maxume ingenio validus, non se luxu neque inertiæ corrumpendum dedit, sed, uti mos gentis illius est, equitare, jaculari, cursu cum æqualibus certare.... ac sane quod difficillumum in primis est, et prælio strenuus erat et bonus consilio.

SALLUSTII — *Jugurtha.*

Avant de parler de ce Jugurtha moderne, j'aurais voulu attendre que quelque heureux Marius nous l'eût amené à Paris pour orner son triomphe, mais j'ai craint d'attendre trop longtemps. Peut-être un jour l'empereur de Maroc, à moins toutefois qu'il ne soit détrôné lui-même par son hôte, se décidera-t-il, nouveau Bocchus, à nous livrer cet hôte incommode. Cela serait curieux comme un chapitre de l'histoire romaine. Mais là s'arrêterait à coup sûr la similitude historique, car nous ne sommes pas gens à faire mourir de faim dans un cachot un ennemi vaincu, surtout

quand cet ennemi se recommande par le puissant attrait de l'habileté, de la célébrité, de la beauté, de l'originalité. Tous ces dons, qui ne sauvèrent pas Jugurtha, assureraient parmi nous à Abd-el-Kader un succès d'enthousiasme.

Figurez-vous un instant qu'on annonce l'arrivée à Paris de cet original personnage, moitié moine, moitié soldat, qui, simple marabout d'une petite tribu de la province d'Oran, a osé concevoir le dessein de profiter de la défaite des anciens dominateurs de son pays pour se créer, avec l'aide même des dominateurs nouveaux, un pouvoir destiné à faire subir à ces derniers le sort qu'ils ont fait subir aux premiers; d'un homme qui, après avoir conçu ce projet, l'a exécuté presque aussi rapidement qu'il l'avait conçu; qui s'est fait reconnaître prince souverain par les conquérants et sultan par le peuple conquis; qui a tenu pendant douze ans en échec les forces d'une des plus puissantes nations de la terre, et l'oblige encore aujourd'hui, qu'il n'a plus d'autre patrie que son cheval, d'autre abri que sa tente, d'autre royaume que le désert, l'oblige à tenir sur pied quatre-vingt mille hommes pour se garder de lui.

Figurez-vous qu'on annonce que cet homme se promènera demain aux Tuileries, qu'il est jeune et beau, qu'il a une physionomie calme, pensive et douce, qui ressemble, dit-on, un peu au portrait traditionnel de Jésus-Christ, avec la chevelure de moins, le burnous de plus, les mêmes yeux bleus, mais une barbe noire et quelque chose de plus ascétique dans l'expression du regard, qu'il est bon par nature et rarement cruel, sinon par obligation; que, quoique musulman, en sa qualité de *Saint*, il ne fume jamais, n'aime pas les grosses femmes et ne s'est résigné à en épouser deux que parce que la première ne lui donnait point d'enfants mâles; qu'il monte à cheval comme un Centaure, se prosterne six fois par jour, et prie avec la ferveur d'un derviche ; se bat avec l'intrépidité d'un mamelouk, explique le Coran à livre ouvert, manie le chapelet avec la même facilité et le même plaisir que le yatagan; qu'enfin il est petit, mince, pâle, nerveux, qu'il a de petites mains blanches et fines, et qu'il s'intitule modestement *coupeur de têtes de chrétiens pour l'amour de Dieu* (1).

(1) Ceci est le *nec plus ultra* de l'abnégation pieuse en Algérie. Le simple croyant coupe des têtes, et, comme elles

Pour voir un pareil homme, quelle cohue !

Dans notre époque ennuyée et ennuyeuse, ce poétique Barbare ferait une assez jolie diversion ; il serait capable, pour peu qu'il voulût s'en donner la peine, de recruter parmi nous des disciples à Mahomet. On lui donnerait une petite liste civile ; il aurait une loge à l'Opéra, et en vainqueurs généreux nous lui rendrions la vie douce. A cette agréable perspective le Barbare préfère la vie errante et misérable du désert. Chassé de toutes ses possessions, sans argent, sans armée, n'ayant plus autour de lui que quelques cavaliers fidèles à sa mauvaise fortune ; vaincu, mais non découragé, il rôde en ce moment sur la lisière du Sahara, vivant de *couscoussou* mal cuit, buvant de l'eau saumâtre, *et quærens quem devoret*, c'est-à-dire attendant le moment favorable pour soule-

sont tarifées, il ne se fait point scrupule d'en recevoir le prix ; l'homme vraiment et profondément pieux les coupe *gratis*, seulement en vue de la récompense éternelle, *pour l'amour de Dieu*. Ajoutons toutefois que ce titre pris par Abd-el-Kader avec les Arabes est depuis longtemps honorifique ; non-seulement il ne coupait plus de têtes lui-même, mais il s'efforçait d'accoutumer les siens à faire des prisonniers, et pour cela il payait plus cher les prisonniers que les têtes.

ver les tribus soumises et mettre de nouveau l'Algérie en feu. C'est une grande âme.

N'exagérons point toutefois sa valeur intellectuelle ; gardons-nous d'en faire, comme quelques écrivains amis du merveilleux, une sorte de Napoléon en burnous, auquel il n'a manqué qu'un plus grand théâtre pour dominer et éblouir le monde. Laissons le facétieux colonel Scott (1) nous dire que ce *jeune héros*, *victime de la cruauté et de la duplicité des Français*, est doué d'un regard qui met les lions en fuite. Laissons à d'autres écrivains, non moins amusants, le soin de fabriquer à Abd-el-Kader une généalogie qui le fait descendre en droite ligne du prophète, ou de nous parler des *Essais historiques* et *poétiques* qu'il composa dans sa jeunesse. Tâchons de rester dans la prose et de conserver à cet Arabe ambitieux et rusé son vrai caractère. La rapidité

(1) Le colonel Scott est un *condottier* anglais, un Dugald-Dalgetty en chair et en os, qui, après avoir vainement offert à Abd-el-Kader le secours un peu coûteux de sa redoutable épée, a écrit en l'honneur de *S. A. R. le prince des croyants*, comme il l'appelle, et en haine des Français, un livre assez curieux, sous le titre de : *A journal of a residence in the Esmailla of Abd-el-Kader*.

de son élévation témoigne certainement en faveur de son habileté; mais n'oublions pas que cette élévation ne s'est pas opérée malgré nous, qu'elle est notre ouvrage au moins autant que le sien. La puissance qu'il possède ou plutôt qu'il possédait, il l'a due, non-seulement à nos fautes, non-seulement à ce fatal système de tergiversations et d'incertitudes, qui a si longtemps présidé à nos affaires d'Afrique, mais à notre propre concours; nous l'avons bénévolement aidé nous-mêmes de notre influence et de nos armes à briser les résistances indigènes. Nous avons travaillé de toutes nos forces à l'établissement de son autorité sur les Arabes, dans l'espoir puéril que cette autorité serait pour nous un moyen commode de jouir de notre conquête sans nous donner la peine de la posséder et de la régir.

Il y a douze ans ce fameux personnage n'était encore, comme il le disait lui-même plus tard à un officier français, «qu'un des quatre fils de son père, obligé, lorsqu'il avait tué un homme dans un combat, de s'emparer de son cheval et de son équipement pour augmenter *sa chose.*» C'est alors que le général Desmichels, lui voyant manifester

des prétentions *au gouvernement des Arabes*, s'empresse de lui aplanir les voies en le consacrant de sa main émir des croyants, et en lui accordant toute la portion de territoire qu'il demande. Vient ensuite le traité de la Tafna, par lequel le général Bugeaud, pour profiter de la victoire qu'il vient de remporter sur ce vassal rebelle, lui concède avec une générosité merveilleuse la souveraineté de l'Algérie entière, moins la province de Constantine et l'espace étroit qu'il lui plaît de nous laisser sur le littoral autour d'Alger et d'Oran; alors l'*émir* devient *sultan*. Ce qu'on lui a donné ne lui suffit bientôt plus; il viole le traité; il dépasse les limites assignées; il abuse sans gêne de notre patience ou plutôt de notre hésitation, tout en se plaignant avec audace de nos perfidies, de nos trahisons; et bientôt, lassé du rôle d'ami mécontent et dangereux, il se pose en ennemi déclaré, annonce ouvertement la prétention de nous jeter à la mer, et provoque cette grande prise d'armes de 1839 qui l'a perdu.

C'est ici que l'émir a manqué d'habileté; c'est ici que l'impatience d'un barbare présomptueux et ignorant l'a emporté sur les calculs d'une

intelligence naturellement fine et déliée. A coup sûr nous lui avions fait la partie assez belle pour qu'il ne perdît rien à attendre. Tandis qu'après dix ans de travaux incomplets, après tant de millions dépensés, après tant de sang répandu, nous discutions encore chaque jour la question de savoir si nous garderions l'Algérie et ce que nous pouvions faire de l'Algérie, les Arabes abandonnaient progressivement la petite portion de territoire que nous nous étions réservée, pour aller se grouper autour du sultan fabriqué par nous. Au bout de quelques années nous nous serions trouvés seuls avec quelques milliers de soldats en face de tout un peuple fanatisé et réuni sous la bannière d'un habile homme, et alors, au premier conflit européen ou encore au premier caprice des Chambres, saisies de quelque brusque passion d'économie, Abd-el-Kader aurait eu bon marché de nous. Mais l'ambitieux marabout n'a pas su attendre ; il s'est démasqué trop tôt ; peut-être aussi la difficulté de contenir des impatiences plus ardentes et plus ignorantes encore que la sienne n'a pas peu contribué à lui faire perdre tous les avantages qu'il devait d'une part à

la supériorité incontestable de son intelligence, d'autre part aux erreurs et aux faiblesses perpétuelles de notre politique. Il n'a pas compris ce qu'était la France ; il a cru que nos hésitations venaient de notre impuissance ; il a cru que, puisque nous nous montrions si complaisants envers lui, c'est que nous le sentions bien fort et que nous nous sentions bien faibles ; il a pensé que puisque l'audace l'avait si bien servi jusqu'ici, il ne lui restait plus qu'à nous chasser honteusement de ce sol dont la possession nous a coûté si cher.

Il est heureux pour nous qu'il ait commis cette faute et qu'il l'ait commise à temps ; il est heureux qu'après nous avoir mis en demeure de déclarer positivement si nous voulions, oui ou non, garder l'Afrique, il nous ait forcés d'agir en conséquence ; il est heureux qu'il nous ait forcés de sortir enfin du système funeste où nous nous épuisions depuis dix ans, et où nous nous serions peut-être traînés vingt ans encore, pour ne trouver au bout de tant de sacrifices que le choix entre deux hontes, l'abandon volontaire ou l'expulsion. Ce système suivi pendant dix ans en Afrique, on le

connaît; il consistait tout simplement à faire chaque année inutilement le quart ou la moitié de ce qu'il aurait fallu faire pour obtenir un résultat.

Nous allons suivre ce système dans son application aux faits généraux de l'histoire de notre administration en Algérie, et spécialement aux faits relatifs à Abd-el-Kader, dont l'élévation est une de ses principales conséquences.

Lorsque, pour venger l'injure faite par le dey d'Alger à son représentant et pour détruire du même coup un nid de forbans dont l'existence était un perpétuel affront à la chrétienté, le gouvernement de la Restauration entreprit l'expédition d'Alger, il n'avait aucune idée d'occupation définitive et de colonisation. Il est certain qu'il songea d'abord à se contenter d'une réparation, et lorsque, après plusieurs années d'hésitation, il se décida à tenter l'entreprise dans la pensée que l'éclat d'une grande victoire servirait puissamment à l'accomplissement de ses projets politiques, ce gouvernement déclara au ministère anglais, dans une dépêche de M. de Polignac, reproduite vingt fois depuis, que l'expédition n'avait pour but que de détruire la piraterie, et que, ce résultat obtenu,

le sort de l'Afrique serait réglé par un congrès européen. Après la victoire, le ministère Polignac s'arrêta à la pensée d'abandonner à la Porte Alger, après l'avoir rasé toutefois, et l'intérieur de la régence, et de se borner à occuper jusqu'à nouvel ordre deux villes du littoral, Bone et Oran; c'est dans ce sens que furent écrites les premières instructions adressées au maréchal Bourmont, dont l'expédition sur Blidah fut blâmée comme dépassant le but.

En conséquence de ces instructions, la milice turque, qui depuis trois siècles gouvernait l'Algérie, fut dissoute. Tous les membres non mariés de cette milice furent embarqués pour l'Asie-Mineure; les autres, jugés dangereux, quelques jours après furent également expulsés. On envoya un corps expéditionnaire à Bone et un autre à Oran, où le vieux bey turc, Hassan-Pacha, nous appelait pour remettre lui-même son pouvoir entre nos mains, désirant ne pas survivre à la ruine de l'*Odjack* et aller finir ses jours à la Mecque : mais les nouvelles inquiétantes reçues de France décidèrent M. de Bourmont à rappeler ces deux corps et à concentrer toutes ses forces dans Alger. C'est

alors qu'arriva la nouvelle du changement de dynastie, et presque en même temps le général Clausel, chargé de remplacer le général Bourmont dans une tâche qui consistait tout simplement à maintenir le *statu quo;* car le nouveau gouvernement, n'ayant aucun projet arrêté d'abandon ou de conservation, était embarrassé de cette conquête encore plus que l'ancien.

Environné de périls à l'intérieur et à l'extérieur, il ne savait que faire de ce fardeau que la Restauration lui léguait; l'entreprise ayant été conçue sans arrière-pensée d'occupation, on n'avait pas la première idée de l'état du pays, de l'organisation des populations qui l'habitaient, et des difficultés à vaincre pour les soumettre, au cas où l'on se déciderait à tenter l'aventure. Un territoire de deux cent cinquante lieues de côtes entre Maroc et Tunis, sur une largeur de soixante à quatre-vingt lieues, bornée par le désert; territoire où les villes, peu nombreuses, sont peuplées en majorité de Maures et de Juifs, deux races également faibles et déchues, tandis que les plaines, les vallées et les montagnes sont partagées entre deux races énergiques, divisées en nombreuses tribus agricoles

et guerrières, la race arabe, issue des conquérants du VIIe siècle, et la race des *Kabyles*, *Kabaïles* ou *Kbaïles*, peuples opiniâtres, indomptables, que l'on dit issus des anciens Numides, qui diffèrent des Arabes par la physionomie et le langage, et en partie par les habitudes, qui combattent en général à pied, tandis que ceux-ci combattent à cheval, mais qui sont unis à eux par le lien religieux; tel était le pays, régi au moment de notre conquête par quelques milliers de Turcs, dernier reste de cette redoutable république militaire qui s'établit à Alger dans le cours du XVIe siècle.

Cette république avait pour chef un dey électif, et n'admettait parmi ses membres que des Turcs; elle se perpétuait par le recrutement qui se faisait à Constantinople et surtout à Smyrne. Tout individu turc, transporté de cette manière à Alger, devenait membre de l'*Odjack*, et pouvait parvenir aux plus hautes dignités, y compris celle de dey. Le pays était divisé en trois provinces principales ou *beyliks*. La province de Constantine à l'est, celle d'Oran à l'ouest, et celle de Titery au midi; l'arrondissement d'Alger, au nord, était directement administré par le dey et ses ministres. Les

trois provinces ci-dessus désignées étaient gouvernées chacune par un bey turc nommé par le dey. Ce bey exerçait la souveraineté en son nom, restituait l'impôt perçu sous forme d'un tribut annuel, et était assisté par un certain nombre de Turcs destinés à occuper les emplois supérieurs de son beylik, les indigènes n'étant admis qu'à exercer les fonctions inférieures. En mélangeant avec habileté la force et la ruse, en fomentant et opposant les unes aux autres les inimitiés locales de tribu à tribu, soutenus d'ailleurs par leur qualité de Musulmans, les Turcs étaient parvenus, malgré leur nombre de plus en plus réduit et leur force extérieure toujours décroissante, à maintenir leur domination sur les populations indigènes.

Lorsque ces populations nous virent briser si rapidement la puissance redoutée de l'*Odjack*, elles crurent entendre, par la bouche de nos canons, la voix du destin, et se préparèrent à courber la tête sous cette loi de la fatalité contre laquelle un Musulman ne proteste jamais; elles crurent que nous allions de prime-abord substituer notre gouvernement à celui des Turcs, et paru-

rent presque résignées d'avance à échanger un joug ancien, dont elles avaient souvent ressenti le poids, contre un joug nouveau qu'elles ne connaissaient pas encore et duquel elles pouvaient espérer mieux.

Si l'idée de l'occupation avait rencontré alors chez nous la solidité et la presque unanimité d'adhésion qu'elle rencontre aujourd'hui, c'eût été le moment de profiter de la stupeur des indigènes pour nous mettre, sur tous les points de la régence, dans la position où étaient les Turcs nos prédécesseurs, et continuer leur gouvernement en offrant aux gouvernés, à défaut du prestige religieux, très-puissant à la vérité, au moins le prestige nouveau pour eux de la justice et de la probité appuyées sur la force. Sans doute, l'entreprise offrait des difficultés sur lesquelles plusieurs se faisaient de grandes illusions; mais il est permis de croire que, pour atteindre ce but, en y visant directement dès le premier jour, il n'eût pas fallu la moitié de ce que nous avons consommé, pendant dix ans, d'efforts, de soldats et d'argent, pour ne rien faire, ou plutôt pour insurger le pays et arriver, en définitive, à

tenter malgré nous le système jusque-là repoussé comme chimérique et impossible.

Malheureusement, le lendemain de la révolution de Juillet, le gouvernement se souciait fort peu de l'Afrique; il craignait d'être obligé, d'un moment à l'autre, d'en venir aux mains avec l'Europe; et dans cette lutte terrible il ne se voyait qu'un seul allié, un allié douteux, et cet allié c'était justement l'Angleterre qui réclamait avec vivacité l'exécution de l'engagement pris par M. de Polignac. Sa demande était fortement appuyée par tous les arithméticiens de la Chambre.

Dans ces conjonctures, le gouvernement de 1830 se fût volontiers débarrassé du fardeau, et cependant il ne l'osa pas; il fut arrêté par la puissance de l'opinion.

La France, qui n'avait pas vu sans défiance une expédition qui lui faisait l'effet d'une menace politique, ayant eu Alger sans les ordonnances de Juillet, sentit d'instinct qu'il y avait là pour elle une grande chose à faire, une chose qui lui donnerait tout à la fois de la puissance et de l'honneur; de la puissance, car au moment où la Méditerranée est appelée à devenir le point central

des affaires du globe, l'entrepôt du commerce de l'Asie et des Indes, il ne peut être indifférent à la France de joindre aux 60 ou 80 lieues de côtes qu'elle possède sur cette mer une étendue de 250 lieues qui s'élève en face de Marseille et de Toulon, à cinquante-sept heures de chemin, sous le climat le plus productif, et au total le plus sain, et qui, indépendamment de nombreux avantages partiels dont le détail ici serait trop long, une fois solidement lié à nos destinées, nous fournira les moyens d'assurer notre prépondérance politique, maritime et commerciale, au moins sur le premier bassin de la Méditerranée compris entre l'Espagne, la France, l'Italie et l'Algérie. — La France sentit de plus qu'il y avait là pour elle une question d'honneur; que la civilisation de l'Algérie était la plus belle entreprise qui pût être de nos jours l'objet des efforts d'un peuple, et que cette mission lui revenait de droit. Elle comprit que cette mission, dût-elle lui coûter beaucoup d'argent, ne serait point trop payée si elle pouvait être menée à bien; et elle se prononça fortement dans ce sens. Le gouvernement, préoccupé avant tout des difficultés immédiates de l'exécu-

tion, ne voulant point occuper, n'osant pas abandonner l'Algérie, se décida pour l'ajournement de la question, et envoya en Afrique le général Clausel, en lui recommandant d'agir le moins possible.

Cependant, les indigènes, voyant que nous nous renfermions dans Alger, commençaient à douter que la fatalité nous eût destinés à les conquérir; et ce doute une fois entré dans leur esprit, ils ne tardèrent pas à se persuader que la fatalité les destinait au contraire à nous chasser. Des trois beylicks relevant d'Alger, un seul, celui d'Oran, s'offrait à nous. Les deux autres beys étaient loin de nourrir des intentions aussi pacifiques; Achmet-Bey se maintenait à Constantine et défiait les chrétiens de venir l'y joindre; quant au bey de la province de Tittery, se trouvant plus rapproché d'Alger, il pensa que c'était à lui qu'il appartenait de nous porter les premiers coups : il prêcha la guerre sainte, et vint nous bloquer dans notre conquête. Il n'y avait pas moyen de se dispenser d'agir, et, d'ailleurs, le général Clausel n'était pas fâché de sortir de son inaction. Après avoir pourvu avec activité aux besoins de l'administration, il passa, pour la première fois, le fameux col du

Téniah, battit les Arabes, occupa Médeah, la capitale du beylick, destitua le bey; mais là se borna et avorta son entreprise : après avoir mis à sa place un bey ridicule appartenant à cette race mauro, essentiellement méprisée par les Arabes, il revint à Alger, harcelé par l'ennemi vaincu, et bientôt suivi du bey de sa fabrique, que les Arabes expulsèrent le lendemain.

Cependant le bey d'Oran demandait à grands cris aux vainqueurs d'Alger de venir le débarrasser de son beylick, et le gouvernement n'osait accepter l'offre du bey d'Oran. Le général Clausel ne vit pas de meilleur moyen de résoudre la difficulté que de céder lui-même la province à un des princes de la famille du bey de Tunis, en y joignant, pour un autre prince, la possession future du beylick de Constantine, c'est-à-dire de se débarrasser d'un coup des deux tiers de l'Algérie, à la condition que les deux princes reconnaîtraient la suzeraineté de la France et payeraient un tribut annuel. Ce projet, que le gouvernement refusa de ratifier, eut un commencement d'exécution, par l'envoi à Oran d'un lieutenant du bey *in partibus* avec quelques soldats tunisiens, aux-

quels le vieil Hassan céda respectueusement la place. Dans nos idées actuelles sur l'Algérie, cela paraît monstrueux, et l'on s'explique pourquoi le général Clausel fut blâmé et rappelé; mais sait-on pourquoi il fut blâmé et rappelé? Ce fut par ce motif capital « que son traité préjugeait la question de savoir si nous garderions indéfiniment « Alger. »

Le général Berthezène fut envoyé pour remplacer ce chef compromettant, avec la mission d'arranger les choses de manière à ce qu'il fût bien constaté que nous ne savions pas si nous garderions Alger. Il s'en acquitta à merveille, et on lui laissa neuf mille hommes, uniquement pour empêcher les Arabes de lui couper la tête.

Le premier résultat d'une conquête ainsi entendue, d'une conquête qui, après avoir brisé l'ancien gouvernement de l'Algérie, ne le remplaçait par aucun gouvernement, avait été de livrer les indigènes à la plus complète anarchie. Parmi les tribus, les unes nous priaient de vouloir bien les gouverner, les autres se disputaient le pouvoir à main armée. La province d'Oran, privée de son ancien bey, et dépourvue de toute au-

torité régulière, se trouvait particulièrement dans ce cas d'anarchie. La convention qui livrait cette province au bey tunisien ayant été rejétée, on y envoya le général Boyer avec mission d'occuper seulement la ville d'Oran, de s'y défendre si on l'attaquait, et de n'en point sortir. Le général Boyer, vieux soldat, bon homme du reste, mais qui avait pris en Égypte des goûts expéditifs, et se glorifiait d'être appelé *le cruel*, se désennuyait de son inaction en faisant couper des têtes à tort et à travers ; ce dont il fut très-blâmé par le successeur du général Berthezène, le duc de Rovigo, autre vieux mamelouck, qui se livrait alors à Alger à la même distraction, avec le même discernement, en y joignant de plus le mérite tout particulier d'accorder d'abord des sauf-conduits aux Arabes et de leur prendre la tête ensuite; le tout pour leur donner une haute idée de notre bonne foi et de nos procédés en matière de civilisation.

Cependant les tribus de la province d'Oran, de plus en plus lasses de l'anarchie qui les dévorait, cherchaient à s'organiser et à s'entendre ; un vieux marabout de la tribu des Hachems, nommé Sidi-

el Hadgi-Mahiddin, très-vénéré dans sa tribu, leur insinua qu'au lieu de s'égorger mutuellement elles feraient bien mieux de se réunir contre ces chiens de chrétiens enfermés derrière les murailles d'Oran, et de profiter de la chute des Turcs pour rétablir la nation arabe dans le pouvoir qu'elle possédait avant eux.

Les prédications du vieux marabout eurent un plein succès; les tribus qui avoisinent Mascara lui proposèrent de le reconnaître pour chef suprême; il refusa cet honneur en alléguant son grand âge; mais en refusant pour lui il offrit à sa place le troisième de ses quatre fils, *Hadgi*, c'est-à-dire saint comme lui, car il avait fait le voyage de la Mecque, et qu'il annonça comme réunissant seul toutes les qualités d'intelligence, d'activité, de valeur et de piété nécessaires pour assurer le succès de l'entreprise; il raconta de plus que, dans son voyage à la Mecque, un vieux *fakir* avait prédit à son fils qu'il deviendrait sultan des Arabes. L'auditoire reçut avec acclamation le jeune chef ainsi proposé. La ville de Mascara, qui, après l'expulsion des Turcs, s'était constituée en république, le reconnut la première

pour émir. C'est ici qu'Abd-el-Kader apparaît sur l'horizon. Disons un mot de ses premières années avant de passer au récit des faits qui ont donné à son nom une valeur historique.

Sidi-el-Hadgi-Abd-el-Kader-Ouled-Mahiddin ou Ben-Mahiddin, c'est-à-dire *monsieur le saint Abd-el-Kader, fils de Mahiddin*, appartient à une famille de marabouts. Les *marabouts* sont des personnages qui passent pour réunir le savoir à la sainteté, et dont l'influence est très-grande sur chaque tribu. Cette influence se transmet de père en fils, pourvu toutefois que le fils mène une vie conforme aux obligations que lui impose son titre de marabout. Abd-el-Kader prétend descendre du prophète, mais nous ne garantirons pas sa généalogie, parce qu'en Arabie les généalogies sont aussi trompeuses qu'en Europe; toujours est-il que l'influence de cette famille ne s'exerçait guère au delà des limites de la tribu des Hachems à laquelle elle appartenait, et que les chefs des tribus, qui refusèrent longtemps de reconnaître le pouvoir d'Abd-el-Kader, le repoussaient en le qualifiant d'homme de rien, de parvenu. (On est très-aristocrate en Arabie.) « Ce sont les chré-

tiens qui t'ont fait ce que tu es, lui disait, en 1834, un chef de Gharabas; avant leur arrivée tu n'étais rien : je suis plus grand que toi! »

Il naquit à la *guetna* de son père, à une dizaine de milles à l'ouest de Mascara, dans les premières années du siècle, vers 1806, si l'on en croit plusieurs écrivains; mais les Arabes n'ayant point de registrès de l'état-civil, il est assez difficile de savoir au juste l'année de leur naissance. La *guetna* de Mahiddin est, dit M. Pélissier (1), une espèce de séminaire où les marabouts ses ancêtres réunissaient des jeunes gens pour les instruire dans les lettres, la théologie et la jurisprudence. Abd-el-Kader fut aussi bien élevé qu'un Arabe peut l'être par son père, qui trouva à exploiter en lui une nature intelligente et vigoureuse. Dès son jeune âge aucun passage du Coran ne l'embarrassait, et ses explications devançaient celles des plus habiles commentateurs; il se livra aussi avec zèle à l'étude de l'éloquence et de l'histoire. Aussi est-il maintenant l'homme le plus disert de

(1) L'excellent ouvrage de M. le colonel Pélissier, intitulé *Annales algériennes*, est un des livres qui m'ont le plus servi pour composer cette notice.

son pays, avantage important chez les Arabes, et connaît-il parfaitement l'histoire de sa nation. En travaillant à acquérir la réputation d'un *thaleb* (savant) distingué, il ne négligea pas les exercices de corps qui font une partie essentielle de l'éducation d'un Arabe. Quoique petit de taille et médiocrement vigoureux, il se fit remarquer par son habileté à manier le cheval, le yatagan et la lance. Sa réputation de premier cavalier de l'Algérie lui est presque aussi chère que son titre de prince des croyants. « De quel droit ton sultan posséderait-il ce pays? disait-il à M. de France. Sait-il monter à cheval comme Abd-el-Kader? Est-il aussi grand, aussi saint qu'Abd-el-Kader? »

Il fit, à ce qu'il paraît, deux fois le voyage de la Mecque en compagnie de son père; une première fois tout enfant, et plus tard, en 1828, déjà jeune homme. Au retour il se maria avec une jeune femme qu'il aime tendrement, et qui est, au dire du colonel Scott, fort belle (1). Il vécut dans l'obscurité, ne se faisant remarquer que par la sévérité de ses mœurs, sa piété

(1) Il a depuis épousé une esclave pour avoir des enfants mâles.

religieuse et son zèle à accomplir tous les devoirs prescrits aux fidèles croyants, jusqu'au moment où son vieux père le fit proclamer émir par les habitants de Mascara. Il se mit alors à prêcher la guerre sainte; et tous deux, le père et le fils, ayant rassemblé dix mille cavaliers, vinrent, au mois de mai 1832, donner l'assaut à la ville d'Oran. Ils renouvelèrent leurs attaques pendant trois jours avec un grand acharnement; mais ils furent repoussés avec perte. Pour son coup d'essai comme soldat, Abd-el-Kader se montra, dit-on, fort valeureux. Les Arabes se laissaient, encore à cette époque, facilement intimider par le feu de l'artillerie; pour les y habituer et leur apprendre à le mépriser, Abd-el-Kader lança plusieurs fois son cheval contre les boulets et les obus qu'il voyait ricocher, et il saluait de ses plaisanteries ceux qu'il entendait siffler à ses oreilles.

Le général Boyer ayant été, en 1833, remplacé à Oran par le général Desmichels, ce dernier parut d'abord vouloir sortir du système d'inaction imposé à son prédécesseur, et il alla chercher les Arabes. Après une razzia faite chez les Gharabas,

il résolut de surprendre et d'attaquer Abd-el-Kader dans son camp par une marche de nuit. Dissuadé de ce projet, il se contenta de le battre le lendemain, et étendit le cercle de l'occupation française en mettant garnison sur deux points importants de la côte, à Arzew et à Mostaganem.

Cependant Abd-el-Kader de son côté cherchait à étendre la sphère de son influence et à centraliser les forces des Arabes. Son pouvoir n'était encore reconnu que dans un rayon de quinze lieues autour de Mascara; il résolut de le porter jusqu'à l'extrémité de la province, et il marcha sur Tlemcen. Cette ville était alors divisée en deux partis, les Turcs et les Coulouglis, qui occupaient la citadelle, et les Hadars ou Maures qui étaient maîtres de la ville; Abd-el-Kader y entra avec ses troupes, et commença par livrer combat aux Maures, aidé des Turcs qui attaquaient par derrière, tandis qu'il attaquait par devant. Il n'eut pas de peine à les vaincre : leur chef prit la fuite. Une fois vaincus, il les traita avec douceur, leur choisit un nouveau kaïd ou chef, et leur fit reconnaître son autorité; mais il ne put obtenir le même résultat auprès des Turcs qui occupaient la citadelle :

ceux-ci refusèrent de le recevoir; et n'ayant pas d'artillerie pour les forcer, il reprit le chemin de Mascara, où il apprit la mort de son vieux père. Cette perte lui fut très-sensible comme perte d'affection et comme perte d'influence; mais le général Desmichels devait bientôt l'en dédommager en l'élevant bénévolement et d'emblée au rang de puissance indépendante.

Conduit par cette fatale pensée qui présidait à toutes nos opérations en Afrique, par cette pensée d'occuper en nous déchargeant sur le peuple conquis de tous les embarras de l'occupation, le général crut faire merveille en accordant au chef arabe un traité qui le constituait de fait souverain de la province d'Oran, et lui accordait de plus le droit de monopoliser tout le commerce de la province à la manière de Méhémet-Ali, dont il avait étudié l'administration en Égypte. Par ce traité, toutes les cargaisons devaient se faire exclusivement dans le port d'Arzew, abandonné à Abd-el-Kader; il était interdit aux Arabes de traiter directement avec les Européens; ils devaient vendre à l'agent d'Abd-el-Kader à des prix fixés par lui-même, et ce dernier revendait à sa fantaisie aux mar-

chands européens. Ce traité avait été divisé en deux parties, contenant : la première, les conditions des Arabes ; la seconde, les conditions des Français. Le général Desmichels ne communiqua d'abord au gouvernement que la seconde, et ce ne fut qu'à la suite des réclamations que soulevait l'exécution, telle que l'entendait Abd-el-Kader, que l'on connut enfin la première. Il en résulta entre le général Voirol, nommé général en chef en remplacement du duc de Rovigo, et le général Desmichels, une mésintelligence qu'Abd-el-Kader sut attiser avec l'habileté la plus raffinée. Il faut voir, dans le récit de M. Pélissier, avec quelle adresse le rusé Barbare brouille les cartes entre les deux généraux civilisés, en exploitant l'amour-propre de chacun d'eux.

Cependant, au moment même où nous élevions de notre propre main l'édifice de cette puissance qui devait un jour nous coûter fort cher, ce pouvoir, faible encore, faillit s'écrouler sous la main même des Arabes. Plusieurs chefs, jaloux de cette élévation soudaine, se déclarèrent contre l'émir que les chrétiens faisaient si grand. Mustapha-Ben-Ismaël, chef des Douairs, arbora le premier

l'étendard de la révolte, surprit l'émir dans la nuit du 12 avril 1834, le mit en pleine déroute, malgré sa valeureuse résistance, et il l'eût tué ou pris, si l'un des siens ne l'eût enlevé de la mêlée et remis à cheval. A la première nouvelle de cette défaite plusieurs autres chefs mécontents se levèrent contre lui, et ce fut encore le général Desmichels qui se chargea de lui venir en aide en repoussant, par intérêt pour l'homme qui devait être notre plus cruel ennemi, l'alliance de son vainqueur, le vieux Mustapha Ben-Ismael, qui devait être notre plus fidèle ami, en envoyant à Abd-el-Kader battu des fusils et de la poudre, et en se mettant lui-même en campagne pour imposer à ses adversaires et lui faciliter les moyens de prendre sa revanche. Il la prit bientôt, et, au bout de peu de temps, sa puissance était plus assurée que jamais.

Devenu, par le traité Desmichels, possesseur de toute la province d'Oran, Abd-el-Kader ne mit plus de bornes à son ambition, et conçut la pensée de soumettre la province d'Alger et celle de Tittery; il eut même l'audace d'écrire au général Voirol qu'il se proposait incessamment de

se diriger de son côté pour y rétablir l'ordre. Celui-ci lui répondit qu'il lui défendait de passer le Chéliff; et, durant ce temps, le général Desmichels, furieux contre le général Voirol, déclarait à Abd-el-Kader qu'il le ferait régner partout depuis Maroc jusqu'à Tunis, et le Bédouin souriait dans sa barbe en voyant quelle touchante harmonie régnait entre nos généraux.

Cependant le gouvernement semblait, comme à plaisir, multiplier les chances de désorganisation en envoyant à Alger un intendant civil indépendant du général en chef, et dont l'autorité se trouvait constamment en lutte avec la sienne. Pour satisfaire le vœu public, toujours plus impérieux, il avait envoyé aussi une commission pour examiner sur les lieux la question de savoir si nous devions abandonner ou garder l'Algérie. Cette commission était partie dans les premiers jours de septembre 1833, et, après avoir constaté que notre position en Algérie était moins bonne après trois ans que le premier jour de notre arrivée, elle avait conclu cependant, à la majorité de dix-sept voix contre deux, que l'honneur et l'intérêt de la France lui commandaient de

conserver ses possessions d'Afrique. La question d'abandon une fois décidée, restait le débat entre les partisans de l'occupation limitée contre ceux de l'occupation complète. La commission prit un terme moyen insignifiant; elle déclara qu'il fallait s'étendre progressivement, à mesure que les circonstances favorables s'offriraient.

Nous n'occupions alors d'autres points qu'Alger, Bone, Bougie, Oran, Mostaganem, Arzew, et partout nous étions bloqués par l'ennemi. Pour obvier à cet état de choses, les Chambres rognèrent de toutes leurs forces l'effectif; on nomma un gouverneur général, et quand il fallut faire un choix, on se décida pour un vieillard de soixante-dix ans, le comte Drouet d'Erlon, qui n'aspirait plus qu'à mourir en repos.

Sous lui, Abd-el-Kader eut beau jeu pour interpréter largement le traité Desmichels; il ose traverser le Chéliff, malgré la défense du général Voirol, défense renouvelée par le comte d'Erlon; il entre en triomphateur à Médéah, destitue et nomme les autorités, déplace des tribus soumises, et rentre dans ses limites en annonçant partout l'intention de les franchir bientôt de nouveau pour

chasser les Français. Le général Trezel, qui avait remplacé le général Desmichels à Oran, ne put supporter tant d'insolence; il marche sur l'émir violateur du traité: il le joint à la Macta et l'attaque, quoique l'armée ennemie fût six fois plus nombreuse que la sienne. Malheureusement, la journée brillamment commencée se termina par un échec; surprise dans un défilé de la Macta, la ligne des blessés et des bagages fut rompue, et ce ne fut qu'en faisant des prodiges de valeur et après avoir laissé cinq cents têtes à l'ennemi que le général Trezel parvint à opérer sa retraite.

La nouvelle de ce premier revers subi par nos armées en Afrique souleva la France entière; on demanda compte au gouvernement de ses hésitations et de ses demi-mesures, on le somma d'adopter enfin une ligne de conduite plus ferme et de s'y tenir. Le maréchal Clausel, qui passait pour l'homme d'exécution par excellence, fut envoyé pour prendre une éclatante revanche sur Abd-el-Kader. Débarqué à Oran, il marcha sans coup-férir sur la capitale de l'émir, sur Mascara, qu'il trouva ruiné et abandonné, et, après avoir achevé de détruire cette ville, il revint à Oran

pour se remettre en campagne le 8 janvier 1836 en se dirigeant sur Tlemcen, qu'il occupa. Là il frappa sur ceux-là mêmes qui nous avaient appelés, sur nos amis les Coulouglis, cette fameuse contribution qui a donné lieu à tant de commentaires injurieux, et, après ces deux promenades, durant lesquelles Abd-el-Kader n'avait cessé de l'accompagner de loin, en marchant parallèlement avec lui, sans s'engager presque jamais, le maréchal rentra à Alger, persuadé, à en juger par ses bulletins, qu'il avait exterminé Abd-el-Kader, et se préparant à la première et malheureuse expédition sur Constantine, dont on connaît le résultat.

Ce grave échec eut encore cela de bon qu'il souleva de nouveau l'opinion et mit le gouvernement dans la nécessité de le réparer. Tandis que le général Danrémont était envoyé à cet effet à Alger, le général Bugeaud débarquait à Oran, chargé de négocier la paix avec Abd-el-Kader, pour faciliter notre expédition sur Constantine, ou bien de l'anéantir. Repoussé dans ses ouvertures pacifiques par l'orgueil de plus en plus exigeant de l'émir, le général Bugeaud attaque son ennemi

à la Sickak; il le bat à outrance, et cela fait il traite avec lui sur le même pied que s'il avait été battu lui-même.

On n'a pas oublié la curieuse entrevue où le général limousin sut déjouer les calculs vaniteux du chef arabe par sa façon brusque et cavalière d'aborder et d'enlever de terre son interlocuteur ; malheureusement son traité était loin de répondre à la *crânerie* de sa tenue; ce malheureux traité, je l'ai déjà dit, livrait à Abd-el-Kader presque les trois quarts de l'Algérie, et le mettait en mesure de nous inquiéter sans cesse dans la possession du reste, jusqu'au moment où il lui plairait d'en finir avec nous. A cette époque, le futur duc d'Isly, qui est aujourd'hui d'un avis fort différent, avait une très-mince opinion de notre conquête; il pensait qu'elle ne valait ni l'argent ni les hommes qu'elle nous coûtait, et il avait traité en conséquence.

Au bout de trois ans de l'administration toute pacifique du maréchal Valée, le traité de la Tafna avait porté ses fruits. Après avoir mis le temps à profit pour organiser le territoire qui lui avait été cédé, fonder une armée régulière à l'instar

des troupes européennes, bâtir des villes et des forts, dompter toutes les résistances intérieures et échauffer sans cesse l'esprit de révolte parmi les tribus soumises à notre puissance, tout à coup, en novembre 1839, au milieu de la paix, sans déclaration de guerre, en vrai barbare, Abd-el-Kader, enhardi par l'imprudente sécurité du maréchal Valée, qui lui avait permis de tout préparer pour une insurrection générale, donne le signal d'une lutte à mort; nos colons, surpris dans la Mitidja, sont massacrés par les Hadjoutes, nos établissements brûlés et pillés, et les coureurs de l'ennemi pénètrent jusque dans le massif d'Alger. C'est alors seulement qu'Abd-el-Kader croit devoir déclarer au gouverneur que tous les musulmans ont résolu de recommencer la guerre sainte.

Et alors seulement il fut enfin démontré aux esprits les plus obstinés qu'il n'y avait pas de milieu entre l'occupation complète, la domination absolue de l'Algérie ou son abandon, qu'il fallait choisir entre les deux alternatives, et le général Bugeaud fut appelé à la fin de 1840 à remplacer le maréchal Valée, avec la mission expresse de détruire la puissance d'Abd-el-Kader et de sou-

mettre toute l'Algérie. Ses idées antérieures sur l'utilité de nos possessions d'Afrique s'étaient complétement transformées, et une fois lancé dans la véritable voie il y a marché avec une célérité et une vigueur d'autant plus grandes qu'il avait, en renversant l'émir, à faire oublier le traité malencontreux qui l'avait élevé. Après quelques mois d'entrée en campagne il avait déjà détruit Tekedempt, Boghar, Thaza, nouvelles forteresses bâties par Abd-el-Kader; il avait pris Mascara, enlevé les troupeaux, détruit les moissons des tribus ennemies, et occasionné dans les rangs de l'émir une foule de défections. Dans la campagne suivante, il avait fait occuper Mascara à demeure par le général Lamoricière, qui de là rayonnait dans toutes les directions. L'ennemi était réduit à la défensive, et la France déclarait enfin, par la bouche du roi, la terre d'Afrique *une terre désormais et pour toujours française.*

A l'ouverture de la campagne suivante, on donna au général Bugeaud quatre-vingt mille hommes destinés à assurer l'occupation de l'Algérie entière, et la lutte recommença avec un grand acharnement. A la fin de l'année 1842,

Abd-el-Kader, après une vigoureuse résistance, avait perdu les cinq sixièmes de ses États, tous ses forts ou dépôts de guerre, son armée permanente et le prestige de sa situation antérieure. La guerre était concentrée entre le Chéliff et la Mina, sur un carré d'environ vingt-cinq lieues. Cependant l'indomptable émir ne se décourageait pas; suivi de quelques milliers de chevaux, il allait de tribu en tribu, détruisant l'effet de chacune de nos expéditions et rallumant sur chaque point l'incendie que nous venions d'éteindre. Il avait trouvé un nouvel élément de résistance dans le secours des kabyles de Bougie, poussés par lui à une démonstration contre Cherchell; cette dernière tentative fut déjouée par le général Bugeaud, qui n'hésita pas à venir au cœur de l'hiver dans les régions escarpées du Jurjura dissoudre le rassemblement ennemi. Pendant les mois de mars et d'avril, des *razzias* incessantes exercées sur tout ce qui restait de tribus rebelles, et bientôt couronnées par le brillant coup de main du duc d'Aumale, enlevant au galop la *smalah* d'Abd-el-Kader, précipitèrent sa ruine. Le dernier combat livré sur l'Oued-Malah, le 11 octobre 1843, l'acheva. L'é-

mir perdit dans cette rencontre les restes de son infanterie régulière et son plus habile, son plus valeureux lieutenant, le borgne Sidi-Embareck.

Persuadé enfin qu'il ne pouvait tenir plus longtemps contre nos attaques multipliées, Abd-el-Kader se décida à se réfugier sur la frontière de l'empire du Maroc ; mais c'était pour y chercher de nouveaux auxiliaires. Ses prédicacations soulevèrent les populations marocaines ; et, bientôt, malgré les hésitations de l'empereur, il parvint à entraîner ces populations dans sa querelle. On sait comment le maréchal Bugeaud a su calmer à Isly l'ardeur des Marocains, tandis que le prince de Joinville opérait dans le même but à Tanger et à Mogador. Aujourd'hui, l'empereur de Maroc a excommunié officiellement Abd-el-Kader; on assure même qu'il cherche à se débarrasser de lui ; mais l'influence qu'Abd-el-Kader doit à son triple caractère de saint, de sultan des Arabes et d'ennemi des Français, est assez puissante pour braver le mauvais vouloir de l'empereur.

Quoi qu'il en soit, l'Algérie est aujourd'hui à peu près complétement soumise. Je ne saurais mieux donner une idée de la situation actuelle et

de ses nécessités qu'en extrayant, pour finir, un passage du dernier discours du maréchal Bugeaud à la Chambre :

« Nous avons soumis les tribus une à une par cette activité de jambes dont j'ai déjà parlé; nous avons rejeté Abd-el-Kader dans l'intérieur du Maroc; ce qui ne veut pas dire qu'il ne reviendra pas; je crois même pouvoir vous prévenir qu'il reviendra; il ne reviendra pas dangereux, mais il reviendra tracassier, et voilà pourquoi il faut que nous restions toujours forts et vigilants. Vous dominez tout le pays arabe depuis la frontière de Tunis jusqu'au territoire du Maroc; il ne reste à soumettre qu'un petit pays de soixante lieues de longueur sur trente de largeur, qu'on appelle vulgairement la *Kabylie*. Ce sont les montagnes de Bougie à Gigelly, pays très-difficile, montagnes très-âpres, peuplées par des hommes très-vigoureux, énergiques, excellents fantassins; il n'est pas du tout impossible de les soumettre. L'armée d'Afrique, aujourd'hui, ne connaît pas beaucoup d'impossibilités dans ce genre. Et c'est une chose qui doit être faite tôt ou tard; car, comme le disait l'honorable M. Thiers, il ne faut pas faire de l'occupation restreinte; on est obligé, condamné, et la condamnation n'est pas dure ici, de prendre tout un pays, on ne peut pas faire la conquête à demi, on ne peut pas faire la conquête d'une fraction, il faut prendre tout, ou ne pas prendre la moindre partie. »

GALERIE DES CONTEMPORAINS ILLUSTRES



LE Gal SÉBASTIANI.

LE MARÉCHAL SÉBASTIANI.

Le conseil municipal de Bastia arrête à l'unanimité et par acclamation qu'un portrait en pied, représentant M. le maréchal Sébastiani, sera placé à l'hôtel-de-ville, dans la grande salle des réunions, pour y être le témoignage du dévouement, de la reconnaissance et de l'admiration de notre cité pour ce grand citoyen.

Arrêté du conseil municipal de Bastia du 2 novembre 1844.

Le maréchal Sébastiani ne peut point être classé parmi les grandes figures militaires de l'Empire. Quand Napoléon tomba, il n'occupait encore qu'un rang secondaire; c'était un brillant général de cavalerie, plus distingué par sa bravoure, son élégance, son esprit et sa beauté que par l'éclat et l'importance de ses opérations de guerre. C'était la *fleur des pois* des muscadins de l'armée, le type le plus raffiné de cette race de Lauzun plébéiens qui perpétuaient, sous Napoléon, les traditions de l'aristocratie française et tenaient à honneur de n'affronter le boulet qu'en grande parure. Sous ce rapport, Murat lui-même cédait le pas au général Sébastiani. Si le brillant roi de Naples l'effaçait par le faste, en revanche il ne l'égalait point

LE MARECHAL SÉBASTIANI.

Le conseil municipal de Bastia arrête à l'unanimité et par acclamation qu'un portrait en pied, représentant M. le maréchal Sébastiani, sera placé à l'hôtel-de-ville, dans la grande salle des réunions, pour y être le témoignage du dévouement, de la reconnaissance et de l'admiration de notre cité pour ce grand citoyen.

Arrêté du conseil municipal de Bastia du 2 novembre 1844.

Le maréchal Sébastiani ne peut point être classé parmi les grandes figures militaires de l'Empire. Quand Napoléon tomba, il n'occupait encore qu'un rang secondaire; c'était un brillant général de cavalerie, plus distingué par sa bravoure, son élégance, son esprit et sa beauté que par l'éclat et l'importance de ses opérations de guerre. C'était la *fleur des pois* des muscadins de l'armée, le type le plus raffiné de cette race de Lauzun plébéiens qui perpétuaient, sous Napoléon, les traditions de l'aristocratie française et tenaient à honneur de n'affronter le boulet qu'en grande parure. Sous ce rapport, Murat lui-même cédait le pas au général Sébastiani. Si le brillant roi de Naples l'effaçait par le luxe, en revanche il ne l'égalait point

par le goût. Murat abusait par trop des broderies et des panaches, et il méritait un peu le surnom de *roi Franconi* que les *beaux* plus délicats se plaisaient à lui donner.

L'élégant Sébastiani usait aussi de la broderie et du panache, mais il en usait avec sobriété et discernement; il savait assortir les couleurs, faire valoir tous ses avantages, et déployer une coquetterie d'autant plus attrayante qu'elle était plus savamment méditée et calculée. «Il a reçu, dit un écrivain d'alors dans un style dont je lui laisse la responsabilité, il a reçu de la nature un physique des plus séduisants, une de ces allures qui font insurrection dans les salons et dans les boudoirs; il est d'une taille moyenne, mais bien prise; tous ses gestes sont arrondis et gracieux; tous ses mouvements se proportionnent sans effort aux espaces qu'il occupe; il n'en est pas de si étroit où il ne paraisse à son aise; il conserverait sa grâce dans un sac et son agilité dans un étang; sa figure ronde et pleine a quelque chose d'angélique et de chérubin; de longs cheveux bouclés encadrent merveilleusement sa tête harmonieuse qui semble une conception raphaélique.»

Ecoutons maintenant les souvenirs de jeune fille de la comtesse Merlin sur le même sujet : « Il causait avec une grâce à nulle autre pareille, car, même lorsqu'il s'écoutait trop, ce qui lui arrivait souvent, on se sentait porté à lui pardonner en faveur de sa physionomie fine et sympathique.... J'aimais à l'entendre causer : il avait beaucoup voyagé et savait une foule d'anecdotes qu'il se plaisait à me raconter pour captiver mon attention. Son regard et son sourire étaient doux et harmonieux ; mais il avait dans la parole quelque chose de compassé et d'étudié qui m'inquiétait et m'imposait à la fois... Le général H. S... était doué pourtant d'un naturel noble et bon ; il avait tout à gagner à se livrer aux élans de son cœur. »

Il va sans dire que tout cela date de loin, de très-loin : *quantum mutatus ab illo !* Qui verrait aujourd'hui le vieux maréchal, cassé, goutteux, apoplectique, avec des yeux éteints, des traits affaissés, une parole lourde et pénible, aurait quelque peine à se représenter, sous cette enveloppe ravagée par le temps, le fringant général de dragons que l'abbé de Pradt, très-amateur de comparaisons mythologiques, appelait le Cupidon de l'Empire,

se qualifiant lui-même d'aumônier du dieu Mars, en attendant qu'il osât décorer un jour son dieu vaincu du titre de Jupiter Scapin.

Cependant, si le maréchal Sébastiani n'avait d'autre mérite que d'avoir été un beau général, ce ne serait pas une raison suffisante pour l'admettre dans cette galerie. Ses services militaires, quoique distingués, n'occupent pas non plus dans les annales de l'Empire une place très-considérable; mais il a d'autres titres à l'attention de l'histoire. Avant même qu'il eût conquis dans les luttes politiques de la Restauration un rang honorable à côté de Foy, de Périer, de Benjamin-Constant, sa fameuse ambassade de Constantinople, en 1806, lui avait valu le renom d'un négociateur actif et habile. Nous l'avons vu, après la révolution de Juillet, occuper le poste de ministre des affaires étrangères durant les années les plus difficiles du nouveau gouvernement, et si dans ce poste élevé il n'a pas précisément déployé un talent d'initiative que son infériorité relative ne comportait guère, si l'on a pu lui reprocher quelques mots maladroits pour un diplomate, il a souvent montré, en se défendant contre de nom-

breux et éloquents adversaires, une facilité d'argumentation, une variété de connaissances et une présence d'esprit qu'on trouve rarement unies chez un vieux soldat, si bien que de tous les faits militaires, diplomatiques et politiques dont se compose la vie du maréchal Sébastiani, il résulte, à mon avis, un ensemble assez imposant pour que ce nom figure convenablement dans un recueil consacré aux illustrations de ce temps-ci.

Francois-Horace Sébastiani est né en Corse, à la Porta d'Ampugnano, petit bourg près de Bastia, le 11 novembre 1775. Parmi les biographes les uns le font descendre d'une famille noble, les autres d'une famille obscure; n'ayant pas eu occasion d'éclaircir suffisamment le fait, je le laisse en question, d'autant que la naissance du maréchal importe peu à sa gloire. C'est à tort, je crois, qu'on l'a dit parent de Bonaparte. Destiné, dit-on, à l'état ecclésiastique, il reçut une bonne éducation. Lorsque la Révolution éclata, il fut attaché fort jeune comme secrétaire au gouverneur Lacombe-Saint-Michel, et, tenté par la carrière des armes, il obtint, à l'aide de son protecteur, le grade de sous-lieutenant de dragons,

fit les campagnes d'Italie en cette qualité, et fut nommé chef d'escadron par Bonaparte pour sa belle conduite à Arcole. N'ayant point été appelé à faire partie de l'expédition d'Egypte, il se distingua dans la nouvelle campagne d'Italie, qui suivit la rupture des conférences de Rastadt, et obtint du général Moreau le brevet de colonel sur le champ de bataille de Vérone, en 1799. Dans les désastres qui suivirent, lorsque Souwarow surprit et écrasa près de l'Adda, à Verderio, la division française du général Serrurier dont il faisait partie, il fut obligé de se rendre prisonnier après avoir vainement tenté de se frayer un passage, le sabre à la main, à travers les rangs ennemis; mais sa captivité ne fut pas longue; il fut bientôt échangé, et Bernadotte, alors ministre de la guerre, l'appela à Paris pour y recomposer son régiment de dragons fort maltraité. C'est là que Bonaparte le trouva à son retour d'Egypte, et eut à se louer de sa coopération dans le fameux coup de main du 18 brumaire, qui lui ouvrit le chemin du trône. Dans la nuit du 17 brumaire, le colonel Sébastiani, après avoir fait occuper par cinq cents dragons à pied l'en-

trée de l'ancien pont tournant, se rendit avec quatre cents dragons à cheval à la maison de la rue de la Victoire, d'où il accompagna Bonaparte aux Tuileries; là le futur dictateur prêta serment entre les mains du président du Conseil des Anciens qui venait de le nommer commandant de Paris et de transférer le corps législatif à Saint-Cloud; il se porta ensuite au Luxembourg, sous les ordres de Moreau, pour y contenir les deux membres du Directoire, Gohier et Moulins, qui essayaient de résister à la conspiration. Le lendemain, 19, il partit pour Saint-Cloud, où il prit une part active à cette journée qui vit le gouvernement de la France emporté d'assaut, la baïonnette en avant; et le surlendemain, 20 brumaire, *le Moniteur* publia une Adresse du 9e dragons et de son colonel aux nouveaux consuls, ainsi conçue :

« Citoyens consuls,

« A la nouvelle des changements salutaires qui viennent de s'opérer et qui doivent fixer à jamais le sort de la république, l'armée va tressaillir d'enthousiasme et d'espérance. Placés près du théâtre de ce grand événement, c'est à nous d'être auprès de vous ses premiers interprètes. — Nous avons coopéré aux mesures extraordinaires, mais indispensables, décrétées par le Corps lé-

gislatif, qui, resserrant l'autorité dans des mains énergiques et pures, ont enfin appelé au secours de la patrie le génie de la politique et de la victoire....... Affermir la république, soumettre ses ennemis étrangers, exterminer ou forcer au repentir les rebelles de l'intérieur, voilà notre vœu : c'est le vœu de tout militaire français. Pour terminer ce grand ouvrage, que vous seuls étiez dignes d'exécuter, nous vous offrons nos armes, nos bras, notre sang. Ordonnez de vaincre et nous vaincrons tous les ennemis de la prospérité nationale, quel que soit le masque dont ils se couvrent. La félicité publique est le but de vos travaux ; la paix et la paix glorieuse sera la récompense de nos sacrifices et de notre dévouement. — Vive la République ! »

La République était morte, et c'est ainsi qu'un colonel de dragons, organe naturel d'une révolution militaire, l'enterrait pompeusement.

Pour le récompenser de son zèle, Bonaparte l'emmena à Marengo où il se distingua, ainsi que pendant tout le reste de la campagne, qu'il continua sous Brune ; à Mozambano il fit soutenir avec bonheur une charge de la moitié de son régiment par l'autre moitié transformée en infanterie, et il fut chargé, par le général en chef, de négocier et signer avec les plénipotentiaires autrichiens l'armistice de Trévise, qui précéda le traité de

Lunéville, bientôt suivi de la courte paix d'Amiens avec l'Angleterre.

Il y avait à peine six mois que les ratifications avaient été échangées et déjà la mésintelligence éclatait des deux côtés. En octobre 1802 le colonel Sébastiani fut envoyé par Bonaparte en Egypte pour y remplir une double mission; il devait premièrement sommer le général anglais Stuart d'évacuer la ville d'Alexandrie, conformément au traité d'Amiens. Le jeune colonel parla d'un ton si haut au nom de son maître que plus tard ses paroles, consignées dans un rapport publié par le *Moniteur* du 30 janvier 1803, furent rangées par le gouvernement anglais au nombre des griefs qu'il exposait dans son manifeste de rupture; toutefois le général Stuart refusa d'évacuer la ville, déclarant qu'il n'avait aucun ordre à ce sujet et qu'il comptait même y passer l'hiver. La seconde partie de la mission de Sébastiani était de rattacher à la France les pachas d'Egypte et de Syrie par la promesse de la protection de Bonaparte; la renommée du conquérant de l'Egypte était dans tout son éclat en Orient, et son envoyé fut reçu par tous les pa-

chas avec le respect que le musulman professe toujours pour la force. A son retour en France le premier consul l'envoya en mission pour surveiller les côtes, depuis l'embouchure de la Vilaine jusqu'à Brest, et bientôt après s'ouvrit la campagne d'Austerlitz; le colonel Sébastiani, déjà nommé général de brigade, se comporta brillamment à Austerlitz et paya de son sang le grade de général de division.

C'est à la suite de cette campagne que Napoléon, plein de confiance dans l'habileté de son jeune compatriote, l'envoya à Constantinople pour remplacer le général Brune en qualité d'ambassadeur auprès de Sélim III. « Le général Sébastiani, dit un écrivain, homme ardent, souple, actif, zélé pour les intérêts de son maître, était revêtu de formes très-différentes de celles de Brune; sa médiocre naissance était relevée par une alliance illustre; ses manières et son ton la relevaient encore davantage, et il était déjà connu à Constantinople par sa mission de 1802 (1). » Sa mission nouvelle avait pour but de briser l'alliance de la Porte avec la Russie et l'Angleterre, et de lui substituer

(1) Mémoires tirés des papiers d'un homme d'Etat.

une alliance turco-française. Ce double but fut atteint avec une rapidité qui fit le plus grand honneur au négociateur. Le 7 décembre 1806 les hostilités éclatèrent entre les Turcs et les Russes. Une armée russe envahit la Moldavie, et Sébastiani, comprenant très-bien l'importance d'une intervention de la Turquie au moment même où la France commençait contre la Russie une nouvelle campagne, poussa de toutes ses forces le divan à la guerre : elle fut officiellement déclarée. La Porte voulait, suivant l'usage, faire enfermer l'ambasssadeur russe, M. Italinski, aux Sept-Tours; mais le général français, usant noblement de la prépondérance qu'il avait su acquérir, se montra plus généreux que la Russie et l'Angleterre qui, jadis, avaient laissé emprisonner le chargé d'affaires de France, M. Ruffin; il obtint de la Porte qu'elle renonçât à cet usage brutal et permît à M. Italinski de quitter librement Constantinople avec toute sa légation.

Bientôt une nouvelle et plus grave difficulté vint fournir au générél Sébastiani l'occasion de faire preuve d'une heureuse énergie. Quelques jours après le départ de M. Italinski, l'ambassadeur an-

glais, lord Arbuthnot, qui s'était vainement efforcé de maintenir la paix entre la Russie et la Porte, signifia au divan que son gouvernement considérait la déclaration de guerre à la Russie comme une déclaration de guerre à l'Angleterre, et que, si la Porte ne rétablissait pas les choses sur l'ancien pied et ne *chassait* l'ambassadeur de France, une flotte anglaise viendrait bombarder Constantinople. L'effet suivit de près la menace. Lord Arbuthnot quitta Constantinople, se rendit à bord de l'escadre de l'amiral anglais Duckworth, qui stationnait à Ténédos, et bientôt, en janvier 1807, cette escadre, composée de huit vaisseaux de ligne, de deux frégates, de deux corvettes et de huit galiotes à bombes, se présenta à l'entrée du canal des Dardanelles.

Le divan fut consterné. Cependant, excité par l'ambassadeur de France, il essaya de s'opposer au passage du canal. Les aides de camp du général se rendirent aux deux châteaux qui commandent le détroit; mais la mollesse et la frayeur du capitan-pacha qui présidait aux travaux de défense rendirent leurs efforts inutiles. La flotte anglaise, après avoir brûlé un vaisseau turc et

cinq frégates, franchit victorieusement le détroit et vint jeter l'ancre dans le Bosphore, devant le sérail.

La consternation et la terreur régnaient dans la ville; si l'amiral eût attaqué le jour même, il se fût emparé de Constantinople ; mais l'ambassadeur anglais qui l'accompagnait crut devoir, avant d'agir, renouveler les conditions déjà imposées, en y ajoutant la remise des forts des Dardanelles à l'Angleterre, et de l'escadre turque jusqu'à la paix, et en insistant sur le renvoi de l'ambassadeur de France.

L'effroi du divan avait passé dans l'âme du sultan Sélim; il envoya son grand-écuyer au général Sébastiani pour le prévenir qu'il se voyait dans la nécessité de souscrire à ces dures conditions. «Dis à ton maître, répliqua le général, qu'il ne voudra pas descendre du rang où l'ont placé ses glorieux ancêtres en livrant à quelques vaisseaux anglais une ville de neuf cent mille habitants qui ont des armes, des vivres et des munitions.» Et il ajouta qu'il ne quitterait Constantinople que sur un ordre de la bouche même du sultan. Il gagnait ainsi quelques heures, sachant

que le peuple et les janissaires, revenus de leur première frayeur, commençaient à se livrer à une grande fermentation, et espérant que ce mouvement finirait par entraîner le sultan à la résistance; c'est en effet ce qui arriva. Sélim, décidé à se défendre, appela auprès de lui le général Sébastiani, lui demanda son concours, celui de sa légation et de tous les officiers français qui se trouvaient alors à Constantinople; tous accoururent; et tandis que le divan entamait des pourparlers avec le négociateur anglais, la populace, les janissaires, les Grecs, les Arméniens, les Juifs, dirigés par le général Sébastiani et ses officiers, travaillaient activement à armer les batteries du sérail, et à couvrir de redoutes hérissées de canons les deux rives du Bosphore.

« C'était, dit un écrivain, un curieux et pittoresque spectacle. Près d'Ingerlu-kiosk, dans la batterie de la grande terrasse du sérail, on voyait un homme d'une haute taille, à l'œil bleu, vif et fin, qui encourageait quelques topchys turcs (canonniers) à traîner un lourd canon. A deux pas de là un jeune homme vêtu d'un uniforme rouge brodé, l'écouvillon sur l'épaule, faisait faction à l'entrée de la batterie : l'un était le comte de Pontécoulant, membre du sénat impérial, l'autre, le brillant mar-

quis d'Almenara (l'ambassadeur d'Espagne), qui se plaisait à railler sans cesse M. Sébastiani de ses prétentions, mais qui cette fois, suivi de ses secrétaires d'ambassade, était venu le seconder avec loyauté et courage. Là on voyait aussi, affublés du sac de cuir, et faisant le service de simples canonniers, les secrétaires d'ambassade de France, MM. Lablanche et de Latour-Maubourg. M. de Lascours, aide de camp du général Sébastiani, commandait un poste d'artilleurs turcs. Plusieurs officiers d'infanterie arrivés tout récemment de Dalmatie parcouraient toutes les batteries de la côte, et le chargé d'affaires de Hollande, en souliers à boucle et en bas de soie, était venu s'asseoir flegmatiquement sur le quai du sérail et encourageait au travail les Grecs et les Juifs, à force de ducats. Ce tableau était complété par la présence du sultan, suivi de tout son divan et accompagné par le général Sébastiani, couvert de son plus brillant uniforme et dans tout l'éclat de sa parure militaire. Sélim examinait tous les travaux, établissait lui-même, d'après les conseils du général, chacun de ses ministres et des employés du divan dans les batteries ; il ne prit un peu de repos que lorsque douze cents bouches à feu régulièrement placées eurent assuré la défense de son palais et de sa capitale, et forcé la flotte anglaise de battre en retraite aux acclamations du peuple, et de reprendre honteusement le chemin par lequel elle était venue. »

Les douze cents bouches à feu avaient été mises en batterie en moins de cinq jours.

Les services rendus dans cette circonstance par le général Sébastiani lui valurent un grand crédit auprès de Sélim, tant que dura le règne de ce prince, qui le décora de l'ordre du Croissant; mais il fut bientôt, comme l'on sait, déposé par les janissaires, remplacé par son neveu Mustapha IV, et peu de temps après étranglé au moment où son visir Barayactar entrait au sérail pour le replacer sur le trône. Mustapha ne tarda pas à subir le sort de son prédécesseur, et l'attention de Napoléon s'étant de plus en plus détournée de la Turquie, la prépondérance russe et anglaise finit par l'emporter, et le général Sébastiani, ne se voyant plus en mesure de rendre des services, demanda son rappel et revint en France, où l'empereur lui donna le grand-cordon de la Légion-d'Honneur et l'envoya combattre en Espagne. Il avait perdu à Constantinople sa première femme, Mlle de Coigny.

Après s'être distingué au siége de Bilbao et de Santander, il fut chargé de remplacer le maréchal Lefebvre dans le commandement du 4e corps, et remporta un avantage signalé sur le corps d'armée du duc de l'Infantado. Ce corps

ennemi, fort de quinze mille hommes, pour couvrir les défilés de la Sierra-Morena qui conduisent en Andalousie, avait pris sur la Guadiana, aux environs de Ciudad-Réal, une position assez forte et défendue par vingt pièces de canon. Sébastiani, ne voulant pas lui laisser le temps d'augmenter ses forces, passa hardiment le pont de la Guadiana, l'attaqua de front avec impétuosité, le défit, lui tua quinze cents hommes, fit quatre mille prisonniers, s'empara de sept pièces de canon, de quatre drapeaux et de vingt-cinq caissons, et lança à sa poursuite le général Milhaud, qui détruisit le lendemain une grande partie de la cavalerie espagnole.

Tous les dépôts d'armes et de munitions que les Espagnols avaient formés au pied de la Sierra-Morena tombèrent au pouvoir du général Sébastiani, à la suite de cette victoire qui, combinée avec la victoire, plus considérable encore, remportée le lendemain par le duc de Bellune à Metelin, répandit la terreur dans toute l'Andalousie.

Bientôt après, le maréchal Victor n'ayant pu pénétrer en Portugal pour y faire sa jonction avec

l'armée de Soult, ce dernier fut obligé de rentrer en Espagne, suivi de près par Wellington qui, enhardi par ses succès en Portugal, résolut de marcher droit sur Madrid, après avoir fait sa jonction avec le général Cuesta, forcé le corps d'armée du duc de Bellune, et rallié à Tolède l'armée du général Venegas.

Aussitôt que Wellington eut mis le pied dans l'Estramadure espagnole, le roi Joseph partit de Madrid avec sa garde et une division, et, réuni au corps d'armée du maréchal Victor, attendit l'arrivée du général Sébastiani pour attaquer l'ennemi. La jonction des deux corps opérée, le roi Joseph crut devoir risquer l'offensive, et livra à l'armée anglo-espagnole la bataille indécise de Talavera, qui dura trois jours, et où il y eut des deux côtés à peu près dix mille hommes hors de combat. Les deux armées gardaient encore le quatrième jour leurs positions respectives, lorsque, apprenant que le général Venegas se portait sur Madrid et menaçait la ville de Tolède, le roi Joseph, laissant le maréchal Victor faire face à Wellington, qui restait immobile, se rabattit sur Tolède avec le général Sébastiani. Ce

dernier, débouchant le 9 août sur la rive gauche du Tage, par le pont de Tolède, attaqua l'avant-garde du général Venegas, forte de dix-huit mille hommes, la chassa de sa position et la força de se reployer vers le corps principal, qui occupait sur les hauteurs d'Almonaçid une position redoutable; le général Sébastiani, voulant profiter de l'ardeur de ses troupes, attaque sur le champ l'ennemi, et, après un combat des plus acharnés, il remporte une victoire qui sauve Madrid et rejette les débris de l'armée espagnole jusqu'au delà des montagnes de la Guadiana. — On a voulu, depuis 1830, présenter le succès d'Almonaçid comme une invention du général; c'est là une mauvaise plaisanterie. — Il est certain que la déroute de Venegas à Almonaçid rouvrit à Joseph le chemin de Madrid; il est vrai que les bulletins du général Sébastiani ne brillaient pas précisément par la modestie; il est vrai encore que, dans son récit de la bataille de Talavera, il avait dissimulé deux pièces de canon laissées par lui sur le champ de bataille, parce qu'elles étaient, disait-il, démontées, et cela lui valut de la part de Napoléon en colère

l'ordre ci-joint adressé au major général, et qui est pittoresque autant que bref :

« Mon cousin, vous ferez savoir au général Sébastiani qu'il résulte de toutes les victoires qu'il remporte en Espagne, et dont il vous transmet les récits, qu'il a perdu deux pièces de canon, au lieu d'en avoir pris par trentaine. La valeur de ces deux bouches à feu lui sera retenue sur ses appointements; il me sera adressé pièce justificative du paiement effectué. »

Le procédé était curieux; c'était un moyen assez neuf d'inspirer aux généraux de la sollicitude pour leur artillerie. Quoi qu'il en soit, le général Sébastiani, sans devenir plus modeste, continua cependant à servir avec zèle; il occupa la province de Grenade[1], et s'établit pendant quelques mois à l'Alhambra.

« Le général Sébastiani, dit l'écrivain assez peu bienveillant que j'ai déjà cité, le général Sébastiani, ambré, brodé, doré, donnait ses audiences à l'Alhambra, dans la salle dite des ambassadeurs, les jambes croisées comme un pacha sur des coussins de satin rouge (1). Tous les of-

(1) Il est impossible de ne pas faire remarquer ici que M. Loëve-Weimar parle des coussins de satin rouge comme

ficiers du 4ᵉ corps peuvent se souvenir d'avoir assisté à ce curieux spectacle. On dépensa, aux frais de la ville, plus de 4,000 piastres pour chasser les araignées séculaires de ce vieux palais, et le rajuster avec quelque magnificence. On y dressa un théâtre, et les fêtes y devinrent si bruyantes que le bruit en vint jusqu'au maréchal Soult, qui occupait Séville. Le maréchal, peu endurant de sa nature, se fâcha, et le général Sébastiani reçut l'ordre de quitter l'Alhambra, et d'aller établir son quartier à Malaga. Là, le général se rangea si bien qu'il fit, sur ses appointements sans doute, des économies que l'on dit énormes. »

Quelques jours après, le général s'étant emparé de la province de Murcie, le roi Joseph songea, dit-on, à lui donner le titre de duc de Murcie; mais l'empereur, jugeant sans doute que les services du général n'avaient pas encore mérité une aussi haute distinction, refusa son approbation; il se contenta de lui accorder le titre de comte Sébastiani, tout court.

Lorsque s'ouvrit la campagne de Russie, le général Sébastiani, revenu en France par congé et

s'il les avait vus, et que la position orientale attribuée au général devait être passablement incommode, à moins de supposer aussi qu'il avait supprimé ses bottes et son pantalon et qu'il donnait ses audiences en costume turc. Il entre beaucoup de fantaisie dans ce portrait.

pour cause de maladie, sollicita vivement auprès de l'empereur la faveur de concourir aux opérations, et il reçut le commandement d'une des divisions de la brillante cavalerie de Murat. — Il s'y comporta bravement; surpris aux environs de Druia, sur la Duna, par une marche imprévue du général Barclay de Tolly, son corps fut un instant compromis; mais il se tira de ce mauvais pas avec habileté. Commandant l'avant-garde, il fut surpris de nouveau à Ikowo par douze mille cavaliers russes; mais il parvint, dit le baron Fain, à maîtriser le danger, et mit toute une journée à reculer d'une demi-lieue. Après la prise de Smolensk, l'empereur le jeta sur l'extrême gauche pour nettoyer le pays et assurer la marche sur Moskou. Pendant la retraite il commanda l'avant-garde et mérita par sa conduite d'être honorablement mentionné par le prince Poniatowski.

La campagne de 1813, où notre cavalerie était si faible, le vit s'efforcer de suppléer au nombre par le courage et l'ardeur. A Sprokau, il enleva un convoi de vingt-deux pièces de canon, de quatre-vingts caissons et de cinq cents prisonniers. Durant la terrible bataille de Leipzig il se distingua

par des charges heureuses. Pendant la retraite sur le Rhin, il protège l'arrière-garde, arrête l'ennemi à Hanau, et prend ensuite les devants pour occuper Francfort.

Durant la campagne de France, son courage brilla de nouveau aux combats de Reims, d'Arcis et de Saint-Dizier. Après l'abdication de l'empereur, il adhéra au nouveau gouvernement, et reçut de Louis XVIII la croix de Saint-Louis.

Pendant la première Restauration il vécut dans la retraite; au retour de Napoléon, il fut envoyé par l'arrondissement de Vervins à la Chambre des représentants. Il s'y montra d'abord un des plus zélés partisans de l'empereur. Il combattit vivement l'opinion de ceux qui voulaient supprimer le serment, déclarant que pour lui son serment était déjà prêté dans son cœur; il s'opposa à l'intervention de la Chambre dans la question de paix ou de guerre. Son intervention contribua beaucoup, dit-on, à déterminer Benjamin Constant à se rendre aux Tuileries et à prêter le secours de son nom et de sa plume à l'empereur. La défaite de Waterloo refroidit son zèle; il fut un de ceux qui adoptèrent la fâcheuse idée de

l'abdication, si chaleureusement soutenue par Lafayette, et, au moment où Napoléon hésitait encore entre la résistance et l'abandon de sa couronne, le général Sébastiani fit une motion tendant à ce que le président de la Chambre convoquât les chefs de légion de la garde nationale pour leur ordonner d'envoyer chacun un bataillon, afin de veiller à la sûreté de la représentation nationale. Après l'abdication il fut nommé l'un des commandants des troupes destinées à la défense de Paris, et bientôt après l'un des six commissaires envoyés par la Chambre à Haguenau, auprès des puissances alliées, pour leur demander que la France fût laissée libre sur la question de gouvernement.

Après le rétablissement des Bourbons, le général Sébastiani, bien qu'il ne fût point porté sur la liste des proscrits, crut devoir se retirer en Angleterre. L'année suivante il revint en France, fut mis en demi-solde et ne reparut sur la scène politique qu'en 1819, époque à laquelle il fut nommé membre de la Chambre des Députés par le collége électoral de la Corse. Le temps passé dans la retraite n'avait pas été perdu pour le général Sé-

bastiani, et on le vit bientôt prendre une part très-active aux principales discussions qui divisaient alors les partis. Doué, à défaut d'éloquence, d'une grande facilité de parole et d'un certain talent d'affaires, assez peu commun chez les hommes de guerre; remarquable par l'élégance un peu guindée de sa tenue, le caractère soigné quoiqu'un peu emphatique et compassé de sa diction, il ne tarda pas à se faire classer par l'opinion au nombre des chefs de l'opposition de gauche et se montra un des plus opiniâtres adversaires du second ministère Richelieu. Durant cette session orageuse qui précéda l'avénement du parti ultra au pouvoir et se termina, comme l'on sait, par l'expulsion de Manuel, il fut un de ceux qui combattirent vivement cette mesure, et il signa la protestation de la minorité (1).

(1) M. Alexandre Dumas nous a tracé, dans une de ses préfaces, un portrait du général Sébastiani à cette époque, portrait qui, s'il n'est pas trop arrangé, donnerait une idée assez vive des habitudes un peu théâtrales et de l'absence de naturel que l'on a toujours reprochées à l'honorable général. « Je me rendis, dit M. Alexandre Dumas, chez le général Sébastiani; il était dans son cabinet de travail; quatre ou cinq secrétaires écrivaient sous sa dictée; chacun d'eux avait sur son bureau, outre sa plume, son papier et ses canifs, une tabatière d'or, qu'il présentait toute ouverte au général, chaque fois qu'en se promenant celui-ci s'ar-

Aux élections de 1824 le ministère Villèle parvint à se débarrasser de lui, et il dut rentrer dans la vie privée jusqu'au moment où les électeurs de Vervins l'appelèrent, en 1826, à l'honneur de remplacer le général Foy. Il combattit avec ardeur la politique intérieure et extérieure du ministère Villèle. Réélu en 1827, il fut du nombre des libéraux qui continuèrent, sous le ministère Martignac, avec plus de mesure toutefois, l'opposition faite au précédent ministère, et qui, en se coalisant avec la droite, amenèrent sa chute. On sait que cette chute fut surtout déterminée par les nombreux amendements que la commission fit subir aux deux projets de loi départementale et de loi municipale, présentés par le ministère. Nommé

rétait devant lui. Le général y introduisait délicatement l'index et le pouce, d'une main que son arrière-cousin (*) Napoléon eût enviée pour la blancheur et la coquetterie, savourait voluptueusement sa poudre d'Espagne, et, comme le malade imaginaire, se remettait à arpenter la chambre, tantôt en long, tantôt en large.— Ma visite fut courte; quelque considération que j'eusse pour le général, je me sentais peu de vocation à devenir porte-tabatière. »

(*) Cet arrière-cousinage du maréchal Sébastiani et de Napoléon est un fait inexact.

rapporteur du premier de ces projets de loi, le général Sébastiani défendit avec beaucoup de talent les amendements de la commission. La commission contribuait ainsi à pousser, sans le vouloir, aux affaires M. de Polignac et à préparer la révolution. Je dis sans le vouloir ; car, quoiqu'on ait souvent parlé de la comédie de quinze ans, il est certain que la majorité libérale de 1828 et 29 ne voulait pas de révolution ; il est certain que le général Sébastiani en particulier la voulait moins que personne ; car, pendant et même après les journées de Juillet, il fut un des députés qui se montrèrent le plus éloignés de l'idée d'un changement de dynastie. Dans la séance du 30 juillet 1830, il insistait vivement pour que la Chambre reçût M. de Mortemart, porteur des propositions conciliatrices de Charles X. Le lendemain il appuyait la proposition de déférer la lieutenance générale du royaume au duc d'Orléans, mais en réservant la question du changement de dynastie, déclarant qu'il n'y avait point lieu, quant à présent, de la traiter.

Toutefois, quand la force des choses eut décidé la question, ses liaisons antérieures avec le duc d'Orléans et le rôle qu'il avait joué dans l'opposi-

tion l'appelèrent naturellement à prendre part au nouveau gouvernement.

Désireux de réunir autour de lui toutes les notabilités politiques, le roi de Juillet forma d'abord ce ministère bigarré du 11 août dont j'ai souvent parlé. Le général Sébastiani accepta le portefeuille de la marine, et, lorsque fut formé le ministère Laffitte, il passa aux affaires étrangères.

Il assumait là une rude tâche. La terrible question de paix ou de guerre que le précédent ministère s'était efforcé d'ajourner le plus possible ne tarda pas à surgir dans toute sa vivacité; la révolution de Belgique, l'insurrection de l'Italie et de la Pologne avaient monté les esprits au plus haut point d'exaltation; l'indécision du ministère Laffitte contribuait à entretenir l'effroi des uns et l'irritation des autres. Soutenu par le nouveau roi, dont la supériorité politique ne tarda pas à se manifester d'une manière aussi puissante qu'inattendue, le général Sébastiani fit tête à l'orage et combattit de son mieux. On l'accusa beaucoup alors de n'être que l'instrument passif du roi; cela est possible; il eût été bien difficile qu'avec un ministère insuffisant, comme l'était le ministère

Laffitte, un roi habile n'exerçât pas une influence prépondérante.

Bientôt Casimir Périer vint imprimer une force propre au pouvoir, et le général Sébastiani dut, comme tout le monde, subir l'ascendant de cette impérieuse volonté. Sa tâche devint en même temps plus facile, soutenu qu'il était devant les Chambres par la parole nette et ferme du président du conseil. Plus d'une fois cependant il opposa avec succès sa présence d'esprit et son sang-froid à l'éloquence passionnée et pittoresque du général Lamarque ; plus d'une fois il réduisit à leur juste valeur les plaidoiries stratégiques de M. Mauguin sur les moyens de secourir la Pologne.

En définitive, les événements donnèrent raison au ministère ; l'opposition avait vingt fois prophétisé la guerre ; vingt fois elle avait déclaré que la conservation de la paix était impossible, et que les *bassesses* du gouvernement ne pouvaient avoir d'autre résultat que de rendre la guerre plus désastreuse. Or la guerre n'eut pas lieu, et l'opposition d'aujourd'hui semble si peu convaincue que le gouvernement d'alors ait fait des *bassesses* qu'elle déclarait l'autre jour, par l'organe de

M. Billault, que la politique de Casimir Périer était *une grande politique.*

Quoi qu'il en soit, on put, avec raison, reprocher au général Sébastiani, en particulier, certaines maladresses qui n'étaient pas d'une *grande politique*, entre autres son fameux mot : *L'ordre règne à Varsovie ;* on l'accusa aussi d'avoir manqué de sincérité dans les négociations relatives à l'élection du duc de Nemours, en laissant les Belges croire à l'acceptation du roi ; mais il est positif que la plus grande partie des Belges ne s'y trompaient pas ; de plus, il s'agissait d'empêcher à tout prix l'élection du duc de Leuctemberg ; or, c'est une bien grande sévérité, surtout de la part de ceux qui, dans l'histoire de la Révolution, se montrent si indulgents sur les moyens en faveur du but, c'est une sévérité bien puritaine que de jeter feu et flamme contre une dissimulation qui ne tendait à rien moins qu'à sauver l'Europe d'un bouleversement universel. Du reste, si j'avais de la place, je prouverais facilement que, dans cette circonstance, la conduite du cabinet anglais ne fut pas plus franche que celle du cabinet français.

Après la formation du cabinet du 11 octobre, la santé de M. Sébastiani se trouvant gravement compromise, il quitta le portefeuille de la guerre, qu'il gérait par intérim, et partit pour les eaux de Bourbonne en conservant le titre de ministre sans portefeuille. En 1834, la Chambre ayant rejeté un traité provisoire qu'il avait signé avec les Etats-Unis pour le paiement d'une indemnité de 25 millions, il donna sa démission de son titre de ministre, reçut en échange l'ambassade de Naples, et passa bientôt après, le 7 janvier 1835, à celle de Londres, où il concourut à diverses transactions importantes, notamment au traité du droit de visite, qui ne suscita alors aucune réclamation, et qui, depuis nos démêlés avec l'Angleterre sur la question d'Orient, est devenu l'objet d'une antipathie très-vive et un des plus grands embarras du ministère actuel. Le 7 février 1840, il fut remplacé à Londres par M. Guizot. Constamment réélu député, depuis la révolution de Juillet, par le département de la Corse, il revint prendre sa place à la Chambre, mais il y parla peu, ayant éprouvé, dit-on, plusieurs attaques d'apoplexie qui ont affaibli ses facultés. Le 21 octobre 1840,

il fut nommé maréchal de France; en 1841, il prononça quelques paroles en faveur des fortifications de Paris; après la mort du duc d'Orléans, il fut nommé président de la commission d'examen du projet de loi sur la régence. L'année dernière, il a été, de la part d'un des membres distingués du parti conservateur, l'objet d'une attaque assez vive touchant l'influence presque absolue qu'il exerce sur l'administration de la Corse. Il paraît, du reste, à en juger par l'arrêté cité en épigraphe, que cette influence n'est pas considérée comme fâcheuse par tout le monde, car l'arrêté du conseil municipal de Bastia est précédé d'une longue et brillante énumération de tous les services rendus par le maréchal à son pays natal. Si l'histoire ne ratifie pas le titre de *grand citoyen* accordé par la reconnaissance peut-être un peu hyperbolique du conseil municipal de Bastia, elle ne pourra du moins refuser une mention honorable au maréchal Sébastiani.



M. LUDWIG TIECK.

A. Ren

M. LUDWIG TIECK.

> Ich halte Tieck für den deutschesten Dichter.
>
> Je considère Tieck comme le plus allemand des poètes.
>
> (Menzel, *Deutsche Literatur*, T. IV, page 140).

J'ai dit qu'il ne restait plus en Allemagne que trois membres éminents de cette grande famille littéraire qui se groupait autour de Goethe et de Schiller, un vieux critique, un vieux philosophe et un vieux poète. J'ai déjà esquissé le vieux critique, M. W. Schlegel ; j'essaierai plus tard de donner une idée des travaux du philosophe, M. Schelling ; je vais parler aujourd'hui du poète, M. Tieck.

Les nombreux ouvrages de M. Tieck, qui est un des écrivains les plus féconds de ce siècle, doivent à leur caractère plus spécialement allemand de n'avoir jamais obtenu à l'étran[illegible]

M. LUDWIG TIECK.

Ich halte Tieck für den deutchesten Dichter.

Je considère Tieck comme le plus allemand des poëtes.

MENZEL, *Deutsche Literatur* (T. IV, page 140).

J'ai dit qu'il ne restait plus en Allemagne que trois membres éminents de cette grande famille littéraire qui se groupait autour de Goethe et de Schiller, un vieux critique, un vieux philosophe et un vieux poëte. J'ai déjà esquissé la vie du critique, M. W. Schlegel; j'essaierai plus tard de donner une idée des travaux du philosophe, M. Schelling; je vais parler aujourd'hui du poëte, M. Tieck.

Les nombreux ouvrages de M. Tieck, qui est un des écrivains les plus féconds de ce siècle, doivent à leur caractère plus spécialement national de n'avoir jamais obtenu à l'étranger la

même popularité que les productions de Goethe ou de Schiller; depuis longtemps déjà, même en Allemagne, l'auteur de *Geneviève*, d'*Octavien*, de *Phantasus*, n'exerce plus sur la masse du public cette influence qu'il devait au mouvement d'idées dont sa poésie était l'expression la plus franche, la plus éclatante et en même temps la plus exclusive. Cependant le nom de Tieck est à jamais classé parmi les noms les plus distingués de la plus belle époque de la littérature allemande; son passage dans l'histoire littéraire de son pays a laissé une trace qui ne s'effacera plus, et, malgré l'ingratitude dédaigneuse de quelques coryphées de cette école bruyante qui s'appelle aujourd'hui la *jeune Allemagne*, la postérité ne saurait oublier que, lorsque l'Allemagne se traînait depuis des siècles dans une singerie lourde et impuissante du goût français, Tieck fut un des hommes qui contribuèrent le plus énergiquement à la pousser dans une voie nouvelle, à la doter d'une littérature originale et à lui faire exercer à son tour une part de cette dictature intellectuelle qu'elle avait si longtemps subie.

Le véritable poëte de cette école par laquelle le

moyen âge fut remis en honneur, le véritable représentant de cette impulsion romantique partie de Weimar et d'Iena, qui se propagea d'abord en Angleterre pour passer ensuite en France et faire le tour de l'Europe, ce n'est, à proprement parler, ni Goethe ni Schiller. Le romantisme dans son acception la plus stricte, c'est-à-dire le sentiment et le goût passionnés du moyen âge, n'était qu'une des faces du génie si étendu et si varié de ces deux grands poëtes; ce fut tout le génie de Tieck; c'est lui qui est vraiment le romantisme incarné, le type complet du genre avec ses qualités et ses défauts; c'est lui qui le premier des poëtes modernes, par un mouvement à la fois spontané et réfléchi, se plongea tout entier dans le moyen âge, se pénétra de sa rudesse, de sa foi, de sa simplicité, de sa force, de son ignorance, de sa grâce, et entreprit de remplacer une littérature raffinée et logique jusqu'au pédantisme, ou prosaïque jusqu'à la platitude, par une littérature naïve et pittoresque jusqu'à la puérilité. Cette identification complète de l'esprit de Tieck. avec les idées, les superstitions, les chimères poétiques, les caractères, les mœurs du moyen

âge, forme le côté fort et en même temps le côté faible de son talent.

Le faisceau de traditions historiques et de croyances, le riche développement individuel qu'offre le moyen âge, constituent bien la véritable base sur laquelle la poésie allemande peut se développer avec puissance et originalité. La poésie allemande ne saurait, sans cesser d'être allemande, renier ses origines qui sont toutes dans le moyen âge ; elle n'a point comme la nôtre deux mères : l'antiquité et le moyen âge ; elle ne s'est jamais incarnée dans un ordre social fixe et uniforme ou dans un homme ; elle n'a eu, comme l'a dit Schiller, ni siècle d'Auguste ni siècle de Louis XIV ; elle a grandi libre et sauvage dans les forêts, sur les montagnes, dans les chaumières et dans les châteaux de la vieille Allemagne, et, sous ce rapport, c'est un insigne honneur pour Tieck d'avoir travaillé à ramener à ce point de départ national le génie germanique fourvoyé dans une mauvaise imitation du génie gallo-romain, que nous avons vu dans ces derniers temps se fourvoyer à son tour dans le plagiat germanique. Les peuples différents de race et de culture gagnent à se faire

des emprunts mutuels, ils se ruinent en se copiant servilement. Mais de ce que le moyen âge est une source féconde où l'art allemand, détourné de sa voie naturelle, s'est heureusement retrempé, il ne s'ensuit pas que l'art moderne, même en Allemagne, doive se murer dans le moyen âge, faire perpétuellement de la naïveté systématique et s'inspirer toujours à grand effort de travail des impressions spontanées d'une époque finie.

Pendant plus de trente ans l'Allemagne, avec cette ardeur qu'elle consacre aux questions d'art à défaut d'autre aliment, s'est précipitée dans la voie frayée par Tieck et les autres maîtres du genre, dans la poésie légendaire et chevaleresque. Un volume de ballades et de romances a été le début obligé de tout jeune poëte. Il n'est pas jusqu'à la poésie politique et patriotique née de la grande prise d'armes de 1813, qui ne fût moyen âge jusqu'au bout des ongles. Non contentes d'en appeler à l'épée du feld-marschall *Forwaerts* (1) ou aux canons russes et autrichiens, les *Marseillaises allemandes* de ce temps-là convoquaient contre nous le ban et l'arrière-ban des ombres féodales.

(1) *En avant*, surnom de Blücher.

Tous les grands Césars du Saint-Empire, tous les barons, tous les chevaliers de la vieille Teutonie étaient expressément invités à sortir de leurs tombeaux pour venir, le casque en tête, conduire les *Burschen* modernes à la délivrance de la patrie et à la conquête de la liberté. Lorsque la patrie fut délivrée, tous ces fantômes bardés de fer rentrèrent dans leurs lits de pierre, au fond des vieilles cathédrales; M. de Metternich et la Sainte-Alliance les saluèrent avec respect au passage, ils s'endormirent paisiblement, et l'on s'aperçut que, pour avoir été un secours utile dans la question de l'indépendance, le reliquaire du moyen âge n'était qu'une fantasmagorie impuissante dans la question de la liberté.

Cependant, quelques années encore, la poésie allemande vécut du moyen âge; Uhland, le trouvère de la Souabe, auquel je réserve une place dans cette galerie, car il est peut-être par le talent le premier des Minnesængers modernes dont Tieck est le doyen, Uhland, sorte de Béranger habillé à l'allemande, parvint à maintenir sur l'eau le teutonisme poétique en associant dans ses chants l'éloge du bon vieux temps et l'éloge du

bon vieux droit, *das gute alte Recht*. Cependant l'esprit d'une nation ne pouvant pas toujours tourner dans le même cercle, l'Allemagne a fini par prendre en dégoût la nourriture des traditions et des souvenirs, elle s'est détournée du passé pour se jeter avec une sorte de fureur sur le présent et l'avenir. La passion du moyen âge a eu sa réaction. Autant l'école romantique s'était montrée dédaigneuse pour toute inspiration puisée dans la vie du jour, englobant tout cela sous la dénomination injurieuse de *modernitæt* (*modernité*), qui était pour elle le synonyme de platitude et de sottise, autant la *modernité* s'est réveillée exigeante et dédaigneuse à son tour. Toutes les gloires de l'école sont tombées dans un grand discrédit ; Goethe et Schiller eux-mêmes ont subi de rudes assauts ; le panthéisme poétique de l'un et le libéralisme humanitaire de l'autre ont pu seuls leur faire trouver grâce devant les tapageurs modernes. Quant à Tieck, l'école moyen âge en personne, sa réputation a été considérablement entamée ; on l'a relegué pêle-mêle avec Musæus, Arnim, Lamothe-Fouqué, dans le berceau des petits enfants et dans les poches des vieilles fem-

mes. Le grâcieux poëte en a pris très-philosophiquement son parti. Quand il a vu les esprits forts de la nouvelle génération repousser comme un fatras de niaiseries tous les souvenirs de la vieille Allemagne, il a supprimé une des deux cordes de sa lyre, celle du sentiment et de la naïveté, pour ne plus chanter que sur le ton de l'ironie fine, douce, insoucieuse, et paraphraser joyeusement l'adage connu : Tout est au mieux dans le meilleur des mondes possibles. Et puis enfin, lassé et de la *modernité* et du moyen âge, il a sifflé l'une et l'autre pour passer avec armes et bagages dans le camp des Grecs et des Latins. L'auteur de *Geneviève de Brabant* consacre ses derniers jours à savourer les œuvres dramatiques de Sophocle, d'Aristophane, d'Euripide et de Plaute. Il les fait représenter au naturel à Berlin, et cette idée de Tieck, après avoir charmé les Berlinois, a fait envie à la France qui en essaie à son tour.

Durant ce temps l'école *jeune Allemagne* travaille avec grand bruit à signifier quelque chose sans pouvoir y parvenir. Si on la jugeait par le hautain mépris qu'elle affecte pour le passé, on la croirait appelée à des innovations étonnantes ;

cependant jusqu'ici elle n'a rien inventé, elle est même restée moyen âge en dépit d'elle-même, ou plutôt elle se complaît dans les associations d'idées les plus hétérogènes, elle délaye en strophes rocailleuses un mélange de dissertations philosophiques et politiques, d'inspirations moyen âge et de sentiments *philistins* (1) ; dans le même livre elle chantera l'âme du monde, les droits du genre humain, la haine aux tyrans de la terre, le remplacement du Dieu Christ par le dieu Hegel, les chevaliers de la forêt Noire, le vieux père Rhin, la cathédrale de Cologne, les baisers de la femme fidèle, la promiscuité saint-simonienne, la choucroute, la pipe et la bière.

Si on la jugeait d'après les injures qu'elle adresse de temps en temps aux Français, on serait tenté de la prendre pour une école éminemment nationale. Malheureusement cette prétention à la nationalité s'arrange au mieux du plagiat le plus servile de tout ce qui a chez nous la moindre

(1) Ce mot de *philistin* (*philist*) est un mot peu élégant, mais très-usité dans la critique littéraire d'outre-Rhin ; il s'applique à tout ce qui est vulgaire, trivial ou niais. Le genre *philistin* correspond à ce que nous appellerions le genre *épicier*.

vogue en fait d'idées ou de livres; en même temps qu'elle traduit à force M. Scribe et M. Paul de Kock, M. Dumas et M. Sue, la *jeune Allemagne* s'habille à neuf avec nos passions d'il y a cinquante ans; elle est voltairienne, elle est montagnarde, elle est babouviste, elle veut guillotiner la tyrannie avec la grande épée d'Hermann. C'est ainsi qu'elle se flatte de préparer de l'autre côté du Rhin un drame auprès duquel, dit M. Heine, la révolution française ne sera plus qu'une innocente idylle. « Quand l'heure sonnera, ajoute M. Heine, je vous conseille, Français, de vous tenir tranquilles, et surtout de vous garder d'applaudir; nous pourrions facilement mal interpréter vos intentions et vous renvoyer un peu brutalement, suivant notre manière impolie. » La *jeune Allemagne* est, on le voit, d'humeur farouche, elle ne veut pas même qu'on l'applaudisse; si nous nous avisons de prendre cette liberté, elle nous donnera sur les doigts. Nous avons gâté nos voisins; nous avons si complaisamment exalté nous-mêmes et leurs poëtes et leurs guerriers de 1813, que les Teutons actuels ont complétement oublié l'histoire moderne. Ils ne se souviennent ni

de Fleurus, ni d'Arcole, ni de Marengo, ni d'Austerlitz, ni d'Iéna, ni de Wagram; ils sont parvenus à se persuader que Leipzig n'était pas le duel de six contre un, et que la Russie et l'Angleterre n'ont pas la plus petite part à réclamer des lauriers du grand Schwartzemberg ou du grand Blücher (1).

En attendant que la jeune école d'outre-Rhin nous offre, à défaut du terrible et flamboyant spectacle qu'elle nous promet, quelques œuvres d'une valeur tant soit peu solide, tenons-nous en aux noms consacrés, et parlons un peu d'un des derniers survivants de cette grande école de Goethe et de Schiller, qui, si elle n'a pas rebâti l'Allemagne à neuf, a eu du moins le mérite de l'enrichir de productions originales et justement admirées.

(1) Parlez-moi d'un Teuton comme M. Menzel; celui-là est un *Franzosen-fresser*, un mangeur de Français, pur sang et de la vieille roche; il nous dédaigne, il nous injurie, mais il ne nous pille pas, il ne nous singe pas; il a une horreur profonde pour nos idées et nos livres; il annonce que *des flots de sang couleront dans la belle France, tant que la cathédrale de Strasbourg portera le drapeau français.* — Cela est bouffon surtout de la part d'un homme qui, en sa qualité de membre de la seconde chambre du Wurtemberg, devrait avoir quelque prétention au sérieux. Cela est bouffon, mais au moins cela est logique.

Louis Tieck est né à Berlin, le 31 mai 1773, d'une famille bourgeoise. Il étudia successivement à l'Université de Berlin, à celle de Halle, à celle de Gœttingue, et enfin, pendant quelque temps, à celle d'Erlangen. Sa jeunesse, pas plus que sa vie, ne nous offre aucun incident romanesque bien remarquable, ou du moins elle n'a pas encore été, comme celle de Burger, de Goethe ou de Schiller, l'objet de recherches biographiques très-intimes. Tout ce que nous savons de lui, c'est qu'il reçut de la nature une organisation frêle et impressionnable, et que son premier ouvrage, écrit à vingt ans dans un genre qu'il abandonna bientôt, ne porte pas seulemement l'empreinte du goût dominant, mais semble trahir aussi une âme plus ardente que ne le feraient supposer les productions postérieures de l'écrivain.

Lorsque Tieck débuta dans la carrière littéraire, l'Allemagne avait déjà été délivrée par Lessing, Klopstock, Wieland, Herder, Goethe et Schiller, de toute cette littérature blafarde qui vivait d'un emprunt de troisième main fait à l'antiquité grecque et romaine par l'intermédiaire de la France; mais elle cherchait sa voie à travers

plusieurs directions différentes; les uns s'inspiraient directement de la Grèce, les autres de la vie moderne, ceux-là de Shakspeare et du moyen âge, le plus grand nombre de Rousseau. L'influence de Rousseau a été très-grande en Allemagne dans les dernières années du XVIIIe siècle. Qu'est-ce que Werther, sinon un Saint-Preux germanisé? qu'est-ce que le drame des *Brigands* de Schiller, sinon la mise en scène du fameux discours sur l'inégalité des conditions? A la vérité le génie si multiple de Goethe rayonnait déjà en tout sens. En même temps qu'il écrivait *Werther*, il se tournait vers le moyen âge et trouvait *Gœtz de Berlichingen*; il s'inspirait de l'antique dans *Iphygénie* et éclipsait Voss dans la peinture de la vie commune par son poëme d'*Hermann et Dorothée*. Cependant l'impulsion née de Rousseau fut d'abord l'impulsion dominante. Tout le monde sait quel effet produisirent *Werther* et les *Brigands*; tout le monde sait qu'indépendamment des mille productions modelées sur ces deux ouvrages, il se trouva en Allemagne de jeunes fous dont les uns se firent bandits pour être Karl Moor et dont les autres se tuèrent pour être Werther. Le jeune

Tieck ne se tua pas, mais il écrivit en 1793 *William Lovell*, roman par lettres, plagiat de Werther, avec tous les défauts du genre et quelques-unes de ses qualités, roman que les autres ouvrages de Tieck ont à peu près mis en oubli ; l'auteur était, du reste, si peu *werthérien* par nature, si peu identifié au sujet qu'il avait choisi, qu'il ne veut pas prendre congé de son héros sans se donner le plaisir de lui adresser, à la fin du livre, des vérités fort crues et applicables à tous les caractères du même genre, si souvent reproduits depuis en prose et en vers.

« Tu te prends, écrit à Lovell un des personnages du roman, tu te prends pour un être fort étonnant et fort rare, et tu n'es rien moins que cela ; tu fais profession de mépriser les hommes avec une emphase de langage d'autant plus déplacée dans ta bouche que tu n'as jamais cherché à les connaître, et qu'alors même que tu les connaîtrais, tu serais incapable de les apprécier dans leurs véritables rapports avec toi. Tu t'es donné beaucoup de mouvement pour te changer et tu as cherché à te persuader qu'il s'était accompli en toi de grandes révolutions ; c'est encore là une

pure illusion. Tu es toujours l'homme que tu étais, sans force pour te corriger et capable seulement par lâcheté, vanité ou singerie, de faire et de dire beaucoup de choses qui ne partent pas de ton cœur. Ta philosophie ne fut jamais que de l'égoïsme, et tous tes sentiments se sont bornés à un perpétuel combat avec toi-même. Tu aurais pu être l'homme d'une vie réglée et simple, et tu n'as jamais su faire de toi qu'un fou philosophique et incohérent. »

Un jeune romancier qui peut se désintéresser ainsi de son héros n'est évidemment point destiné par sa nature au genre nerveux, verbeux, philosophique et fatal. Tieck s'en détourna bientôt pour chercher ailleurs une voie plus conforme à ce caractère mélangé de sensibilité naïve et d'ironie fantasque et fine qui se décèle dans l'ensemble de ses autres ouvrages. *Abdallah* et *Pierre Leberecht*, deux livres qui appartiennent à cette même époque d'effervescence philosophique et sentimentale, sont, le premier, un pastiche dans le genre oriental, déjà mis à la mode par Klinger ; le second, un roman rationaliste et satirique d'une valeur médiocre.

C'est en 1797 que, chargé par un libraire de continuer les contes populaires de Musæus, le Perrault allemand du XVIIIe siècle, Tieck trouva la veine qu'il devait exploiter avec succès; il ajouta d'abord aux contes de Musæus trois volumes qui n'en diffèrent que par une forme moins populaire, plus élégante et plus rajeunie. Cependant on y remarqua déjà la manière heureuse avec laquelle il avait dramatisé le conte si connu de *Barbe-Bleue*.

Sa liaison avec un jeune camarade d'école, Wackenroder, fortement épris de la peinture catholique et de la poésie du moyen âge, ne contribua pas peu à le pousser dans cette direction ; au plus fort de sa passion, il publia en 1798, à Berlin, les voyages de *Sternbald* (Sternbalds Wanderungen), ouvrage un peu décousu comme tous ceux de M. Tieck. Sternbald est un jeune élève enthousiaste d'Albert Dürer, qui va visiter l'Italie et dont les voyages servent de prétexte à l'autenr pour peindre la société du XVIe siècle et l'opposer avec son ardeur, ses croyances, son imagination vive, pittoresque et gracieuse, à la société rationaliste et bourgeoise du XVIIIe.

A la même époque, Tieck, attiré peut-être vers l'immortel roman de Cervantès par ce fond de sympathie que l'auteur de *Don Quichotte* laisse entrevoir pour ce qu'il raille avec tant de charme, entreprit de traduire en allemand ce chef d'œuvre; il y réussit merveilleusement et dota son pays d'une traduction supérieure à toutes les autres, et par la fidélité, et par la grâce, et par un sentiment exquis de l'original.

Vers 1799, Tieck vint se fixer à Iéna; il s'y trouva avec les frères Schlegel, avec Novalis, Schelling, Solger; tous ces jeunes esprits d'élite, quoique nés dans le protestantisme, se sentirent saisis du même amour pour le moyen âge catholique et chevaleresque, et résolurent de travailler en commun à propager leurs idées par la critique et par la poésie, en combattant d'une main les doctrines contraires et en édifiant de l'autre des créations conformes au programme adopté. Chacun d'eux procéda toutefois à l'œuvre avec ses goûts et son caractère propre. Les Schlegel étaient plus spécialement critiques; Novalis, que la mort enleva si jeune, s'était constitué le grand-prêtre, le symboliseur de l'école; Schelling cherchait le lien philo-

sophique des sciences naturelles et de la tradition romantique; Tieck était le poëte chargé de dévoiler toutes les merveilles des vieux siècles et de reproduire la double physionomie du moyen âge, sa force grandiose et sa grâce naïve. Les amis de Tieck, surtout les Schlegel, sympathisaient mieux que lui avec le cosmopolitisme de Goethe; quant à lui il repoussait alors tout mélange, tout emprunt fait soit à l'antiquité soit à l'Orient, et cantonné dans le moyen âge il n'en voulait point sortir. Tous s'entendaient du reste parfaitement pour combattre à outrance la *modernité* pédantesque ou grossière. J'ai dit ailleurs quelle guerre acharnée W. Schlegel dirigea contre Kotzebüe; Tieck fit deux parts de son talent créateur : tout ce qu'il avait de gravité il le consacra à l'expression grande et sérieuse du moyen âge; tout ce qu'il avait d'ironie et d'*humour* il le voua à mettre en présence, pour en tirer des contrastes comiques, les naïves et gracieuses chimères des vieux âges, le pédantisme lourd et guindé, les rêveries alambiquées et la prosaïque trivialité de son temps.

De là deux divisions entre les ouvrages si nombreux de cette période la plus brillante de sa car-

rière : ceux où il prend le moyen âge au sérieux et ceux où le moyen âge n'est pour lui qu'un prétexte pour railler les travers et les sottises de son siècle. A la première appartiennent le grand drame de *Geneviève de Brabant*, que l'on considère généralement en Allemagne comme le chef-d'œuvre de Tieck ; le drame beaucoup plus diffus et compliqué d'*Octavien* ; une sorte de Décaméron, sous le titre de *Phantasus*, où se mélangent les deux genres et où le poëte exhume et nous offre, parées de grâce et de fraîcheur, tantôt sous la forme de nouvelles en prose, tantôt en vers, tantôt en mélangeant la prose et les vers, les contes qui charmaient les veillées du château féodal : *les Quatre fils d'Aymon*, l'*Histoire des amours de la belle Maguelonne et du comte Pierre de Provence*, *le Runenberg*, *les Fées*, *la Vie et la mort du petit Chaperon rouge*, un recueil de *Chants lyriques*, choisis dans les *Minnesængers de Souabe* et traduits en allemand moderne, le drame de *Fortunat*, publié en 1815, une collection de poésies lyriques, etc., etc.

A la seconde classe des ouvrages romantiques de Tieck, celle où le poëte prend le masque du

moyen âge pour railler ses contemporains, appartiennent plus spécialement *le Chat botté*, *Zerbino ou Voyage à la recherche du bon goût* et *le Monde renversé*.

Ne pouvant analyser ici en détail toute cette série de productions romantiques, qui ne forment encore qu'une partie des œuvres de Tieck, je prendrai les deux principales, chacune dans un genre différent, et j'en exposerai le plan et la forme, pour donner, autant que possible, au lecteur français qui ne connaîtrait pas l'auteur une idée de ses deux manières.

Tout le monde connaît la touchante histoire de Geneviève de Brabant ; en dégageant cette tradition de l'enveloppe un peu ridicule des complaintes populaires, le poëte allemand y a vu avec raison un des plus beaux sujets qui puissent s'offrir à l'imagination d'un dramaturge, un magnifique canevas sur lequel on pouvait dérouler dans toute sa splendeur cette vie si énergique, si variée, si poétique, des vieux âges. Soit système et parti pris de respecter non-seulement les idées, mais les formes dramatiques du passé, soit impossibilité d'asservir son imagination un peu vaga-

bonde aux exigences théâtrales, même dans un pays où ces exigences sont si peu sévères, l'auteur de *Geneviève* n'a point voulu faire une œuvre de théâtre; il a pris ses coudées franches, et traite la mise en scène à la manière des mystères du XII[e] siècle; il n'y a ni plan ni lien dans la conduite de l'action, ni division d'actes; les personnages paraissent et disparaissent; l'action change de lieu entre chaque scène, le tout avec une grande confusion; bien qu'il ne présente pas tout à fait le même tohu-bohu d'apparitions et de personnages allégoriques qui rend, à notre avis, la lecture d'*Octavien* passablement ennuyeuse, le drame intitulé *la Vie et la mort de sainte Geneviève* nous semble encore beaucoup trop moyen âge sous ce rapport. Ainsi, la scène s'ouvre par l'apparition de saint Boniface, qui entre, avec une épée d'une main et une palme de l'autre, pour remplir le rôle du chœur antique, prévenir le public dans une longue tirade en vers qu'on va avoir l'honneur de représenter devant lui *la vie et la mort de sainte Geneviève qui vivait antérieurement à Charlemagne,* et l'exhorter à se dépouiller de l'enveloppe moderne pour s'identifier avec le su-

jet. Quelques-uns ont dit que ce personnage de Boniface, qui ouvre et ferme le drame, était une invention sublime. Cela nous fait au contraire l'effet d'une naïveté prétentieuse, et cette fausse naïveté, la pire de toutes les prétentions, est malheureusement l'écueil du genre romantique en général et des œuvres de Tieck en particulier. Le drame de *Geneviève* est cependant de tous les ouvrages du poëte celui où il a su le mieux sentir et rendre le moyen âge. Après le hors-d'œuvre de saint Boniface et une scène entre des serfs qui rend assez bien la vie insoucieuse du servage, Tieck nous introduit dans le château de Siegfried, comte palatin de Trèves, qui se prépare à partir pour aller combattre Abdérahme, sous les drapeaux de Charles-Martel, laissant sa femme, Geneviève, sous la garde du jeune écuyer Golo. La scène d'adieu entre Siegfried et Geneviève, le contraste de la douleur plus expansive, quoique résignée, de Geneviève, et de la fermeté calme, simple, affectueusement sévère du guerrier, est rendue d'une manière touchante et vraie et en beaux vers; c'est bien ainsi qu'on se figure la vie domestique au IXe siècle. Le poëte nous conduit en-

suite dans le camp de Charles-Martel, où il nous montre les deux armées en présence, et il transporte alternativement chaque scène du champ de bataille de Poitiers aux tourelles solitaires où Geneviève lutte contre la passion de Golo.

Cette disposition un peu forcée, qui serait impossible au théâtre, remue cependant beaucoup par la puissance simultanée d'un triple contraste. L'esprit chrétien et l'esprit musulman sont personnifiés avec vigueur dans les caractères de Charles-Martel et d'Abdérahme, et des chefs qui les entourent. Il y a là surtout une idée heureuse dont il me semble que M. Tieck, puisqu'il s'était affranchi de toute discipline théâtrale, eût pu tirer un meilleur parti : c'est celle où il met en regard de Geneviève, le type le plus pur et le plus élevé de la femme de l'Occident, la femme de l'Orient, cette impétueuse Zulma, qui suit Abdérahme sur le champ de bataille et se poignarde sur son cadavre.

De Poitiers nous rentrons dans le château de Trèves, où, le soir, le luth en main, Golo erre sous les fenêtres de la pieuse et belle Geneviève, soupirant son amour en strophes harmonieuses,

Le poëte s'est écarté avec raison, pour le personnage de Golo, de la tradition légendaire ; ce n'est point un monstre sauvage et affreux, c'est au contraire un jeune et beau chevalier, un bâtard de grande maison, un Antony féodal dont la naissance est inconnue, que le comte Siegfried aime comme son fils, et qui se trouve plus tard être le fils d'un de ses plus vieux amis; il lutte d'abord contre sa passion, et n'arrive au crime que par une suite de gradations assez habilement ménagées. Geneviève elle-même, quoique chaste et pure, est une jeune femme, épouse d'un vieux guerrier absent, et son cœur n'est pas sans éprouver une légère atteinte qu'on entrevoit à travers le récit timide et doux de ses rêves qu'elle fait à Gertrude; mais aussitôt que la passion de Golo s'est déclarée dans toute sa violence, l'honnête et noble femme du comte palatin se dévoile dans toute sa sévère fierté. On sait le reste de la légende : la haine et l'amour se combattant dans le cœur de Golo, la haine étouffant l'amour, l'odieuse calomnie dirigée par lui contre Geneviève, la crédulité de Siegfried, le désespoir et la fureur du comte si affectueusement calme dans la scène

des adieux, et si impitoyable quand il s'agit de venger l'injure faite à son honneur; l'ordre d'immoler Geneviève et son enfant, les deux assassins désarmés par l'aspect des victimes; la vie de Geneviève au milieu des bois avec son fils, l'innocence reconnue, l'histoire de la biche, le comte retrouvant sa femme et son enfant, la punition de Golo et la mort de Geneviève.

Pour tout cela, Tieck a suivi la tradition de point en point en exploitant toutes les ressources qu'elle offrait à sa muse souple et facile. La vie de Geneviève au milieu d'une forêt sauvage lui a fourni surtout des effets de poésie qu'il excelle à rendre et qu'il puise dans un sentiment profond de la nature allemande. « Les Allemands, dit très-énergiquement Menzel, sont les vrais enfants des forêts. Voilà bientôt deux mille ans que la poésie allemande chevauche sur une blanche haquenée, à travers les bois, parée des fleurs des bois, éveillant l'écho des bois et respirant le parfum des bois. Chez Tieck les forêts nous éblouissent d'abord par les vives couleurs de leur beauté sauvage; nous pénétrons dans leur sein, et bientôt le sentiment de leur profondeur mystérieuse nous en-

vahit; les branches des bois se choquent avec des bruissements étranges, les feux follets brillent dans l'ombre annonçant la présence des esprits. Tieck voit toujours la nature peuplée de ses habitants silencieux, les Elfs, ces esprits des éléments, aussi vieux que l'histoire de notre peuple et qui en sont inséparables. »

Il n'est pas, en effet, un drame, une poésie quelconque ou une nouvelle de Tieck qui ne renferme quelque merveilleuse description des sentiments inspirés par la solitude des grandes forêts. Dans *Geneviève* les descriptions de ce genre abondent; ce ne sont pas seulement les *Elfs*, ce sont les anges, les saints, c'est la mort même qui apparaît dans les bois pour venir chercher Geneviève; tandis que Golo, dévoré par le remords, s'en va errer le soir au clair de lune, s'assied pensif sur la crête des montagnes, ou bien en proie à un délire furieux précipite au fond des ravins les complices qui peuvent trahir son crime.

Il y a dans tout ce drame beaucoup de longueurs, beaucoup de confusion, mais il y a aussi des beautés de premier ordre qui saisissent puissamment le lecteur.

Passons à la comédie fantastique et satirique du *Chat botté*. Le drame est intitulé : *Le Chat botté, conte d'enfant, en trois actes et en prose, avec des intermèdes, un prologue et un épilogue*. La scène se passe simultanément sur le théâtre et au parterre. Au parterre sont réunis des pédants, des niais, des amateurs de drames bourgeois à la manière de Kotzebüe, des illuminés, des abstracteurs de quintessence, un de ces analyseurs intrépides et naïfs dont l'Allemagne abonde, qui tirent une longue conséquence de chacune de leurs impressions, et dont Tieck a si bien personnifié l'espèce dans le digne Bœtticher, qui demande l'acteur comme un furieux, désirant, dit-il, l'adorer un instant et lui *rendre compte de sa propre sublimité ;* enfin des types de tous les ridicules que l'auteur se propose de persiffler. En attendant le lever du rideau, chacun des caractères du parterre explique et commente à sa manière le sens singulier qu'il attribue au titre singulier de la pièce. Celui-ci y voit une allégorie, l'histoire symbolique de quelque infâme scélérat ; celui-là compte sur une pièce féerie, l'autre sur un tableau de famille ; un quatrième est persuadé qu'il s'agit

d'une ruse dramatique au moyen de laquelle l'auteur se propose d'insinuer dans le public certaines idées communicables par certains signes mystérieuses et relatives à quelque fin mystique et relevée; d'autres soupçonnent quelque injure au bon goût et se préparent à le défendre bruyamment; enfin l'honnête Bœtticher, qui représente les admirateurs fanatiques du jeu du célèbre acteur Iffland, que Tieck avait pris en grippe, accourt pour analyser le puissant génie qui doit représenter le *Chat botté.*

Enfin le rideau se lève, et alors commence, au milieu d'un feu croisé d'observations et de réflexions ridicules échangées entre le parterre, les acteurs et l'auteur, la représentation burlesque et au naturel du conte si connu du *Chat botté,* le tout entremêlé d'intermèdes grotesques destinés à satisfaire successivement chacun des types du parterre qui murmurent et qui sifflent. Il va sans dire qu'aucun d'eux n'est satisfait, hormis toutefois Bœtticher, qui a adoré le grand acteur, et Schlosser, le symboliseur, qui demande l'auteur et lui crie : Homme de lumière, n'est-il pas vrai que votre sublime pièce est une théorie mystique

contenant une révélation sur la nature de l'amour? A cela l'auteur répond : Je ne saurais vous dire ; je voulais tout bonnement essayer de vous reporter aux jours lointains de votre enfance, et de vous rendre les sensations que le *Chat botté* vous fit éprouver autrefois, sans attacher à la chose plus d'importance qu'elle n'en a. Cette prétention insolente révolte le parterre, et la toile tombe au milieu d'un déluge de projectiles, de huées et d'injures lancées contre l'auteur.

Tieck n'a pas seulement fait du drame et de la comédie moyen âge, il a écrit une innombrable quantité de nouvelles fantastiques avec les mêmes idées et dans le même sens, tantôt tragique, tantôt rieur, et le plus souvent avec un mélange bizarre d'ironie gracieuse, de fatalisme sombre qui leur donne une saveur toute particulière. Pendant près de quarante ans, chaque année, les *Taschenbüchers* de l'Allemagne se sont enrichis de quelque nouvelle production de l'inépuisable conteur. Analysons-en une pour donner une idée du genre. Un chevalier nommé Egbert le Blond, d'environ quarante ans, est assis à son foyer à côté de sa femme Bertha, à peu près du même âge,

et d'un autre chevalier, nommé Walther, de leurs amis. Il prie sa femme de raconter à l'ami son histoire, qui est fort singulière; la femme est née dans une cabane de bergers; encore enfant, poussée par un besoin d'aventure et pour échapper aux misères du toit paternel, elle s'est enfuie au hasard; elle est entrée dans une vaste forêt. Suit une de ces magnifiques descriptions de forêts sauvages que Tieck a toujours au bout de sa plume; la nuit arrive; l'enfant tremble, se désespère; les aboiements d'un chien se font entendre; une vieille femme paraît avec une béquille et conduit la jeune fille dans sa cabane; dans cette cabane est une cage renfermant un oiseau fantastique, dont la voix est semblable aux accents d'une voix humaine, et qui chante constamment la même strophe mélodieuse sur la *solitude des bois*. Après quatre ans passés dans cette retraite, la jeune fille apprend par la vieille femme, dont elle a conquis l'affection, que l'oiseau merveilleux pond chaque nuit un œuf renfermant un diamant; la vieille femme part pour quelques jours, en recommandant à la jeune fille de veiller fidèlement sur son chien, son oiseau et les œufs. Restée

seule, l'enfant quitte la cabane solitaire, emportant l'oiseau, les œufs, et après avoir attaché le chien pour qu'il ne la suive pas. En entrant ainsi dans la vie, et en y entrant par le chemin du mal, la crainte et le remords se disputent son cœur; elle tremble de rencontrer la vieille femme; elle croit sans cesse entendre les aboiements plaintifs du chien, l'oiseau répète toujours sa complainte mélodieuse, en fixant sur elle un regard obstiné; pour se délivrer du trouble qu'il lui cause, elle le tue. Quelques mots du récit insinuent que plus tard elle a fait subir le même sort à une servante dont elle se défiait, mais le mari l'interrompt en disant que c'est alors qu'il l'a connue et qu'il l'a épousée, elle et ses diamants. L'ami se lève, salue la dame, et lui dit en la quittant, sans être entendu du mari, le nom du petit chien qu'elle n'avait pas prononcé. Après avoir longtemps caché à son mari le trouble que lui a causé cet incident inattendu, la femme d'Egbert se décide à le lui révéler. Egbert, déjà inquiet d'avoir poussé sa femme à mettre un tiers dans la confidence de leur secret commun, sent redoubler ses inquiétudes,

résiste longtemps, et finit un soir par tuer son ami dans un bois ; au retour il trouve sa femme morte. Pour secouer son chagrin et ses remords, il fréquente le monde, éprouve le besoin d'un nouvel ami ; lorsqu'il en a trouvé un, l'idée que cet ami le prendrait en horreur s'il le connaissait, cette idée le torture et l'étouffe ; il veut en avoir le cœur net et confie à Hugo toute son histoire. Le lendemain il se repent de la confidence; chaque mouvement de son ami lui paraît suspect ; il le voit la nuit s'entretenir avec celui qu'il a tué ; enfin, pour échapper à l'horrible tentation de le tuer aussi, il part, traverse plusieurs contrées inconnues, arrive au fond d'une forêt, entend les aboiements d'un chien et bientôt après l'harmonieuse mélodie sur la *solitude des bois ;* enfin une vieille femme s'avance vers lui avec une béquille, en lui disant : Où sont mes diamants, où sont mes bijoux ? Le crime a pris soin de sa punition. Je suis Walther, je suis Hugo, et Bertha était ta sœur. Pourquoi trahit-elle sa bienfaitrice? Son temps d'épreuve allait finir ; elle était fille d'un chevalier qui la fit élever chez un pâtre ; elle était fille de ton père. — Pourquoi

m'en étais-je douté, s'écria Egbert? Pourquoi cette horrible pensée m'a-t-elle toujours obsédée?— Parce qu'aux jours de ton enfance, répondit la vieille, son père en parla une fois devant toi. La mère de Bertha était morte, une autre femme occupait son lit. Ce fut à cause de cette femme que ton père éloigna sa fille. » — Egbert gisait délirant sur le sommet de la montagne, la vieille parlait encore, le chien aboyait, l'oiseau répétait son chant et Egbert expirait. »

Cette esquisse décolorée ne saurait donner qu'une idée très-incomplète du genre de fascination que produisent ces étranges histoires. Les nouvelles de Tieck sont presque toutes brodées sur un canevas analogue; ce sont des excursions fantasques dans le domaine de la féerie, basées par le fonds sur un enchaînement perpétuel du mal au mal et aboutissant irrésistiblement à des catastrophes effroyables.

Tandis qu'il répandait ainsi en tout sens sa verve romantique, Tieck se livrait à une étude approfondie de Shakspeare et du théâtre anglais antérieur à Shakspeare. Cette étude produisit deux volumes précieux sur ce théâtre peu connu,

et quelques années plus tard une sorte de roman historique destinée à peindre le milieu social dans lequel l'auteur de *Macbeth* et *de Romeo* développa son génie; enfin, plus tard encore, Tieck compléta la traduction allemande du grand dramaturge anglais, que son ami Schlegel avait laissée inachevée.

Cependant, à mesure que le goût du moyen âge s'affaiblissait en Allemagne, la verve romantique s'épuisait un peu chez Tieck. Vers 1820, il commença à se livrer au roman historique pur, aux œuvres de critique et au roman intime; en 1826, il publia son roman intitulé *la Révolte dans les Cévennes*; fixé depuis 1829 à Dresde, où le roi de Saxe l'avait appelé et le traitait avec une bienveillance marquée, il se consacra pendant plusieurs années à la critique théâtrale; ses divers essais en ce genre furent réunis et publiés en deux volumes; en 1836, il essaya du genre moderne et bourgeois, jadis tant raillé par lui, et il écrivit dans ce genre un ouvrage assez médiocre, et enfin, sans parler des nouvelles toujours abondantes sous sa plume, en 1840, après quarante-cinq ans de fécondité, le vieux producteur publia

un nouveau roman historique *Victoria Accorambona*, où l'absence de toute fantaisie rendit plus sensibles les défauts de diffusion et d'incohérence qui sont le côté faible de son talent.

A l'époque de son séjour à Dresde, il avait ajouté un nouveau titre de célébrité à tous ceux qu'il possédait déjà. Il n'était bruit en Allemagne que de son merveilleux talent de lecteur. Durant des soirées entières il lisait à ses amis les principaux chefs-d'œuvre dramatiques de l'antiquité et des temps modernes, et ces séances étaient, dit-on, courues comme chez nous jadis les représentations de Talma. Goethe lui-même n'avait pas de plus grande jouissance, quand Tieck le visitait à Weimar, que de le prier de lui lire quelques pages. Enfin, sur ses vieux jours, Tieck n'a pu résister aux séductions du nouveau roi de Prusse, qui travaille sans cesse au détriment de ses *co-Etats*, comme l'on dit en style de Confédération germanique, à réunir autour de lui toutes les sommités de l'Allemagne. Il est venu s'établir à Berlin, où il vit entouré des sympathies de la cour et de la ville et dirige ces représentations des chefs-d'œuvre du théâtre grec dont j'ai

parlé, et qui ont eu un si grand succès. Tieck a été marié jeune encore avec la fille du pasteur Alberti, de Hambourg ; il a eu de ce mariage deux filles, dont l'aînée, qui était une personne remarquable par son savoir et son talent poétique, est morte en 1841. Comme homme privé, l'illustre écrivain est, dit-on, doué des qualités les plus aimables ; il est bon, prévenant, affectueux, spirituel ; sa conversation et son caractère offrent autant d'attrait que son talent.



M. LE DUC DE CAZES.

A. René et Cie

M. LE DUC DECAZES.

[illegible]

Le nom de M. Decazes, si vivement autrefois et profondément engagé dans les luttes ardentes qui signalèrent les premières années de la Restauration, n'appartient plus depuis longtemps à la politique active ; mais ce nom occupe dans l'histoire du règne de Louis XVIII une place trop importante pour ne pas figurer ici.

M. Decazes compte parmi les plus distingués des hommes qui ont dû principalement leur élévation et leur puissance à la faveur des rois. Il ne fut pas seulement le favori, l'ami préféré de Louis XVIII, il fut aussi l'agent actif, l'exécuteur intelligent, souvent même le moteur habile





M. LE DUC DE [illegible]

M. LE DUC DECAZES.

Suum cuique decus posteritas rependit.

Le nom de M. Decazes, si célèbre autrefois, si profondément engagé dans les luttes ardentes qui signalèrent les premières années de la Restauration, n'appartient plus depuis longtemps à la politique active ; mais ce nom occupe dans l'histoire du règne de Louis XVIII une place trop importante pour ne pas figurer ici.

M. Decazes compte parmi les plus distingués des hommes qui ont dû principalement leur élévation et leur puissance à la faveur des rois. Il ne fut pas seulement le familier, l'ami préféré de Louis XVIII, il fut aussi l'agent actif, l'exécuteur intelligent, parfois même le moteur habile d'une politique dont l'esprit général a été définitivement justifié par les événements de Juillet.

L'histoire de la Restauration ne fut, on le sait, qu'un long combat entre deux systèmes diamétralement opposés, dont chacun triompha et suc-

comba tour à tour, jusqu'au moment où le plus faible se perdit par obstination, ineptie, arrogance, aveuglement, et provoqua de la part du pays un de ces arrêts décisifs qui s'appellent une révolution.

Il ne s'agissait pas alors, entre les hommes qui se disputaient le pouvoir, il ne s'agissait pas seulement, comme aujourd'hui, d'une différence de moyens dans l'application d'un système identique au fond dans son principe et dans son but; il ne s'agissait pas seulement comme aujourd'hui de débattre la question de savoir s'il convient de donner à nos institutions constitutionnelles un développement plus rapide, une extension plus démocratique, ou de maintenir le *statu quo*, ou encore d'admettre certains progrès dans une certaine mesure. Sous la Restauration, la question était plus considérable et plus grave. Pour les uns, il s'agissait de tenter avec plus ou moins de circonspection une révolution en sens contraire de celle de 1789, tandis qu'il s'agissait pour les autres de défendre cette révolution dans ses résultats sociaux définitivement acquis, de séparer nettement les intérêts de la dynastie res-

taurée et les intérêts des castes dépossédées, d'associer enfin cette dynastie à la France nouvelle dans un même but, fonder l'ordre constitutionnel sur le dogme de la légitimité et repousser la contre-révolution. J'ai établi ailleurs que, malgré la difficulté de concilier ces deux choses, la légitimité et l'ordre constitutionnel, la conciliation n'eût pas été impossible.

Entre ces deux systèmes qui se produisirent alternativement au pouvoir depuis 1815 jusqu'à 1830, il se glissa à la vérité pendant quelque temps un système mixte qui n'était précisément ni l'un ni l'autre, et qui consistait à maintenir en équilibre deux opinions très-inégales en force, mais également défiantes, également exigeantes, et parfaitement inconciliables. C'est cette politique négative qui fut représentée au pouvoir en 1820, après l'assassinat du duc de Berry, par le deuxième ministère Richelieu, dont j'ai esquissé la courte histoire à l'article consacré à M. Pasquier, et qui ne fut qu'une transition du système Decazes au système Villèle.

On a pu reprocher à M. Decazes d'avoir, dans les derniers mois de sa vie ministérielle, obscurci

et amoindri sa signification politique en essayant de diriger lui-même l'application de ce système de neutralité, en préférant modifier considérablement sa politique plutôt que d'abandonner son portefeuille, en capitulant en un mot avec ses adversaires, capitulation qui ne servit qu'à irriter la fureur de ces derniers, et à rendre plus irrévocable et moins digne la chute de l'homme qu'ils abhorraient.

Quoi qu'il en soit, et malgré cette déviation finale, c'est pour M. Decazes un honneur qui suffit à son illustration historique d'avoir, sous les auspices d'un roi sage dont la volonté et l'intelligence n'avaient pas encore été affaiblis par la maladie, d'avoir travaillé avec énergie et persévérance, au milieu des circonstances les plus difficiles, à maintenir la Restauration dans la seule voie qui pouvait la sauver ; d'avoir dès le début, en 1816, par un coup décisif, l'ordonnance du 5 septembre, forcé la contre-révolution, qui se croyait déjà maîtresse des destinées de la France, à faire un grand pas en arrière ; d'avoir ensuite, pendant trois ans, bravé les attaques les plus violentes et les inimitiés les plus acharnées, pour

l'éloigner du pouvoir et poser les bases du gouvernement représentatif dont nous jouissons aujourd'hui.

Elie Decazes naquit, le 28 septembre 1780, à Saint-Martin-de-Laye, près de Libourne; il est, comme on le voit, un de ces nombreux enfants de la Gascogne dont la Restauration fit la fortune. De tous temps les Gascons ont su tirer bon parti des circonstances. « Ils prennent partout, » disait Henri IV à son jardinier; mais ils réussirent particulièrement sous la Restauration. Ce sont quatre Gascons d'origine qui représentent les quatre principales époques de la Restauration : M. Decazes, la première période du gouvernement constitutionnel; M. de Villèle, la première période du gouvernement contre-révolutionnaire mitigé avec habileté; M. de Martignac, la seconde période du gouvernement constitutionnel, et enfin M. de Polignac, la contre-révolution en personne, jouant sa dernière partie et la perdant avec une suffisance digne de M. de Crac.

L'ordonnance qui accorda, en 1816, à M. Decazes le titre de comte, nous annonce qu'un de ses aïeux avait été anobli par Henri IV; son père

occupait, avant la Révolution, les fonctions de lieutenant au présidial de Libourne; le futur ministre fut élevé au collége de Vendôme jusqu'au moment où cet établissement fut fermé. Ses études se continuèrent ensuite à Libourne, où il débuta avec succès comme avocat. Peu de temps après l'établissement du consulat il vint s'établir à Paris, où il obtint d'abord un modeste emploi au ministère de la justice.

Jeune, beau, spirituel, bien fait, un peu avantageux comme tout gascon doit l'être, il débuta par un mariage très-brillant pour sa position : il épousa, en 1805, la fille du comte Muraire, premier président de la Cour de Cassation, et ne tarda pas à obtenir, comme conséquence de ce premier coup de fortune, une place de juge au tribunal civil de la Seine. Quelque temps après il perdit sa femme ; en 1806, il fut nommé conseiller à la Cour d'appel ; appelé dans la même année à occuper le poste de conseiller de Louis, roi de Hollande, il se fit remarquer par son zèle pour le service de son patron, zèle qu'il poussa, dit-on, jusqu'à lui donner des avis peu conformes aux vues particulières de Napoléon. On sait que le roi

Louis, sommé d'obéir à des injonctions qui lui paraissaient incompatibles avec les intérêts de ses nouveaux sujets, prit le parti de renoncer au trône avec une philosophie qui lui fit honneur. Cependant je lis dans l'ouvrage de M. Bignon que lorsque Louis Bonaparte quitta brusquement son royaume, ce fut M. Decazes qui fut chargé de courir après lui, et il ne paraît pas que sa position à la cour impériale ait souffert de cette démission du roi de Hollande, car à son retour à Paris l'impératrice-mère, Mme Lætitia, l'attacha à son service comme conseil et secrétaire des commandements.

M. Decazes, comme beaucoup d'autres hommes lassés du régime militaire, vit tomber l'Empire sans regret, et accueillit la Restauration avec plaisir, dans la pensée que ce nouveau régime permettrait enfin aux esprits distingués de se produire et de grandir ailleurs que sur les champs de bataille. Aux Cent-Jours, il eut le bon esprit de résister à l'entraînement général et de rester fidèle à ses nouveaux engagements.

Aussitôt après la nouvelle du débarquement, il se mit à tête d'une compagnie de gardes natio-

nales mobiles, et offrit ses services à Louis XVIII. Après la rentrée de Napoléon dans Paris, siégeant à la Cour royale comme conseiller, il s'opposa seul à l'adoption d'une adresse au vainqueur, déclarant qu'il ne voyait en lui qu'un usurpateur; et comme un de ses collègues lui objectait comme titre de légitimité la rapidité de cette marche accomplie sans obstacles de Cannes à Paris, le jeune conseiller répliqua par une phrase qui eut beaucoup de succès dans les salons du faubourg Saint-Germain, et qui, répétée plus tard à Louis XVIII, fut le commencement de sa fortune : « Je n'avais jamais ouï dire, répondit-il, que la légitimité fût le prix de la course. »

Exilé de Paris pour ce mot audacieux, M. Decazes se retira dans sa famille à Libourne, et, aussitôt que le désastre de Waterloo lui eut rouvert les portes de la capitale, il accourut. L'ennemi campait déjà dans nos rues et sur nos places publiques. En attendant le roi, le gouvernement était aux mains d'une commission exécutive provisoire, qui ne tarda pas à se dissoudre d'elle-même; et c'est en quelque sorte de sa propre autorité et sur l'adhésion de Fouché, le grand fai-

seur du moment, que M. Decazes s'adjugea, au nom du roi absent, le poste périlleux et difficile de préfet de police.

On lui a reproché une circulaire adressée alors aux journaux de Paris, et qui peint trop bien la triste situation du pays pour n'être pas reproduite : « Son Excellence le gouverneur de Paris (c'était un général prussien, le baron Müfling, qui s'était arrogé ce titre), Son Excellence, disait cette circulaire, se plaint que les journaux s'occupent toujours des armées alliées. Il demande qu'il soit enjoint aux journalistes de n'en parler ni en bien ni en mal ; il demande en outre que cette injonction soit faite aujourd'hui même. Je m'empresse en conséquence de vous faire connaître les intentions de Son Excellence, et vous recommande de vous y conformer sans réserve. »

C'est fort triste assurément, mais à qui la faute, et comment résister à une injonction de ce genre, appuyée par trois cent mille hommes ? Nous avons imposé pour notre compte bien d'autres circulaires, à Milan, à Vienne, à Berlin ! Et pourquoi ceux qui reprochent si vivement à M. Decazes de ne pas avoir rompu en visière au

Prussien passent-ils sous silence la manière courageuse et digne dont M. Decazes accueillit une autre exigence de ce même Müffling, qui lui parut cette fois absolument inconciliable avec l'honneur français? Le général ennemi n'avait pas craint de faire afficher un ordre du jour autorisant les sentinelles à faire feu sur tout passant qui les braverait, soit du geste, soit même du regard. M. Decazes, indigné, fit publiquement déchirer, et déchira même, je crois, de ses mains, cette affiche insolente; et, comme le Prussien le menaçait, il s'enferma dans l'hôtel de la préfecture, arma tous ses employés, et menaça à son tour de repousser la force par la force. L'ordre du jour fut supprimé. C'est à cette époque calamiteuse que Louis XVIII signifia à Blücher qu'il irait se placer sur le pont d'Iéna s'il donnait suite à son projet de le faire sauter, et c'est par cette communauté d'inspirations généreuses que commencèrent les rapports du jeune préfet et du vieux roi.

Une tâche plus difficile que celle de résister aux exigences de l'ennemi les attendait tous les deux. La Chambre s'assemblait au milieu des cris de vengeance d'une faction enivrée de son triom-

phe. La France épuisée et envahie gardait un morne silence, et tandis que les royalistes de bas étage massacraient impunément des victimes désarmées à Toulouse, à Marseille, à Avignon, à Nimes, à Uzès, les chefs du parti demandaient à grands cris le supplice des *fauteurs de l'attentat du 20 mars* : c'était la phrase consacrée. Fouché, le terroriste Fouché, qui eût été le digne et facile agent de cette terreur fleurdelisée, et qui, à force de faire crier par-dessus les toits qu'il était indispensable au salut de la royauté, s'était introduit, au grand scandale de la France entière, jusque dans les conseils du frère de Louis XVI, dut bientôt abandonner cette position, et M. Decazes, récemment élu député par le département de la Seine, fut appelé à le remplacer dans les fonctions de ministre de la police.

Que les hommes du parti démocratique, oublieux des excès qui ont trop souvent compromis leur cause, reprochent avec amertume au ministère de 1815, et à M. Decazes en particulier, d'avoir fait trop de concessions à la rage des victorieux, de leur avoir abandonné sans résisistance Ney, Labédoyère, Mouton-Duverney, les frères

Faucher, le général Chartrand, de leur avoir accordé l'impunité des assassins du Midi (1), la loi sur les cris séditieux, la loi suspensive de la liberté individuelle, la loi suspensive de la liberté de la presse, les cours prévôtales, de n'avoir pu qu'à grand'peine, et en cédant le bannissement des régicides, restreindre à un petit nombre de personnes les fameuses catégories de proscription présentées par M. de La Bourdonnaye, catégories qui, dans leur vague effrayant, auraient pu, avec un peu de bonne volonté, s'appliquer à un huitième de la nation ; que les hommes du parti démocratique reprochent à M. Decazes d'avoir exagéré la rigueur dans la répression des troubles de Grenoble et de Lyon ; bien que la modération au pouvoir n'ait jamais été jusqu'ici le caractère

(1) Ajoutons toutefois qu'en accordant cette impunité de fait à cause de la difficulté d'arrêter des hommes cachés et protégés par les sommités du parti, M. Decazes sut noblement repousser la proposition d'un député du Midi qui voulait appliquer aux assassins l'amnistie que le ministère demandait pour les vaincus. « L'honneur français, répondit M. Decazes, l'honneur d'une cause aussi belle s'élève contre ces profanateurs du royalisme, contre ces bourreaux enrôlés ; l'honneur joint sa voix indignée à celle de la religion et de l'humanité qui frémissent. »

distinctif de la démocratie, et bien qu'on puisse la combattre avec son argument familier, la nécessité, cependant de tels reproches de sa part se conçoivent et s'expliquent; mais que ce même parti qui a perdu la Restauration, que ce parti implacable autant qu'incapable qui taxait de perfidie la modération et de trahison la justice, qui demandait sans cesse des proscriptions nouvelles et de nouveaux supplices, qui ne trouvait jamais qu'un défaut aux propositions ministérielles, celui de pactiser avec le crime par la mollesse de la répression, qui dénaturait effrontément les événements de Grenoble et de Lyon pour forcer le ministère de se faire l'aveugle agent de ses fureurs; que ce parti, condamné aujourd'hui à l'impuissance, cherche à se débarrasser de la juste impopularité qui pèse sur lui en rejetant sur le ministère de 1815, et spécialement sur M. Decazes, la responsabilité historique de toutes les erreurs que lui-même imposa et de toutes les absurdités plus ou moins sanglantes qu'il chercha vainement à imposer, voilà ce qui fait hausser les épaules de pitié, voilà ce qui étonnerait, si l'on ne savait combien les partis dépossédés aiment à chercher en dehors

d'eux-mêmes la raison de leur ruine. Qui ne se souvient encore des clameurs furieuses élevées contre M. Decazes, lorsque les puissants du jour apprirent que le dévouement d'une femme venait de leur soustraire une des têtes qu'ils avaient mises en réserve, celle de Lavallette? « Vous verrez, dit Louis XVIII à son ministre, qu'on dira que c'est nous qui l'avons fait échapper. » Cela ne manqua pas, et la tribune retentit pendant plusieurs jours de cette accusation.

Qui ne sait que chaque projet ministériel, privant la France d'un droit, fut remanié par la majorité de 1815 dans le sens d'une rigueur plus grande? Persuadée à cette époque qu'elle était trop puissante pour qu'on pût jamais tourner contre elle les lois d'exception qu'elle imposait, cette majorité avait en horreur toute espèce de liberté. C'était le temps où M. de Bonald, dans une brochure fameuse, résumait toutes ses idées sur la liberté de la presse en déclarant : « Que le bon sens voulait que la presse fût beaucoup moins libre que tout autre moyen de nuire... que, tuteurs de l'éternelle minorité des peuples, les gouvernements ne pouvaient laisser à la merci des opinions

particulières l'éducation de leur pupille... que la liberté de la presse, loin d'être un préservatif contre la tyrannie, en était le plus servile instrument... que la raison, source de toutes les lois, voulait une garantie contre les écrits nuisibles, et que cette garantie ne pouvait être qu'une censure préalable ; que les débats sur la liberté de la presse étaient une erreur chez les nations éclairées et un scandale chez un peuple chrétien. »

Deux ans plus tard, ce fut merveille d'entendre ce même M. de Bonald et ses collègues, tombés dans la minorité et irrités de voir leurs journaux soumis aux entraves qu'ils avaient eux-mêmes forgées, ce fut merveille de les entendre crier à la tyrannie et se poser en défenseurs de toutes les libertés; ce fut merveille de voir le célèbre métaphysicien cherchant à esquiver une contradiction si rapprochée et si grossière par la docte démonstration du sophisme suivant : « Les livres étant beaucoup plus nuisibles que les journaux, je demande qu'on maintienne la censure contre les livres ; mais la circulation des journaux étant beaucoup plus rapide, leur bon marché les rendant accessibles à un beaucoup plus grand nom-

bre de lecteurs, il s'ensuit qu'ils sont beaucoup moins dangereux que les livres, et je demande pour eux la liberté. »

Ces contradictions eurent cela de bon qu'elles profitèrent surtout à la liberté. Tant que les hommes qu'on appelait libéraux avaient seuls réclamé cette liberté, « elle était demeurée, dit M. Thiers, suspecte et contestée ; mais bientôt les ennemis de cette liberté en eurent besoin eux-mêmes, et ils l'invoquèrent à leur tour. La liberté parut ainsi bonne à tous, utile à tous ; elle se fonda par la main de ses ennemis autant que par celle de ses amis. »

Mais si elle sortit victorieuse du conflit, ses commencements furent difficiles ; elle grandit et se fortifia au milieu des lois d'exception. On comprendrait difficilement aujourd'hui qu'une majorité parlementaire, après avoir demandé à grands cris et obtenu toutes ces lois, s'irritât comme d'un acte de haute trahison d'une circulaire adressée aux préfets par M. Decazes, à l'effet de régler le mode d'exécution de la loi suspensive de la liberté individuelle.

Cette circulaire ayant été hautement accusée

par la majorité royaliste de tendre à détruire tout l'effet de la mesure, on doit la transcrire ici ; cela suffira pour donner une idée de l'esprit des hommes qui tenaient alors le haut bout.

« Cette mesure extraordinaire, disait le ministre en parlant de la loi, assurera la tranquillité de l'Etat s'il en est fait une sage application ; elle y apporterait le trouble si les magistrats substituaient l'arbitraire à une juste sévérité, s'ils se rendaient les instruments même involontaires des passions particulières et des préventions aveugles. Ce n'est point sur de simples soupçons, sur des dénonciations vagues qu'on peut priver un citoyen de sa liberté.... Le respect que commande la sûreté individuelle vous fait un devoir d'apporter dans cette partie de vos fonctions l'attention la plus scrupuleuse ; le gouvernement, qui ne veut exercer que dans l'intérêt de l'Etat le pouvoir extraordinaire dont il est momentanément revêtu, doit trouver dans l'impartialité des préfets et dans la célérité de leurs rapports la garantie de sa responsabilité, comme tous les sujets de Sa Majesté, comme tous les hommes paisibles doivent

y trouver celle de leur repos et la protection qui leur est due. »

Telle fut pourtant la première cause des défiances et de l'hostilité toujours croissantes du parti royaliste contre M. Decazes.

Le jeune ministre, persuadé que si le gouvernement tombait aux mains des hommes de la majorité, il serait dirigé de manière à semer dans toute la France l'exaspération et la discorde, n'hésita pas à proposer au roi, sur l'esprit duquel il commençait à exercer une grande influence, de dissoudre cette Chambre que le roi, avant de la connaître, avait qualifiée d'*introuvable*, et qui l'était en effet, mais dans un sens peu avantageux à sa gloire.

« Sire, dit le ministre dans un mémoire discuté en conseil, il est nécessaire de dissoudre la Chambre, car elle entrave le gouvernement du roi, elle affaiblit son autorité, elle usurpe son pouvoir; tantôt elle met en péril, tantôt elle attaque ouvertement les actes émanés de sa sagesse profonde, fomente toutes les passions haineuses que Votre Majesté a voulu calmer, perpétue après la victoire la crise des Cent-Jours, retarde jusqu'à un terme

indéfini le jour de l'affranchissement de notre territoire, ce jour qui peut seul faire respirer votre âme royale, votre cœur tout français... » Suit une démonstration claire et détaillée de la nécessité de dissoudre la Chambre sans délai.

A travers la forme de tous ces arguments d'intérêt royal naturellement les plus propres à faire effet sur Louis XVIII et à le tourner vers la mesure désirée, il est facile de discerner l'intérêt éminemment politique et national qui fait agir M. Decazes. L'avis du ministre, fortement appuyé par ses deux collègues les plus influents, M. Lainé et M. de Richelieu, ne souffrit que peu de contradictions de la part des autres membres du conseil.

Tandis que le gouvernement, mettant à profit la clôture de la session de 1816, se préparait, dans le secret, à cette résolution énergique, on apprit tout à coup le mouvement de Didier sur Grenoble. La répression de cette échauffourée forme une des pages les plus sanglantes de la Restauration, et une des plus tristes de la vie de M. Decazes; mais, à coup sûr, ici encore les royalistes sont bien mal venus à récriminer contre lui : tout le monde connaît la funeste influence

du général Donnadieu, qui, pour avoir repoussé quatre cents malheureux paysans qui s'étaient présentés aux portes de Grenoble, ignorant pour le plupart ce qu'ils allaient y faire, ne craignit pas d'envoyer au ministre ce bulletin, unique dans les fastes de l'hyperbole, et qui commence par ces mots :

« Vive le roi ! Monseigneur, les cadavres de ses ennemis couvrent tous les chemins à l'entour de Grenoble (la vérification de ces cadavres fit découvrir qu'ils étaient au nombre de *six*) ; je n'ai que le temps de dire à Votre Excellence que les troupes de Sa Majesté se sont couvertes de gloire... A minuit, les montagnes étaient éclairées par des feux, signal de rébellion dans toute la province... Déjà plus de soixante scélérats se trouvent en notre pouvoir : la Cour prévôtale va en faire une prompte et sévère justice ; on évalue le nombre des brigands qui ont attaqué la ville à *quatre mille* (ils n'étaient pas quatre cents). »

Les deux rapports qui suivirent immédiatement celui-ci donnaient au ministère des détails encore plus effrayants. Toute la province était, disait-on, en feu, et le tout se terminait par la communica-

tion d'un ordre du jour du général Donnadieu, qui devint, depuis, un des héros de l'opposition royaliste ; ordre du jour plus digne d'un chef de sauvages que d'un général français. Il y était dit entre autres choses ceci : « *Les habitants de la maison dans laquelle sera trouvé Didier seront livrés à une commission militaire pour être passés par les armes.* »

Comment s'étonner qu'en présence de semblables rapports le conseil des ministres, tout en s'opposant à l'exécution de l'arrêté barbare indiqué plus haut, ait cru, trompé sur l'importance du mouvement, qu'une grande rigueur était nécessaire, et qu'il ait eu le malheur d'ordonner le supplice de dix-sept malheureux à coup sûr bien dignes de pardon ? Comment se fait-il d'ailleurs que bien des gens s'obstinent à vouloir faire peser sur M. Decazes seul la responsabilité d'une mesure prise en conseil, lorsque c'est lui peut-être qui s'est montré le plus enclin à la clémence ? Pourquoi pousser l'injustice, comme le font quelques biographes, jusqu'à falsifier le titre des dépêches et faire émaner de la Préfecture de police un rejet de demande en grâce qui émanait du ministre de la justice ? La

même méthode se suit toujours à l'égard de M. Decazes, soit qu'on parle de l'affaire de Lyon, où il n'eut d'autre tort que d'envoyer le maréchal Marmont s'exposer à la fureur des royalistes en cassant leurs décisions et en destituant les autorités qui avaient abusé de leur pouvoir, soit qu'on parle du triste verdict d'un jury parisien qui punit en 1816 de la peine de mort un complot avorté et ridicule qui n'avait pas même eu un commencement d'exécution, comme si les excès n'étaient pas la conséquence de ce mouvement d'exaltation royaliste que M. Decazes eut peut-être le tort de ne pas oser braver avec assez d'énergie, mais duquel au moins il refusa toujours de se faire le servile instrument.

Enfin parut l'ordonnance du 5 septembre qui, en dissolvant la Chambre, créait un nouveau système d'élection établi sur le texte de la Charte. Ce fait a donné lieu à un parallèle qui n'est pas soutenable. Vous verrez dans plusieurs ouvrages l'ordonnance du 5 septembre 1816 comparée aux ordonnances de juillet 1830. Ce fut même un des arguments des défenseurs des ministres signataires de ces dernières ordonnances. L'argument ne

peut être admis ; car non-seulement l'ordonnance du 5 septembre ne violait aucun article de la Charte, puisqu'au contraire elle ne faisait qu'appliquer ses dispositions jusque-là restées sans exécution ; mais, de plus, elle ne touchait point à une loi d'élection antérieure, puisqu'il n'en existait aucune, les élections antérieures ayant eu lieu en vertu d'une autre ordonnance, et la loi d'élection adoptée pendant la session dernière par la Chambre des Députés ayant été rejetée par la Chambre des Pairs.

Malgré les efforts du parti que cette ordonnance menaçait, le résultat des élections répondit aux espérances du ministère; dans la nouvelle Chambre réduite, conformément à l'art. 33 de la Charte, au nombre de deux cent cinquante-six membres, l'ancienne majorité n'en comptait que cent. Une majorité modérée fut acquise au ministère, et c'est avec l'appui de cette majorité, représentée par MM. Royer-Collard, de Serres, Pasquier, Siméon, Camille Jordan, que le ministère fit passer tout d'abord cette fameuse loi d'élection de 1817, qui a été en quelque sorte le champ de bataille des partis sous la Restaura-

tion. La loi de 1817, basée sur le principe de l'élection directe et de l'unité de collége, et accordant le droit de suffrage à tout Français âgé de trente ans et qui payait 300 fr. de contributions directes, avait pour but d'asseoir le gouvernement sur une base plus vaste et plus sûre que celle des intérêts aristocratiques, si considérablement réduits depuis la Révolution, de rendre aux classes moyennes cette prépondérance politique définitivement conquise par elles, et qu'on ne pouvait plus tenter de leur ravir sans compromettre de nouveau le sort de la dynastie.

A la vérité, cette loi fit arriver peu à peu dans la Chambre une opposition libérale qui n'y avait point encore figuré, et qui, rendant à ses ennemis invétérés du côté droit violence pour violence, rancune pour rancune, plaça bientôt le ministère entre un double écueil; mais de ces deux écueils, celui de droite était de beaucoup le plus dangereux.

Depuis la révolution de Juillet, les hommes de l'ancienne droite se sont plu, et cela se conçoit, à exagérer les fautes du parti libéral. Suivant eux, ce parti se montra toujours incorrigible et ne cessa de pousser à bout la Restauration. Il est

même des écrivains qui, en déplorant la chute de M. Decazes, ont fait beaucoup trop grande la part de responsabilité du parti libéral ; qu'il y ait eu de 1816 à 1820 des conspirations parmi les enfants-perdus du libéralisme ; que ces conspirations, souvent puériles et toujours avortées, aient emprunté une signification plus grave aux troubles qui agitèrent un moment l'Europe ; que, dans la Chambre même, quelques-uns des hommes qui représentaient le parti libéral, et qui avaient au moins le mérite d'être dans leur rôle, se soient coalisés avec les membres de la droite, en poussant comme eux jusqu'à l'excès les exigences de liberté, cela est incontestable et cela n'a rien d'étonnant.

Mais il suffit de lire le *Moniteur*, il suffit de comparer ce qui se disait alors avec ce qui s'est dit depuis à la tribune, et d'avoir un peu de bonne foi, pour reconnaître qu'à tout prendre jamais opposition ne fut moins exigeante, moins dangereuse, plus prudente, plus respectueuse que l'opposition libérale depuis 1817 jusqu'à la fin de 1819, c'est-à-dire jusqu'au moment où le ministère représenté par M. Decazes, qui avait survécu à ses

différentes modifications, parut vouloir changer la ligne de conduite qu'il avait tenue jusque-là.

Il faut surtout, dans les temps où nous vivons, beaucoup de niaiserie ou beaucoup de mauvaise foi pour traiter de factieuse une opposition qui, dans un grand nombre de circonstances, soutint elle-même le ministère contre les attaques de ses implacables ennemis, et qui, dans la loi du budget, finissait toujours par accorder au cabinet la presque unanimité de ses suffrages; il y a niaiserie ou mauvaise foi à prétendre sérieusement aujourd'hui que l'existence de la Restauration était incompatible avec l'existence d'une opposition dont les membres les plus révolutionnaires, les plus jacobins, s'appelaient Foy, Bignon, Casimir Périer, Benjamin Constant, voire même Manuel. Ces deux derniers n'entrèrent à la Chambre qu'à la fin de 1818, et Dieu sait quelles clameurs, quelles prédictions sinistres leur élection excita dans les rangs du côté droit! Ce fut même là ce qui détermina M. de Richelieu à se séparer de M. Decazes et à demander le changement de la loi électorale. A la vérité il entra dans la Chambre, en même temps que Benjamin Constant et

Manuel, un homme auquel peut s'appliquer jusqu'à un certain point le titre d'ennemi de la dynastie : je veux parler de Lafayette ; mais il fallait que le gouvernement eût en lui-même bien peu de confiance pour se juger compromis par la seule apparition de Lafayette à la tribune. Tout le monde sait d'ailleurs que l'honorable député de la gauche attendit la chute du ministère Decazes pour se mettre sur le pied d'une complète hostilité ; tout le monde sait de plus que, même alors, chacun des membres de son parti, tout en professant beaucoup de respect pour l'illustre général, répudia toujours la solidarité de ses actes et de ses discours.

En somme, si le parti libéral entrava quelquefois la marche du ministère Decazes, c'est bien plus souvent encore avec son appui que ce ministère parvint à faire de très-bonnes choses, malgré l'opposition acharnée et systématique des hommes qui ne pardonnèrent jamais l'ordonnance du 5 septembre.

Ne pouvant détailler ici tous les actes auxquels M. Decazes prit une part si honorable pour lui depuis 1817 jusqu'en 1819, je me contenterai

d'indiquer les principaux. C'est par lui que furent abolies, en 1818, les lois d'exception imposées en 1815 par les royalistes, ensuite combattues par eux quand ils eurent perdu la prépondérance, et jusque-là jugées indispensables au gouvernement. C'est sous le ministère Richelieu-Decazes que fut obtenue, deux ans avant l'époque fixée par les puissances, la libération du territoire et des charges que faisait peser sur nous cette humiliante garnison de cent cinquante mille étrangers. On sait que, dans son acharnement, la fraction la plus violente du côté droit ne craignit pas d'invoquer, dans des notes secrètes adressées aux souverains étrangers, le maintien des baïonnettes ennemies, à titre de garantie contre la révolution. C'est sous le ministère Decazes que la France fut dotée d'une des meilleures lois qui aient régi la presse, celle de 1819, qui consacrait pour la première fois la juridiction du jury pour ce genre de délits; c'est sous lui que furent abolis le vieux droit d'aubaine et la traite des noirs; c'est par lui que fut donnée une bonne loi de recrutement; c'est lui qui, tout en repoussant le rappel en masse des bannis de 1815, demandé par le

parti libéral, s'empressa, avec une louable modération, de rappeler en détail les hommes les moins compremis. C'est sous l'influence heureuse de M. Decazes, devenu ministre de l'intérieur et dont la faveur croissante auprès du roi faisait en réalité le chef du ministère, que l'industrie, le commerce, l'instruction publique et les arts, si longtemps comprimés par les nécessités de la guerre, prirent un développement rapide. C'est M. Decazes qui eut l'heureuse idée de rétablir une mesure décrétée par Napoléon et ensuite annulée par lui, l'exposition quinquennale des produits de l'industrie française, qui fut inaugurée avec pompe en 1819 dans les vastes salles du Louvre. C'est enfin M. Decazes qui travailla le premier avec autant d'activité que de zèle à rattacher aux Bourbons toutes les forces vives de la France. S'il n'est ni le plus éloquent, ni le plus habile, ni le plus considérable des ministres de la Restauration, il est peut-être celui de tous qui comprit le mieux l'esprit de notre époque, esprit de liberté, d'égalité, de travail agricole, industriel et commercial, esprit bourgeois et peu chevaleresque si l'on veut, mais trop fort et trop général pour que

toute mesure de gouvernement destinée à le troubler, à l'irriter, à le choquer, ne soit pas entourée de dangers et frappée d'impuissance.

Du reste, M. Decazes était et est encore lui-même possédé au plus haut degré des goûts de son temps; il était et il est encore grand agriculteur et grand industriel; faire des plantations, introduire de nouveaux procédés agricoles, améliorer les races d'animaux, défricher des landes, tenter dans les plus vastes proportions l'exploitation des mines et la fabrication du fer, tels furent les loisirs de M. Decazes aussitôt qu'il fut rendu à la vie privée, et telles sont encore aujourd'hui les pensées qui l'occupent dans son canonicat politique de grand-référendaire de la Chambre des Pairs.

Ayant déjà parlé souvent dans le cours de cet ouvrage des causes de sa retraite, je n'y reviendrai que succinctement. Le ministère né de l'ordonnance du 5 septembre ayant été dissous par suite de la retraite de M. de Richelieu et de ceux de ses amis qui voulaient le changement de la loi électorale, M. Decazes le reconstitua sous la présidence du général Dessoles; et lorsqu'une pro-

position directe, partie de la Chambre des Pairs, vint le mettre en demeure de modifier cette lo d'élection, il n'hésita pas à qualifier la proposition de *funeste* et à la repousser de toutes ses forces, appuyé sur la majorité de la Chambre des Députés. Il alla même jusqu'à faire la première de ces opérations qu'on a depuis appelé *fournées*, en nommant d'un coup soixante pairs pour briser la majorité qui lui était hostile dans cette Chambre.

Quelques mois s'étaient à peine écoulés, et le ministère se dissolvait de nouveau sur cette question électorale; mais cette fois M. Decazes passait dans les rangs de ses adversaires, et restait au ministère dans l'espoir de diriger lui-même l'application de l'opinion qui triomphait enfin dans l'esprit du roi, savoir : la nécessité d'un changement de la loi d'élection dans un sens plus aristocratique.

On connait le fait qui fut la principale cause de ce revirement d'opinion; on sait avec quel acharnement le parti royaliste exploita l'élection de l'abbé Grégoire par le département de l'Isère, élection qu'il avait lui-même décidée en donnant quatre-vingt de ses voix à ce candidat que

repoussait le ministère, et cela afin de pouvoir présenter l'élection de M. Grégoire au roi comme la preuve flagrante d'une vaste conspiration du parti libéral, et de la nécessité absolue, pressante de changer la loi électorale.

Obsédé du matin au soir par sa famille et ceux qui l'approchaient de plus près, fatigué par l'âge et la maladie, Louis XVIII crut à l'imminence du danger, et effrayé par la fermentation que produisaient parmi les partisans de la loi les attaques acharnées dirigées contre elle, il crut qu'il était urgent d'incliner à droite; trois membres du cabinet, MM. Dessoles, Gouvion-Saint-Cyr et Louis, refusèrent de s'associer à ce mouvement, et M. Decazes, qui quelques mois auparavant s'était montré le plus ferme soutien de la loi électorale, soit qu'il eût changé d'opinion, soit qu'il voulût au prix même de son opinion obtenir la présidence nominale du conseil dont il avait déjà la présidence réelle, soit qu'il crût devoir faire au désir extrême qu'avait le roi de le conserver le sacrifice de sa conviction, soit enfin qu'il espérât contenir le parti royaliste et le satisfaire en lui accordant seulement quelques modifications de détail dans la loi, en

place du changement complet qu'il exigeait, M. Decazes refusa de suivre ses collègues et accepta la tâche de composer et de présider le nouveau ministère.

Il était à peine formé lorsqu'éclata la nouvelle de l'assassinat du duc de Berry. Le lendemain un député royaliste, M. Clausel de Coussergues, exalté jusqu'à la folie, monte à la tribune, et demande à développer, contre M. Decazes, une proposition d'*accusation de complicité dans l'assassinat du prince.* Des murmures universels d'indignation étouffent sa voix et l'obligent à descendre de la tribune. Le jour suivant il reparaît et persiste. C'est alors que M. de Saint-Aulaire, dont M. Decazes venait tout récemment d'épouser la fille, se lève et répond : « Puisque M. Clausel de Coussergues persiste dans une accusation qui n'est qu'un monument de sa démence, je me bornerai à demander que la réponse que j'y fais soit consignée au procès-verbal. Cette réponse ne sera pas longue ; je lui dirai seulement : « Vous êtes un calomniateur. »

Cette apostrophe bien méritée mit fin à cet incident, triste témoignage des haines que M. De-

cazes avait soulevées contre lui; mais si ces haines n'osèrent aller jusqu'à s'associer ouvertement à l'accusation de M. de Coussergues, elles ne craignirent pas de l'adopter dans le sens figuré, et les journaux royalistes eurent pour mot d'ordre de prouver que Louvel était un produit naturel du système de M. Decazes. Il y eut émeute au château; le comte d'Artois déclara à son frère qu'il quitterait la cour avec sa famille, si M. Decazes restait au ministère. Le vieux roi, vivement sollicité par M. Decazes lui-même, consentit enfin à se séparer de son ministre favori. Durant cinq années de relations il avait conçu pour lui une affection qui ne cessait de s'accroître; il l'aimait comme un père aime son fils; il l'appelait mon enfant; c'était sa création; il se plaisait à se persuader qu'il l'avait formé lui-même aux affaires. Souple et spirituel, M. Decazes s'était plié habilement à tous les goûts de son maître; il avait appris par cœur Horace, le poëte de prédilection; il savait écouter avec un facile plaisir les anecdotes joyeuses, parfois même un peu graveleuses, les longs récits par lesquels l'auteur de la Charte se délassait des soucis de la royauté,

et désennuyer à son tour le monarque en lui racontant lestement, entre deux affaires, quelque intrigue de cour ou de salons.

Forcé de sacrifier aux exigences de la politique cette intimité qui charmait sa vieillesse, Louis XVIII voulut au moins se dédommager du sacrifice en comblant M. Decazes de biens et d'honneurs ; il lui donna, avec une grande fortune, le titre de duc, la dignité de pair, le grand-cordon de l'ordre du Saint-Esprit, et le poste éminent d'ambassadeur à Londres.

Ici finit, à proprement parler, la vie politique de M. Decazes. L'avénement du ministère Villèle lui enleva bientôt son ambassade. Il revint s'asseoir sur les bancs de la Chambre des Pairs ; il prêta son appui à l'opposition par quelques discours remarquables, notamment dans la discussion de la loi Peyronnet sur la presse et de la loi sur les substitutions ; mais il ne reconquit jamais, comme chef de parti, la position éminente qu'il avait due à la faveur de Louis XVIII.

Après la révolution de Juillet, la nouvelle monarchie n'eut pas de peine à le rallier à des vues de gouvernement qui avaient toujours été les

siennes. Après l'avoir servie de son influence et de son zèle dans ses luttes contre le parti républicain, il en fut récompensé par sa nomination à la place de grand-référendaire de la Chambre des Pairs, et depuis cette époque il ne joue plus sur la scène politique qu'un rôle secondaire. L'aîné de ses fils, qui suit la carrière diplomatique, porte le titre de duc de Glücksberg, conféré par le roi de Danemark à M. Decazes à la suite de son second mariage avec Mlle de Saint-Aulaire, petite-fille, par sa mère, du dernier prince régnant de la maison de Nassau-Saarbrück.



M. DE NESSELRODE.

A. René et Cie



A. René et C[ie]

M. DE NESSELRODE.

Ayant enfin pénétré le secret de l'autocratie, il devint comme un dieu terrestre aux yeux des Russes, qui commencèrent dès lors à étonner tous les autres peuples par une aveugle soumission à la volonté de leur souverain.

Histoire de l'empire russe, par Karamsin, t. VI, p. 433.

Au commencement du dernier siècle, en mai 1717, on vit paraître en France, à la brillante cour du régent, un voyageur duquel on racontait des choses étranges; on disait que ce voyageur, venu des extrémités de l'Europe, était un chef de Barbares, qui, élevé lui-même dans la barbarie, avait pris dans son génie la résolution d'en sortir, de donner à son pays tous les avantages matériels de la civilisation et de transformer des peuplades sauvages, qui ne comptaient pas encore dans la balance des États modernes, en une nation compacte et redoutable.

On disait que, pour accomplir cette gigantesque

entreprise, il s'était fait tour à tour simple soldat, matelot, charpentier, mécanicien, médecin, ingénieur, qu'il avait parcouru en observateur l'Allemagne, la Hollande, l'Angleterre, dérobant à chaque peuple les secrets de sa force et les faisant ensuite entrer à coups de hache dans le dur cerveau de ses sujets; que, suppléant ainsi au lent travail des siècles par l'action d'une des plus impérieuses volontés qui aient jamais animé une tête humaine, portant dans sa mission de civilisateur l'opiniâtre férocité d'un Barbare, domptant par la terreur et étouffant dans le sang toutes les résistances, concentrant dans ses mains tous les pouvoirs, changeant violemment les mœurs, les habitudes, les costumes, l'organisation militaire, civile, religieuse et politique de son pays, il avait en vingt-huit ans de règne détruit de fond en comble et rebâti tout un royaume.

Tout Paris voulut voir ce fameux tzar de Moscovie, que ses victoires sur Charles XII, ses guerres avec le Turc, ses exploits, ses cruautés et sa politique empreinte d'une grandeur farouche, avaient déjà fait le personnage le plus extraordinaire de son siècle.

« C'était, dit Saint-Simon, un fort grand homme, très-bien fait, assez maigre, le visage assez de forme ronde, un grand front, de beaux sourcils, le nez assez court, sans rien de trop, gros par le bout, les lèvres assez grosses, le teint rougeâtre et brun, de beaux yeux noirs, grands, vifs, perçants, bien fendus; le regard majestueux et gracieux quand il y prenait garde, sinon sévère et farouche, avec un tic qui ne revenait pas souvent, mais qui lui démontait les yeux et toute la physionomie, et qui donnait de la frayeur. Cela durait un moment avec un regard égaré et terrible, et se remettait tout aussitôt. Tout son air marquait son esprit, sa réflexion, sa grandeur et ne manquait pas d'une certaine grâce. Il ne portait qu'un col de toile, une perruque ronde, brune, sans poudre, qui ne touchait pas ses épaules, un habit brun, juste au corps, uni, à boutons d'or, veste, culotte, bas; point de gants ni de manchettes; l'étoile de son ordre sur son habit et le cordon par-dessous; son habit souvent déboutonné tout à fait, son chapeau sur une table et jamais sur sa tête, même dehors. Dans cette simplicité, quelque mal voituré et accompagné qu'il pût être, on ne s'y pouvait méprendre à l'air de grandeur qui lui était naturel.

« Ce monarque se fit remarquer par son extrême curiosité, toujours tendante à ses vues de gouvernement, de commerce, d'instruction, de police, et cette curiosité atteignit à tout et ne dédaigna rien, dont les moindres traits avaient une utilité suivie, marquée, savante, qui n'estima que ce qui méritait de l'être, en qui brilla l'intelligence, la justesse, la vive appréhension de son esprit. Tout

montrait en lui la vaste étendue de ses lumières et quelque chose de continuellement conséquent...... Il n'était cependant pas exempt d'une forte empreinte de cette ancienne barbarie de son pays, qui rendait toutes ses manières promptes, même précipitées, ses volontés incertaines, sans vouloir être contraint ni contredit sur pas une. Sa table souvent peu décente, beaucoup moins ce qui la suivait, souvent aussi avec un découvert d'audace et d'un roi partout chez soi, ce qu'il se proposait de voir et de faire toujours dans l'entière indépendance des moyens qu'il fallait forcer à son plaisir et à son mot... Ce qu'il buvait et mangeait en deux repas réglés est inconcevable, sans compter ce qu'il avalait de bière, de limonade et d'autres sortes de boissons entre les repas; une bouteille ou deux de bière, autant et quelquefois davantage de vin, des vins de liqueur après; à la fin du repas des eaux-de-vie préparées, chopine et quelquefois pinte. C'était à peu près l'ordinaire de chaque repas; quand la mesure n'était pas plus forte il n'y paraissait point. »

Tel était ce Pierre-le-Grand qui portait le vin et l'eau-de-vie avec la même vigueur que la hache dont il se servait pour abattre lui-même les têtes des strelitz rebelles, usurpant ainsi jusqu'à l'office du bourreau.

Il venait à Paris pour s'instruire et en même temps pour proposer une alliance qui fut repoussée, soit par attachement à la politique anglaise,

soit parce que la puissance qu'il venait de fonder ne paraissait pas encore suffisamment affermie et suffisamment influente en Europe. Il était réservé au cabinet anglais d'introduire le premier les Russes dans les débats de la politique européenne. Éconduit, le tzar, après avoir, si l'on en croit Saint-Simon, prophétisé que la France périrait par le luxe[1], retourna dans son pays continuer son œuvre, et sept ans après il mourut, laissant à ses successeurs, comme une immuable consigne, l'idée fixe qui l'avait dirigé.

Emprunter à la civilisation toutes ses forces matérielles en repoussant toutes ses idées, entretenir avec soin la barbarie intellectuelle et morale au sein des masses disciplinées, enrégimentées, administrées à l'européenne, mais dressées à l'obéissance passive la plus absolue ; faire du clergé un servile instrument du pouvoir politique, annuler l'aristocratie par un mélange d'intimidation et de corruption, lui permettre tous les vices de l'Europe à la condition qu'elle n'aura aucune de ses vertus et qu'elle sera la tête docile et dépravée, mais habile, insinuante, cauteleuse, d'un corps grossier et vigoureux, ne laisser comme élément

de vie morale à une nation ainsi constituée qu'une seule idée, celle de l'extension indéfinie de la puissance russe sur la terre et sur les mers par la force et par la ruse, par la diplomatie et par les armes, et faire reposer cette idée sur l'autorité illimitée d'un seul homme passé à l'état de Dieu visible, que l'on peut bien étrangler ou empoisonner quelquefois, mais qui renaît toujours le même, levant seul la tête au milieu d'une multitude prosternée et orgueilleuse du joug honteux qui pèse sur elle, car on lui montre sans cesse dans l'avenir la domination du monde comme le résultat et la récompense de sa servitude.

Tel est le système du gouvernement légué par Pierre-le-Grand à ses descendants; ils l'ont fidèlement suivi, et le succès en a jusqu'ici couronné l'audace; car un siècle ne s'était pas encore écoulé, depuis le jour où le créateur de la puissance russe organisait en corps de nation seize millions de Barbares, et déjà cette nation inconnue avait dévoré la Pologne, morcelé le Danemark et la Suède, envahi la Turquie, la Perse et les Indes, inondé de ses armées l'Italie et l'Allemagne et conduit l'Europe entière à l'as-

saut de la France. L'arrière petit-fils du voyageur que les dames de la cour du régent venaient contempler comme une bête curieuse campait dans Paris à la tête de trois cent mille hommes et présidait chez nous à l'installation d'un gouvernement dont ce protectorat fatal a amené la ruine. Son successeur règne actuellement sur soixante millions de sujets, et si la puissance d'un monarque se pouvait de nos jours mesurer par l'étendue de ses Etats, l'autocrate serait l'épouvantail des peuples libres, car il possède à lui seul la huitième partie du globe habitable; d'une main il touche à la Chine, de l'autre il pèse sur l'Allemagne, et sa position non moins que ses traditions lui font une loi de chercher sans cesse à s'agrandir encore.

En se tenant constamment en garde contre cet esprit envahisseur, l'Europe et particulièrement la France ne doivent pas s'en effrayer outre mesure, et se laisser prendre aux terribles tableaux qu'on leur fait, par ordre ou par fantaisie, de la puissance offensive de l'empire russe; sans parler ici de la lenteur et de la difficulté des mouvements, de la pénurie d'argent, principal nerf de la guerre,

de la faiblesse maritime, de l'absence de vitalité individuelle, industrielle et commerciale, qui paralysent l'action de cette énorme machine, son côté faible est dans son énormité même. Le jour où la lumière pénétrera dans cette masse opaque, et elle y pénétrera nécessairement, déjà même elle commence à s'y infiltrer par le moyen d'une classe intermédiaire dont on entrevoit le germe; ce jour-là, la masse composée de parties plutôt juxtaposées que fondues se dissoudra, et l'on verra disparaître devant la vérité le sophisme qui sert de base à ce gouvernement. Les multitudes finiront par se lasser d'être perpétuellement immolées dans leur bien-être matériel et moral, dans leur dignité sociale et individuelle, à cet immense, à cet insatiable appétit de pouvoir qui se transmet de despote en despote en grossissant toujours, et finit dans son avidité croissante par dévorer jusqu'au voile grossier d'intérêt social qui le masquait.

Quiconque ne se laisse pas éblouir par la fausse grandeur comprendra que, dans un système de gouvernement ainsi perpétué d'un tzar à l'autre, où tout se réduit à mettre plus ou moins habile-

ment à profit les circonstances pour élargir des frontières et joindre des populations à des populations déjà perdues dans un espace immense; que, dans un système où toutes les améliorations réelles, tous les véritables progrès sociaux sont sacrifiés à cette ardeur d'extension matérielle; que, dans un système de gouvernement où la volonté d'un souverain ne trouve jamais à l'intérieur d'autre obstacle que l'espace et le temps, souvent même peut violenter l'un et l'autre en crevant des hommes comme l'on crève des chevaux; que, dans un système de gouvernement où les gouvernants, au lieu d'opérer sur un milieu animé, résistant, qu'il faut remuer par la conviction autant que par la force, opèrent sur un milieu inerte et passif, sur un bétail humain, qui va où on le pousse; quiconque, dis-je, ne se laisse pas éblouir par la fausse grandeur, comprendra que, dans un tel système de gouvernement, il se trouve peu de vrais grands hommes et surtout peu de grands ministres; car c'est une justice à rendre aux héritiers de Pierre Ier, le véritable héros de sa race, que pour la plupart ils ont été relativement des hommes fort distingués; c'est pour eux

une nécessité absolue d'être à la hauteur de leur position : il n'y va rien moins que de la vie ; on sait ce que les Russes font des tzars faibles, étourdis ou imbéciles.

Quant aux ministres, ce sont les agents plus ou moins intelligents d'une volonté plus ou moins impérieuse, agents tenus de plaire avant tout, qui peuvent bien, quand ils possèdent le maximum de franchise et de fermeté que comporte le régime russe, essayer humblement quelques représentations à l'effet d'amoindrir le mal, mais qui ne l'empêchent jamais, et qui, brisés du jour au lendemain, disparaissent sans laisser trace de leur passage. En Russie, la disgrâce retrouve à peine des parents ; à plus forte raison ne retrouve-t-elle plus ni défenseurs, ni admirateurs, ni amis.

Le comte de Nesselrode, vice-chancelier de l'empire de Russie et ministre des affaires étrangères, ne figure donc pas ici comme étant un plus grand ministre que le comte Cancrin ou le comte Kisseleff, par exemple (ces derniers passent même pour lui être supérieurs en capacité), ou que plusieurs des aides de camp ou chambellans porteurs de dépêches, en possession de la faveur impériale.

Si nous l'avons choisi de préférence pour sujet ou plutôt pour prétexte de cet article, c'est d'abord parce qu'il est le doyen d'âge des ministres russes, ensuite parce qu'il a su se maintenir sous deux règnes, ce qui dénote déjà en Russie une passable habileté, et enfin parce qu'il a pris aux grandes affaires diplomatiques de ce siècle une part assez importante pour nous fournir l'occasion de tracer, en parlant de lui, une rapide esquisse de la politque russe depuis la paix de Tilsitt jusqu'à nos jours.

Charles-Robert de Nesselrode appartient à une famille noble d'origine saxonne ; il naquit vers 1780, en Portugal, à Lisbonne, où son père, qui était entré au service de Catherine II, occupait les fonctions de ministre plénipotentiaire de la cour de Russie.

Après avoir débuté dans la carrière des armes, le jeune Nesselrode passa bientôt dans celle de la diplomatie. Il avait vingt-deux ans lorsque le crédit de son père lui obtint d'être attaché à l'ambassade russe à Berlin. C'était en 1802, dans l'année qui suivit l'assassinat de Paul Ier et l'avénement d'Alexandre. On sait que l'empereur Paul,

après avoir été un des ennemis les plus acharnés de la France, gagné par un procédé amical du premier consul, qui lui avait renvoyé spontanément, après les avoir fait armer et habiller à ses frais, une troupe de prisonniers russes, avait passé tout à coup, avec la mobilité de sa tête fantasque, d'une extrême aversion à une sympathie très-vive. Adoptant d'enthousiasme les principes de neutralité maritime défendus par Bonaparte contre les exigences de l'Angleterre, qui ne voulut jamais reconnaître de neutres, il pousse la Suède, le Danemarck et la Prusse à s'unir avec lui pour repousser les prétentions anglaises; un traité de confédération est signé entre les quatre puissances du Nord, un embargo général est mis sur les vaisseaux anglais, et l'Angleterre, pressée d'un côté par le premier consul et de l'autre par cette confédération, va se trouver forcée à la paix, lorsque l'assassinat du tzar vient remettre tout en question.

On a voulu, en vertu de la maxime juridique *is fecit cui prodest*, voir dans cet événement l'action de l'Angleterre; d'autres ont préféré l'attribuer à l'incompatibilité absolue des idées de

Paul Ier et des vues de l'aristocratie russe, et ils sont partis de là pour disserter sur l'énergie du principe aristocratique en Russie.

Sans nier que la rupture avec l'Angleterre ne blessât quelques-uns des intérêts matériels de l'aristocratie russe, sans contester non plus l'influence de cette sorte de solidarité qui unissait les aristocraties de l'Europe contre Napoléon, nous n'attribuerons pas à l'aristocratie russe une puissance d'initiative que sa position servile et son insignifiance politique ne comportent pas. Paul Ier fut assassiné tout simplement parce que, dans ses bizarreries sauvages, il poussait l'autocratie jusqu'à cette limite où elle rencontre pour tempérament naturel l'assassinat. Ceux qui le tuèrent étaient ses ennemis personnels beaucoup plus que les adversaires de sa politique, et sa mort était résolue bien avant le jour où il s'était réconcilié avec la France. Du reste, cette mort n'amena point tout d'abord un changement de politique, car Alexandre conclut bientôt avec le premier consul un traité dans lequel, par une convention sécrète, les chefs des deux Etats se promettent de régler ensemble les affaires d'Alle-

magne et d'Italie, de rétablir un juste équilibre dans les différentes parties du monde, et d'*assurer la liberté des mers.*

Réduite enfin à ses seules ressources, l'Angleterre se décide non point à la paix, qui n'est pas dans ses vues, mais à une trêve qui lui permettra de se reposer, et aussitôt qu'elle a repris des forces elle revient au combat plus acharnée que jamais.

Alors, sous ses instigations incessantes, commence, entre les deux grandes puissances continentales placées aux deux extrémités de l'Europe, un débat sur la question de savoir à qui dominera dans la zone intermédiaire, c'est-à-dire en Allemagne. Dans ce débat, l'Autriche et la Prusse sont entraînées par les événements vers l'une ou l'autre des deux parties. Enfin, deux fois résolue par la victoire, la question semble définitivement tranchée en faveur de la France. A Tilsitt, la Russie renonce à la domination de l'Occident; elle permet à Napoléon de constituer sous son patronage le grand-duché de Varsovie, de diminuer la Prusse de moitié, de tenir l'Autriche dans son vasselage par le traité de Presbourg, de former la Confédération du Rhin, de découper l'Allema-

gne à sa guise, de maîtriser la Suisse, de régner en Italie, de s'emparer de l'Espagne : la Russie se résigne à tout cela ; elle renonce à ses projets sur l'Europe centrale, et ne demande en échange qu'à joindre la Finlande à ses Etats, et à rester libre dans son mouvement d'extension vers l'Asie et l'Orient ; elle garde la Moldavie et la Valachie, elle empiète sur la Perse, s'empare des bouches du Danube, et, pressant sans cesse l'application de vagues paroles échangées à Tilsitt et à Erfurth, elle demande à Napoléon de couper le monde en deux et de lui adjuger Constantinople. Plusieurs écrivains ont regretté que, dans la position formidable qu'il occupait alors, et avec les brillantes compensations qu'on lui offrait encore, Napoléon n'ait pas accédé aux désirs de la Russie ; il portait ainsi, disent-ils, le coup de mort à l'Angleterre, et il était assez fort pour subir sans danger un tel accroissement de la puissance russe. Sans vouloir ici discuter cette question, dont les termes sont du reste bien changés aujourd'hui, contentons-nous de rappeler que Napoléon refusa toujours de se prêter aux vues d'Alexandre, considérant les compensations qu'on lui offrait, la

possession de la Morée, par exemple, ou de l'Egypte, comme plus embarrassantes qu'utiles, et ajoutant que, sous le point de vue militaire, l'empire turc était un marais qui empêchait la Russie de le déborder par sa droite.

Cependant, il faut le dire, la Russie souffrait de plus en plus par suite de l'exécution rigoureuse du blocus continental, qui était une des conditions essentielles du traité de Tilsitt et l'idée fixe de Napoléon, comme la seule mesure propre à réduire l'Angleterre. Pour compenser un tel sacrifice, ajouté à tous les sacrifices d'influence que la Russie lui faisait, il eût fallu accorder des avantages que Napoléon n'accordait pas. Bientôt Alexandre, poussé par les clameurs des propriétaires russes, qui ne trouvent plus à échanger leurs chanvres, leur bois, leur goudron, contre les denrées coloniales que leur apportait l'Angleterre, se voit forcé d'éluder l'exécution du traité, en laissant arriver les cargaisons anglaises sous le pavillon américain; de son côté, Napoléon s'empare du duché d'Oldenbourg; la froideur commence à remplacer les protestations d'éternelle amitié; les récriminations s'échangent, et l'Angleterre attise le

feu en excitant les passions et les intérêts de l'aristocratie russe.

Toutefois n'exagérons pas encore ici ce dernier élément des déterminations d'Alexandre; ne disons point que l'aristocratie russe avait décidé la guerre à mort, et faisait craindre à l'empereur le sort de son père s'il résistait. Cette dernière et terrible lutte qui perdit Napoléon fut décidée par des causes bien moins profondes et bien moins générales qu'on ne le dit. Avant de s'attaquer, les deux souverains hésitèrent longtemps; ni l'un ni l'autre ne voulait la guerre, et c'est en se rapprochant de plus en plus, en mettant en présence leurs forces respectives, dans l'espoir de se rendre réciproquement plus traitables, que les deux colosses finirent par se choquer.

Tandis que l'orage se préparait, M. de Nesselrode, après avoir traversé les grades inférieurs de la diplomatie à Berlin, à Stuttgard, à La Haye, appelé au poste éminent de conseiller d'ambassade à Paris, commençait à fixer sur lui l'attention de l'empereur Alexandre. Agent actif et habile des volontés de son maître, il

travailla d'abord de bonne foi et avec zèle à prévenir une rupture. Alexandre ne voulait point la guerre, ou du moins il la voulait le plus tard possible. Aux prises avec la Turquie, inquiet du côté de la Suède, à laquelle il venait d'enlever la Finlande, il redoutait avec raison de joindre à ces deux embarras la nécessité de faire face à l'Europe entière conduite par un homme tel que Napoléon. A la vérité, il pouvait compter sur les subsides de l'Angleterre, l'éternelle ennemie de l'empire français; mais, même avec ce secours, la perspective était peu rassurante.

Cependant les rapports naguère si intimes avec Napoléon se refroidissaient de plus en plus. Chacun d'eux récriminait et armait de son côté ; bientôt un double traité avec la Turquie et la Suède vient débarrasser le tzar d'une partie de ses craintes. Placé entre la nécessité de subir les entraves commerciales que lui impose le traité de Tilsitt ou d'en appeler aux armes, Alexandre semble résigné à ce dernier parti. M. de Nesselrode, qui représentait à Paris une pensée de conciliation, est rappelé, et l'ambassadeur prince Kurakin reste seul chargé de traîner les

négociations en longueur jusqu'à ce que [la Russie soit prête. Plusieurs fois cependant, soit hésitation, soit feinte, Alexandre promet de renvoyer à Paris M. de Nesselrode pour terminer les différends. Napoléon désire et réclame vivement cette mesure ; au moment de se rendre à Dresde, il s'en explique avec le colonel Czermsoheff, un des aides de camp d'Alexandre.

« Tout ceci, dit-il, prend une tournure bien sérieuse, et cependant j'apprends que Nesselrode ne viendra pas. C'est un malheur : son arrivée ici aurait pu mettre fin à des querelles qui s'enveniment chaque jour davantage. Il faut qu'une négociation ait lieu, et je crois qu'il est encore temps de s'expliquer. »

Malheureusement chacun des deux souverains se retranche derrière sa dignité. Alexandre déclare que dans l'état des choses il n'enverra plus M. de Nesselrode à Paris, parce *que ce serait faire des avances ;* Napoléon réplique qu'il rassemble son armée sur l'Oder et la Vistule, *afin qu'on ne puisse pas dire que c'est par faiblesse qu'il négocie* (1) ; et voilà pourquoi huit cent mille hommes vont s'égorger.

(1) Voir Bignon, t. X, p. 430.

On sait les événements de la campagne de Russie ; la diplomatie ne joua là qu'un rôle très-secondaire. Une fois engagé dans la lutte, Alexandre, connaissant bien les ressources que lui offrait l'espace et le climat contre une guerre d'invasion, refusa constamment de traiter après chacune de ses défaites; bientôt on vit la Russie, récompensée de sa persévérance par le puissant secours des frimas, sortir victorieuse de ses déserts en repoussant devant elle les débris de nos armées, et retourner contre Napoléon la croisade européenne que ce dernier venait de diriger contre elle. Un an plus tard l'empereur disait au sénat : « Toute l'Europe marchait avec nous, il y a un an; toute l'Europe marche aujourd'hui contre nous. » Ce grand revirement ne fut pas un des moindres scandales d'une époque si brillante quant aux faits, mais si terne, si confuse quant aux questions de droit et de moralité.

Dirigé par Alexandre, que Napoléon appelait un *Grec du Bas-Empire,* M. de Nesselrode tissa habilement les fils de la grande intrigue diplomatique de 1813, où l'on vit l'Empereur, inhabile au rôle si nouveau pour lui de vaincu, encourir la

disgrâce entière de la fortune pour n'avoir pas voulu se résigner à un de ses caprices.

La veille des inutiles conférences de Prague, lorsque l'Autriche hésitait encore à venir porter dans la balance le poids décisif de son épée, lorsqu'elle redoutait avec raison de transporter de la France à la Russie l'empire du monde, Napoléon, persuadé à tort qu'on fait toujours illusion sur sa faiblesse en parlant très-haut, ne sut opposer aux cajoleries insinuantes de la Russie à l'égard de l'Autriche, qu'un langage impérieux et amer envers cette puissance qu'il eût du gagner à tout prix.

Repoussé sur le Rhin il se vit offrir encore une planche de salut; mais ici tout nous autorise à penser que cette démarche pacifique des alliés ne fut qu'une perfidie dont le but était de compromettre Napoléon vis-à-vis de la France, afin de venir plus facilement à bout de l'un et de l'autre. M. Thiers éclaircira sans doute ce guet-apens diplomatique de Francfort; en attendant, vu la part que M. de Nesselrode y a prise, nous devons l'exposer succinctement ici.

Le 9 novembre 1813, au moment où l'Europe,

campée l'arme au bras sur les bords du Rhin, hésite à venir affronter à son tour les dangers d'une guerre d'invasion en France, M. de Metternich fait appeler un diplomate français, M. de Saint-Aignan, à Francfort, et là, dans un entretien confidentiel auquel assistent pour la Russie M. de Nesselrode et lord Aberdeen pour l'Angleterre, les trois ministres, se portant forts pour M. de Hardenberg, représentant de la Prusse, proposent au nom de l'Europe à Napoléon les bases d'une pacification générale que M. de Saint-Aignan écrit sous leur dictée, et dont le principal article est celui-ci : « Les souverains coalisés sont unanimement d'accord sur la puissance et la prépondérance que la France doit conserver dans son intégrité et en se renfermant dans *ses limites naturelles, qui sont le Rhin, les Alpes et les Pyrénées.* » Au même moment le prince régent d'Angleterre ouvrant le Parlement déclarait « qu'il n'était ni dans l'intention de l'Angleterre ni dans celle des puissances alliées de demander à la France aucun sacrifice incompatible avec son honneur et ses justes droits, » et quelques jours plus tard les souverains eux-mêmes, s'adressant

à la France, lui promettaient à la face du monde « *une étendue de territoire qu'elle n'avait jamais connue sous ses rois*, parceque, disaient-ils, une nation valeureuse ne déchoit (1) pas pour avoir à son tour éprouvé des revers dans une lutte opiniâtre et sanglante, où elle a combattu avec son audace accoutumée. »

La France eut le malheur de croire à cet engagement solennel des ministres et des rois alliés. Fatiguée de vaincre depuis vingt ans, elle crut que Napoléon s'obstinait à refuser une paix honorable. Au lieu de se lever en masse, elle mollit dans sa résistance ; le corps législatif crut devoir sortir de son long et respectueux silence pour pérorer sur la liberté individuelle en présence des Cosaques, et de toutes parts on fit un crime à l'empereur de ne pas accepter ce qu'on ne voulait pas lui accorder.

Car cette déclaration de Francfort n'était qu'un piége tendu à la bonne foi de la France et

(1) C'était en effet déchoir pour la France que de ne pas obtenir plus qu'elle n'avait vingt ans auparavant, lorsque chacune des puissances alliées conservait tout ce qu'elle avait acquis depuis cette époque, et obtenait encore de nouveaux avantages.

destiné à faciliter l'invasion. On peut bien reprocher à Napoléon de n'avoir pas mis assez de rapidité dans son acquiescement; mais comment ne pas se défier d'une proposition dont la suite a bien prouvé la perfidie, lorsque ceux qui la font refusent de suspendre les hostilités, laissant ainsi la paix définitive à la merci des chances de la guerre ? Et cependant Napoléon, après avoir vainement demandé cette condition toute naturelle, envoie M. de Caulaincourt aux alliés pour déclarer qu'il accepte positivement tout ce qu'on lui propose. On le retient douze jours aux avant-postes, et au bout de douze jours M. de Metternich se décide à lui écrire qu'avant d'entrer en négociations il faut consulter l'Angleterre, c'est-à-dire que lord Aberdeen, qui avait eu des pouvoirs pour proposer des bases, n'en avait point pour négocier; c'est-à-dire que les alliés foulaient aux pieds leurs proclamations ; c'est-à-dire que l'Angleterre, informée des divisions qui malheureusement commençaient déjà à se manifester en France , avait résolu d'en profiter pour nous enlever la Belgique et nous réduire à nos limites de 92. M. de Nesselrode

et M. de Metternich s'empressèrent d'appuyer cette grande tromperie; la paix qu'ils avaient proposée sur les bords du Rhin, ils ne songèrent plus qu'à venir la dicter au cœur de la France; l'invasion fut décidée, et lorsqu'à Châtillon M. de Caulaincourt eut la simplicité de s'en référer aux engagements solennels pris à Francfort, on lui répliqua qu'il s'écartait de la question et qu'il n'avait autre chose à faire qu'à accepter humblement ce qu'on voulait bien lui laisser. Napoléon préféra tomber du trône plutôt que de subir la dure loi des vainqueurs; je l'en ai blâmé ailleurs, j'ai peut-être eu tort; car, en étudiant avec plus d'attention les pièces de ce procès, je crois qu'à Châtillon, sous l'influence anglaise, les alliés avaient déjà résolu sa perte, et que leur projet de traité n'était qu'une dérision. Du reste, ils devaient, un an plus tard, en nous imposant le traité bien autrement humiliant et dur du 20 novembre 1815, nous prouver clairement qu'ils savaient à leur tour comme Napoléon abuser de la victoire; avec cette différence qu'au moins Napoléon procédait avec la franchise du soldat, et que, déterminé à faire payer cher aux vaincus les frais de la guerre,

il eût rougi de chercher à amortir par des promesses menteuses la résistance de ses ennemis.

Après l'entrée des alliés à Paris, M. de Nesselrode, en sa qualité de ministre favori d'Alexandre, fut naturellement assailli et gagné, dit-on, à grands frais par les partisans des Bourbons; il appuya de toutes ses forces auprès de son maître la combinaison qui les replaçait sur le trône, et le comte Pozzo di Borgo, autre agent russe, écrivit sous sa dictée la déclaration qui excluait de toute négociation Napoléon et les membres de sa famille.

Lorsqu'il fut question de reconstituer l'Europe au congrès de Vienne, M. de Nesselrode, toujours sous la direction d'Alexandre, débattit de son mieux les intérêts russes, et ils furent assez bien réglés pour que M. de Pradt ait pu résumer le résultat obtenu par cette phrase déjà citée, qui, avec beaucoup d'exagération, n'est pas sans une certaine apparence de vérité : « La guerre de l'indépendance de l'Europe contre la France a fini par l'asservissement de l'Europe à la Russie. Ce n'était pas la peine de tant se fatiguer. » Au retour de Napoléon, M. de Nesselrode fut un des signataires de la fameuse déclaration qui le

mettait au ban de l'Europe, et à laquelle donna force de loi la funeste inaction de Grouchy à Waterloo. Lorsqu'enfin l'Europe eut mis la main sur l'homme qui la faisait trembler, M. de Nesselrode fut récompensé de ses services en obtenant d'Alexandre, en 1816, la direction des affaires étrangères, qu'il partagea d'abord avec le futur président de la Grèce, le comte Capo-d'Istrias. Alexandre flottait alors entre de vagues tendances libérales et des goûts innés et traditionnels d'autocratie qui se disputaient son esprit; tandis que Capo-d'Istrias entretenait la faible étincelle de libéralisme, dans l'espoir de la mettre à profit en faveur des Grecs, M. de Nesselrode, jugeant que le moment n'était pas encore venu de jouer au libéralisme pour démolir encore une portion de l'empire ottoman, s'appuyait sur M. de Metternich et poussait doucement Alexandre à se faire le grand directeur de la police européenne, dont l'illustre ministre autrichien s'était constitué le grand-prévôt.

Les soulèvements qui éclatèrent alors dans diverses parties de l'Europe en effrayant le tzar donnèrent gain de cause à M. de Nesselrode: M. Ca-

po-d'Istrias fut éloigné des affaires, les Grecs furent repoussés à titre de révolutionnaires, l'empereur et son ministre ne s'occupèrent plus qu'à formuler dans divers congrès, à Aix-la-Chapelle, à Troppau, à Laybach, à Vérone, des maximes d'obéissance absolue à l'usage des peuples, maximes que les gouvernements d'Autriche et de France se chargèrent d'inculquer avec des baïonnettes à l'Italie et à l'Espagne.

Après la mort d'Alexandre, M. de Nesselrode sut, avec la souplesse de l'aristocratie russe, se plier aux exigences du nouveau caractère qui paraissait sur le trône impérial. Actif et ambitieux, ne voyant rien à faire en Europe pour le moment et désireux de donner un aliment à des passions militaires dont il venait tout récemment encore d'éprouver la puissance, en même temps qu'il en bravait l'audace avec une incontestable intrépidité, le nouveau souverain, après avoir confirmé M. de Nesselrode dans son poste et lui avoir conféré une riche dotation, lui déclara qu'il fallait se tourner vers l'Orient et trouver des raisons d'Etat pour envahir et morceler la Perse, des raisons d'Etat pour justifier et appuyer les Grecs jusque-là ana-

thématisés, et, enfin, des raisons d'Etat pour attaquer les Turcs. — M. de Nesselrode trouva et développa avec sa facilité naturelle toutes ces raisons d'Etat ; mais ici M. de Metternich fit la sourde oreille. Les arguments libéraux en faveur des Grecs le touchaient très-médiocrement et il y répondait avec des arguments de *statu-quo* européen qui lui sont beaucoup plus familiers. L'Angleterre se montra moins rétive ; la France, avec cet esprit généreux qui perce toujours malgré les tendances quelquefois contraires de ses divers gouvernements, se fit une joie de concourir à la délivrance des Grecs, et au fond, quoi qu'en aient dit M. de Metternich et lord Wellington, la victoire de Navarin fut un événement utile et heureux, qui ne profitera pas aux Russes si l'Europe civilisée sait un jour s'entendre, comme nous l'espérons, sur ses véritables intérêts.

Quoi qu'il en soit, le cabinet de Pétersbourg n'eut rien de plus pressé que d'exploiter l'événement ; après avoir trouvé des raisons d'Etat pour délivrer les Grecs, il en trouva de nouvelles pour attaquer les Turcs. C'est ici que les cabinets européens, moins toutefois le cabinet autrichien, man-

quèrent de fermeté et de prévoyance ; la Prusse applaudit, l'Angleterre laissa faire, le cabinet français complétement russe applaudit des deux mains ; M. de Metternich résista avec une ténacité qui lui fit honneur ; peu s'en fallut que, sous l'influence des dépêches irritées et irritantes de M. Pozzo de Borgo, une rupture n'éclatât entre les deux cabinets. Vainement la Russie protestait de son désintéressement et déclarait ne vouloir que venger son honneur des insultes de Mahmoud ; le rusé ministre autrichien savait à quoi s'en tenir ; il connaissait une certaine dépêche de M. de Nesselrode à M. de Ribeaupierre, ambassadeur russe à Constantinople, dépêche qui, écrite dans la prévision d'une révolte intérieure que la Russie fomentait avec ardeur, contenait ces paroles fort claires :

« Il est de toute nécessité qu'une telle révolution ne nous prenne pas au dépourvu ; et vous aurez bien mérité de votre souverain et de votre patrie si vous nous faites connaître les signes précurseurs de cette catastrophe assez à temps pour que l'empereur puisse préparer ses mesures et exercer une influence analogue à la dignité et aux besoins de la Russie *sur les combinaisons politiques qui remplaceraient l'empire du Croissant.* »

Le traité imposé aux Turcs à Andrinople, le 14 septembre 1829, fut un nouvel anneau ajouté à cette chaîne dont la Russie enlace et serre depuis un siècle l'empire ottoman. Cependant ce traité, bien qu'il établit d'une manière définitive la prépondérance de la Russie à Constantinople comme influence, fut empreint d'une certaine modération relative, et c'est surtout, on doit le dire, à la résistance acharnée de M. de Metternich qu'il dut ce caractère. Le cabinet Wellington et Peel, absorbé alors par la question irlandaise, semblait neutre dans une question qui l'intéressait pourtant plus qu'aucun autre; quant au cabinet français, il était entièrement dévoué à la Russie et se tenait prêt à donner Constantinople en échange d'une compensation sur le Rhin.

Au moment où Nicolas attendait avec impatience que quelque commotion nouvelle ébranlât l'empire ottoman et lui permît de profiter du bon vouloir du cabinet français, Paris devenait tout à coup le théâtre d'une révolution qui, repoussant l'identité de principes, base de l'union des deux gouvernements, et s'appuyant sur l'alliance anglaise, déroutait toute sa politique. Cette nouvelle

inattendue impressionna, dit-on, Nicolas jusqu'à la fureur; il voulait tout mettre à feu et à sang, ne parlait plus que de marcher sur Paris au pas accéléré ; il renforça son armement et ordonna à la Pologne de se tenir prête. C'est alors que, suivant l'heureuse expression de Lafayette, l'avant-garde se retourna contre le corps principal, c'est-à-dire que la Pologne entreprit de secouer le joug russe.

Avant que cet important résultat se fût produit, et dans sa prévision même, M. de Nesselrode, beaucoup moins impétueux que son maître, et par sa position, et par son caractère, et par son âge, avait déjà quelque peu calmé son ardeur belliqueuse, en lui représentant humblement qu'il avait fallu vingt ans à l'Europe entière pour venir à bout de Napoléon, qu'elle n'avait pu le vaincre que par ses fautes mêmes qui lui avaient permis de le séparer de la France; qu'il ne s'agissait plus d'une coalition, car M. de Metternich, toujours prudent, ne se prêterait point aux coups de tête, et loin d'avoir, comme jadis, à sa disposition les subsides de l'Angleterre, la Russie aurait l'Angleterre contre elle; qu'enfin il ne s'a-

gissait plus d'une guerre à une nation fatiguée par vingt ans de victoire, mais d'une guerre de la Russie seule ou à peu près contre une nation rajeunie, renouvelée, enflammée, qui serait capable, si elle permettait aux Russes d'arriver jusqu'à elle, de prendre la liberté grande de les jeter dans le Rhin ; qu'ainsi donc, au lieu d'exciter par des provocations téméraires l'exaltation d'un peuple que son nouveau gouvernement avait déjà bien assez de peine à contenir, il serait beaucoup plus prudent de la part de Sa Majesté de se tenir tranquille et de se préparer à faire face aux difficultés plus pressantes qui pouvaient d'un moment à l'autre surgir dans l'intérieur même de l'empire.

C'est à ces sages avis que la France dut, dit-on, l'honneur insigne que lui fit le tzar de recevoir un envoyé du nouveau roi des Français et de répondre par un message dédaigneux et sec, quoique poli, à la lettre de notification, peut-être un peu trop expansive, que Louis-Philippe lui adressa sur son avénement au trône.

Ce sont encore les mêmes conseils qui contribuèrent sans doute à ce que Nicolas laissât chasser par les Belges la maison d'Orange, dont l'hé-

ritier présomptif était son beau-frère, et bientôt l'insurrection polonaise vint prouver que M. de Nesselrode avait raisonné juste. Nous avons assez souvent discuté la question de savoir si la France en 1830 pouvait seule sauver la Pologne pour n'avoir pas besoin d'y revenir ici. Le monde entier sait avec quelle barbarie le tzar abusa et abuse encore de sa victoire; elle lui avait à la vérité coûté fort cher; mais il eût été à la fois d'un grand cœur et d'une sage politique de traiter la Pologne avec les égards dus au courage malheureux. Cet étalage de rigueurs n'a servi qu'à faire ressortir davantage un fait important dont le tzar voudrait en vain anéantir dans le sang jusqu'au dernier souvenir : c'est qu'un simple fragment de la Pologne, c'est qu'un royaume réduit à quatre millions d'âmes, et n'ayant jamais eu plus de cinquante mille soldats sous les armes, a pu, pendant neuf mois, tenir en échec toutes les forces de cet empire qui se pose en épouvantail et faire trembler de crainte, autant que de rage, l'homme qui se croit appelé à réaliser une portion de la boutade prétendue prophétique du captif de Sainte-Hélène.

Cependant il fallut en venir à se prêter aux

changements introduits par la révolution de Juillet dans la politique européenne; l'orgueil du tzar dut condescendre jusqu'à envoyer un représentant à la conférence de Londres qui légalisait le détrônement de son beau-frère, et permettait que la France assurât ce résultat avec ses baïonnettes. Il fallut enfin se rapprocher du cabinet autrichien en exploitant la peur des révolutions qui le caractérise essentiellement, et pour cela ajourner de nouveau tout projet sur l'Orient. L'aversion de l'Autriche pour le pacha d'Egypte, autre révolutionnaire, permit néanmoins au cabinet de Pétersbourg de profiter des embarras de l'empire ottoman pour venir camper sous les murs de Constantinople, et remporter, à défaut des clefs de la ville, le traité d'Unkiar-Skelessi, qui, jusqu'à un certain point, en tenait lieu, et contre lequel protestèrent vainement les cabinets de France et d'Angleterre. C'est pour arriver à l'abolition de ce traité qui l'inquiétait également que M. de Metternich a vivement appuyé la dernière ruse diplomatique de M. de Nesselrode. On comprend que je veux parler du traité du 15 juillet, qui, en satisfaisant l'Autriche parce

qu'il plaçait l'empire ottoman sous le patronage commun de l'Europe, a fait la joie du cabinet russe parce qu'il a brisé cette alliance anglo-française qui paralysait depuis dix ans toutes ses opérations.

Le vieux ministre russe travailla à ce résultat avec tant de zèle et d'acharnement qu'après le succès sa santé en a été, dit-on, longtemps altérée, et, bien qu'il se repose aujourd'hui sur ce dernier triomphe, il n'en conserve pas moins toujours la confiance de l'empereur, qui lui a conservé son titre de premier ministre et daigne le consulter sur les affaires importantes.

GALERIE DES CONTEMPORAINS ILLUTRES



M. DUPUYTREN.

A. René et Cie



A. René et C[ie]

M. DUPUYTREN.

> Il n'est plus celui qui, pendant plus de vingt ans, porta d'une main si ferme le sceptre de la chirurgie française.
>
> *Discours de M. Bouillaud sur la tombe de Dupuytren.*

Pierre-Buffière est un petit bourg situé à quatre lieues de Limoges, qui ressemble à la plupart des bourgs du Limousin, c'est-à-dire qu'il est pauvre, boueux, mal bâti, encombré de quadrupèdes et de volatiles, chiens, cochons, oies, canards, poules, qui errent librement sur la voie publique et mêlent leurs chants harmonieux aux cris perçants d'une troupe d'enfants vêtus comme des lazzaroni, mais beaucoup plus joyeux que des princes.

Au siècle dernier, cette physionomie d'un bourg limousin était encore bien plus accentuée qu'aujourd'hui, car la civilisation commence à pénétrer même dans ces parages. Les masures recouvertes en chaume disparaissent peu à peu devant elle, au

moins dans les bourgs ; représentée par M. le maire et MM. du conseil municipal, la civilisation lutte assez vaillamment contre les tas de fumier, les cloaques et les immondices ; elle travaille à élargir, à aligner, à assainir des rues tortueuses, étroites et fangeuses. Si elle n'a pu parvenir encore à reléguer dans les basses cours les sangliers domestiques, ces compagnons favoris du Limousin, elle force du moins les propriétaires de ces charmants animaux à les suivre la gaule en main sur la voie publique, où ils viennent chercher leur pâture, ce qui donne au bourg l'aspect d'une bergerie digne du pinceau de Florian. La civilisation commence à paver au moins la principale rue ; à la vérité, c'est souvent un pavé de cailloux pointus qui déchirent les pieds, mais enfin c'est du pavé ; il n'est pas jusqu'au paysan limousin qu'elle n'ait corrompu au point de faire naître en lui le besoin artificiel d'une paire de souliers pour le dimanche, et d'un immense parapluie de trois francs en cotonnade bleue, sous lequel il aime à poser avec un air de sensualité dont s'indignent sans doute les ombres de ses ancêtres, vieux Romains auxquels les souliers et le parapluie n'étaient pas

moins inconnus que la langue française. Enfin, il faut espérer que, si la civilisation continue à marcher du même pas, il ne se trouvera bientôt plus dans le département de la Haute-Vienne un seul chef-lieu de sous-préfecture où l'on ne puisse s'aventurer le soir dans les rues sans lanterne.

Quoi qu'il en soit, à l'époque où commence cette histoire, dans la fameuse année 1789, le bourg de Pierre-Buffière offrait en couleur locale dans le genre irlandais tout ce qu'un amateur peut désirer; un joyeux bataillon d'enfants déguenillés, en sabots ou pieds nus, disputaient bruyamment la possession de la place publique aux quadrupèdes et volatiles énumérés plus haut, lorsqu'on entendit tout à coup résonner dans le lointain des fanfares de trompettes et retentir des piétinements de chevaux. A ces sons inaccoutumés, le bourg entier fut en émoi, tandis que toutes les fenêtres se garnissaient de têtes coiffées de bonnets plats à longues barbes, de larges chapeaux, ou de bonnets de coton, les enfants qui jouaient sur la place se précipitèrent en poussant de joyeuses clameurs du côté de la grande route, et bientôt l'on vit s'approcher le plus grand événement qui pût agiter

Pierre-Buffière : c'était un régiment de cavalerie qui venait de Toulouse et se rendait à Paris.

En jetant un regard distrait sur tous ces enfants qui se pressaient autour des chevaux, les uns criant comme des aiglons affamés, les autres contemplant le défilé avec une admiration silencieuse, un capitaine, nommé Keffer, remarqua un garçon de douze ans, grand, vigoureux, bien tourné, dont la figure était si belle et la physionomie si animée, si expressive, que, profitant d'une halte du régiment, il descendit de son cheval, s'avança vers lui et lui adressa quelques questions; l'enfant y répondit avec autant d'esprit que d'assurance. La conversation s'engagea, et l'officier, de plus en plus charmé, finit par proposer à son jeune et rustique interlocuteur de l'emmener avec lui à Paris. Guillaume, c'était le nom de l'enfant, déclara qu'il ne demandait pas mieux, et il s'empressa de conduire l'officier au logis paternel, afin qu'il obtînt le consentement de son père. Le bonhomme, sans être un des plus pauvres habitants du bourg, n'était pas un des plus riches ; il avait une assez nombreuse famille, et cependant il tenait d'autant plus à garder son fils aîné qu'on

le lui avait déjà enlevé une fois. Il raconta à l'officier que neuf ans auparavant un monsieur et une dame, traversant le bourg en chaise de poste, et séduits comme lui par la beauté du petit Guillaume, alors âgé de trois ans, s'en étaient emparés sans autre forme de procès, qu'il avait été obligé de poursuivre le couple ravisseur jusqu'à Toulouse, et qu'il avait eu toutes les peines du monde à se faire restituer son enfant.

Cette singulière coïncidence ne servit qu'à rendre plus vives les instances de M. Keffer ; il fit sentir au père de Guillaume qu'il y avait là quelque chose qui ressemblait à de la prédestination, que la Providence devait avoir des vues sur son fils, puisqu'elle s'obstinait ainsi à venir le prendre par la main. Il avait justement un frère, principal du collége de la Marche à Paris; il se chargeait de placer l'enfant dans ce collége, et, pour dissiper toutes les inquiétudes du père, il lui offrit d'accompagner lui-même son fils. Le projet ainsi présenté fut agréé, et, au bout d'une quinzaine de jours, le père de Guillaume installait son fils au collége de la Marche et regagnait ses pénates en l'abandonnant à sa destinée.

Trente ans plus tard on voyait tous les matins à six heures arriver au parvis Notre-Dame, quelquefois en cabriolet, mais le plus souvent à pied, un homme de haute taille dont la figure imposante d'énergie et de fierté, dont le regard sévère et dur, parfois même dédaigneux et amer, inspirait autour de lui un respect mêlé de crainte. Vêtu d'ordinaire avec une négligence extrême, il portait un mauvais chapeau, un habit vert râpé, et ses bas tombaient souvent sur ses talons ; ainsi accoutré, il n'en gravissait pas moins les marches du perron de l'Hôtel-Dieu avec la majesté d'un souverain entrant dans sa capitale ou d'un amiral montant à l'échelle de son vaisseau. A son passage tous les fronts s'inclinaient, et, quelques minutes après son entrée, on l'apercevait de nouveau traversant la galerie du rez-de-chaussée, décoré du grand tablier chirurgical, entouré de son état-major, suivi d'une foule nombreuse et se dirigeant vers une des salles des malades, toujours du même pas lent et majestueux. En entrant dans chaque salle, il s'arrêtait pour sonner une cloche fixée au mur près de la porte ; la foule s'écartait respectueusement, les internes et

externes attachés au service de la salle se rangeaient en ligne ; le maître prenait le tableau suspendu à une colonne en face de lui et faisait l'appel : malheur à quiconque ne se trouvait pas à son poste ; il le rayait à l'instant du tableau ; on dit même qu'on le vit quelquefois dégrader publiquement un externe insubordonné, négligent ou maladroit, en lui arrachant de sa main le tablier de service.

Ce maître redouté autant qu'admiré, ce roi absolu de l'Hôtel-Dieu, ce prince de la chirurgie française aux leçons duquel affluait la jeunesse de tous les pays, ce praticien célèbre que l'on venait consulter de toutes les parties du monde et qui est mort six ou sept fois millionnaire après avoir mené la plus pénible, la plus agitée, la plus dévorante, la plus glorieuse et en même temps la plus malheureuse existence qui se puisse imaginer, c'était Guillaume Dupuytren, c'était l'enfant que nous avons vu tout à l'heure quitter son bourg natal sous les auspices d'un protecteur inconnu.

Placé, comme nous l'avons dit, au collége de la Marche, il y fit d'assez bonnes études, qui fu-

rent un peu abrégées par la Révolution. En 93, le collége de la Marche fut fermé, et Dupuytren, qui avait alors seize ans, se trouvant sans ressources à Paris, repartit pour sa province à pied, le sac sur le dos, ayant tout juste assez d'argent pour vivre en route, et vint rejoindre sa famille qui s'était fixée à Limoges. Là, son père le somma de choisir une profession, et comme le jeune homme hésitait, il décida qu'il serait chirurgien, et le renvoya à Paris presque aussi léger d'argent qu'il en était venu.

« Je tiens de bonne source, dit M. Cruveilhier, que, s'il avait été libre, Dupuytren aurait opté pour la carrière des armes, et l'armée française aurait compté un grand capitaine de plus, car Dupuytren était un de ces hommes supérieurs, un de ces hommes d'entendement, comme les appelle Bossuet, qui ne peuvent jamais rester en seconde ligne, et dont l'immense capacité est également apte à marcher sur toutes les voies de l'intelligence. A peine étudiant en médecine, déjà Dupuytren a mesuré toute l'étendue de sa carrière. Il comprend bientôt que l'anatomie est la base de tout l'édifice médical, et il s'y livre avec

ardeur. L'adresse de ses mains sert merveilleusement son intelligence, si toutefois l'adresse est autre chose que l'intelligence pratique, et d'habiles dissections préparent le grand opérateur.

Nommé au concours prosecteur (préparateur des pièces d'anatomie) de l'Ecole de Santé, à l'âge de dix-huit ans, il prélude à l'enseignement par des leçons particulières dont la modique rétribution l'aide à s'affranchir de l'état de gêne, de dénûment, où le laissaient quelquefois ses parents. Ce dénûment dépassa tout ce qu'on peut imaginer; un jour il écrivit à sa mère de lui envoyer 10 écus, dont il avait le plus pressant besoin; la réponse fut d'une sécheresse, d'une dureté qui fait mal : « Dix écus ne se trouvent point sous le pied d'une vache; tu t'en passeras. » Celui qui devait posséder un jour plusieurs millions fut réduit à vivre pendant six semaines de pain et de fromage (1).

On raconte que, dans un de ces moments de détresse, l'étudiant fut visité dans sa mansarde

(1) J'ai fait usage, pour cette notice, de divers travaux intéressants publiés sur Dupuytren par les docteurs Cruveilhier, Vidal (de Cassis) et Isidore Bourdon.

par Saint-Simon, le dieu futur, qui, à l'opposé de Dupuytren, devait mourir pauvre après avoir été élevé dans l'opulence. Saint-Simon était généreux ; il avait deviné le génie du pauvre étudiant ; en le voyant travailler dans son lit faute de bois pour se chauffer, il se sent ému, glisse furtivement dans le tiroir d'une table boiteuse un rouleau de 200 francs, et s'en va. Après son départ, le jeune Dupuytren, déjà honteux d'avoir été surpris dans sa misère, se lève, aperçoit le rouleau, se révolte à l'idée d'une aumône, court chez Saint-Simon et l'aborde fièrement en lui disant : « Monsieur, vous avez oublié chez moi de l'argent ; je vous le rapporte. » Plus embarrassé que le donataire, le donateur répond : « C'est vrai, » et, ne sachant comment se tirer de ce mauvais pas, il se résigne à reprendre son argent.

Deux autres hommes devinèrent également le génie de Dupuytren, et lui facilitèrent ses débuts dans la carrière où il brûlait de se signaler : c'étaient le médecin Thouret, frère du constituant, et le fameux chirurgien Boyer. Déjà, en 1801, le jeune Dupuytren, nommé dans un nouveau concours chef des travaux anatomiques, aurait pu

obtenir une belle position en province; mais il tenait à ne pas quitter Paris, et dès qu'une place vacante dans les grands hôpitaux ou les Facultés de département lui était offerte, il jouait le Sixte-Quint, s'excusait modestement sur son insuffisance, et priait ses deux patrons de faire désigner, comme plus dignes et plus capables, les jeunes rivaux qui grandissaient à ses côtés et dont la renommée commençait à inquiéter son ambition. Moins intéressé que lui à dissimuler, Thouret répondit un jour à ceux qui le pressaient d'envoyer son jeune protégé à Montpellier : « Cette ville n'est pas assez riche pour payer un tel homme. »

Enfin s'offrit l'occasion tant désirée d'entrer dans la carrière par la grande porte. Un concours s'ouvrit en 1803 pour une place de chirurgien en second à l'Hôtel-Dieu. Dupuytren, qui avait alors vingt-six ans, combattit contre un redoutable adversaire, M. Roux; l'on dit même qu'il fût sorti vaincu du combat si Boyer, un de ses juges, n'eût travaillé les autres en sa faveur; ce fameux chirurgien voyait, dit-on, dans son protégé le mari futur de sa fille, et l'on assure qu'il ne lui par-

donna jamais de s'être plus tard dérobé à la condition mise à son patronage, la veille même du jour où cette condition devait être remplie (1).

Une fois entré à l'Hôtel-Dieu comme chirurgien-adjoint, Dupuytren, incapable de vivre au second rang, n'eut plus qu'une pensée, devenir chirurgien en chef. Cette position était alors occupée par le vieux Pelletan, qui trouva dans son jeune lieutenant un esprit dévoré de la soif du pouvoir, et disposé à faire subir de rudes assauts à une autorité d'âge et de hiérarchie qui arrêtait l'essor de son talent.

En 1812, la chaire de médecine opératoire étant devenue vacante par la mort de Sabatier, un brillant concours s'ouvrit à cette occasion entre MM. Dupuytren, Roux, Marjolin et Tartra. En vain, dit un écrivain (M. Bourdon), plusieurs de

(1) On doit ajouter que ce refus était de la part de Dupuytren un acte de délicatesse, car il fut principalement déterminé par la répugnance de Mlle Boyer à céder aux volontés de son père, et Dupuytren préféra encourir la haine de son protecteur plutôt que de se prêter à un mariage contraire aux goûts de la jeune personne. Son seul tort fut d'avoir attendu trop tard pour se prononcer, arrêté qu'il était par la crainte d'un éclat que sa temporisation ne fit que rendre plus fâcheux.

ses rivaux le surpassèrent en mémoire, en connaissances, en facilité ; Dupuytren, cette fois encore, resta vainqueur ; on trouva que la rectitude et la maturité puissante de son jugement rachetaient tous ses défauts... Ce fut entre lui et ses compétiteurs comme un vrai combat, tant l'émulation des rivaux dégénéra en animosité ; il y eut des injures, des défis et jusqu'à des cartels échangés. Son principal compétiteur l'ayant, ajoute M. Cruveilhier, attaqué sans ménagement, et finissant par dire que sa thèse portait le cachet de la médiocrité, Dupuytren lui répondit avec tant de mesure, et en même temps avec tant de vigueur ; sa parole, d'abord timide et circonspecte, devint par degrés si pressante, si entraînante, qu'un tonnerre d'applaudissements, parti de tous les bancs de l'amphithéâtre, prouva à son interlocuteur confus qu'il aurait dû respecter le sommeil du lion. »

Cependant l'ambition de Dupuytren n'était pas satisfaite ; l'Hôtel-Dieu ne lui appartenait pas encore. Réduit au rôle d'observateur, il rongeait impatiemment le frein qui l'empêchait de développer ses hautes facultés. Ayant formé le plan

d'une nouvelle opération de ligature de l'artère sous-clavière, une *volonté supérieure*, comme il l'a dit lui-même, s'oppose à ce qu'il applique son procédé et en recueille la gloire; dès lors il n'a plus de repos qu'il n'ait brisé cette volonté supérieure; enfin, en 1815, Pelletan obtient sa retraite, qu'il ne demandait pas, et Dupuytren est nommé chirurgien en chef de l'Hôtel-Dieu.

Le voilà maître de la place et libre de se produire enfin dans toute la puissance et dans tout l'éclat de son génie; jugeant des autres par lui-même, qui ne pouvait supporter de chef, il ne veut ni adjoint ni suppléant, il ne lui faut que des subordonnés. Vainement on veut lui imposer un adjoint, il l'annule, l'humilie, le force à se retirer, et le conseil général des hôpitaux, ce conseil de dictateurs, est obligé de plier devant la volonté impérieuse de Dupuytren; mais s'il est despote, il compense amplement les inconvénients de son despotisme par l'heureux effet d'un zèle infatigable et d'une incroyable activité. Levé avant le jour, il arrive chaque matin à six heures: chargé seul du service chirurgical de cet immense hospice, il consacre à la visite des salles trois grandes

heures, durant lesquelles il veut tout voir et tout faire par lui-même. Après la visite, il passe à l'amphithéâtre, où il disserte une heure sur les maladies les plus intéressantes qu'il vient d'observer; après la leçon, il procède aux opérations importantes, et la porte s'ouvre ensuite aux pauvres qui viennent chercher des consultations gratuites; cela dure jusqu'à onze heures. Le reste de la journée est donné au soin de la clientèle la plus vaste et la plus opulente de Paris, aux devoirs divers de la Faculté, aux mille exigences d'une position éminente et enviée à la ville et aussi à la cour, car Dupuytren paraîtra bientôt à la cour, et il y voudra primer dans sa sphère comme partout.

Telle a été pendant vingt ans la vie de cet illustre chirurgien; reprenons-la en détail, et commençons par le peindre à l'Hôtel-Dieu.

Les gens du monde visitent peu les hôpitaux et se font difficilement une idée de tout ce que peut inspirer de réflexions une matinée passée à l'Hôtel-Dieu. Les barbouilleurs de papier tels que moi, qui sont obligés de savoir un peu de tout, vont à l'Hôtel-Dieu comme ailleurs, et ils trouvent là, quand ils sont capables de le supporter, un spec-

tacle qui les saisit puissamment et les plonge dans un abîme de pensées.

Figurez-vous de vastes salles proprement tenues, surtout celles qui sont affectées aux femmes, contenant deux et quelquefois trois longues rangées de lits en fer, malheureusement beaucoup trop rapprochés les uns des autres, et tous fermés par des rideaux blancs qui glissent sur des tringles de fer formant le ciel du lit. Derrière ces rideaux se cachent toutes les variétés de maux, d'infirmités, de plaies, qui peuvent affliger l'humaine espèce et particulièrement la population pauvre, si exposée par sa misère, ses durs ou dangereux travaux, sa vie trop souvent déréglée, aux maladies qui sont exclusivement du domaine de la chirurgie.

Au premier aspect, il y a quelque chose d'attendrissant à voir des princes de la science, des hommes distingués par leur fortune, leur position sociale autant que par leur talent, donner gratuitement au pauvre des soins que le riche paie au poids de l'or, s'arrêter devant chacun de ces lits sur lesquels gît un malheureux qui n'a souvent ni famille, ni parents, ni amis, panser eux-mêmes ou

opérer ce prolétaire avec la même sollicitude que s'il était millionnaire, examiner et palper sans dégoût ses plaies les plus dégoûtantes, lui donner enfin tous ces soins dont la répugnance ne peut être surmontée d'ordinaire que par la force des liens du sang, de l'affection ou de l'intérêt. En réfléchissant à cela, on serait d'abord tenté de croire à quelque miracle d'une philanthropie et d'une charité surhumaine ; malheureusement, l'illusion est de courte durée; avant même que le chirurgien ait achevé la visite de son premier malade, l'observateur a déjà reconnu, à travers sa sollicitude scientifique pour le *sujet* plus ou moins intéressant qui s'offre à l'application de son talent, la plus complète indifférence pour l'homme malade qui souffre devant lui.

Faut-il s'étonner de ce fait ? Faut-il, comme quelques-uns, maudire la chirurgie : 1° parce qu'elle est incapable de pleurer sur les maux qu'elle est appelée à guérir ? 2° parce qu'elle soigne gratuitement les pauvres pour poser les bases de la réputation et de la fortune qu'elle devra aux riches? Ce serait, je crois, tomber d'un excès dans un autre. Qu'importe au pauvre le mobile qui fait agir

le chirurgien, pourvu qu'il lui doive son soulagement ou son salut, et ne vaut-il pas mieux, pour lui, être dans les mains d'un praticien habile un *sujet intéressant*, pansé, opéré avec le plus grand soin et guéri par amour de l'art, que de périr sans secours dans son taudis ou entre les mains d'un apprenti ou d'un charlatan? A la vérité on peut objecter ici le côté odieux du *faciamus experimentum in anima vili*, mais la science est aujourd'hui trop avancée, la publicité trop générale, l'œil des confrères ou des élèves trop scrutateur pour qu'un chirurgien dans son hospice se laisse aller sans réflexion, aux dépens des pauvres, à des expériences aventureuses dont l'insuccès compromettrait sa renommée. Enfin, si en échange des soins éclairés et de tous genres qu'il reçoit, on n'imposait pas au pauvre cette seule condition qu'il consentira à être un objet d'enseignement pour un professeur et un objet d'étude pour des élèves, condition penible à la vérité, surtout pour les femmes, mais cependant beaucoup moins pénible, qu'on ne le croit, et à laquelle le malade s'habitue dès le second jour, lorsque l'accomplissement en est entourée de toute la décence et

de toute la gravité qu'exige la situation, si une telle condition n'existait pas, comment se transmettrait et se perpétuerait la science?

Quant à l'insensibilité foncière du chirurgien, il faut bien en prendre son parti, car, à part quelques différences de formes, cette insensibilité est la même au lit du riche qu'au lit du pauvre. Il faut bien se résigner à cette idée, encore qu'elle soit singulièrement triste, il faut bien se résigner à cette idée que la première condition pour devenir apte à soulager les maux de l'humanité est de commencer par perdre la faculté de s'en émouvoir. Un chirurgien qui s'attendrirait sur les souffrances de son malade l'opérerait fort mal et risquerait très-fort de le tuer; on ne peut être dominé à la fois par deux sentiments différents. D'ailleurs la sensibilité s'use d'elle-même par l'exercice; pour la faire disparaître, il suffit de vivre longtemps au milieu des maux qui l'excitaient d'abord.

A coup sûr, si quelque chose peut inspirer l'admiration et le respect, c'est bien de voir, dans les mêmes salles où le chirurgien promène impassible son bistouri sur des chairs vivantes, c'est bien

de voir des femmes, de jeunes filles vêtues de blanc, appartenant quelquefois aux classes élevées de la société, servir de garde-malade à ces mêmes pauvres qui ont déjà pour chirurgiens et pour médecins les hommes les plus célèbres de Paris. A coup sûr, rien de plus noblement désintéressé que la conduite de ces pieuses filles, qui viennent là de leur plein gré s'ensevelir toutes vivantes dans un charnier, respirer des miasmes putrides, panser des plaies dégoûtantes et manier des linges infects. Eh bien, au bout de quelques mois d'exercice, la sensibilité est presque aussi émoussée chez elle que chez les chirurgiens ; l'aspect de la souffrance ne les remue plus; elles remplissent leur mission angélique avec la tenue calme et impassible d'un soldat en faction; elles voient avec une tranquillité qui touche de près à l'indifférence la maladie et la mort renouveler chaque jour le personnel de ces lits de douleur, moins occupées des hôtes, qui changent, que du numéro qui ne change point.

Notre nature est ainsi faite; elle n'est ni assez riche ni assez puissante pour pouvoir cumuler l'émotion intérieure et le sang-froid extérieur, la

sensation toujours rajeunie de la pitié et la pratique constante de l'art de guérir ou de la charité. C'est déjà beaucoup, lorsque cette fleur de sensibilité s'est flétrie au contact des misères humaines, c'est déjà beaucoup qu'elle laisse dans le cœur des racines assez profondes pour le maintenir sympathique à la douleur en général à défaut d'une sympathie spéciale pour chaque douleur en particulier. C'est cette sympathie générale qui se retrouve toujours chez les nobles sœurs hospitalières; le sentiment de la sainteté de leur mission, la pensée des maux qui les entourent respire constamment dans la gravité décente et calme de leur maintien, dans la douceur affectueuse de leur parole, et dans la touchante mélancolie de leur visage.

Malheureusement, on n'en peut pas dire autant de tous les chirurgiens attachés au service des hôpitaux : il en est quelques-uns qui portent dans l'exercice de leurs fonctions une grossièreté ou une légèreté révoltantes. Ceux-ci parlent aux malades d'un ton brutal ou dédaigneux, les tutoyant indifféremment, quel que soit leur âge ou leur sexe, avec une familiarité du plus mauvais goût; d'autres

bavardent comme des portières autour de chaque lit et sur des sujets parfaitement étrangers au patient, échangeant avec leurs élèves des plaisanteries ou des calembourgs sur la pluie et le beau temps. Presque tous, du reste, quand il s'agit d'opérer, procèdent avec un soin, une attention à épargner au malade le plus de souffrances possible, en un mot avec une conscience irréprochable; il en est aussi plusieurs dont la tenue et le langage sont en parfaite harmonie avec la gravité de leurs fonctions, et ceci me ramène à Dupuytren, qui était sous ce rapport un modèle admirable.

Cet illustre chirurgien, peut-être le plus insensible de tous les chirurgiens passés, présents et futurs, qui, par son caractère malheureux, défiant, irritable, insociable, s'était fait tant d'ennemis, n'avait pas plus tôt posé le pied dans l'asile de douleur, où il régnait en maître souverain, que soudain toute sa personne se trouvait comme revêtue d'un caractère de dignité grave et calme, inspiré tout à fois par le sentiment de ses devoirs et le noble orgueil de sa mission; on l'a souvent accusé de *poser*; il posait en effet, mais il choisissait au moins une belle pose.

Je l'ai déjà montré faisant l'appel des internes et des externes à son entrée dans chaque salle : après l'appel, il commençait sa visite, marchant lentement d'un lit à l'autre, et suivi d'un flot d'élèves qui formaient autour de chaque lit plusieurs rangées de têtes attentives et silencieuses. Il ne tolérait aucune conversation, ne parlait lui-même jamais que dans l'intérêt du service ou de la science, et si quelqu'un, pendant un pansement ou une opération, s'avisait de chuchoter à ses côtés, le maître s'interrompait pour lancer au coupable un coup d'œil qui le réduisait sur-le-champ au silence.

En abordant un nouveau malade, au lieu de se perdre comme plusieurs praticiens dans des interrogations vagues et oiseuses, il lui adressait d'un ton plein de douceur et en le couvant d'un regard affectueux trois questions précises : « Où souffrez-vous ? depuis quand souffrez-vous ? d'où vient votre mal ? » Si le malade lui cachait tout ou partie de la vérité, ce qui malheureusement n'est pas rare, son regard, qui presque toujours à la seule inspection avait deviné le siége et l'origine du mal, son regard devenait sévère, sa voix brusque et

impérieuse ; il rudoyait le malade pour le faire parler, le quittait quelquefois, et ne revenait à la douceur que lorsque la rudesse n'avait pu réussir.

Les petites opérations se font seules sur place ; les opérations plus importantes se font après la visite dans l'amphithéâtre, où l'on transporte le patient sur un lit disposé à cet effet. Petites ou grandes, Dupuytren ne les confiait jamais à d'autres mains que les siennes ; pas un coup de bistouri ne se donnait par un autre que par lui, et pour peu qu'un pansement fût important, il s'en chargeait également lui-même.

Quand il arivait près du lit d'un opéré, d'une jeune fille ou d'un enfant, sa voix et sa physionomie prenaient un accent de douceur extrême, et, tout en exerçant sur eux le magnétisme de son regard, il avait une manière de demander à l'opéré : « Souffrez-vous ? » qui endormait ses douleurs et lui dictait presque toujours une réponse négative. Il excellait encore quand il s'agissait de disposer le malade à consentir à une de ces opérations graves, dont les plus courageux ne supportent point l'idée sans frémir. La persuasion coulait de ses lèvres, et le malade se sentait tout surpris

d'envisager sans peur et comme la fin de ses souffrances ce qui peu d'instants auparavant lui semblait plus affreux que la mort.

Après avoir consacré trois grandes heures à visiter chaque salle, Dupuytren passait dans l'amphithéâtre et commençait son cours de clinique, non point en exposant longuement à propos d'un malade telle ou telle généralité pathologique, mais en passant en revue les cas les plus intéressants qu'avait présentés la visite des salles, en signalant à l'attention les cas obscurs ou douteux, exposant les motifs de la conduite qu'il avait suivie ou qu'il se proposait de suivre, dévoilant l'issue probable de telle ou telle maladie abandonnée à elle-même, les avantages ou les inconvénients de tel ou tel traitement, et presque toujours l'événement justifiait ses prévisions.

Enfin venait la partie la plus horrible ou la plus intéressante du métier, les amputations ou désarticulations de membres; les extirpations de cancer, l'extraction des calculs vésicaux, les réductions de hernies, etc., etc. Le patient était apporté et couché sur le lit de misère; les aides se disposaient autour de lui pour contenir ses convul-

sions, et, devant quatre ou cinq cents personnes, Dupuytren opérait.

« C'est là, dit M. Cruveilhier, qu'il est admirable; rien n'est donné ni à la précipitation ni au hasard; pas un mouvement, pas un coup de bistouri qui n'ait un but : le brillant, l'élégance, la rapidité de l'action, tout est sacrifié à la sûreté. »

« Dupuytren, dit M. Vidal, paraissait peu gracieux en opérant; c'est qu'il n'oubliait jamais son rôle de professeur de clinique; non-seulement il choisissait la position la plus favorable aux spectateurs, mais il avait un tel sang-froid qu'il expliquait les divers temps de l'opération à mesure qu'il les exécutait. »

« Il pouvait, dit M. Cruveilhier, causer avec le malade, qu'il encourageait, et avec les élèves, auxquels il rendait compte des circonstances les plus remarquables. Il n'était jamais plus beau que lorsqu'il rencontrait quelques difficultés imprévues ou lorsqu'il survenait un accident grave pouvant compromettre immédiatement la vie du malade. Alors on le voyait tantôt continuer l'opération avec un sang-froid imperturbable, comme si tout avait été prévu, tantôt s'interrompre et faire part aux assistants de ce qui se passait, évitant avec un tact admirable de rien dire ni de rien faire qui pût alarmer le malade, et à l'instant il prenait un parti décisif. Dans ces moments critiques où l'art de bien dire semblait le disputer à l'art de bien faire, où les facultés d'un homme puissamment organisé aux prises avec une position extrême semblaient s'exalter en proportion du danger, où, maître de lui-même, Dupuytren concentrait toutes ses craintes pour ne laisser paraître que l'espérance, où, sur sa belle et noble tête, à laquelle

tant de sentiments divers donnaient une expression sublime, reposait la vie d'un homme, où tout un amphithéâtre, les yeux fixés sur le lit de douleur, attendait avec anxiété l'issue de cette espèce de duel entre un art conservateur et une mort imminente, Dupuytren était plus qu'un homme, c'était le dieu de la chirurgie.

« Faut-il donc s'étonner si Dupuytren inspirait autour de lui ce sentiment involontaire de respect et d'admiration qui nous saisit à l'aspect du génie? Faut-il s'étonner si les fidèles de l'Hôtel-Dieu imitaient, sans s'en douter, ses poses, ses habitudes de langage, sa manière de couper, d'accentuer les phrases, et si *l'habit vert* de Dupuytren est devenu classique parmi les jeunes chirurgiens comme le petit chapeau de Napoléon parmi les hommes de guerre? »

La supériorité de Dupuytren a été quelquefois contestée comme professeur ou comme écrivain; quelques-uns, lui refusant le génie de l'invention, l'ont relégué dans la catégorie des hommes purement pratiques, mais il est une qualité précieuse possédée par lui à un si haut, à un si étonnant degré, que ses détracteurs eux-mêmes ont été forcés de reconnaître que, sous ce rapport, il n'avait peut-être pas son pareil en Europe; je veux parler de cette faculté d'intuition, de divination, en quelque sorte, du siége et de la nature d'une maladie, que les hommes de l'art appellent le *diagnostic*.

Les deux écrits de M. Cruveilhier et de M. Vidal offrent plusieurs exemples étonnants du diagnostic de Dupuytren ; je n'en citerai qu'un.

Un homme, qui avait reçu depuis longtemps un coup à la tête, se présente à l'Hôtel-Dieu avec des symptômes cérébraux. Rien ne paraît clair touchant la nature et le siége précis de la lésion ; Dupuytren examine le malade et ordonne à ses aides surpris de préparer tout pour l'opération du trépan. L'os est scié, rien au-dessous ; il incise la dure-mère, cette membrane paraît saine, rien sous la dure-mère ; c'est alors que Dupuytren, par un trait de hardiesse dont on a peu d'exemples dans l'histoire de la chirurgie, ose plonger son bistouri dans la substance même du cerveau, et à l'instant un flot de pus jaillit par la voie qui lui est ouverte aux yeux des spectateurs étonnés et éblouis. L'illustre chirurgien avait diagnostiqué ou plutôt deviné un abcès dans la substance cérébrale.

A cette pénétration Dupuytren joignait une incroyable force d'âme ; préservé par son génie même de la manie opératoire, qui envahit souvent des praticiens distingués, et les pousse à abuser

du bistouri en se trompant sur la mesure des forces vitales, l'illustre chirurgien de l'Hôtel-Dieu n'opérait pour ainsi dire qu'à son corps défendant, et après avoir longtemps balancé les chances de succès et d'insuccès; mais, une fois à l'œuvre, nul accident, nul malheur imprévus ne pouvaient le troubler. Un jour, une jeune fille, brillante de santé, se présente à la consultation pour être débarrassée d'une loupe graisseuse sous-cutanée qu'elle portait à la nuque; tandis que Dupuytren procède à cette opération, qui paraissait fort simple, un petit bruit semblable au lapement d'un chien se fait entendre; la malade pâlit, perd connaissance, et meurt comme frappée de la foudre. Cette scène se passait dans le grand amphithéâtre, devant cinq cents personnes; qu'on juge de l'émotion produite par une telle catastrophe : on se lève, on se presse, on s'agite, on se demande quelle a pu en être la cause. Ce n'est pas l'effroi, la malade a sollicité elle-même l'opération; ce n'est pas la douleur, elle n'a poussé aucun cri; ce n'est pas la perte de sang, il s'en est écoulé à peine quelques cuillerées. Tout le monde se perd en conjectures, et, au milieu de l'agitation géné-

rale, Dupuytren, calme, silencieux, attache sur cette jeune fille si subitement transformée en cadavre un regard obstiné et impérieux, qui semble sommer la mort de lui donner le secret de sa brusque invasion. Tout à coup son œil s'illumine; il se redresse, il a deviné, et cette découverte tardive, mais conquise pour l'avenir de l'art, est un trait de génie ; la malade est morte par l'introduction de l'air dans les veines. Pour la première fois il est démontré que, dans les opérations pratiquées aux environs de la poitrine, lorsqu'une veine est ouverte et tiraillée, l'air peut pénétrer dans le vaisseau béant, glisser jusqu'au cœur, et amener la mort. Et voilà Dupuytren qui, passionné par sa découverte, oubliant le cadavre encore chaud étendu devant lui, se met à haranguer la foule, et tire de cette circonstance jusque-là inouïe une de ses plus belles leçons. Cette leçon improvisée fut admirable, dit M. Bourdon, qui y assistait, et l'autopsie de la malheureuse qui en avait été le sujet, en montrant les cavités du cœur remplies d'air, vint confirmer l'opinion du professeur.

Le même homme, dont le cœur pouvait être ainsi cuirassé par l'amour de l'art, se montrait

dans d'autres circonstances aimable, bon et presque naïf, peut-être aussi par amour de l'art. Ainsi, on le voyait souvent, après avoir opéré de la cataracte congéniale de petits enfants, aveuglés de naissance, s'amuser à faire l'éducation de la vüe chez ses petits malades, qui, pouvant *voir*, ne savaient pas encore *regarder*, leur lier les bras afin qu'ils fussent obligés de se servir de leurs yeux; les placer à l'extrémité d'une salle, se placer à l'autre, les appeler à lui, les encourager, jouir de leur embarras, et les caresser avec une effusion toute paternelle, lorsqu'ils étaient enfin parvenus jusque dans ses bras.

Comme écrivain, Dupuytren, absorbé par les exigences d'une clientèle immense, n'a pas eu le temps de donner toute sa mesure dans un ouvrage doctrinal; il n'a laissé que des mémoires précieux sur des points importants de la science. Ses adversaires ont dit qu'il ne savait pas écrire. Je ne suis pas compétent pour apprécier son style médical, mais il est certain que si le rapport présenté par lui à la Chambre des Pairs, sur la mort du duc de Berry, dont il fut appelé à soulager l'agonie, est bien de lui, non-seulement il savait écrire,

mais il avait toutes les qualités d'un grand écrivain. Car ce rapport est un admirable tableau, dont tous les historiens de la Restauration ont eu soin d'orner leur récit, et qui est devenu en quelque sorte inséparable de l'histoire de cette époque.

Mais ses nombreux travaux de détail, ses découvertes importantes, l'influence énorme qu'il a exercée pendant vingt ans comme professeur et chef d'école, présentent un ensemble assez imposant pour compenser peut-être l'absence de traités généraux sur la science chirurgicale.

Avec tous ces talents, avec toute cette gloire, avec une fortune de prince qu'il ne devait qu'à lui-même, Dupuytren a été un des hommes les plus malheureux de son temps : c'était le Jean-Jacques Rousseau de la chirurgie. La défiance et l'amertume rongeaient son cœur, empoisonnaient sa vie.

Dans sa monomanie misanthropique, il ne voyait partout qu'ennemis acharnés à lui nuire, il se croyait espionné et poursuivi par eux jusque dans l'intérieur de sa maison; la moindre critique du moindre écolier lui semblait le résultat d'une vaste machination : et cette persuasion fatale, en le rendant trop souvent morose, brusque, emporté, vin-

dicatif et injuste, avait pour conséquence naturelle de faire naître une partie des inimitiés qu'il supposait. Aussi Dupuytren avait-il peu d'amis, et s'était-il, à la longue, créé beaucoup d'ennemis. Son bonheur domestique ne résista pas à la fâcheuse influence de son caractère; il fut cruellement troublé. Malheureux comme époux, l'illustre chirurgien concentra toutes ses affections dans sa fille unique, mariée aujourd'hui à M. le comte de Beaumont, pair de France.

La révolution de Juillet offrit à son talent une belle occasion de s'exercer sur les plaies d'armes à feu, mais elle lui fut médiocrement agréable. Il avait été honoré de la faveur toute particulière de Charles X, qui l'avait décoré du titre de baron et nommé son premier chirurgien; sa position à la cour lui avait même valu, de la part des petits journaux de l'opposition, plus d'un brocard qu'il avait gardé sur le cœur; aussi ne vit-il pas sans regret le triomphe du libéralisme.

C'est peut-être cette répugnance qui fit naître en lui une velléité de s'essayer dans la carrière politique. Aux élections qui suivirent la révolution de Juillet, il fit un voyage dans son département et se

présenta comme candidat au collége électoral de Saint-Yrieix; porté et soutenu, si j'ai bonne mémoire, par le parti légitimiste, il eut le déplaisir de se voir préférer un candidat dont le succès dut le blesser doublement, car ce rival heureux était un médecin de campagne qui ne le valait sous aucun rapport. Dégoûté par cet échec de toute tentative ultérieure, il retourna à ses travaux, et pendant quelque temps encore, jusqu'en novembre 1833, on le vit à l'Hôtel-Dieu conquérir de nouveaux titres à l'admiration de ses collègues et de ses élèves.

Cependant les fatigues d'une vie effrayante d'activité et peut-être plus encore les peines réelles ou imaginaires dont son esprit était constamment obsédé avaient fini par miner la constitution de fer de Dupuytren; des symptômes d'affaiblissement se manifestèrent; un des plus graves pour ses élèves fut de voir l'illustre dictateur consentir à partager avec MM. Breschet et Sanson le service de l'Hôtel-Dieu. Mais il n'en resta pas moins le maître suprême, dirigeant tout et disposé à ne reculer que devant la mort; elle ne tarda pas à lui faire sentir son approche.

Un jour qu'il faisait sa leçon, il sent tout à coup le côté droit de sa figure frappé de paralysie; sa bouche se dévie, il ne peut plus fermer l'œil droit; à ce signe il reconnaît une apoplexie imminente; persuadé que la paralysie va gagner tous les membres du même côté, il se prépare à faire une vigoureuse résistance; saisissant de la main gauche sa mâchoire qui se dévie, il la contient fortement, et, d'une voix ferme, quoique altérée par le passage de l'air qui s'échappe irrésistiblement de sa poitrine, avec un calme effrayant, il continue sa leçon jusqu'au bout, donnant ainsi à ses élèves stupéfaits le spectacle imposant d'une âme indomptable aux prises avec une attaque d'apoplexie. Cet héroïsme chirurgical vaut bien celui du champ de bataille.

Cependant, pour être un instant comprimée, l'apoplexie n'était pas vaincue; elle le frappa trois fois, et la troisième fois il sentit qu'il fallait rendre les armes. Dans l'intervalle des attaques, il avait eu successivement recours à un voyage en Italie et aux bains de Tréport; il revint de cette dernière excursion plus affaibli que jamais, et il ne songea plus qu'à mourir en digne chef de

la chirurgie française; conservant jusqu'au dernier moment toute sa présence d'esprit pour suivre comme pas à pas le travail de dissolution qui s'opérait en lui, disposant tout pour son autopsie, discutant d'avance la nature et le siége des lésions qu'elle ferait découvrir, parfois reprenant un peu à l'espérance et plus souvent encore se réjouissant d'en finir avec la vie, qui avait été, disait-il, si amère pour lui; s'occupant ensuite des intérêts de cette partie de la science qu'il avait le plus contribué à propager, et léguant dans ce but à la faculté de médecine *deux cent mille francs*, qui ont servi à fonder le fameux musée d'anatomie pathologique connu sous le nom de *Musée Dupuytren*. Enfin, le 8 février 1835, à quatre heures du matin, il expira; il avait à peine cinquante-sept ans, étant né le 6 octobre 1777. Sa mort occupa la presse pendant plusieurs jours; un cortége immense l'accompagna à sa dernière demeure, où ses élèves le portèrent sur leurs épaules, et l'histoire dut ajouter un nom de plus à la liste déjà si longue des génies malheureux.



M. ARMAND CARREL.

M. ARMAND CARREL.

Ce que vous avez voulu depuis trente ans, Monsieur, ce que je voudrais, s'il m'est permis de me nommer après vous, c'est assurer aux intérêts qui se partagent notre belle France une loi de combat plus humaine, plus civilisée, plus fraternelle, plus concluante que la guerre civile, et il n'y a que la discussion qui puisse détrôner la guerre civile. Quand donc réussirons-nous à mettre en présence les idées à la place des partis, et les intérêts légitimes et avouables à la place des déguisements de l'égoïsme et de la cupidité?

Lettre de M. Carrel à M. de Chateaubriand (octobre 1834).

Le 20 mars 1823, un jeune homme de vingt-trois ans s'embarqua furtivement à Marseille sur un bateau pêcheur espagnol qui faisait voile pour Barcelone ; ce jeune homme portait la veille encore l'épaulette de sous-lieutenant au 29ᵉ régiment de ligne. Un peu compromis dans l'esprit de ses chefs par ses opinions libérales, il avait reçu ordre de rester au dépôt à Aix, tandis que son régiment était

appelé à prendre part à l'expédition dirigée par le gouvernement des Bourbons de la branche aînée contre la révolution espagnole. Le jeune officier, affamé d'action, avait vainement réclamé contre la mesure qui le condamnait au repos; n'ayant reçu en réponse à ses réclamations qu'une ordonnance de mise à la réforme sans traitement, il venait de se décider à donner sa démission, et, rendu à la liberté, n'ayant pu combattre dans les rangs français, attiré d'ailleurs par ses opinions vers la cause des constitutionnels espagnols, il partait joyeux, à l'insu de ses parents et de ses amis, pour aller mettre au service de cette cause son épée et sa vie.

A son arrivée à Barcelone, il trouva la ville remplie de réfugiés de toutes les nations, pour la plupart anciens soldats de l'Empire, qu'attiraient en Espagne l'amour des combats, le goût des aventures et l'espoir de quelque revanche à tirer du drapeau blanc. Tandis que d'autres réfugiés, campés sur les bords de la Bidassoa, essayaient en vain d'embaucher l'armée des Bourbons en faisant briller à ses yeux les couleurs tricolores, les Français réunis à Barcelone s'organisaient

en un bataillon, décoré du titre de bataillon de Napoléon II, vêtu de l'uniforme de la vieille garde, et marchant sous l'aigle impériale. Bientôt réduit de plus en plus par les rapides succès de l'armée d'invasion, ce bataillon français fut fondu avec les autres compagnies étrangères en un seul corps qui, sous le nom de *légion libérale étrangère*, forma un bataillon d'infanterie et un faible escadron de lanciers. Plusieurs compagnies n'étaient composées que d'officiers; deux généraux étaient dans les rangs, portant la lance; il y avait moitié de Français; ceux qui ne l'étaient pas avaient servi dans les armées impériales. L'uniforme et les drapeaux étaient ceux de l'Empire; un brillant et valeureux officier, le colonel Pachiarotti, avait organisé cette légion et la commandait. C'est sous lui que l'on vit, pendant plusieurs mois, des hommes rassemblés de toutes les parties de l'Europe, presque tous anciens soldats d'un même capitaine, venus dans un pays qu'ils ne connaissaient pas pour défendre une cause qui se trouvait être la leur, ralliés à l'ascendant d'un grand caractère, marchant où il les menait, souffrant et se battant sans espoir d'être loués ni de rien changer, quoi

qu'ils fissent, à l'état désespéré de leur cause; n'ayant d'autre perspective qu'une fin misérable au milieu d'un pays soulevé contre eux, ou la mort des esplanades, s'ils échappaient à celle des champs de bataille (1).

C'est à cette rude école de lutte et de malheur, dans cette campagne de Catalogne, dont il devait être un jour l'éloquent historien, que le jeune officier parti de Marseille fit ses premières armes avec une bravoure et un talent dignes d'un meilleur sort; car la *légion libérale étrangère*, mal secondée par les troupes espagnoles, après avoir été décimée dans plusieurs rencontres, vint enfin se faire écraser devant Figuières, après deux jours d'un combat dont l'acharnement prouva que c'étaient des Français qui se battaient de part et d'autre. Le troisième jour, la petite phalange étrangère, diminuée des deux tiers, mais décidée à mourir les armes à la main plutôt que de s'offrir au supplice que réservaient les lois françaises à la plupart des survivants, se préparait à se faire exterminer jusqu'au dernier homme, lorsque le général baron de Damas lui

(1) Ce passage est emprunté au récit de Carrel lui-même.

offrit une capitulation par laquelle il accordait aux Espagnols et aux étrangers les conditions ordinaires, et s'engageait à obtenir la grâce des réfugiés français.

Cette capitulation, dont les termes furent contestés plus tard par les réfugiés, ne fut pas complétement ratifiée par le gouvernement de la Restauration, au moins en ce qui concernait ces derniers, car aussitôt que, rentrés en France avec leur épée et leur uniforme, ils parurent à Perpignan, ils furent saisis et traduits devant des conseils de guerre. M. de Damas, dont la garantie était invoquée par eux, déclara qu'il s'était engagé seulement à leur obtenir la vie sauve de la clémence du roi, mais non point à les soustraire à la condamnation qu'ils pouvaient encourir pour avoir porté les armes contre la France.

La plupart refusèrent de laisser dénaturer la convention de Figuières, et parmi les plus acharnés à revendiquer l'honneur d'une capitulation dont on lui refusait la garantie se distingua le jeune officier qui fait l'objet de cette notice. L'idée d'être considéré par des juges militaires comme un transfuge pris les armes à la main et qui s'est

rendu à discrétion lui était odieuse; et, plutôt que de s'en remettre à la clémence royale, il il préféra, malgré les instances de sa famille, épuiser toutes les chances d'une lutte judiciaire qui, au cas d'insuccès, aggravait d'autant sa position.

Deux fois condamné à mort à Perpignan, il parvint à faire casser ces deux condamnations pour vices de forme; traduit à Toulouse devant un troisième conseil de guerre, il fut habilement défendu par le fameux avocat Romiguières. Les passions qui avaient fait la guerre d'Espagne étaient déjà un peu calmées; la bravoure, la jeunesse, la physionomie loyale et franche de l'accusé, quelques paroles touchantes et chaleureuses qu'il prononça lui-même pour sa défense, tout cela émut le cœur des juges; et, sur la simple preuve de l'existence de la capitulation, il fut acquitté à la majorité de six voix contre une, et rentra dans le monde, non point en coupable gracié, mais en soldat vaincu, qui ne doit la vie qu'à la garantie de son épée.

Toutefois, cette épée était brisée; la carrière militaire, qu'il avait embrassée par goût, était à

jamais fermée au jeune sous-lieutenant, mais la fortune lui réservait des dédommagements éclatants.

Encore quelques années, et cet obscur officier, échangeant son épée contre une plume, devait conquérir avec cette plume, qu'il maniait comme une épée, le grade de général en chef de la grande armée des journalistes, l'armée la plus indisciplinée qui fût jamais, car on y compte autant de généraux que de soldats. Encore quelques années, et, une révolution aidant, ce sous-lieutenant allait devenir, pour ses adversaires comme pour ses amis, la plus haute, la plus brillante personnification de la presse politique en France. Encore quelques années, et la mort sanglante et prématurée de ce simple journaliste, malheureusement trop fidèle aux mœurs du soldat, devait produire en France et en Europe une sensation aussi vive que celle que produit la mort d'un puissant roi. Trente mille personnes de tous rangs devaient escorter sa dépouille, et l'on devait voir le plus grand génie littéraire de notre temps, l'homme d'Etat qui, de son cabinet, faisait, en 1823, mouvoir l'armée d'Espagne, le plus illustre

des émigrés du drapeau blanc, venir pleurer sur la tombe du plus vaillant des émigrés du drapeau tricolore.

Jean-Baptiste-Nicolas-Armand Carrel naquit à Rouen le 8 mai 1800, d'une famille de négociants ; après avoir fait une partie de ses études classiques au collége de cette ville, il obtint de son père la permission de suivre son penchant qui le portait vers la carrière militaire, et il entra à l'école de Saint-Cyr.

« A Saint-Cyr, dit M. Littré (1), il se distingua par son goût pour les exercices militaires et par la hardiesse de ses opinions politiques. Il fut regardé dès son début comme un homme mal pensant et surveillé en conséquence, persécuté même par le commandant supérieur. Un jour le général d'Albignac, qui commandait l'école, lui ayant dit qu'avec des opinions comme les siennes il ferait mieux de tenir l'aune dans le comptoir de son père: « Mon général, répondit Carrel, si je reprends l'aune de mon père, ce ne sera pas pour mesurer de la toile. » Cette réponse audacieuse fit mettre l'élève aux arrêts, et il fut question de l'expulser. Mais Carrel écrivit directe-

(1) Deux écrits également distingués par des qualités différentes ont été publiés sur Carrel par MM. Littré et Nisard; ils m'ont été très-utiles pour la composition de cette notice.

ment au ministre de la guerre, lui exposa les faits, et gagna complétement sa cause. Peu soucieux des études qui pouvaient le faire sortir avec un des premiers rangs, comme officier, Carrel s'occupait médiocrement de mathématiques, beaucoup de littérature, et, comme ses compositions ne roulaient que sur des narrations de batailles et des harangues militaires, il laissait ses condisciples bien loin derrière lui, tant par la pureté et la concision ferme de son style que par les idées hardies dont il savait à propos se servir quand il fallait de l'énergie. »

Entré en 1821 comme sous-lieutenant au 29e de ligne, qui tenait garnison à Béfort et à Neuf-Brisach, il prit quelque part au complot militaire connu sous le nom de conspiration de Béfort; cependant il fut assez heureux pour que sa complicité échappât aux recherches de la police.

Se trouvant avec son régiment à Marseille, il écrivit, pour son début dans la carrière du journalisme, une lettre aux Cortès espagnoles, qui lui valut de la part du général de Damas, commandant de sa division, une admonition paternelle, et qui contribua sans doute à le faire laisser au dépôt au moment de l'expédition.

Nous avons vu plus haut comment il se dédommagea de l'inaction qu'on lui imposait, et com-

ment sa campagne de Catalogne le conduisit devant les conseils de guerre.

Après son dernier acquittement et sa sortie de la prison de Toulouse, il vint, en septembre 1824, à Paris, où il se trouva sans ressources, sans état, en butte aux mécontentements de sa famille, et, pressé par elle de se faire une profession en échange de celle qu'il avait perdue. Il songea d'abord à étudier en droit pour devenir avocat, mais il était entré à Saint-Cyr avant d'avoir fait sa *philosophie*, et il n'avait point le diplôme de bachelier nécessaire pour prendre ses inscriptions. Bien qu'il eût, durant sa vie de garnison et son long séjour dans les prisons de Perpignan et de Toulouse, beaucoup lu et beaucoup écrit pour son instruction particulière, il ne lui vint pas d'abord l'idée de tenter la carrière littéraire; les conseils de sa famille le portaient à se livrer au commerce.

M. Isambert, qui avait été son défenseur dans ses recours en cassation, lui donna des lettres de recommandation pour M. Gévaudan et M. Laffitte; il fut question de le placer dans une maison de banque, mais ces différentes démarches n'aboutirent à rien, et déjà le jeune Carrel com-

mençait à s'apercevoir qu'il était plus difficile de gagner du pain à Paris que de guerroyer en Catalogne, lorsqu'un de ses amis, M. Arnold Scheffer, le proposa comme secrétaire à M. Augustin Thierry, qui achevait alors son *Histoire de la Conquête d'Angleterre par les Normands*, e dont la vue déjà fort affaiblie réclamait le concours des yeux d'un collaborateur intelligent et actif.

L'illustre historien offrit au jeune officier l'équivalent de son traitement; et, pour éloigner toute idée de subalternité qui eût été pénible à une âme aussi fière, il lui présenta sa tâche comme celle d'un homme appelé à *l'aider dans ses recherches historiques*, en ajoutant : « Ce travail sera peu amusant, mais il y aura peut-être quelque instruction à en retirer; » une position offerte avec tant de délicatesse fut acceptée avec empressement et bonheur.

« Le travail de Carrel, installé auprès de M. Thierry, consistait, dit M. Nisard, à faire des recherches, à débrouiller, à mettre en ordre des notes, à corriger les épreuves de l'*Histoire de la Conquête.* Ces travaux et d'autres du même genre ne sont stériles et subalternes

qu'entre des mains malhabiles; un homme distingué y trouve de quoi déployer sa sagacité et exercer son goût. Carrel y montra dès l'abord assez de qualités solides pour qu'en très-peu de temps la ligne de démarcation s'effaçât par degrés entre le secrétaire et l'écrivain déjà consommé. M. Thierry, avec cette forte modestie qui le distingue, aime à reconnaître tout ce que dut son dernier volume de l'*Histoire de la Conquête* à la collaboration de Carrel. Six mois se passèrent ainsi; Carrel n'avait pas encore pris la plume pour son compte; un libraire étant venu demander à M. Thierry un résumé de l'*Histoire d'Écosse*, celui-ci, qui suffisait à peine à ses immenses travaux, engagea Carrel à s'en charger. Carrel se mit au travail, et fit, avec les idées de l'*Histoire de la Conquête*, un court et substantiel résumé auquel M. Thierry dut, pour les convenances du libraire, mettre une introduction de sa main. L'ouvrage eut assez de succès pour que Carrel refusât désormais tout traitement. M. Thierry n'y consentit pas d'abord; mais, Carrel insistant, il fut convenu qu'il recevrait le traitement durant trois mois encore, après quoi il serait libre. Dans l'intervalle la mère de Carrel avait fait un voyage à Paris. Les lettres de M. Thierry ne l'avaient pas rassurée. Cette modeste existence d'homme de lettres paraissait la flatter médiocrement. Elle avait besoin que M. Thierry lui renouvelât ses premières assurances, et se portât en quelque sorte garant de l'aptitude littéraire et de l'avenir de son fils; dans deux dîners qu'elle offrit à M. Thierry elle l'interpella vivement sur ce sujet. « Vous croyez donc, monsieur, que mon fils

réussira et qu'il se fera une carrière? — Je réponds de lui comme de moi-même, dit M. Thierry; j'ai quelque expérience des vocations littéraires; votre fils a toutes les qualités qui font le succès aujourd'hui..... » Le jeune homme écoutait sans rien dire, respectueux, soumis, et, à ce que raconte M. Thierry, presque craintif devant sa mère, dont la fermeté d'esprit et la décision avaient sur lui beaucoup d'empire. Carrel ne fléchissait que devant ses propres qualités; car ce qu'il respectait dans sa mère n'était autre chose que ce qui devait plus tard le faire respecter lui-même comme homme public. »

Cependant, le succès promis à Carrel dans la carrière littéraire tardait à venir; après avoir quitté M. Thierry il publia par ses conseils un nouveau *Résumé de l'Histoire de la Grèce moderne*. Le produit assez médiocre de ces deux premiers ouvrages avait permis à Carrel de jouir pendant quelques jours de l'indépendance; mais sa bourse fut bientôt à sec; il fallut essayer de vivre de cette vie précaire du littérateur en sous-ordre, colportant çà et là dans les journaux et les revues des articles tantôt refusés, tantôt oubliés dans les cartons. Cette existence si triste, et qui eût été insupportable pour Carrel, s'il n'eût eu, dans sa susceptibilité de soldat, un moyen toujours prêt de se garantir de l'insolence ou du dédain des heu-

reux, dura plusieurs mois, et sa gêne devint bientôt si extrême qu'il dut songer de nouveau au commerce.

« Il choisit, dit M. Nisard, celui des livres, comme s'éloignant le moins de ses habitudes littéraires. Une demande de fonds fut faite à sa famille, qui lui envoya de quoi monter, en société avec un ami, une modeste librairie qui n'eut le temps de ruiner personne. La mise de fonds seulement y périt, au moins ce qui n'en fut pas employé à faire vivre Carrel pendant quelques mois. C'est dans l'arrière-boutique de cette librairie, sur un comptoir (1) auquel était attaché un gros chien de Terre-Neuve, que Carrel, tantôt plongé dans les recueils politiques anglais, tantôt caressant son chien favori, médita et écrivit l'*Histoire de la contre-révolution en Angleterre*. Ce livre parut en février 1827. »

Dans cet ouvrage, le premier qu'il ait écrit par goût plutôt que sur commande de libraire, Carrel mit assez de lui-même pour qu'en le lisant on puisse se faire une idée de l'état de son esprit, alors qu'il l'écrivait. Il me semble que M. Nisard se donne beaucoup de peine pour prouver une chose très-

(1) Ce comptoir, qui est tout simplement une table grossière, a été acheté par M. de Chateaubriand lors de la vente du mobilier de Carrel. (*Note de l'auteur.*)

évidente, savoir : qu'à cette époque l'opinion du jeune historien n'allait pas au delà de l'opinion des plus avancés, c'est-à-dire s'en tenait à la substitution d'une royauté consentie à la royauté de droit divin. Cette opinion ressort manifestement et du choix même du sujet et de la manière dont l'auteur envisage le résultat final, la révolution de 1688.

M. Littré va bien plus loin. Préoccupé sans doute, et à tort, par cette pensée que ce serait diminuer la gloire de l'honorable rédacteur du *National* de nous le montrer tel qu'il fut, c'est-à-dire partisan d'une monarchie constitutionnelle d'abord et républicain ensuite, il supprime d'emblée toute la première période des opinions de Carrel, période qui n'est pourtant pas à mon avis la moins intéressante, et qui se continue très-nettement, comme je le montrerai plus loin, au delà de 1830, jusqu'au ministère Casimir Périer.

Quoi qu'il en soit, *l'Histoire de la contre-révolution en Angleterre* ne fut guère plus remarquée que les précédents écrits de l'auteur. Soit que le talent littéraire de Carrel ne fût pas encore

suffisamment formé, soit que ce talent eût besoin pour se produire dans tout son éclat d'être plus échauffé par le sujet sur lequel il s'exerçait, on ne trouva dans ce livre, écrit du reste d'un style simple et clair, avec beaucoup de modération et de bon sens, aucune de ces pages saillantes, aucune de ces vues larges et profondes qui dénotent un grand écrivain et un esprit supérieur.

Ce ne fut qu'un an plus tard, en 1828, dans deux articles très-détaillés sur la guerre d'Espagne, publiés dans la *Revue française*, que Carrel, appelé à parler de choses et d'hommes qu'il avait vus, à peindre des sentiments et des passions qu'il avait partagés ou combattus, se révéla tout à coup au public avec ses formes à lui, cette allure ferme et décidée, cette manière hardie et pourtant contenue parce qu'elle était sûre d'elle-même, ce style si habilement mélangé de coloris et de précision, d'élégance, de netteté et de vigueur, qui devaient donner tant de relief à ses écrits postérieurs.

Cette narration d'un brave expérimenté, pour me servir d'un mot de Gaspard de Tavannes que M. de Chateaubriand applique si heureusement

aux pages de Carrel, ne se distingue pas seulement par la beauté sévère de la forme, la rectitude et la hauteur des idées ; elle est empreinte d'un caractère de justice et d'impartialité très-remarquable chez un soldat, et qui malheureusement plus tard ne résistera pas toujours chez Carrel aux entraînements de la polémique quotidienne.

Bientôt la fondation du *National*, dont le premier numéro parut le 1er janvier 1830, vint ouvrir à Carrel l'arène où il devait trouver toutes les joies, toutes les ardeurs, tous les enivrements, tous les triomphes et tous les dangers du champ de bataille. Lié, à cette époque, d'amitié et d'opinion avec MM. Thiers et Mignet, il fonda de concert avec eux, et avec l'appui des sommités de l'opposition libérale la plus avancée, cette feuille destinée à préparer en France une révolution de 1688.

M. Littré nous parle ici, sans autre preuve à l'appui que l'assertion elle-même, d'une dissidence radicale d'opinion qui aurait séparé, dès le début, M. Thiers et Carrel ; il prétend que les pensées de Carrel allaient déjà plus loin que la substitution d'une dynastie à une autre ; aussi, dit-il, sa colla-

boration au *National* fut-elle rare, et il se borna presque à y insérer quelques articles de critique littéraire.

Il est vrai que Carrel, placé d'abord en troisième ligne au *National*, par l'arrangement conclu entre les trois fondateurs, en vertu duquel chacun d'eux devait tour à tour avoir pendant un an la direction suprême de cette feuille, direction accordée d'abord à M. Thiers et qui devait revenir ensuite à M. Mignet; il est vrai, dis-je, que Carrel, avec la conscience qu'il avait de sa valeur personnelle, supportant difficilement d'être éclipsé par ses deux collaborateurs, dont la position littéraire et politique était alors supérieure à la sienne, se tint un peu à l'écart durant cette première période du *National*. Un article sur la mort d'Alphonse Rabbe, un autre fort touchant sur le suicide du jeune Sautelet, gérant du nouveau journal, un essai sur la vie et les écrits de Paul-Louis Courier, et deux articles curieux et piquants contre les drames de la nouvelle école, dite *romantique*, pour laquelle Carrel n'eut jamais de goût, furent à peu près les seules traces de sa collaboration au *National*, depuis janvier jusqu'en

juillet 1830. Mais, attribuer cette réserve de Carrel à une différence fondamentale d'opinion quant à la direction du journal, c'est se mettre, ce me semble, dans l'impossibilité d'expliquer comment et pourquoi Carrel, devenu, après la révolution de Juillet, maître du *National*, lui a fait, pendant presque un an, suivre, à peu de chose près, exactement la même ligne qu'il suivait sous M. Thiers. Si Carrel avait été engagé dès la Restauration dans les idées républicaines aussi avant que le dit M. Littré, comment aurait-il défendu si longtemps la monarchie de Juillet contre ses adversaires de toutes couleurs et attendu si tard pour passer dans leurs rangs ?

Dire avec M. Littré que Carrel n'agit ainsi qu'afin de *ménager les transitions*, c'est faire à mon avis trop bon marché d'une des plus belles qualités de l'illustre rédacteur du *National*, et j'aime mieux croire qu'il a combattu de bonne foi pour la monarchie, jusqu'au moment où il a cru de bonne foi qu'elle était plus nuisible qu'utile au pays.

Quant au peu d'activité de sa collaboration au *National*, alors que cette feuille était si brillam-

ment dirigée par M. Thiers, le fait s'explique tout naturellement par la réserve d'un caractère qui répugne à combattre en sous-ordre, se sentant doué de toutes les facultés du commandement.

Telle fut la situation d'esprit de Carrel de janvier à juillet 1830. Il y a dans le travail de M. Nisard deux portraits destinés à donner une idée des changements opérés en lui par son passage du second rang au premier; plusieurs personnes, qui ont connu le modèle dans ces deux situations, m'assurent qu'ils sont fort ressemblants.

Les voici :

« La première fois que je vis Carrel son nom commençait à peine à se répandre. Quoique, parmi ses amis, les plus sagaces ou les plus désintéressés n'eussent plus de doute sur son mérite, il luttait encore pour trouver sa place et s'agitait notamment depuis la fondation du *National* au milieu d'attributions incertaines et d'amitiés orageuses..... Je fus d'abord frappé de la force qui éclatait sur son visage original et heurté et de la résolution un peu farouche empreinte dans toute sa personne. Plus d'attention me fit bientôt découvrir sous cette force une extrême finesse marquée par la forme même de ses lèvres et par un regard où la douceur insinuante se montrait sous la fierté et l'inquiétude. Peut-être n'aurais-je pas été au delà du premier aspect, si déjà une admiration vive pour quelques pages

sorties de sa plume ne m'eût donné plus que de la curiosité pour sa personne.

« Toutefois, ce qu'on pouvait penser de Carrel à cette époque, c'est qu'il avait de la force, mais de la dureté en proportion ; un visage distingué, mais inquiet et provoquant ; un beau talent, mais de l'espèce des talents qui ont plus de vigueur que d'étendue. Sa personne était gênante ; c'est l'effet inévitable de la susceptibilité, cette timidité des gens d'honneur et de courage..... Malgré un talent d'écrivain assez notable pour qu'il n'eût plus besoin du relief d'homme d'épée, il était resté en toutes choses officier et en avait gardé l'âpreté jusque dans sa tenue, demeurée celle d'un militaire en habit bourgeois.

« Je revis Carrel pour la seconde fois en 1831 ; ce n'était plus le même homme ; lui que d'inévitables difficultés de début, un commerce gênant avec des amis plus considérables que lui, des tracasseries d'attributions, une collaboration politique contrariée avaient rendu si inquiet ; une révolution immense, un avenir qui autorisait toutes les ambitions, un parti à conduire, une nouvelle forme de gouvernement arborée au sein du gouvernement existant, rien de médiocre en expectative ni en fait de dangers ni en fait d'espérances, tout cela l'avait calmé. Cette agitation stérile qui auparavant retombait sur son cœur et s'y tournait en amertume était devenue une activité réglée et féconde. Jamais Carrel n'avait respiré plus librement. On eût dit qu'il sortait encore une fois de prison. Il était facile, plein d'abandon et de confiance, gai, bienveillant. Son visage, que j'avais trouvé blafard la première fois, s'était

éclairci ; ses traits, sans rien perdre de leur force, avaient pris plus de douceur;..... une politesse simple et originale, où ce qui était de l'usage ne semblait pourtant pas imité, et ce qui était de l'homme charmait, des formes de parler, singulièrement civiles, agréables, sans mélange d'inutilités, avaient donné à sa personne assez de séduction pour qu'on songeât à remarquer l'homme charmant dans l'homme supérieur, et j'ajoute pour que les austères de son parti l'accusassent de prétentions aristocratiques. »

Carrel en était encore à cette période de malaise et d'ambition refoulée, décrite par M. Nisard, lorsque parurent les ordonnances de juillet; elles le trouvèrent prêt à la résistance, mais, ainsi que beaucoup d'autres, peu confiant dans son efficacité. Le 26, dans un supplément au *National* distribué à midi et contenant les ordonnances, il écrivit lui-même le premier appel *à l'énergie individuelle des citoyens* ; le lendemain il signa la protestation générale des journalistes, rédigée par M. Thiers et émanée également du *National*, et puis, lorsque le feu fut engagé entre le peuple et les troupes, on le vit, si l'on en croit M. Louis Blanc, errer par la ville, sans armes, une baguette noire à la main, bravant la mort sans chercher le succès, et deman-

dant sans cesse à ses amis, plus confiants : « Avez-vous seulement un bataillon ? » Ses souvenirs et peut-être son amour-propre de sous-lieutenant l'empêchaient de croire à la possibilité d'une victoire du peuple sur des régiments.

Le 30 juillet, tandis que MM. Thiers et Mignet travaillaient, sous la direction de M. Laffitte, à assurer le succès de la candidature royale du duc d'Orléans, Carrel fut chargé par le même M. Laffitte de prendre le commandement de la colonne de gardes nationaux rouennais qui accourait au secours des Parisiens.

Durant les premiers jours de l'installation du nouveau gouvernement, il fut envoyé en mission dans les départements de l'Ouest, à l'effet d'y réorganiser l'administration ; il s'acquitta de cette tâche avec zèle, changeant ou conservant les maires et les sous-préfets suivant sa conviction acquise de leur attachement au nouvel ordre de choses. Se voyant indirectement désavoué par quelques-unes des mesures du gouvernement, il revint à Paris dans les derniers jours du mois d'août ; il y trouva ses amis du *National* déjà installés au pouvoir ; quant à lui, on le nomma,

sans le consulter, préfet du Cantal. Considérant une préfecture de troisième ordre comme inférieure à ce qu'il valait, il refusa et ne s'occupa plus que de rentrer en possession du *National;* quelques difficultés, qu'il attribua à M. Thiers, lui furent suscitées à ce sujet.

Pendant son absence, M. Thiers, abandonnant *le National*, en avait fait confier la direction à M. Passy. Carrel revendiqua ses droits; après quelques débats il triompha, et *le National* du 29 août 1830 parut avec une note ainsi conçue :

« Depuis que MM. Thiers et Mignet sont entrés dans les fonctions publiques, M. Carrel, de retour à Paris, après avoir rempli une mission dans les départements, reste, à partir d'aujourd'hui, *seul chargé de la rédaction en chef.* »

S'il était besoin d'une preuve nouvelle en faveur d'une assertion bien souvent émise dans le cours de ces notices, savoir que le républicanisme et la guerre, que l'on a si souvent tenté à *posteriori* d'identifier avec l'esprit de la révolution de Juillet, sont deux tendances qui n'étaient point contenues dans ce grand fait politique, et ne sont venues s'y joindre que par surérogation, en quelque sorte, et après coup; s'il était besoin, dis-je, d'une preuve

nouvelle de cette assertion, on la trouverait dans la manière dont Carrel, déjà personnellement peu content du nouveau pouvoir, et, par conséquent, n'ayant aucune raison pour le ménager, dirigea d'abord le *National.*

A coup sûr, rien de plus net, rien de plus explicite que cette première profession de foi politique insérée par Carrel dans le numéro où il annonçait sa prise de possession du *National.*

« *Le National* n'a point de profession de foi à faire; son avenir est tracé par la conduite qu'il a tenue jusqu'à ce jour; il est fier d'avoir manifestement désiré ce qui existe avant que personne même osât y songer. Le glorieux événement qui a *porté au trône la famille d'Orléans est la réalisation de ses plus anciennes espérances* (1).

« *Il ne se retournera point contre un résultat auquel il a contribué de tous ses moyens*, et ce serait travailler contre le nouvel ordre de choses que d'accuser avec amertume l'administration actuelle des embarras inséparables d'une position aussi difficile que la sienne. »

Dans le même numéro, Carrel, défendant ses ex-collègues et lui-même du singulier reproche de

(1) Ceci répond fort clairement à l'assertion de M. Littré touchant la différence d'opinion entre M. Thiers et Carrel lors de la fondation du *National.*

servir le gouvernement nouveau après avoir travaillé à renverser l'ancien, disait :

« N'ayant cessé de vouloir, de demander pour la France la *royauté consentie telle qu'elle existe aujourd'hui*, il serait surprenant que les rédacteurs du *National* n'eussent pu, sans démériter, s'employer à la consolidation de l'édifice dont ils peuvent passer pour avoir jeté les fondements, et qu'ayant vu prévaloir le système pressenti et recommandé par eux depuis qu'ils existent, ils fussent obligés de se tourner contre lui avec la même ardeur, la même vivacité, les mêmes sentiments qui les firent distinguer dans les combats contre la tyrannie. »

Dans un autre numéro (1er septembre 1830), Carrel, examinant l'opinion des départements, démontre qu'ils n'ont rien désiré de plus que ce qui s'est fait, et que le très-petit nombre d'adresses républicaines envoyées à la Chambre ont été très-probablement faites à Paris.

Ailleurs (*National* du 22 décembre 1830), Carrel, se prononçant nettement contre l'opinion républicaine qui commençait à remuer, s'exprime ainsi :

« Nous disons que l'intérêt de la population de Paris, comme celui de la France entière, c'est la conservation de la royauté de 1830, parce qu'on ne peut rien mettre à sa

place, parce qu'elle seule peut garantir à la France et sa grande unité politique et sa grande unité territoriale; la démocratie absolue nous armerait et nous diviserait les uns contre les autres. »

Dans un autre numéro (13 septembre 1830), Carrel attaque avec autant de raison que de talent les préjugés soufflés à la classe ouvrière touchant la réduction à imposer par la loi sur le prix des objets de consommation, l'augmentation des salaires et la haine des machines; il indique avec un grand sens tout ce que le gouvernement peut et tout ce qu'il ne peut pas faire pour la classe ouvrière. Cet article est excellent à lire, aujourd'hui où les chimères qu'il combattait semblent se réveiller avec une nouvelle ardeur. Plus loin, il blâme très-vertement les républicains d'entretenir l'agitation au sein des masses par leurs rassemblements, leurs processions en Grève en l'honneur des sergents de La Rochelle; et il définit ainsi la première association républicaine établie au manége Pellier et expulsée par les citoyens du quartier, dont ses clameurs troublaient le repos :

« Une société, composée d'une centaine de jeunes gens

qui, à ce qu'il paraît, n'ont pu trouver place dans le nouvel ordre de choses, et qui, sifflés par le peuple, ont dû recourir à la protection de cette garde nationale qu'ils avaient imaginé d'appeler *aristocratie oppressive.* »

(*National* du 27 septembre 1830.)

C'est ainsi que Carrel débutait avec le parti qu'il devait un jour travailler en vain à discipliner.

Sur la grande question de paix ou de guerre, Carrel professe exactement les mêmes opinions que les hommes qui dirigeaient alors le pouvoir. L'insurrection belge l'embarrasse comme eux; comme eux, il trouve fort naturel que les cabinets européens s'opposent à ce que la Belgique devienne française.

« Ce qui importe aux cabinets étrangers, dit-il, ce n'est pas la grandeur de la maison de Nassau, c'est que quatre millions de Belges ne deviennent pas Français, cela est tout simple; que demain la Bavière se donne à la Prusse ou à l'Autriche, tout le reste de l'Europe s'y opposera. Il est donc probable que tout ici dépendra de l'organisation que vont se donner les Belges. »

Durant toute cette première période, Carrel ne cesse de proclamer la nécessité de la paix et n'ad-

met la guerre que dans le seul cas de la défensive.

« En général, dit-il (6 octobre 1830), l'Europe paraît comprendre cette fois que son intérêt bien entendu est de favoriser chez nous le rétablissement de l'ordre et la consolidation d'un système qui présente tant d'heureuses garanties de durée. — Une guerre ne serait possible, ajoute-t-il (9 octobre 1830), que si la France désunie offrait une proie facile; mais la France est unie et forte; elle désire la paix dans l'intérêt de la civilisation et du bonheur du monde, mais elle ne craint pas la guerre : un roi citoyen et une nation de trente-deux millions d'individus n'ont point d'ennemis à redouter. »

Souvent Carrel, irrité des menées du parti royaliste et de ses calomnies contre le gouvernement, se retourne contre lui avec la *furia francese* d'un soldat; c'est ainsi que, s'adressant à M. de Kergorlay, dans *le National* du 2 octobre 1830, il lui dit :

« De bonne foi, est-ce un dévouement bien respectable et bien touchant que celui qui vous porte à outrager les lois de votre pays, à calomnier un prince auquel, dans le fond du cœur, vous êtes obligé de rendre justice, et une nation dont la générosité se prouve par votre audace pour exalter une race de parjures, voués aux mépris des contemporains et des générations à venir? »

Carrel est encore plus éloquent quand il s'agit de repousser les hideuses parodies de 93; je voudrais pouvoir transcrire en entier l'article du 29 septembre 1830, qui commence par ces mots:

« La liberté, est-ce encore pour nous la sanglante idole qui prit sur les autels de la raison la place des dieux renversés? Non, c'est le pur et généreux principe auquel Foy, Lafayette, Camille Jordan, Royer-Collard vinrent, il y a dix ans, préparer une destinée aujourd'hui accomplie. »

Je n'en finirais pas si je voulais citer tous les témoignages que Carrel donna pendant près d'une année de son adhésion à la monarchie constitutionnelle fondée en Juillet 1830. Je me suis un peu étendu sur ces citations, d'abord pour démontrer la proposition générale avancée plus haut, et ensuite parce que la plupart des écrivains qui ont parlé de Carrel se sont plu à laisser dans l'ombre toute cette portion de sa carrière militante, qui n'est pas, à mon avis, la moins digne d'attention; car ceux qui croient à l'avenir de nos institutions actuelles, ceux qui pensent que les obstacles passagers qui peuvent entraver soit leur loyale application, soit leur régulier développement, ne prouvent rien ni contre leur mérite in

trinsèque, ni contre leur supériorité relative, ceux-là trouveront en faveur de leur opinion, dans *le National* d'août 1830 à mars 1831, des arguments de principe et de fait auxquels le talent de Carrel prête autant de force que d'éclat.

Après cela il serait inexact de présenter le passage de Carrel de la monarchie à la république comme une de ces transformations soudaines qui s'opèrent du jour au lendemain sous l'influence impérieuse et exclusive d'un amour-propre froissé, d'une ambition déçue. Depuis les premiers mois qui suivirent la révolution de Juillet, durant lesquels Carrel se prononçait si énergiquement pour la monarchie contre la république, jusqu'au mois de janvier 1832, époque à laquelle il arbora en quelque sorte officiellement dans son journal le drapeau républicain, on le voit arriver progressivement et par une suite de gradations très-sensibles de l'état d'amitié à l'état de guerre, et cependant, bien qu'il ne s'agisse ici que d'une variation quant aux moyens d'application d'un principe sur lequel Carrel ne varia jamais, savoir le gouvernement du pays par le pays, le *self government*, qui fut toujours sa devise, cependant, en

présence d'une adhésion si formelle et si bien motivée au début, on est naturellement porté à se demander comment Carrel a pu être conduit si vite à désespérer d'une institution qu'il considérait d'abord comme la meilleure sauvegarde contre l'anarchie et comme l'expression la plus complète des vœux et des besoins de la France.

Je ne pense pas manquer de respect à la mémoire de cet honorable écrivain en attribuant ce changement à l'action combinée de deux causes différentes : d'abord, et sans doute, à une conviction sincère d'un défaut d'harmonie de plus en plus tranché entre la marche du gouvernement nouveau et ce qu'il croyait la volonté du pays, à une conviction sincère de l'impossibilité pour la monarchie de faire face à des crises intérieures et extérieures sur le danger et l'importance desquelles il se trompa comme bien d'autres ; et, par suite, de la nécessité de préparer pour la perspective d'une situation plus violente un gouvernement plus vigoureux. Mais, ce point admis, ce serait, ce me semble, manquer de justesse et faire un portrait de fantaisie que de ne pas admettre aussi que le désir de croire entra pour quelque chose

dans la nouvelle croyance de Carrel, et que ce désir prit sa source dans la légitime ambition d'un esprit éminent qui se juge appelé à l'exercice du pouvoir et éprouve un penchant naturel à condamner comme impuissant le pouvoir qui repousse son intervention. Aussi, sans prendre trop au sérieux l'idée que Carrel exprimait avec ironie en disant : « On m'eût peut-être gagné en m'offrant le commandement d'un régiment, » il est permis de penser que si, dès le début, alors qu'il était libre et sympathique au nouveau gouvernement et avant qu'il fût engagé ailleurs, on lui eût offert, au lieu d'une préfecture de troisième ordre, une situation plus digne de son activité et moins inférieure à celle de ses anciens co-fondateurs du *National*, il est permis de penser que, rattaché plus intimement au nouvel ordre de choses, il eût eu plus de peine à s'en séparer, et qu'alors même que la marche des affaires l'eût mécontenté et forcé de passer à l'opposition, il s'y fût maintenu dans le système monarchique constitutionnel qu'il défendit si brillamment pendant plusieurs mois.

Ce qui est certain, c'est que Carrel n'était rien moins qu'un homme de faction, un de ces esprits

foncièrement turbulents et désordonnés, pour qui toute révolution n'est complète qu'autant qu'elle fait de l'autorité une question pure et simple de force brutale et de poumons, un prix offert à quiconque se sent le mieux en fonds de cette qualité tant préconisée par Danton : « De l'audace! et puis de l'audace! et puis encore de l'audace! »

Carrel ne manquait certainement pas d'audace, peut-être même pourrait-on l'accuser d'en avoir eu trop, mais il avait des qualités fort supérieures à l'audace. A une grande force d'âme il joignait, sans parler ici de la loyauté et de la noblesse de son cœur, une grande justesse, une grande rectitude d'esprit, et c'est par là qu'il était essentiellement un homme de gouvernement, ; c'est par là qu'il était en quelque sorte dépaysé au milieu de la masse anarchique et incohérente, où l'avait jeté l'espoir d'un grand, d'un noble rôle à remplir, et qu'il s'efforçait en vain d'organiser, de préparer non-seulement à l'attaque et à la conquête, mais à l'exercice du pouvoir; aussi, du jour où il eut arboré le drapeau républicain, sa vie ne fut plus qu'un double et perpétuel combat, presque aussi vif, presque aussi opiniâtre

contre l'indiscipline des siens que contre l'habileté de ses adversaires. Si, d'une part, aussi impétueux qu'obstiné dans l'attaque, et toujours prêt à payer de sa personne en affrontant, pour l'honneur de sa cause, tous les dangers individuels, il savai tpassionner, enthousiasmer, par son dévouement et son courage, la fraction la plus intelligente et la plus distinguée de son armée, d'autre part, il offrait, dans sa noble horreur pour toute violence démagogique, dans son bon sens supérieur, dans son fier dédain pour le charlatanisme de langage et d'action, pour le pathos sanglant et indigeste qui procurait alors les honneurs de la *populacerie*, quelque chose d'essentiellement antipathique à cette fièvre de singerie farouche et de systématique brutalité qui a si puissamment facilité la victoire de la monarchie de Juillet sur le parti républicain.

Combattant chaque prise d'armes comme funeste à la cause républicaine, et ne se vengeant de n'être pas écouté que par son noble empressement à se placer toujours après la défaite des siens entre le gouvernement et les vaincus ; persuadé que le pouvoir n'arrive et ne reste qu'aux

mains de ceux qui se se sont mis en état de l'exercer, et proclamant sans cesse pour son parti la nécessité de se faire d'abord des *opinions*, et de convertir le pays au lieu de le violenter. Il lui répétait en vain :

« Le système de la dynastie est de nous acculer perpétuellement dans l'agression matérielle pour mettre le pays de son côté; c'est dire assez que notre tactique, à nous, est d'acculer la dynastie dans les coups d'État, de lui refuser tout prétexte de violer la Charte dans un intérêt d'ordre public, et de l'obliger à prendre l'initiative de la violence.... Une seconde victoire, remportée par la dynastie en personne contre la république, convertirait à la monarchie absolue ceux qui n'ont pas encore été convertis par les journées de juin à la royauté constitutionnelle. »

(*National* du 4 octobre 1833.)

S'occupant ensuite, avec une habile sollicitude des intérêts de liberté et de propriété si grossièrement foulés aux pieds par les avancés du parti, il travaillait à persuader à la bourgeoisie que la république se bornait tout simplement à la transformation du pouvoir héréditaire en pouvoir électif, avec une extension du droit de suffrage, et repoussait avec énergie les théories brutales de *la Société des Droits de l'homme* et de *la Tri-*

bune. On connaît ses luttes avec cette dernière feuille, à l'effet d'établir, de circonscrire et de préciser en quoi consiste la révolution républicaine.

« Nous voulons, disait Carrel, la liberté pour nous aujourd'hui, demain contre nous, si nous étions maîtres; bien différents de ceux qui veulent carresser et ménager des pratiques oppressives, dans l'espoir avoué de les manier à leur tour, et de devenir de persécutés persécuteurs. — Nous répétons donc, afin que que *la Tribune* n'en doute pas, que nous sommes toujours pour le *gouvernement représentatif, contre la monarchie et contre l'anarchie;* que nous voulons ce gouvernement représentatif composé d'un pouvoir exécutif, d'un pouvoir législatif et d'un pouvoir judiciaire indépendants l'un de l'autre;

« Que nous tenons pour les deux degrés de discussion législative, c'est-à-dire pour deux Chambres ;

« Que nous désirons voir s'établir un pouvoir exécutif, un, électif, responsable, amovible, jouissant d'une plus grande latitude pour gouverner qu'un premier magistrat héréditaire, gouvernant en un mot de sa personne, pour sortir des fictions et prendre les choses comme elles sont;

« Que nous ne reconnaîtrons qu'à une assemblée extraordinairement convoquée, et représentant la France *aussi complétement que possible*, le droit de parler au nom de la souveraineté nationale, d'exercer le pouvoir constituant, et de servir de transition entre l'ordre de choses actuel et celui que nous désirons;

« Que cette constitution ne serait à nos yeux légitime qu'à la condition de réserver au pays, comme droits sacrés, inattaquables, supérieurs à toute invocation de la nécessité, le pouvoir constituant, le droit de révision, le jugement par jurés, la liberté illimitée de discussion, le droit d'association; qu'enfin elle ne répondrait à l'état de la civilisation actuelle de la France qu'à la condition de garantir la propriété, la liberté individuelle, les libertés municipales, de réformer la centralisation administrative, de changer la constitution militaire actuelle, de fondre l'armée permanente et l'armée dite garde nationale en une seule et même institution, assez forte pour remettre la nation à son rang en Europe, pas assez dévouée aux ambitions du pouvoir exécutif pour devenir un instrument d'oppression et d'usurpation. » (*National* du 13 mai 1833.)

Je donne ici ce programme de Carrel sans le discuter dans tous les détails de son application et uniquement pour faire comprendre au lecteur comment il encourut souvent de la part des grotesques disciples de Marat l'accusation de n'être qu'un scélérat de modéré, un aristocrate digne de figurer à la lanterne à côté de Lafayette.

Le lecteur trouvera dans les Mémoires de M. Gisquet une lettre confidentielle de Carrel à M. Petetin, curieuse par les révélations qu'elle contient sur l'anarchie intérieure qui minait le parti

républicain. On y verra comment M. Marrast, rédacteur de *la Tribune*, qui, alors, n'y allait pourtant pas de main morte, fut obligé de se battre en duel avec un plus jacobin que lui, qui l'accusait de trahison pour s'être contenté d'appeler Lafayette un *grand coupable*, et l'on y verra les secrètes souffrances de Carrel, débordé et annulé par les parodistes de 93.

Son dégoût pour ce charlatanisme sauvage était indomptable. Se trouvant (21 janvier 1835) prisonnier à Sainte-Pélagie pour délit de presse, et sommé par ses co-détenus d'illuminer comme eux les fenêtres de sa chambre, en célébration de l'anniversaire de l'exécution de Louis XVI, il s'y refusa. Toute la bande se précipita alors vers sa chambre en hurlant : A bas les gants jaunes ! à bas le faquin ! il faut le pendre. Et si l'on en croit M Gisquet, il fallut l'intervention des employés et des soldats pour préserver des insultes de ces furieux un homme qui était leur chef par le talent autant que par le courage, et dont le nom était estimé et respecté par ses adversaires eux-mêmes (1).

(1) Ce sont ces mêmes républicains qui se vantaient, comme

Malgré tous ces déboires, et quoique Carrel ne pût se dissimuler que le parti qu'il avait cru appelé à gouverner la France tombait de jour en jour dans un plus grand discrédit, il resta sur la brèche, et lorsqu'après des excès de violence et de témérité apparurent des symptômes d'atonie et de découragement, lorsque, plusieurs fois vaincue au parlement, devant les tribunaux, dans les rues, frappée à mort dans ses organes les plus furibonds par des condamnations multipliées, et de toutes parts enlacée dans un réseau de lois répressives, l'opinion républicaine semblait se laisser envahir par la conviction de son impuissance, on vit celui-là même qui avait prêché la prudence aux téméraires et la raison aux insensés s'efforcer, avec une fermeté égale, d'entretenir l'espoir, la persévérance et l'ardeur au sein d'un parti démoralisé, le couvrir comme d'un bouclier de l'estime générale que son caractère inspirait, et braver toutes les poursuites judiciaires pour lui conserver au moins dans la presse périodique

d'un acte d'héroïsme, d'avoir illuminé leurs fenêtres le jour de la mort de Lafayette.

un dernier drapeau, un dernier signe de ralliement.

Les lois de septembre, en supprimant les discussions de principes auxquelles il aimait à se livrer et desquelles il espérait beaucoup, furent très-pénibles à Carrel; il n'en supporta le joug qu'avec une frémissante impatience; on dit même que le fond de ses opinions en éprouva quelques modifications assez graves qui, pour n'être pas très-sensibles dans son journal, n'en seraient pas moins réelles. Ses amis assurent qu'à dater de ce moment, et à mesure que, par l'effet de ces mêmes lois, se calmait chez les autres une certaine violence de principes qui, pour la plupart, n'avait été que fougue et chaleur de sang, ses idées à lui commençaient à subir une transformation inverse; il devenait moins hostile à des souvenirs et à des noms qu'il avait jusque-là réprouvés, ou tout au moins écartés; un rapprochement s'opérait entre lui et quelques hommes qu'il avait naguère repoussés comme exagérés; il tendait à admettre des restrictions à ses principes de *droit commun* et de *liberté pour tous*, et commençait à se familiariser avec les systèmes de gouverne-

ment qui s'autorisent de la nécessité pour se dispenser de la justice. On donne comme une preuve de cette modification la polémique qu'il engagea peu de temps avant sa mort au sujet d'Alibaud. Le choix et le ton de cette polémique semblent en effet trancher un peu sur l'ensemble des doctrines précédemment énoncées par Carrel.

Quoi qu'il en soit, comme je préfère pour mon compte, et de beaucoup, le Carrel que j'ai dépeint plus haut d'après lui-même, le Carrel défenseur du *droit commun* et ennemi des *pratiques oppressives*, quel que soit le nom dont elles se parent et le pouvoir qui les emploie, et comme ce Carrel me semble beaucoup plus authentique, beaucoup plus historique que l'autre, je m'y tiens.

Je n'entrerai pas dans le détail de tous ses démêlés avec le parquet ; il se défendit presque toujours lui-même devant le jury, et il s'acquitta de cette tâche avec un habile mélange de hardiesse et de mesure qui lui réussit souvent. Devant la Chambre des Pairs il fut moins heureux, mais il eut de beaux moments. Tout le monde connaît sa fameuse apostrophe sur le maréchal Ney, qui, articulée d'une voix nerveuse, vibrante et solen-

nelle, alla remuer le cœur du général Excelmans au point de lui faire oublier sa qualité de juge, et de le transformer en champion de Carrel. Ce fut un des beaux effets d'éloquence de ce temps-ci.

Il nous faut enfin parler d'un défaut de Carrel, pour lequel on est fort indulgent en France, et qu'on n'ose lui reprocher trop vivement quand on pense qu'il lui a coûté la vie. En devenant un homme de discussion, Carrel avait malheureusement conservé des habitudes de soldat, et ce fut une de ses faiblesses de se croire obligé d'accepter toujours, de quelque part qu'elles vinssent, et de chercher trop souvent des occasions de conflit individuel. Déjà, sous la Restauration, il avait eu, avec un des rédacteurs du *Drapeau Blanc*, une rencontre où, par une bizarrerie qui n'est pas rare dans ces sortes d'affaires pour cause de presse, chacun des deux combattants était complètement étranger aux deux articles qui amenaient le combat. Les débats auxquels donna lieu la captivité de la duchesse de Berry produisirent entre un légitimiste et Carrel un second duel à l'épée, dans lequel ce dernier, après

avoir blessé son adverraire, reçut lui-même dans le ventre une blessure, qui lui valut les témoignages les plus flatteurs d'une sympathie presque universelle, et en même temps de la part des plus graves de ses amis d'affectueuses remontrances qu'il écoutait en souriant et avec promesse de s'amender.

Carrel voulait qu'un journal se fît respecter comme le ferait un homme d'honneur. En cela il avait raison. Il est en effet assez étrange que deux hommes puissent tous les matins se dire, par le moyen de deux feuilles de papier, des choses qu'ils ne pourraient se dire de vive voix sans se couper la gorge. Seulement, quand on veut être respecté, il faut respecter aussi ses adversaires, et Carrel, si susceptible pour lui-même, manquait trop souvent de modération et de convenance envers les autres; on eût dit parfois que, dans la crainte de voir mal interpréter les conseils de prudence qu'il adressait à son parti sur les questions d'engagements collectifs, il se plaisait à chercher des occasions de dangers personnels par les provocations les plus directes à l'adresse de ses adversaires, de telle sorte qu'avec la prétention

de représenter et de défendre le principe de la libre discussion, il se laissait aller à parler en homme qui ne peut la supporter et s'arroge le droit de la confisquer à son profit. Un écrivain radical, M. Blanc, a cru sans doute le louer en disant de lui « qu'il ne réfutait pas ses adversaires, mais qu'il les châtiait. » Dans un pays comme la France, un tel mode de réfutation est aussi nuisible à la cause qu'il prétend servir que dangereux pour celui qui l'emploie, et trop souvent Carrel gâta ses meilleures pages de polémique par des excès de langage plus dignes d'un sous-lieutenant tapageur que d'un chef de parti. Voici, par exemple, comme échantillon de son style *ab irato*, une apostrophe aux *Débats :*

« Si ses apologistes (il s'agissait de M. Persil) du *Journal des Débats* n'étaient pas aussi méprisables et presque aussi sots que lui, on se retournerait contre eux ; mais avec eux aussi que dire ? erreur ou conviction, dignité d'honnêtes gens ou impudeur de fripons, qu'est-ce qui résiste en eux ? Par où les prendre ? nous l'avons tenté si souvent que l'embarras nous prend quand il leur faut répondre. Nous les prions de ne voir, dans ce qu'ils proclament aujourd'hui notre impuissance, que la difficulté, pour nous, de pousser les expressions du dégoût aussi loin qu'eux le

cynisme de la turpitude; il est des flétrissures que la plume ne se charge pas d'imprimer au front de ceux qui les méritent.

« Si les écrivains du *Journal des Débats* attachaient à leurs viles apologies ministérielles la responsabilité personnelle qui n'a jamais manqué à aucune de nos agressions, mesurées ou non, il y a bien longtemps que *le Journal des Débats* serait sans écrivains, ou se serait dépouillé du franc-parler qu'il affecte, comme un privilége du grand âge de ses éditeurs. »

(8 avril 1834.)

J'ai voulu voir quel article des *Débats* avait pu provoquer chez Carrel un tel débordement de violence; cet article était vif à la vérité, mais cependant étranger à toute personnalité, et renfermé dans les bornes d'une discussion permise; or, je dois ajouter que j'ai vainement cherché la répartie qu'eût méritée, ce me semble, l'article de Carrel. Le prudent rédacteur des *Débats* crut devoir briser là une controverse qui prenait semblable tournure.

Mais cette prudence n'est pas donnée à tout le monde, et avec de telles formes de discussion, vu l'importance qui s'attachait naturellement à toute attaque venant d'un homme aussi considéré que

lui, Carrel, trop habitué à refuser aux autres des libertés de parole dont il usait si largement, marchait dans une voie qui pouvait d'un jour à l'autre aboutir à quelque catastrophe. C'est ce qui arriva, et dans un moment où l'on pouvait espérer que les plus forts dangers de ce genre étaient passés, en quelque sorte à la fin de la bataille, lorsque l'ardeur des partis, aux prises depuis six ans, s'amortissait de plus en plus, et, pour comble de malheur, sur une question qui, à vrai dire, n'intéressait ni la personne de Carrel ni ses principes.

Un nouveau journal, *la Presse*, avait été fondé en 1836 avec des conditions de bon marché jusqu'alors inconnues; le fondateur, M. Émile de Girardin, publia des prospectus où, suivant l'usage, il présentait son journal comme infiniment préférable aux autres. Un journaliste appartenant alors à la rédaction du *Bon Sens*, et qui depuis devint un des amis de M. de Girardin et un des rédacteurs de *la Presse*, crut devoir publier contre M. de Girardin et son entreprise une série de feuilletons renfermant des personnalités fort injurieuses. Le fondateur de *la Presse*

intenta au gérant du *Bon Sens* un procès en diffamation.

Carrel, après avoir d'abord refusé d'intervenir dans une querelle de cette nature, cédant aux sollicitations des rédacteurs du *Bon Sens*, publia dans *le National* une note assez brève, dans laquelle, après avoir exprimé son *mépris* pour les prospectus de M. de Girardin, il blâmait sévèrement ce dernier de recourir aux tribunaux pour se défendre de critiques dirigées contre son entreprise. M. de Girardin répondit le lendemain dans *la Presse* en ces termes :

« Le reproche du *National* manque de la loyauté attribuée au caractère de M. Carrel. Assurément ce reproche serait mérité si *le Bon Sens* s'en fût tenu à l'examen critique et sévère de la base économique sur laquelle *la Presse* est établie ; mais il n'en a pas été ainsi : les accusations les plus odieuses et les plus personnelles ont été accumulées contre M. de Girardin. »

Répondant ensuite en bloc aux attaques dirigées contre sa personne par plusieurs journaux, M. de Girardin les menaçait d'user contre eux de moyens semblables, et terminait par une allusion applicable, non point à Carrel, mais à un de ses

amis, à un autre rédacteur du *National*, alors en état de faillite comme chef de je ne sais quelle entreprise industrielle.

Tel est le résumé exact des faits qui portèrent Carrel à remettre encore une fois sa vie aux chances d'un duel. Aussitôt après la lecture de l'article de *la Presse*, il se rendit chez M. de Girardin, accompagné de ce même ami, peut-être aussi engagé que lui dans la question. Je n'entrerai pas ici dans le détail de la discussion particulière qui suivit, et dont les termes sont diversement rapportés. Toujours est-il que l'affaire paraissait s'arranger à l'amiable au moyen d'une note explicative que devaient publier les deux journaux ; seulement M. de Girardin désirait que la publication de cette note fût simultanée, tandis que Carrel voulait qu'elle fût d'abord publiée dans *la Presse* et répétée ensuite dans *le National*. C'est sur ce léger différend que Carrel, n'ayant pu obtenir la concession qu'il exigeait, se leva et rompit la conférence en disant : « Je suis l'offensé, je choisis le pistolet. »

Le duel eut lieu le lendemain, 22 juillet 1836, dans la matinée, au bois de Vincennes. Les deux

adversaires, marchant l'un sur l'autre, tirèrent presque en même temps et tombèrent tous deux blessés, M. de Girardin à la cuisse et Carrel à l'aîne. Le premier soin de Carrel, toujours aussi bienveillant après le combat que prompt à l'offense, fut de s'informer si son adversaire souffrait beaucoup ; mais à la première inspection des médecins sa blessure à lui fut jugée bien plus grave. On le transporta au village de Saint-Mandé, dans la maison d'un de ses anciens camarades de l'Ecole militaire, et c'est là qu'après deux jours de cruelles souffrances, après un délire étrange et éloquent, une agonie de poëte et de soldat, dont on peut lire l'émouvant récit dans *le National* du 26 juillet 1836 ; c'est là, dis-je, chez un ami, dont le souvenir perdu reparaissait ainsi au moment suprême comme un souvenir de jeunesse, que Carrel expira le 24 juillet, à cinq heures du matin, dans toute la force du talent et de l'âge, car il n'avait que trente-six ans.

Cette mort si prématurée, si imprévue, fut un véritable deuil public ; les journaux de toutes les opinions se réunirent dans l'expression des mêmes sentiments. Des funérailles aussi imposantes par

le concours immense que par la qualité et la douleur sincère des assistants témoignèrent des regrets de la France, et le modeste cimetière de Saint-Mandé acquit un renom historique en recevant parmi ses tombes obscures cette tombe illustre. Elle est signalée à l'attention du visiteur par une statue de bronze, due au ciseau du sculpteur David (d'Angers), qui représente Carrel debout, le bras droit étendu en avant, la tête légèrement renversée en arrière, dans la fière attitude qu'il avait lorsqu'il évoqua devant la Chambre des Pairs l'ombre du maréchal Ney.

L'espace me manque pour essayer de formuler en terminant un jugement général sur cette belle intelligence qui n'a pu d'ailleurs donner toute sa mesure. Au milieu des modifications que le temps et les événements produisent dans le champ des controverses, dans l'ordre des batailles d'opinion, et dans les dispositions des combattants, nul ne peut dire quelle marche aurait été suivie, quelle influence aurait été reçue et exercée par un homme dont les deux plus essentielles, les deux plus précieuses qualités, celles qui suffisent bien au delà à racheter quelques défauts, étaient,

avant tout, le plus pur désintéressement et la plus entière bonne foi.

On assure que, dans les derniers temps de sa vie, Carrel, lassé de lutter stérilement et jour par jour contre de petits faits plus puissants que lui, songeait à revenir aux grands travaux historiques, et se préparait à écrire l'histoire de Napoléon. Un tel ouvrage écrit par un tel homme eût été à coup sûr un ouvrage hors ligne.

D'un autre côté, la tribune le tentait; il avait déjà essayé en vain de s'en ouvrir l'accès, mais il ne pouvait manquer d'y arriver, et là se présentait encore pour lui une carrière nouvelle, où il eût sans doute élargi sa sphère d'action et complété sa destinée.

En somme la vie de Carrel ressemble à un de ces monuments inachevés dont les beautés fragmentaires ne servent qu'à rendre plus vif le regret de ne pouvoir contempler le monument tout entier.

Comme homme privé, l'illustre rédacteur en chef du *National* était, au dire de ses amis, un être admirable de bonté, de générosité et de dévouement. Autant sa plume de journaliste était

parfois acerbe et sa fierté d'homme public chatouilleuse, autant son commerce intime était facile, agréable, plein d'indulgence et d'abandon. A une austérité toute romaine en matière d'argent ou d'intrigues, il joignait la grâce, l'urbanité simple et élégante d'un gentilhomme français du vieux temps.

Carrel n'a point laissé d'enfants et n'a jamais été marié : il vivait conjugalement, depuis longues années, avec une dame séparée de son mari; mais hâtons-nous de dire que cette liaison, dont nous ne nous serions pas permis de parler si elle n'avait été assez généralement connue, était caractérisée par tout ce que l'estime réciproque et le dévouement mutuel peuvent offrir de plus noble, de plus sûr, de plus délicat, et qu'il ne tint pas à Carrel qu'elle ne fût sanctionnée par la loi; car l'échec de la loi du divorce, plusieurs fois adoptée par la Chambre des Députés et toujours rejetée par la Chambre des Pairs, fut pour lui un chagrin personnel dont il ne se consola jamais.

Enfin, à une époque où nous avons vu tant de veuves *légales* violer si misérablement le respect

dû à des noms plus ou moins glorieux, peut-être le lecteur n'apprendra-t-il pas sans plaisir que, pareille à la veuve irlandaise chantée par Moore, la personne distinguée qui fut l'objet des affections de Carrel « ne peut plus aimer que la tombe où dort celui qu'elle a tant aimé. »

Dernièrement un neveu de Carrel a dû au nom qu'il porte d'obtenir, dans un des colléges de Paris, une bourse, accordée avec un empressement et en des termes qui font honneur à M. de Salvandy, ministre de l'instruction publique.

GALERIE DES CONTEMPORAINS ILLUSTRES



M. FENIMORE COOPER.

Imp. de Pernel. A. René et C.ie



l. c Pernel. A.René et Cie

M. FENIMORE COOPER.

Le Nouveau-Monde, qui n'a d'autres antiquités que ses forêts, ses sauvages et sa liberté, vieille comme la terre, a trouvé dans M. Cooper le peintre de ses antiquités.

Chateaubriand, *Préface des Études historiques.*

Deux siècles sont à peine écoulés depuis le jour où les sauvages de l'Amérique septentrionale virent cent cinquante Anglais, hommes, femmes et enfants, débarquer sur la plage aride et déserte où s'élève aujourd'hui la ville de Plymouth. Les émigrants n'appartenaient point à cette classe d'aventuriers, fondateurs ordinaires des colonies, que la soif de l'or ou du changement, la misère, une position perdue, le vice ou le crime poussent vers les régions lointaines. C'étaient des hommes pieux, aux mœurs pures, au langage biblique, aussi graves dans leur maintien que dans leur vie;

c'étaient des membres de cette secte née en Angleterre à la fin du XVIe siècle, à laquelle l'austérité de ses principes avait valu le nom de *puritaine*. Fuyant la persécution religieuse et les troubles politiques qui désolaient leur patrie, ils venaient chercher dans un monde nouveau la paix et la liberté. « Autour d'eux, dit un vieux chroniqueur de cette émigration qui devait être si féconde, autour d'eux n'apparaissait qu'un désert hideux et désolé, plein d'animaux et d'hommes sauvages, dont ils ignoraient le nombre et le degré de férocité. On était au milieu de l'hiver, la terre était glacée, le sol était couvert de forêts et de buissons. Le tout avait un aspect barbare. Derrière eux ils n'apercevaient que l'immense océan qui les séparait du monde civilisé. Pour trouver un peu de paix et d'espoir, ils ne pouvaient tourner leurs regards qu'en haut. »

A peine débarqués, les *pèlerins*, comme ils s'appelaient, après avoir imploré la protection divine, passent un acte ainsi conçu : « Nous, dont les noms suivent, qui pour la gloire de Dieu, le développement de la foi chrétienne et l'honneur de notre patrie, avons entrepris d'établir la pre-

mière colonie sur ces rivages reculés, nous convenons dans ces présentes, par consentement mutuel et solennel et devant Dieu, de nous former en corps de société politique, dans le but de nous gouverner et de travailler à l'accomplissement de nos desseins, et, en vertu de ce contrat, nous convenons de promulguer des lois, actes, ordonnances, et d'instituer, selon les besoins, des magistrats, auxquels nous promettons soumission et obéissance. »

Ainsi fut fondée en 1620, par une poignée de sectaires, une nation qui s'annonce déjà comme devant être une des plus grandes, une des plus puissantes nations que le monde ait jamais connues. Tel fut, en y joignant une autre colonie antérieurement fondée en Virginie, tel fut le noyau de ces vingt-quatre États de l'Union américaine, aujourd'hui répandus de l'océan Atlantique à la mer du Sud, du Canada au golfe du Mexique, sur une surface égale à la moitié de l'Europe, offrant déjà une population de quatorze millions d'âmes, qui s'augmente de cinq cent mille âmes chaque année, et étonnant l'ancien monde autant par la fabuleuse rapidité de leur accroissement que par le ca-

ractère nouveau de leur organisation sociale et politique et la gigantesque audace de leurs travaux industriels.

Ce peuple, que l'on a spirituellement nommé un Hercule au berceau, ce peuple qui à peine né donne aux vieux peuples le premier exemple d'une nation se gouvernant elle-même, et à la France le signal d'une révolution qui fera le tour de l'Europe, ce peuple enfant qui dompte des fleuves grands comme des mers, abat des forêts de cinq cents lieues, construit des villes gigantesques et fertilise d'immenses déserts, ce peuple est loin d'offrir en littérature une vitalité égale à sa vitalité politique et industrielle. Diverses causes expliquent son infériorité sur ce point.

D'abord il n'a pas de langue à lui. Anglais par la langue, il est resté, pour tout ce qui touche aux choses littéraires, tributaire de l'Angleterre. Chez lui le libraire a devancé l'auteur; la réimpression des ouvrages anglais a été longtemps la seule occupation de la presse américaine, et les productions indigènes qu'elle imprime aujourd'hui sont encore, à peu d'exceptions près, marquées de ce cachet d'infériorité qui s'attache à l'imitation.

En remontant à l'origine si récente de la nation anglo-américaine, on n'y trouve point ce travail de fusion, d'assimilation entre des races différentes, cet échange de langage, de mœurs et d'idées entre un peuple conquérant et un peuple conquis, dont le résultat final a donné à chacune des nations européennes un caractère particulier, qui se manifeste par une littérature originale.

L'Anglais est arrivé déjà vieux et civilisé sur le sol américain, où il a trouvé une race indigène de beaucoup inférieure à lui par les lumières, mais son égale en énergie individuelle et en orgueil, et de laquelle, par conséquent, il n'avait à attendre ni soumission ni enseignement. Aussitôt que le flot toujours croissant de l'émigration lui a permis de commencer l'œuvre à laquelle il était appelé, il n'a cessé de marcher en avant avec la ténacité saxonne, chassant impitoyablement le sauvage de forêts en forêts, de déserts en déserts, jusqu'à ce qu'il ait à peu près détruit la race indigène par le fer et la faim, s'inquiétant peu de savoir s'il ne détruisait pas du même coup un élément d'originalité nationale et de rénovation intellectuelle, une semence précieuse qui, mêlée à l'esprit

anglais, l'aurait modifié, retrempé et rajeuni (1).

Ainsi donc, toutes les sources de poésie qui découlent des traditions et des mœurs, le citoyen des États-Unis les emprunte encore à la vieille patrie

(1) Il semble, en effet, que les derniers sauvages, fuyant devant la hache du pionnier, aient emporté avec les os de leurs pères les dernières espérances de la poésie américaine. On le croirait du moins en lisant cette belle et noble supplique, vainement adressée au congrès américain, en 1829, par les Cherokees, et que nous extrayons en partie de l'excellent ouvrage de M. de Tocqueville, sur *la Démocratie en Amérique*. « Par la volonté de notre Père céleste, qui gouverne l'univers, la race des hommes rouges d'Amérique est devenue petite; la race des hommes blancs est devenue grande et renommée. Lorsque vos ancêtres arrivèrent sur nos rivages, l'homme rouge était fort, et, quoiqu'il fût ignorant et sauvage, il les reçut avec bonté et leur permit de reposer leurs pieds engourdis sur la terre sèche. Nos pères et les vôtres se donnèrent la main en signe d'amitié et vécurent en paix. Tout ce que demanda l'homme blanc pour satisfaire ses besoins, l'Indien s'empressa de le lui accorder. L'Indien était alors le maître, et l'homme blanc le suppliant. Aujourd'hui la scène est changée; la force de l'homme rouge est devenue faiblesse. A mesure que ses voisins croissaient en nombre, son pouvoir diminuait de plus en plus; et maintenant, de tant de tribus puissantes qui couvraient la surface de ce que vous nommez les Etats-Unis, à peine en reste-t-il quelques-unes que le désastre universel ait épargnées. Les tribus du Nord, si renommées jadis parmi nous pour leur puissance, ont déjà à peu près disparu. Telle a été la destinée de l'homme rouge d'Amérique. Nous voici les derniers de notre race; nous faut-il aussi mourir? »

dont il a secoué le joug, à l'Angleterre ; quant à celles qui pourraient jaillir du sol, quant aux inspirations qu'il pourrait puiser dans le sein d'une nature admirable de beauté grandiose et sauvage, l'Anglo-Américain n'a ni le temps ni le désir de les rechercher, de s'y livrer et d'en jouir. Il s'agit pour lui, non pas de contempler la nature, mais de la vaincre ; non pas d'admirer ses merveilles, mais de lui arracher ses trésors. C'est le peuple le plus avide, le plus actif et le plus prosaïque du globe ; et son âpreté au gain se traduit pour lui en efforts aussi grands que ceux que les passions les plus sublimes enfantèrent jamais. Entraîné dans un mouvement perpétuel d'entreprises industrielles, commerciales, agricoles, il n'estime la littérature et les arts qu'en raison de leur utilité immédiate ; il a des milliers de journaux destinés à l'informer de ce qui se passe chez lui et chez les autres ; il produit et consomme des masses de traités, de dictionnaires technologiques, et il n'a pas un grand historien, pas un philosophe, pas un grand poëte. Parmi tous ses écrivains, il n'en est guère que deux qui soient parvenus à l'intéresser aux ouvrages d'imagination et dont le nom traversant l'Océan

ait éveillé l'attention de l'Europe. Les noms de Washington Irving et de Cooper sont à peu près les seuls noms littéraires qu'offre jusqu'ici cette société nouvelle si féconde sous d'autres rapports, et encore le talent du premier, s'exerçant sur des sujets déjà épuisés pour nous, est-il de beaucoup inférieur à nos yeux au talent du second.

Le romancier Cooper est le vrai poëte de l'Amérique; il a admirablement compris en quoi pouvait jusqu'ici consister la poésie américaine; il a admirablement compris que, dans un pays né d'hier, dépourvu de traditions historiques, et n'offrant, dans l'uniformité de son organisation sociale, de ses occupations et de ses mœurs, aucune saillie, aucun relief, il n'y avait matière ni à l'épopée, ni à la poésie satirique ou tragique, ni au tableau de mœurs proprement dit. Après un essai malheureux dans ce dernier genre, il y a bien vite renoncé pour s'occuper exclusivement, et avec un rare bonheur, d'appliquer les procédés de composition de Walter Scott aux deux grands aspects sous lesquels s'offre la nature américaine, les forêts et l'Océan, et aux deux grands faits qui forment jusqu'ici toute son histoire, la lutte des premiers

émigrants contre les sauvages, et la guerre de l'indépendance contre l'Angleterre.

Je ne sais que peu de chose sur la vie de l'auteur du *Pilote* et du *Dernier des Mohicans.*

James-Fenimore Cooper, issu d'une famille anglaise originaire du comté de Buckingham, qui émigra en 1769, et s'établit dans l'Etat de New-York, est né en 1789 au sein de cet Etat, à Burlington, sur la Delaware. Il a passé son enfance près des sources du Susquehanna, dans la ville naissante de Cooperstown, dont il nous décrit avec tant de charme les commencements dans son roman des *Pionniers.*

A treize ans, il fut placé au collége de Yale, à New-Haven, et, trois ans plus tard, il entra dans la marine et se livra à de longs voyages, qui ne contribuèrent pas peu à donner à son talent ce caractère d'énergique originalité qui le distingue.

Forcé, par l'état de sa santé, d'abandonner le service maritime, il rentra dans la vie privée, se maria, et se livra tout entier à la culture des lettres, n'interrompant la série de ses productions, qui se succédèrent régulièrement chaque année,

que par quelques voyages dans les différentes contrées de l'Europe, et un séjour plus prolongé à Lyon, où il exerça pendant trois ans, de 1826 à 1829, les fonctions de consul des États-Unis.

Son premier roman, publié en 1821 sous le titre de *Précaution ou le Choix d'un mari*, n'eut qu'un médiocre succès en Amérique et il est resté peu connu en Europe. C'est un roman de mœurs à la manière de miss Edgeworth, dont la scène se passe en Angleterre; il est surchargé de petits détails inutiles, encombré de longues conversations, et ne présente qu'un très-faible intérêt. Son second essai fut plus heureux. Délaissant le tableau de mœurs et surtout de mœurs étrangères, dans la peinture desquelles il ne pouvait être que copiste, il chercha à traiter à la manière historique un sujet américain; et il emprunta à la guerre de l'indépendance la donnée de *l'Espion*, qui parut peu de temps après son premier roman. Bien que le personnage principal d'Harwey-Birtch, l'héroïque Porte-Balle, l'espion sublime qui sacrifie à la patrie non-seulement sa vie, mais son honneur, soit un peu forcé et peu homogène, et bien que l'auteur ait cru devoir faire figu-

rer dans ce roman, d'une manière assez malheureuse et dans un rôle tout à fait secondaire, Washington lui-même, sous le pseudonyme de Harper, il y a, dans cette production, de la vérité, de la variété, de la vie. Les deux figures de femmes sont un peu ternes, mais le caractère du capitaine Lawton, le sabreur virginien, est vigoureusement accusé. Le docteur Sitgreaves, avec ses sollicitudes anatomiques, est assez plaisant. Cependant cet ouvrage ne saurait être classé en première ligne parmi les romans de Cooper. On en peut dire autant, ce me semble, de *Lionel Lincoln*, publié en 1824, et dont le sujet est également emprunté à l'histoire de la guerre de l'indépendance.

Le triomphe de Cooper n'est pas là ; il est dans la peinture des grandes scènes qui se passent sur l'Océan, et des puissants contrastes que font naître le rapprochement de la vie civilisée et de la vie sauvage. C'est dans ces deux directions que Cooper s'est élevé jusqu'au génie et qu'il a mérité d'être placé le premier, après Walter Scott, dans la liste des romanciers du XIX[e] siècle.

Le Pilote, qui parut en 1824, est un chef-d'œuvre. Depuis Smollett, personne n'avait traité avec

éclat le genre maritime. C'est Cooper qui l'a mis en vogue et en honneur, et, depuis *le Pilote*, de nombreuses imitations en Angleterre et en France sont venues témoigner de la sensation produite par cet ouvrage. Mais, parmi les imitateurs, nul n'a su allier avec tant de charme la poésie et la vérité, et voguer comme lui, avec un bonheur admirable, entre le fantastique et le plat, qui sont les deux écueils du genre. Il y a bien dans *le Pilote*, comme en général dans toutes les productions de Cooper, quelques longueurs, quelques minuties descriptives; son style est parfois traînant et lourd; mais ces défauts disparaissent devant l'intérêt saisissant des détails, des caractères, des tableaux et de l'ensemble. Paul Jones, le hardi et ambitieux corsaire, caché sous la jaquette d'un pilote, le sentimental Griffith, le pétulant Barnstable, le joyeux Merry, le sentencieux Boltrope, le soldat de marine Manuel *l'amphibie*, sont des types de marins aussi vrais que variés; mais rien n'égale la belle création de *Tom-le-Long*, le fameux contre-maître de *l'Ariel*, le matelot par excellence, qui ne comprend pas l'utilité de la terre ferme, et qui, faisant corps avec le navire dont

il a vu planter la première cheville, trouve tout naturel de mourir volontairement avec lui ; la scène où il prend et exécute cette détermination est la plus belle du roman. Cette figure si gauche, si grotesque, si amusante, et en même temps si noble, si dévouée, si imposante, a servi depuis de modèle à vingt portraits du même genre, mais aucun n'approche de la perfection de l'original. Il n'est pas jusqu'aux personnages terrestres et appartenant à la vie ordinaire, personnages que le pinceau de Cooper n'excelle pas toujours à rendre, qui ne soient également réussis dans *le Pilote*. Le vieux colonel anglais Howard, si amusant dans ses transports de *loyalty* et de patriotisme, l'intrépide, facétieux et ivrogne Boroughcliffe, le lâche et perfide Christophe Dillon, la vive et malicieuse Catherine, la belle et langoureuse Cécile, composent une galerie de portraits colorés sans exagération et dessinés avec une grande finesse.

Le roman des *Pionniers*, qui parut en 1822, fut le premier essai de Cooper dans un genre qu'il devait traiter avec un succès peut-être plus grand encore. Pour la première fois apparaît chez lui la

pensée de mettre en présence deux ordres de civilisation ou plutôt la civilisation et la sauvagerie. Cette pensée n'est encore là qu'à l'état d'ébauche. Mais l'auteur en tirera plus tard un très-grand parti. Elle est admirablement réalisée dans *le Dernier des Mohicans*, qui parut en 1826. Pour l'originalité, la grandeur, la grâce, la vigueur des descriptions, des caractères, et l'intérêt dramatique de l'action, *le Dernier des Mohicans* est le digne pendant du *Pilote*. De tous les romans de Cooper c'est peut-être celui qui a eu le plus de vogue en Europe.

Déjà M. de Chateaubriand, que l'on trouve toujours sur son chemin quand on remonte à la source de ce qui s'est écrit de beau en ce siècle, déjà M. de Chateaubriand nous avait initiés aux charmes si nouveaux pour nous de la poésie transatlantique; nous vivions d'*Atala* et des *Natchez* lorsque l'auteur du *Dernier des Mohicans*, de *la Prairie*, des *Puritains d'Amérique*, est venu étaler à nos yeux, dans toute sa richesse inculte, grandiose et variée, la mine même dont M. de Chateaubriand avait extrait un lingot d'or précieux, qu'il nous avait livré après l'avoir admirablement ciselé.

Si Cooper est loin d'égaler pour le travail du style, pour la beauté artistique, son illustre prédécesseur dans la peinture des mœurs sauvages, peut-être rachète-t-il cette infériorité poétique par une plus grande vérité. Les sauvages de M. de Chateaubriand, Chactas, Atala, Celuta, Mila, Outougamiz, sont des créations ornées de toutes les séductions d'un beau génie. Les sauvages de Cooper sont beaux avant tout de leur beauté propre. Le romancier américain nous les livre à peu près tels que Dieu les fit, pleins d'harmonies et de contrastes, farouches et grossiers dans leurs actes, délicats et fins dans leurs impressions, élégants dans leur pose, bizarres dans leur ajustement, graves et pittoresques dans leur langage, féroces et impitoyables pour un ennemi vaincu, hospitaliers, naïfs, rusés, perfides, insoucieux du lendemain, plus orgueilleux que des rois, dédaigneux de toute occupation autre que la chasse et la guerre, et obéissant à tous les instincts spontanés d'une nature qui n'a été encore ni épurée par le travail de la réflexion, ni dépravée par l'influence du sophisme.

Nous assistons là à tous les épisodes si variés

de leur vie si pittoresque ; nous les voyons, au wigwam, respectueux pour les vieillards, entourant leurs femmes d'une affection calme, mais orgueilleuse et dure, qui prend sa source dans la conviction de leur infériorité génériqne ; nous les voyons autour du feu du conseil, autour du poteau de guerre où la victime insulte à ses bourreaux, à la chasse, aussi adroits qu'intrépides, à la guerre, suivant comme des limiers la piste de leurs ennemis. Nous assistons à leurs jeux, à leurs cérémonies religieuses, à leurs danses guerrières ; nous les voyons barbouillés de couleurs tranchantes, chamarrés de plumes, ornés de quincailleries, décorés des chevelures des vaincus et armés du terrible *tom-hawk ;* nous les voyons enfin tels que vous pouvez les voir tous les jours en ce moment, à Paris même, dans la personne des derniers survivants de cette race qui disparaît du globe. Allez voir les *Indiens Yoways,* et, si vous avez lu Cooper, vous reconnaîtrez, en contemplant *le Nuage-Blanc, la Pluie-qui-Marche, le Petit-Loup*, avec quelle fidélité le célèbre romancier a peint *le Grand-Serpent*, *le Cerf-Agile, le Renard-Subtil ;* il n'est pas jusqu'au jeune fils

du *Nuage-Blanc*, si fier dans sa tenue, si naturellement élégant dans ses poses, qui ne m'ait rappelé d'une manière frappante le poétique personnage du jeune Conanchet dans *les Puritains d'Amérique.*

Chingachgoock, le vieux chef Mohican, le jeune Uncas, si intrépide, si noble et si beau, le perfide et féroce Magua, sont des figures dessinées de main de maître, qui, rapprochées du vieux colonel Munro et de ses deux gracieuses filles, du jeune officier Duncan et du grotesque *David-la-Gamme*, le professeur en psalmodie, font du *Dernier des Mohicans*, par l'attrait des contrastes, une lecture pleine de saveur et de charme. Mais, ce qui donne à ce roman un intérêt tout particulier, c'est ce Natty-Bumpo, que les sauvages appellent *OEil-de-Faucon*, espèce d'intermédiaire entre l'homme sauvage et l'homme civilisé, autre création originale de Cooper, plus originale encore peut-être que celle de *Tom-le-Long.* Déjà, dans *les Pionniers*, Cooper avait esquissé le portrait de Natty-Bumpo ; il nous l'avait montré touchant à la vieillesse, rattaché un instant à la vie sociale sous le nom de *Bas-de-Cuir,* mais

bientôt rompant de nouveau avec elle, entraîné par son amour de la solitude et de la liberté des bois. Il a eu l'heureuse idée de faire rentrer dans le cadre du *Dernier des Mohicans* ce singulier personnage, qui joue dans ce roman le principal rôle, et qui y paraît dans toute l'énergie et la verdeur de l'âge mûr. Dans *la Prairie*, roman publié en 1827, et qui est un des meilleurs de Cooper, nous retrouvons encore Natty-Bumpo, vieillard caduc, mais toujours aussi original, et de chasseur intrépide passé à l'état de trappeur. Affriandé sans doute par le succès de cet excentrique personnage, M. Cooper, dans deux romans postérieurs, *le Tueur de Daims* et *le Lac Ontario*, s'est plu à continuer ou plutôt à reprendre par le commencement la biographie de son héros de prédilection, dont il nous raconte la jeunesse.

Cette seule figure de Natty-Bumpo suffirait pour assurer à M. Cooper la gloire durable des talents créateurs.

Depuis *le Dernier des Mohicans* et *la Prairie*, le fécond romancier n'a cessé d'ajouter de nouveaux titres à la brillante réputation dont il jouit. *Les Puritains d'Amérique*, *le Corsaire rouge*,

l'Ecumeur des Mers, *Deerslayer*, *le Lac Ontario*, *le Paquebot américain*, *Eve Effingham*, *Fleur des Bois*, *les Deux Amiraux*, où l'auteur, après avoir souvent peint des combats singuliers de vaisseau à vaisseau, s'est essayé avec beaucoup de bonheur à représenter une bataille navale; *le Feu follet*, dont le héros est pour la première fois un corsaire français ; tous ces ouvrages, écrits dans les mêmes données et par les mêmes procédés que les précédents, ont eu un égal succès. Mais lorsque M. Cooper, abandonnant la vie des mers et des forêts, a voulu transporter en Europe la scène de ses romans, il n'a plus offert, à beaucoup près, les mêmes qualités, et plusieurs de ses derniers ouvrages, *le Bravo*, *l'Heiden-Mauer*, *le Bourreau de Berne*, *Mercédès de Castille* n'ont point obtenu des lecteurs le même accueil que *le Pilote* ou *le Dernier des Mohicans*. Cependant le fécond romancier ne se lasse pas, et, chaque année, il nous arrive des régions transatlantiques quelque nouvelle production de M. Cooper, qui se traduit aussitôt dans toutes les langues de l'Europe.

Une chose qu'on ne saurait trop louer, surtout

de notre temps, dans les romans de cet éminent écrivain, c'est leur parfaite moralité, c'est le précieux talent qui a permis à M. Cooper d'écrire des romans intéressants et honnêtes, et qui peuvent sans inconvénient être mis entre toutes les mains, réunion d'avantages qui devient de plus en plus rare aujourd'hui, où l'honnêteté est si souvent ennuyeuse, où l'intérêt s'achète si souvent aux dépens de l'honnêteté, et où, pour concilier les deux choses, on a inventé le roman hypocrite et salement vertueux, c'est à dire la plus pernicieuse de toutes les immoralités.

Vous chercheriez vainement dans Cooper ces peintures lascives et ignobles où, sous prétexte de représenter le vice dans toute sa nudité, *le* romancier *vertueux* se complaît à décrire, à charger, à exagérer des situations qui ne sont propres qu'à dépraver le cœur et à vicier l'imagination; romans vertueux qui, sous prétexte de remplir une mission sociale, se glissent au bas des grands journaux, s'introduisent avec eux dans toutes les familles, et donnent à la corruption des allures et des proportions jusqu'alors inconnues.

Le célèbre romancier américain a su préserver sa plume de cette hypocrite spéculation sur les sens, qui, se parant chez les uns du nom de vérité dans l'art, chez les autres du nom de moralité sociale, et chez quelques-uns se décorant des deux sophismes à la fois, se croit le droit de tout dire, de tout dénuder, de tout peindre, sans mesure, sans retenue, sans pudeur, comme si une certaine ignorance d'un certain degré de vice n'était pas le plus précieux, le plus respectable des attributs de l'homme et surtout de la femme.

Les romans de Cooper se distinguent tous essentiellement par une manière sobre, franche et honnête d'aborder le mal, et une délicatesse extrême à mettre le bien en lumière. L'on pourrait peut-être désirer plus d'animation, plus de coloris dans quelques-uns de ses portraits de femmes, mais tous, du moins, quoique variés dans leur caractère particulier, pétulants ou calmes, mélancoliques ou gais, tendres ou imposants, foids ou passionnés, brillent par une expression générale de décence, de pudeur et de noble fierté, et parmi eux il en est de délicieux. Quoi de plus ravissant

par exemple, que cette figure de Narrah-Mattah, dans le quatrième volume des *Puritains d'Amérique*, de cette jeune Américaine enlevée tout enfant par les sauvages à sa mère qui pleure sa mort depuis tant d'années ? Elevée au sein d'une tribu des Narragansetts, la jeune Ruth est devenue la femme d'un grand chef, d'un jeune et beau Sagamore qu'elle aime de toute son âme; elle a oublié la langue, la religion, les mœurs et le toit de ses pères, elle partage toutes les affections et tous les haines de son mari, et son bonheur serait complet si la blancheur de sa peau, qui lui a valu le nom de *Narrah-Mattah, la neige blanche*, ne lui rappelait sans cesse qu'elle appartient à une race qu'on lui a appris à mépriser et à détester. Et cependant c'est son époux lui-même, son époux aimant et aimé qui, vaincu par les larmes de sa mère, la fait venir du fond des bois, et cherche à réveiller dans son âme la mémoire des jours oubliés. De tous ces souvenirs perdus qu'il évoque en vain, il n'en est resté qu'un dans le cœur de la jeune sauvage : c'est celui d'une femme *au visage pâle*, dont l'image penchée sur un berceau passe quelquefois dans ses rêves, c'est

le souvenir de sa mère, et c'est aussi de celui-là que le généreux Sagamore se sert pour raviver successivement tous les autres. Cette scène entre les deux époux, exprimée dans le langage pittoresque et concis du sauvage, est admirabe de grâce et de mélancolie. Rendue à sa mère, Narrah-Mattah ne peut vivre loin de celui auquel elle a donné son cœur ; rappelée par lui elle accourt, mais c'est pour recevoir ses derniers adieux, car il va mourir ; elle le trouve attaché au poteau de guerre, et quand il est mort elle expire à ses pieds.

Indépendamment de ses œuvres d'imagination l'illustre romancier a publié quelques autres écrits, notamment des lettres sur les Etats-Unis d'Amérique, un récit de ses voyages en Europe, qui n'est pas exempt de préjugés et d'erreurs, surtout en ce qui touche la France, et quelques opuscules politiques.

« Cooper, dit un écrivain, paraît doué d'une forte constitution, d'un caractère décidé; le tour de son esprit tend vers l'observation plus peut-être des choses que des hommes ; sa taille est un peu au-dessus de la moyenne ; les traits de son visage

sont empreints de fermeté, et ses mouvements sont plutôt rapides que gracieux ; ses gestes ont de l'énergie. Son front est très-haut. Ses yeux, qui sont enfoncés, ont une expression sauvage, inquiète, agitée, comme s'ils n'étaient point accessibles au sommeil, et semblent constamment à la recherche de quelque chose. Un de ses amis les décrit comme les yeux les plus propres aux veilles qu'il ait jamais vus ; mais leur éclat s'affaiblit quelquefois, et alors ils portent l'empreinte de sentiments plus doux et plus tendres. Dans le silence, son visage a l'expression d'une inflexible fermeté ; et quand il parle on dirait qu'il tient à son commandement toutes les passions, tous les sentiments de son cœur, et qu'à sa volonté ils viennent se réunir sur ses lèvres. Alors il captive merveilleusement l'attention de ses auditeurs. Le sculpteur David est parvenu avec un rare bonheur à donner ce caractère au magnifique buste qu'il a fait de lui.

